

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°459

JUIN 2023

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 € – Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € – Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285 (imprimé)
ISSN 2970-4499 (en ligne)

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **NOUVELLES TENSIONS ENTRE ERBIL ET BAGDAD**
- **TURQUIE : VERS UN RETOUR À L'ORTHODOXIE MONETAIRE ?**
- **ROJAVA : LA GUERRE A BAS BRUIT DES TURCS**
- **IRAN : LA REPRESSION SE POURSUIT**
- **COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE TRAITÉ DE LAUSANNE**
- **HOSHYAR ZEBARI : LE BUDGET IRAKIEN EST REMPLI DE MINES POUR LA REGION DU KURDISTAN**

NOUVELLES TENSIONS ENTRE ERBIL ET BAGDAD

Après de longs mois de négociations et de marchandages entre partis et factions, le Parlement irakien a adopté le 12 juin un projet de loi sur les budgets de 2023, 2024 et 2025. Ce texte de 69 articles a été âprement discuté. Sous la pression des partis chiites pro-iraniens plusieurs articles fragilisant le statut fédéral de la Région du Kurdistan et de ce fait contraire à la Constitution, à l'accord de gouvernement signé entre les partis kurdes et ceux des blocs chiites et sunnites ont été adoptés au grand dam du

gouvernement du Kurdistan. La part de la Région du Kurdistan dans le budget fédéral qui était théoriquement de 17% dans les années 2013-2014 est ramenée à 12,7%. Son versement, y compris pour la partie consacrée au paiement des salaires des fonctionnaires et employés des services publics, est soumis à des conditions dont la livraison quotidienne de 400.000 barils de pétrole kurde à la compagnie nationale irakienne SOMO. La Constitution irakienne de 2005, approuvée par referendum par plus de 80% des Irakiens, prévoyait le partage du

budget du pays au prorata de la population sans aucune condition, à charge pour la Région du Kurdistan bénéficiant d'une large autonomie financière d'utiliser sa dotation pour payer les salaires de ses fonctionnaires, employés, policiers et peshmergas et de financer ses propres projets d'infrastructure et de développement.

Privé, en 2014, en pleine guerre contre Daech, de sa dotation budgétaire par le gouvernement chiite de Nouri al-Maliki, le Kurdistan a dû construire un oléoduc pour expédier son pétrole via la Turquie

afin d'assurer sa survie économique. La décision de Bagdad de priver de budget une partie du pays et de sa population était totalement anticonstitutionnelle, illégale et contraire à la morale la plus élémentaire. Faute d'instance d'arbitrage reconnue des conflits entre Erbil et Bagdad, les Kurdes n'ont rien pu faire et les Alliés occidentaux se sont contentés de leur prodiguer des conseils pour trouver un compromis avec un gouvernement irakien intraitable rêvant toujours d'un centralisme à la Saddam Hussein. C'est l'une des raisons, avec la non application de l'article 140 de la Constitution stipulant la tenue d'un referendum sur le statut des territoires à majorité kurde situés hors de la Région du Kurdistan, pour lesquelles les dirigeants kurdes avaient décidé d'organiser en septembre 2017 leur propre referendum d'autodétermination. La population s'y est prononcé à 92,7% en faveur de l'indépendance du Kurdistan. Mais même les pays occidentaux qui invoquent sans cesse le Droit international, et qui ont créé par la force un Kosovo indépendant pour 1,7 millions d'Albanais de Serbie, sont restés sourds aux aspirations de leurs alliés kurdes dans la guerre contre Daech.

Amers, mais réalistes, les Kurdes se sont mis à la recherche d'un nouveau compromis avec Bagdad. Pour sortir le pays de l'impasse politique consécutive aux élections de 2021, ils ont négocié un accord avec des blocs chiites et sunnites pour la formation d'un gouvernement de coalition majoritaire sous la direction d'un nouveau premier ministre, al-Soudani, connaissant bien le Kurdistan pour y avoir séjourné pendant plusieurs années. C'est cet accord écrit qui a mis un terme à une année de vide politique en Irak, sans gouvernement légitime ni budget légal, qui vient d'être allègrement violé par les partis chiites, manœuvrés par l'Iran qui veut sinon détruire du moins affaiblir le Kurdistan fédéré qui échappe à son contrôle.

La tension est donc à nouveau vive entre Bagdad et Erbil. L'ex-président Massoud Barzani, principal architecte de l'accord de gouvernement et en colère et parle de trahison et de la remise en cause du statut du Kurdistan. Une délégation a été dépêchée à Bagdad pour tenter de remédier à la situation. Comment lier le versement des salaires des fonctionnaires du Kurdistan à la livraison ou à l'exportation quotidienne de 400.000 barils du pétrole alors que depuis le 25 mars toute exportation via la Turquie est interrompue à la suite d'une plainte de Bagdad devant la chambre d'arbitration internationale et que l'Irak ne dispose pas d'infrastructures nécessaires pour que le pétrole du Kurdistan soit acheminé vers le port de Bassorah ?

Intervenant quelques jours après l'arrêt du 30 mai d'une Cour fédérale suprême de facto, qui n'a aucune base constitutionnelle ni légale, jugeant « inconstitutionnelle » la décision du 9 octobre 2022 du Parlement du Kurdistan de proroger son mandat d'un an. Cette décision avait été prise à la suite de désaccords entre les trois partis de la coalition au pouvoir, le PDK, l'UPK et le mouvement Goran sur les modifications de la loi électorale. Le Kurdistan se retrouve donc sans Parlement d'ici les élections parlementaires prévues en principe pour le 18 novembre 2023. Sous le choc, les parlementaires kurdes sont invités à restituer leurs indemnités de 2023 et d'évacuer les logements de fonction qu'ils occupent.

Fragilisé économiquement, victime de bombardements turcs incessants à ses frontières, le Kurdistan fait ainsi face à une crise politique sérieuse aux conséquences imprévisibles.

Le budget irakien pour l'exercice 2023 est de 153 milliards de dollars. Il est calculé sur la base d'un baril de pétrole de 70 dollars. Les ressources budgétaires proviennent pour plus de 80% des recettes des

exportations du pétrole (3,2 millions de barils par jour) ; ce budget controversé reste donc tributaire des aléas du marché du pétrole et toute chute importante du prix du baril aura un impact direct sur la vie quotidienne des citoyens d'un pays où l'Etat reste de très loin le principal employeur. Le budget irakien ne prend pas en compte les salaires des milliers d'enseignants kurdes servant dans les territoires dits disputés sous contrôle du gouvernement irakien payés depuis 2014 par le gouvernement du Kurdistan, ni les réductions des salaires des fonctionnaires du Kurdistan pendant la période dite d'austérité de 2016 à 2021 où le Kurdistan a dû survivre avec ses propres moyens faute de recevoir sa part du budget fédéral. Ce même budget irakien pourvoit généreusement à l'entretien et l'armement des milices chiites dites Hachd al-Chaabi sous contrôle iranien.

Par ailleurs, le 4 juin, le gouvernement régional kurde (GRK) a rouvert le point de passage frontalier de Fish Khabour avec la Syrie qui avait été fermé le 11 mai. Le point de passage de Fish Khabour reste un lien économique clé entre le Kurdistan irakien et l'administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES) et une voie d'accès majeure pour l'aide humanitaire. Sur une autre note, le ministre irakien du Pétrole et vice-Premier ministre chargé des Affaires énergétiques, Hayyan Abdul Ghani, a annoncé qu'il avait informé la Turquie que le gouvernement irakien était prêt à reprendre les exportations de pétrole le 3 juin. Les exportations ont été interrompues en mars lorsque la Chambre d'arbitration de commerce international a ordonné à la Turquie de payer 1,5 milliard de dollars en dommages-intérêts pour avoir facilité les exportations non autorisées du GRK. Abdul Ghani a déclaré que son ministère examinait les contrats en cours et élaborait un plan alternatif avec le ministère des Ressources naturelles du GRK pour maintenir le prix de l'essence au cas où un

accord ne serait pas conclu pour reprendre les exportations.

Le 19 juin, les délégations irakienne et turque ont discuté de la reprise des exportations de pétrole du Kurdistan irakien via l'oléoduc turc de Ceyhan. Le gel actuel des exportations de pétrole coûte au Kurdistan irakien 80 % de ses revenus et menace de créer une crise économique majeure dans la région.

Bien que les deux parties semblent avoir résolu tous les problèmes techniques en suspens, de nombreux problèmes politiques subsistent. Rudaw a rapporté que la Turquie avait demandé à l'Irak de payer les frais d'entretien du pipeline de Kirkouk, mais l'Irak avait refusé parce que la Turquie avait arrêté les exportations. En outre, la Turquie a demandé à l'Irak de retirer sa plainte auprès de la Chambre de commerce internationale (CCI) et a demandé qu'elle soit autorisée à payer les 1,3 milliard de dollars que la CPI a jugé devoir à l'Irak en plusieurs versements. L'Irak a toutefois demandé à la Turquie d'accepter de bonne foi la reprise des exportations de pétrole avant les négociations sur ces questions. Pendant ce temps, le Premier ministre de la région du Kurdistan Masrour Barzini a rencontré le président turc Recep Tayyip Erdogan le 20 juin pour dis-

cuter de divers développements régionaux et des relations bilatérales entre le GRK et la Turquie.

Par ailleurs, les corps de 39 Yézidis assassinés par l'État islamique (Daech) ont finalement été ramenés à Mossoul après avoir été identifiés il y a deux ans. Le gouvernement irakien n'a offert aucune cérémonie officielle et n'a envoyé aucun haut responsable pour superviser le retour des victimes à Mossoul ou saluer leurs proches. Les familles des victimes ont également dû acheter leurs propres cercueils et drapeaux irakiens.

Les tensions restent vives entre le gouvernement irakien, les Turkmènes et les Kurdes dans les territoires dits contestés de l'Irak à propos de la saisie par le ministère irakien de la Défense des terres agricoles turkmènes et kurdes. Le 18 juin, le Haut Comité sur l'article 140 a envoyé une lettre au ministère de l'Agriculture qui, citant une décision du gouvernement irakien de 2012, exigeait qu'il restitue les terres saisies aux agriculteurs kurdes et turkmènes. Le Conseil des ministres irakien a accepté la décision du Comité suprême pour la mise en œuvre de l'article 140 et a demandé au comité de coordonner le processus de restitution des terres avec les factions kurdes au sein du Conseil des ministres et de la Chambre des représen-

tants. Cependant, on ne sait toujours pas si cela conduira à une résolution du problème. Environ 500 agriculteurs kurdes et turkmènes ont continué à faire grève pendant les célébrations de l'Aïd al Adha et se sont rassemblés sous une tente pour demander au gouvernement irakien de transmettre leurs revendications.

Le 21 juin, le House Armed Services Committee des États-Unis a adopté un amendement à la loi de 2024 sur l'autorisation de la défense nationale (NDAA) qui soutenait la fourniture de systèmes de défense aérienne aux peshmergas kurdes. Le représentant Don Bacon (R-NE-02) a parrainé l'amendement et a déclaré que les systèmes aideront les peshmergas à se défendre contre les drones et les missiles iraniens. Les Gardiens de la révolution iranienne ont attaqué le Kurdistan irakien des dizaines de fois depuis 2018, tuant et blessant des dizaines de civils. L'Iran a réagi négativement à l'amendement et le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères, Nasir Kenani, a demandé au gouvernement régional du Kurdistan (GRK) des éclaircissements supplémentaires sur ce que la fourniture des systèmes de défense aérienne implique tout en accusant les États-Unis de tenter de perturber la stabilité des États régionaux et leurs relations avec leurs voisins.

TURQUIE : VERS UN RETOUR À L'ORTHODOXIE MONETAIRE ?

Le Président turc fraîchement réélu s'est offert le 3 juin une cérémonie d'investiture grandiose transmise en direct sur toutes les chaînes de télévision du pays digne de l'intronisation d'un nouveau sultan. Des chefs d'État et de gouvernement de quelques pays amis (Azerbaïdjan, Hongrie, Qatar, Chypre du Nord, Venezuela), les élus et les obligés de l'autocrate turc ont assisté à la cérémonie puis au dîner de gala qui l'a suivi.

Les Européens et les Américains étaient représentés par leurs ambassadeurs.

Après son investiture le président turc a formé rapidement son gouvernement qui sans surprise a obtenu la confiance de l'Assemblée nationale turque où la coalition au pouvoir formée de l'AKP islamonationaliste et du parti d'extrême droite MHP disposent d'une assez confortable majorité. Le nouveau cabinet, censé relancer « le siècle

turc » par des initiatives spectaculaires, est formé de collaborateurs fidèles d'Erdogan qui, comme dans un jeu de chaises musicales, changent d'affectation. Ainsi son secrétaire général de la présidence, Ibrahim Kalin devient le nouveau chef des services de renseignement (MIT) dont le titulaire Hakam Fidan « la boîte noire d'Erdogan », est nommé ministre des Affaires étrangères. Un ancien préfet, d'origine kurde et kurdophone, Cevdet Yilmaz, docteur en sciences-poli-

tiques, devient vice-président, sorte d'assistant exécutif de son chef. La nomination la plus remarquée est celle de Mehmet Simsek au poste de ministre des Finances et du Trésor, poste qu'il avait déjà occupé dans le passé. D'origine kurde revendiquée et kurdophone, de formation anglo-saxonne, cet ancien de la banque Merrill Lynch semble très apprécié par les marchés financiers en Turquie et à l'étranger. Il a accepté ce poste en posant ses conditions d'autonomie de décision pour les politiques monétaires à mettre en place. Vu l'état alarmant de l'économie turque, le président turc a dû y consentir dans l'espoir qu'il remettra de l'ordre dans l'économie et attirera de nouveaux investisseurs étrangers. Considéré comme l'architecte du « miracle économique turc » de la décennie passée, M. Simsek a aussi obtenu la nomination de sa candidate Hafize Gaye Erkan, ancienne de Goldman Sachs, au poste de directrice générale de la Banque Centrale. Ensemble, ils comptent revenir à l'orthodoxie monétaire pour rassurer les marchés. Aussitôt

nommé, il a effectué une mission au Qatar en compagnie du vice-président turc sans doute pour obtenir une aide d'urgence afin de renflouer les réserves de la Banque centrale qui n'a plus les moyens de soutenir la monnaie turque qui se déprécie de jour en jour. Le ministre de l'Intérieur sortant, Suleyman Soylu, connu pour ses discours virulents et racistes, a été remplacé par un ancien gouverneur d'Istanbul plus modéré. A la Défense, un général Yasar Guler, remplace l'autre Hulusi Alcar.

La situation économique va sans doute obliger le président turc de se réconcilier avec les pays occidentaux et ceux du Proche-Orient en monnayant au mieux son veto à l'adhésion à l'OTAN de la Suède. Son « ami » Poutine n'est pas en mesure de sauver l'économie turque et les pétromonarchies du Golfe n'oublient pas ses insultes et incartades du passé. Elles ne se presseront pas pour lui venir en aide. Nombre de pays arabes demandent d'ailleurs le retrait des troupes turques de Syrie pour une

normalisation progressive de leurs relations.

Malgré les défis politiques et économiques qu'il affronte, le président turc promet de continuer sans relâche sa « guerre contre le terrorisme du PKK » au Kurdistan irakien et dans le Rojava. En nommant un vice-président et trois ministres d'origine kurde, il veut montrer qu'il n'est pas anti-kurde mais anti-terrorisme incluant dans cette catégorie les maires et députés kurdes emprisonnés et l'ancien co-président du parti pro-kurde HDP Selahettin Demirtas. La décision de la Cour européenne des droits de l'homme demandant à nouveau sa libération ou celle intervenue le 7 juin condamnant la Turquie dans l'affaire Osman Baydemir poursuivi et condamné en Turquie pour délit d'opinion n'ont aucun effet sur sa politique belliqueuse qui lui permet aussi de consolider autour de lui sa base islamo-nationaliste prête à tout sacrifier au nom de la patrie turque menacée par « le terrorisme et l'impérialisme global » que promet de combattre leur champion Erdogan.

ROJAVA : LA GUERRE A BAS BRUIT DES TURCS

La réélection du président turc n'a rien changé à sa politique envers les Kurdes de Rojava. La Turquie continue ses bombardements aériens ciblés contre les infrastructures civiles et militaires du Rojava et procède par des attaques de drones à l'assassinat des responsables des autorités locales dépourvues de tout moyen de défense aérienne. La terreur ainsi semée méthodiquement par les forces turques s'ajoute aux calamités comme la sécheresse et la pénurie d'eau rendant très difficile la survie d'une population déjà très éprouvée par des années de guerre de privation.

Voici quelques événements marquants du mois.

Les Forces démocratiques syriennes (FDS) ont annoncé la capture réussie d'un terroriste de l'EI (Daech) à Deir Ez Zor. Cette opération a été menée avec le soutien de la coalition dirigée par les États-Unis. Les FDS ont également saisi des armes lors du raid, renforçant encore leurs efforts dans la lutte contre l'Etat islamique. Par ailleurs, les FDS ont détenu deux individus accusés d'agir en tant qu'« agents » de la Turquie. Ces personnes auraient recueilli des informations sensibles concernant les emplacements des forces de sécurité et militaires, ainsi que les centres de l'administration autonome. Les SDF ont déclaré que les détenus étaient impliqués dans l'identification des dirigeants des SDF et recevaient une compensation financière pour leurs activités.

Le 5 juin, l'agence syrienne North Press a rapporté que le nombre de projets de logements turcs à Afrin occupé est passé de 19 en 2022 à 28 en 2023. Ces projets sont souvent construits dans des quartiers yézidis et kurdes voués à l'arabisation.

Le 10 juin, l'Administration autonome dirigée par les Kurdes dans le nord et l'est de la Syrie (AANES) a annoncé qu'elle entreprendrait le procès des combattants étrangers de l'EI (Daech) conformément aux lois du nord-est de la Syrie et aux lois internationales pertinentes. La détention depuis la chute du califat islamique de près de 5 000 djihadistes étrangers pose un risque important pour la sécurité de la population locale. Les terroristes de Daech ont tenté à plusieurs reprises de libérer les djihadistes emprisonnés à la prison

d'al-Sina, faisant plus de 140 victimes. Malgré l'urgence de la situation, les pays d'origine de ces djihadistes étrangers se sont montrés réticents à les rapatrier, laissant à l'AANES la responsabilité de gérer leurs procès. De plus, la communauté internationale n'a pas assumé la responsabilité d'établir un tribunal pour traiter de cette question pressante.

En Juin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme indique que des drones turcs ont tué 24 personnes et en ont blessé 28 autres dans le territoire contrôlé par l'AANES depuis le 1er juin. L'une des frappes a ciblé l'hôpital de Tal Rifaat le 18 juin et mis des milliers de vies en danger en interrompant les opérations médicales vitales et d'autres procédures essentielles.

Le 17 juin, l'Observatoire syrien des droits de l'homme a indiqué que 40 familles irakiennes affiliées à l'Etat islamique (Daech) seraient rapatriées en Irak depuis le nord de la Syrie occupée par la Turquie. Des officiers corrompus de l'Armée nationale syrienne, une milice auxiliaire de l'armée turque, ont aidé 37 prisonniers de Daech à s'évader d'une prison de Ras al Ain sous contrôle turc. Près de la moitié des évadés étaient peut-être des commandants de Daech, et plusieurs sources locales ont affirmé qu'ils avaient été envoyés dans des zones contrôlées par les FDS pour organiser des attaques. Les forces turques auraient arrêté cinq évadés et six gardiens de prison à la suite de l'évasion, mais plusieurs commentateurs ont mis en doute les affirmations turques et ont accusé la Turquie d'utiliser l'épisode comme prétexte pour poursuivre sa campagne d'arrestations arbitraires.

Le 20 juin, un drone turc a pris pour cible un véhicule transportant plusieurs responsables de l'AANES, tuant la coprésidente du Conseil régional de Qamishli, Yusra Darwish ; le coprésident adjoint, Leyman Shouish et leur chauffeur Farat Toma. L'attaque, qui a également blessé l'autre coprésident adjoint du Conseil de la région de Qamishli,

Gabi Shamoun, est survenue quelques jours après que l'AANES a annoncé qu'elle commencerait à juger les combattants de Daech détenus dans ses centres de détention, une décision à laquelle la Turquie s'oppose. Shamoun a déclaré plus tard que les attaques turques répétées visaient à déstabiliser la région et a souligné que les attaques avaient forcé la population civile de la région à vivre dans un état de peur et de terreur. Simultanément, les habitants de Raqqa, les chefs tribaux arabes, les anciens et les membres du Conseil civique de Raqqa ont manifesté publiquement contre les attaques turques en cours.

La Turquie a poursuivi ses efforts pour « arabiser » les zones qu'elle occupe en Syrie en brisant les économies locales et en terrorisant les populations indigènes. Au cours des trois derniers mois, 256 familles autochtones, pour la plupart des Kurdes, ont fui les zones d'occupation turque vers des zones contrôlées par les Forces démocratiques syriennes (SDF) parce que les politiques de la Turquie et le comportement prédateur de ses mercenaires soutenus par la Turquie ont rendu leurs maisons inhabitables. La Turquie prévoit de repeupler ces zones avec des réfugiés arabes rapatriés. Le 25 juin, les autorités turques ont expulsé 130 personnes de Turquie vers des zones au nord d'Alep. Dans le même temps, l'agence syrienne North Press Agency a rapporté que la politique de réinstallation de la Turquie avait réduit le pourcentage de Kurdes à Afrin de 90-95% à environ 33%. Les forces turques ont tué un membre des Forces de libération d'Afrin et la gendarmerie turque a tué un civil pour avoir traversé la frontière syro-turque.

Le 25 juin, les FDS ont arrêté trois hommes à Qamishli et les ont accusés d'avoir recruté de jeunes hommes pour le compte de milices affiliées à l'Iran. Les suspects ont affirmé que le Hezbollah libanais et le régime d'Assad recrutaient, armaient et entraînaient des jeunes

hommes de Hasakah et Deir Ez Zor pour renverser l'AANES.

Sur le plan diplomatique, le ministre syrien des Affaires étrangères Faisal Mekdad a rencontré plusieurs hauts responsables irakiens à Bagdad, dont le président Latif Rashid, le Premier ministre Mohammed Shia al Sudani et le ministre des Affaires étrangères Fuad Hussein. Le bureau de Sudani a alors annoncé qu'il avait accepté une invitation formelle à Damas. De son côté, Hussein a salué le retour de la Syrie dans la Ligue arabe lors d'une conférence de presse et a déclaré : « La Syrie traverse une situation très difficile et elle a besoin d'une action aux niveaux régional et international. La question des réfugiés syriens est un élément essentiel de cette situation ». Hussein a poursuivi en disant que l'Irak accueille 250 000 réfugiés syriens, principalement au Kurdistan irakien.

Le Kazakhstan a accueilli le 20e cycle des pourparlers d'Astana les 20 et 21 juin. La Syrie, la Russie, l'Iran, la Turquie et des membres de l'opposition syrienne y ont participé. Des observateurs des Nations Unies (ONU), du Liban, de la Jordanie et de l'Irak ont également été invités. L'objectif de ces pourparlers était de reconstruire les relations entre la Turquie et la Syrie et de faciliter la réintégration du régime d'Assad dans l'ordre régional. Un porte-parole de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (AANES), Bedran Chiya Kurd, a déclaré que l'élément antiterroriste des pourparlers était cadré dans l'intérêt de la Turquie et dépeint le peuple kurde et l'AANES comme faisant partie du problème de la terreur. Malgré une pléthore de problèmes non résolus, le Kazakhstan a proposé de manière inattendue la conclusion des pourparlers, affirmant que leur objectif avait été atteint avec la réémergence progressive de la Syrie de son isolement. La Russie a exprimé le souhait de poursuivre les pourparlers et a proposé d'organiser des cycles alternés en Turquie et en Russie

IRAN : LA REPRESSION SE POURSUIT

Les autorités iraniennes ont poursuivi leur répression des manifestations qui ont eu lieu au cours des derniers mois. Des rapports indiquent qu'au moins 10 Kurdes ont été arrêtés dans diverses villes, dont Téhéran, Senna, Ahwaz, Bandar Abbas, Karaj et Sahna. Bien que les manifestations anti-gouvernementales se soient calmées, les tribunaux du régime prononcent toujours activement des condamnations à la fois contre les organisateurs et les participants. L'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a rapporté que le tribunal révolutionnaire islamique de Mahabad a récemment rendu un verdict condamnant un père et son fils à trois ans et sept mois de prison. Cela fait suite à une série d'autres peines infligées à diverses personnes. Parmi eux, un imam kurde de Senna a été condamné à sept mois et demi, le fils d'une victime politique décédée à Shinno a été condamné à trois ans de prison, un syndicaliste kurde à Baneh a été condamné à quinze mois et une militante à Ilam a été condamné à trois mois de prison. Des gardes-frontières iraniens ont blessé au moins dix portefaix transfrontaliers (kolbar) dans la région kurde au cours des deux premières semaines de juin.

Les autorités iraniennes ont arrêté une star du football kurde nommée Voria Ghafouri à Téhéran après avoir annoncé sa retraite et adressé un message d'adieu aux fans. Ghafouri a soutenu plusieurs manifestations anti-gouvernementales, dont le soulèvement de Jîna Amini, et a été accusé d'"incitation contre le régime". Le régime iranien a également intensifié sa campagne de répression contre le Kurdistan iranien et a détenu Shoresh Mohammedpour, Melad Nasri, Saman Aslani, Mokhtar Minbari à Senna, un Kurde franco-iranien nommé Amen Haidari à

Kermanshah, un jeune de 18 ans nommé Kawian Mawlodi à Mahabad et Arash Younis à Ilam.. De plus, l'Organisation Hengaw pour les droits de l'homme a signalé que le régime iranien avait arrêté plus de 100 civils en mai, dont 54 Kurdes. Par ailleurs, le département américain du Trésor a sanctionné une société technologique iranienne nommée Arvan Cloud et sa filiale basée aux Émirats arabes unis (EAU) pour avoir censuré Internet en Iran.

Parallèlement à une intense répression contre les militants et les civils kurdes dans la région du Kurdistan d'Iran, le régime a renforcé sa présence aux frontières kurdes. Les forces de sécurité ont arrêté au moins 30 civils à leur retour d'une visite sur les tombes de manifestants tombés à Senna, Dewalan et Diwandara, y compris des membres de leur famille. Deux militants kurdes, Farzad Karimi et Hemin Ahmadzadeh, ont été condamnés à cinq ans et 18 mois de prison pour des accusations liées aux récentes manifestations antigouvernementales. En outre, les forces du régime ont procédé à des arrestations dans diverses villes, dont Marivan, Ilam, Saqqez, Piranshahr, Senna et Kamyaran. Parmi les personnes détenues figurent des enseignants, des écrivains, des athlètes et des étudiants.

Hengaw a rapporté que les forces de sécurité iraniennes avaient arrêté 168 Iraniens, dont 77 Kurdes et 50 Baloutches, en juin. Les autorités iraniennes ont arrêté neuf autres Kurdes à Saqqez, dont une femme nommée Shahla Chopani, ce qui porte à 14 le nombre total de Kurdes arrêtés au cours des deux dernières semaines de juin. Le régime iranien a détenu plusieurs autres Kurdes à Senna, Mahabad et Naghadeh. Dans le même temps, le tribunal révolu-

tionnaire islamique d'Ilam a condamné un Kurde à neuf ans de prison pour "manque de respect au dirigeant de la République islamique" et participation à des manifestations anti-gouvernementales. De plus, un manifestant kurde du nom de Mehdi Sadiqi a mis fin à ses jours deux semaines après avoir passé six mois dans les prisons iraniennes. Plusieurs organisations de défense des droits humains ont affirmé que Sadiqi avait été torturé pendant son emprisonnement. Enfin, les forces iraniennes ont continué d'attaquer plusieurs villages le long de la frontière irano-turque près d'Ourmia avec des tirs indirects et ont saisi au moins 700 têtes de bétail appartenant à des Kurdes locaux.

Le régime iranien a condamné deux imams kurdes, Ibrahim Karimi et Loqman Amini, à des peines de prison pour "propagande contre le régime" pour avoir soutenu des manifestations anti-gouvernementales à Senna l'année dernière. Karimi a été condamné à 12 ans de prison et Amini à 11 ans. Hengaw rapporte que le régime iranien avait limogé 16 imams kurdes depuis le début des manifestations en septembre 2022. Douze des imams limogés ont été condamnés à de longues peines de prison et les quatre autres attendent leur condamnation. Parallèlement, le tribunal révolutionnaire islamique de Mahabad a condamné quatre manifestants kurdes de Piranshahr à des peines de prison allant de trois à quatre ans. Les autorités iraniennes ont également arrêté plusieurs Kurdes à Saqqez, Mahabad, Ourmia, Piranshahr et Shabad. Des affrontements armés entre le Parti de la vie libre du Kurdistan (PJAK) et le Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) ont éclaté près de Marivan et Swalawa. L'IRGC a confirmé qu'un de ses membres avait été tué pendant les combats, mais le PJAK n'a publié aucune

déclaration officielle concernant l'incident. Par ailleurs, les forces de sécurité iraniennes ont arrêté trois militants et un adolescent à Saqqez, un militant nommé Wahid Chawaran à Ilam, un journaliste nommé Jabar Azizi à Jwanro et trois militants écologistes à Kamyaran. Dans le même temps, les tribunaux de Téhéran ont ajouté 91 jours à la peine de trois ans et huit mois de prison du militant Ahmed Deraza pour son soutien aux manifestations anti-gouvernementales et ont condamné un autre militant du nom de Parham Parwari à 15 ans de prison pour « atteinte à la sécurité nationale ». Enfin, des gardes-frontières iraniens ont tué samedi un portefaix kurde

près de Baneh. Hengaw a déclaré que le régime avait tué cinq portefaix et blessé au moins 32 depuis le 20 mars.

Sur le plan diplomatique, le Conseil de l'Union européenne (UE) a sanctionné sept responsables iraniens pour "graves violations des droits de l'homme". Parmi les personnes sanctionnées figurent le commandant du Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) dans la province d'Ispahan et le gouverneur de la province de Guilan. Le Conseil a affirmé qu'il avait désormais sanctionné 223 individus et 37 entités iraniens, gelé leurs avoirs et leur avait interdit de se rendre dans l'UE.

Le secrétaire d'État américain Tony Blinken a démenti les affirmations de plusieurs responsables iraniens et a nié que les États-Unis aient conclu un accord avec l'Iran sur son programme nucléaire. Pendant ce temps, la Russie a exprimé son intention de finaliser la création d'une « zone de libre-échange » avec l'Iran et plusieurs autres nations d'ici la fin de l'année. Il convient de noter que la Russie et l'Iran ont déjà réduit les droits de douane sur des centaines de marchandises échangées entre eux. L'Iran a également soutenu la guerre de la Russie en Ukraine et l'a aidée à échapper aux sanctions occidentales.

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LE TRAITÉ DE LAUSANNE



l'approche du centenaire de la signature du Traité de Lausanne du 24 juillet 1923 qui a consacré la fondation de la Turquie dans ses frontières actuelle et entériné la partition du Kurdistan entre quatre États de la région, de nombreuses initiatives de commémoration se font jour au sein de la diaspora et au Kurdistan.

Des conférences, des colloques, des manifestations sont organisées ou prévues un peu partout en juin et juillet par des associations ou partis politiques kurdes.

Dans ce contexte, l'Institut kurde a organisé le 10 juin 2023 en partenariat avec deux associations suisses (Suisse-Arménie et AFKIV) et la Ville de Lausanne un colloque international dans la salle historique du Conseil municipal de l'Hôtel de Ville de Lausanne. Le colloque a d'ailleurs été ouvert par le discours de bienvenue du Syndic (Maire) de Lausanne, M. Grégoire Junod, qui a rappelé que la ville avait été choisie par les Alliés en raison de la neutralité suisse et de ses excellentes infrastructures hôtelières et parce qu'elle se trouvait aussi sur

la ligne du fameux Orient-Express reliant Constantinople à Paris. Hôte de la conférence, Lausanne et plus généralement la Suisse ne sont pas responsables pour les conséquences dramatiques de ce Traité pour les peuples exclus : Kurdes, Arméniens, Assyro-Chaldéens... Il a exprimé toute la sympathie de sa ville pour le peuple kurde, une ville qui après avoir accueilli et formé dans ses universités d'éminents intellectuels kurdes comme Nouredine Zaza et Ismet Cheriff Vanly, accueille aujourd'hui une importante communauté kurde bien intégrée et originaire de toutes les régions du Kurdistan.

Le colloque a réuni autour de quatre tables rondes des universitaires spécialisés arménien, assyro-chaldéen, kurdes, turcs et occidentaux ainsi que des élus suisses, français et kurdes pour dresser l'état des lieux des conséquences de ce Traité pour les peuples exclus de la région et esquisser des perspectives pour le futur.

Dans une première table ronde dirigée par Mme Joyce Blau consacrée au contexte historique, le professeur Hamit Bozarslan (EHES) a évoqué la situation politique de

l'Empire ottoman après la Première guerre mondiale où, allié à l'Allemagne, il a été vaincu et a été obligé de consentir par le Traité de Sèvres d'août 1920 à la création d'une Arménie et d'un Kurdistan indépendants et de renoncer à ses provinces arabes (Syrie, Mésopotamie, Transjordanie) désormais sous contrôle des Britanniques et des Français ou devenus indépendants de fait (Arabie, Egypte). La résistance turque sous la conduite de Mustafa Kemal, soutenue par une partie des élites traditionnelles kurdes, financée et armée par la Russie bolchévique de Lénine a fini par gagner la guerre d'indépendance face au corps expéditionnaire grec soutenu par les Britanniques. C'est cette victoire qui a permis aux nationalistes turcs issus pour l'essentiel des rangs du Comité Union et Progrès qui a perpétré en 1915 un véritable génocide contre les Arméniens de l'empire ottoman et chassé par la force près d'un million de Grecs d'Anatolie afin de créer une Turquie religieusement homogène où les musulmans non turcs, principalement les Kurdes doivent être assimilés et turquisés par la force.

Ces nouvelles réalités du terrain

ont obligé les Alliés à convoquer une nouvelle conférence de paix afin de négocier un nouveau traité entérinant de fait le Traité de Sèvres. L'universitaire et chercheur suisse Hans-Lukas Kieser, auteur notamment d'un ouvrage de référence sur Lausanne « *When Democracy Died. The Middle East's Enduring Peace of Lausanne* » (Cambridge University Press 2023) a décrit le processus des négociations et les principales dispositions du Traité de Lausanne. Il a également évoqué l'idéologie et la vision du monde darwiniste et profondément raciste de certains négociateurs turcs, dont le n°2 de la Délégation du Gouvernement de la Grande Assemblée nationale turque, le Dr. Riza Nur, haineux et méprisant vis-à-vis des Arméniens et des Kurdes, obsédé par la crainte de création d'un Kurdistan autonome ou indépendant dans le vilayet de Mossoul (actuel Kurdistan irakien) sous contrôle britannique. Enfin l'admiration vouée par Hitler à Mustafa Kemal qui a su imposer par les armes la révision du système des traités de Versailles. On sait aussi qu'avant d'entreprendre la Shoah, Hitler avait dit à ses partisans : « Qui se souvient encore de l'extermination des Arméniens ? ». L'avocate Derya Bayir a présenté une analyse pointue des minorités et du nationalisme dans les lois turques tandis que le chercheur américain de l'Université d'Oberlin, Ohio, Leonard Smith a traité des échanges de populations gréco-turques et gréco-bulgares dans une période dominée par l'obsession nationaliste de former des États ethniquement et religieusement homogènes arrachant des centaines de milliers de personnes à leurs terres natales. Ces échanges qu'on qualifierait aujourd'hui d'épuration ethniques dont les principales victimes furent les Grecs d'Anatolie, une terre où toutes les villes, tous les villages avaient été fondés par leurs ancêtres qui y ont développé une brillante civilisation d'où ils ont été arrachés comme des mauvaises herbes.

Dans la 2^e table-ronde dirigée par Mme Nazand Begikhani, les professeurs émérites Raymond Kévorkian (Sorbonne) et Joseph Yacoub (Université Catholique de Lyon) ont respectivement évoqué le sort tragique des Arméniens et des Assyro-Chaldéens après le Traité de Lausanne. Certes, celui-ci, comme l'a rappelé le professeur turc Baskin Oran (Université d'Ankara), a reconnu dans ses articles 38, 39, 40 des droits pour les minorités, pour la libre pratique de leur culte, pour des écoles, des églises et des publications dans leur langue ainsi que l'égalité pour les droits politiques et civils. Bien que « garanties » par la Société des Nations ces droits n'ont pas été respectés par les autorités turques. De toutes façons ces minorités non musulmanes sont devenues numériquement résiduelles. Ainsi les Grecs qui après les pogroms massifs de 1922 et l'échange des populations de 1923 représentaient encore 2,7% de la population au recensement de 1927 sont actuellement moins d'un millièm, à peine 2500-3000 personnes. Les Arméniens sont environ 50.000. Le professeur Oran a rappelé que population musulmane, les Kurdes n'ont pas été considérés comme une minorité protégée par le Traité de Lausanne. Même les dispositions garantissant à tout citoyen du pays le libre usage oral de sa langue, y compris devant les tribunaux, le droit à utiliser librement sa langue dans la vie économique et sociale, dans la presse et les publications ont été refusé aux Kurdes dont la langue et la culture ont été interdites jusqu'en 1992. Il a cité de nombreux exemples récents de restriction de l'usage de la langue kurde dans l'espace public.

Ce sujet a été abordé avec plus de détails dans l'exposé du professeur Mesut Yegen (Université d'Ankara) au cours de la 3^e table-ronde dirigée par Hamit Bozarslan. Evoquant les déportations des populations kurdes, des massacres frisant le génocide comme à Dersim en 1937-1938, le bannissement de la langue, de la

culture, de l'histoire kurde, la turquisation des noms géographiques kurdes, le professeur Yegen a souligné que les Kurdes ont subi un véritable génocide culturel sous la république turque. Dans la même table ronde le professeur Jordi Tejel Gorgas (Université de Neuchâtel) a évoqué le sort des Kurdes en Syrie sous le mandat français et puis sous les régimes nationalistes arabes. De son côté, le professeur Sherko Kirmanj (Université d'Ulster) a évoqué l'impact du Traité de Lausanne sur le sort du vilayet de Mossoul et la question kurde en Irak sous le mandat britannique et dans les décennies suivantes. Mme Nazand Begikhani (professeure invitée à Sciences-Po Paris) a fait une présentation intitulée « Repenser l'histoire kurde dans une perspective féministe ».

Dans la dernière table-ronde de cette journée, riche et chargée, dirigée par Kendal Nezan, la parlementaire kurdo-suisse Sibel Arslan et sa collègue Laurence Fehlman-Rielle ont appelé la Suisse à offrir un accueil bienveillant aux réfugiés kurdes fuyant les politiques répressives de Etats issus du Traité de Lausanne, à plaider dans les instances nationales et internationales pour le respect des droits humains des Kurdes et à fournir une aide humanitaire à des populations kurdes en détresse comme celles du Rojava et les déplacés yézidis du Kurdistan irakien. Le sénateur de Paris, Rémi Féraud, a parlé du devoir de solidarité envers le peuple kurde en lutte pour sa liberté, qui combat aussi les djihadistes de Daech pour notre liberté et notre sécurité. La France n'étant plus une grande puissance, elle peut agir au sein de l'Union européenne en faveur d'une politique d'accueil pour les réfugiés kurdes, d'une aide multiforme pour le Kurdistan irakien et pour le Rojava, l'Europe doit user de toute son influence pour que les droits des Kurdes de Turquie et d'Iran soient reconnus et qu'ils puissent vivre sur la terre de leurs ancêtres dans le respect de leur dignité et de leur identité, a-t-il déclaré. De

son côté, Oman Baydemir, ancien député et ancien maire de Diyarbakir qui vit en exil, a appelé la diaspora kurde d'Europe à mieux s'organiser pour sensibiliser l'opinion publique occidentale au sort et au combat du peuple kurde en rappelant la responsabilité morale et politique des pays occidentaux dans le sort des Kurdes, victimes des injustices de l'histoire.

Intervenant en visio-conférence depuis le États-Unis, l'ancien ambassadeur américain Peter Galbraith, soutien de longue date de la cause kurde, a appelé les Kurdes à reconnaître leur part de responsabilité dans leur destin. S'ils étaient unis

ils auraient pu avoir un impact à Lausanne. Dans le monde actuel, les seules pressions occidentales sur la Turquie et l'Iran ne peuvent produire des résultats que si les Kurdes sont unis et forts sur le terrain. Il n'a pas exclu que le président turc Erdogan, fraîchement réélu, cherche à l'avenir un compromis non seulement avec les Occidentaux pour renflouer son économie mais aussi avec les Kurdes.

Le colloque a été suivi par des représentants des associations kurdes venant de Norvège, de Suède, d'Allemagne, du Danemark, de France, d'Italie, du Kazakhstan, du Kurdistan, des Pays-Bas et des

Etats-Unis ainsi que bien sûr de Suisse. De nombreux inscrits sur une liste d'attente n'ont pas pu y assister faute de place.

Pour répondre à ces attentes, toutes les interventions au colloque ont été mises en ligne dans leur version française sur le site de l'Institut kurde. Elles seront plus tard sous forme de livre.

Par ailleurs, la Ville de Lausanne a organisé une très belle exposition sur la Conférence de Lausanne consacrant une place significative aux doléances des Kurdes, des Arméniens, des Grecs et des Assyro-Chaldéens et aux objets d'art d'artistes kurdes.

HOSHYAR ZEBARI : LE BUDGET IRAKIEN EST REMPLI DE MINES POUR LA REGION DU KURDISTAN

Hoshyar Zebari est une personnalité politique reconnue et appréciée tant au Kurdistan qu'en Irak et au Moyen-Orient. Il a longtemps exercé les fonctions de ministre des Affaires étrangères de l'Irak post-Saddam et un temps celles de ministre des Finances. Bête noire des factions chiites pro-iraniennes pour avoir permis le retour des forces américaines en 2014 pour faire face à la déferlante de Daech qui, après la prise de Mossoul, menaçait de marcher sur Bagdad, sa candidature à la présidence de la république irakienne a été écartée en 2021 par les manoeuvres de ces factions et de la Cour Suprême irakienne qu'elles contrôlent. Depuis, il vit au Kurdistan où il reste actif au sein du Bureau politique du PDK et dans le débat public.

Le 22 juin, il a été l'invité d'une émission populaire de la chaîne kurde RUDAW où il a répondu aux questions des journalistes et du public sur la situation au Kurdistan et en Irak.

Extraits.

Rûdaw : Il y a des efforts depuis un certain temps en Irak pour affaiblir la position de la région du Kurdistan, qu'en pensez-vous ?

Hoshyar Zebari : Il y a un tel effort et il est en train de s'intensifier. En fait, il y a beaucoup de raisons. Bien sûr, la principale raison est que ceux au pouvoir au nom de l'Alliance de Gouvernance de l'État ou du Cadre de Coordination Chiite n'ont pas respecté l'accord politique écrit signé pour le gouvernement formé sous la présidence d'al-Soudani. Deuxièmement, ils n'ont pas respecté l'accord entre les deux gouvernements (Erbil et Bagdad) et n'ont pas tenu les promesses faites à notre leadership. Par conséquent, lorsque le budget est allé au parlement et a été voté, il est malheureusement apparu qu'ils n'ont pas tenu les engagements pris. C'est un signe fort que nous devons réévaluer notre propre situation.

La question du budget est très importante et j'ai beaucoup de choses à dire sur le budget, mais la partie réservée à la région du Kurdistan est pleine de mines. Nous ne le voyons donc pas aussi

simplement parce qu'ils l'ont fait de manière très planifiée et programmée. Comment l'ont-ils fait ? Comme vous l'avez dit, ces efforts ont été en cours depuis le début. Ils s'en prennent aux droits constitutionnels de la région du Kurdistan. La région du Kurdistan a été fondée avec beaucoup de luttes et de sang et, à la fin, nos droits ont été définis par cette constitution. La légitimité du fédéralisme, la question du partenariat et la définition de la région du Kurdistan. Maintenant, leur seul but est de changer cette constitution. Parce qu'ils soutiennent que l'Irak ne devrait pas être gouverné par un système fédéral, mais par un pouvoir central. En d'autres termes, nous nous sommes battus dans le passé pour que l'Irak ne revienne pas à l'époque de la dictature, de l'autoritarisme, de l'homme unique, du parti unique et de la nation unique, mais maintenant l'opinion à Bagdad se tourne à nouveau dans cette direction.

De plus, ces pressions ne s'arrêteront pas là. Ils font de la discrimination sur des choses essentielles comme le budget, le pétrole, les médicaments et les droits financiers

des agriculteurs. Si vous posez la question au Ministère de la Santé, vous voyez qu'ils font de la discrimination en matière d'approvisionnement en médicaments. Tous ont un objectif commun ; éliminer ou affaiblir ce statut. Bien sûr, ce n'est pas l'avis de tous, mais celui de certains. "Le pouvoir est désormais entre nos mains, les sunnites sont faibles et dispersés, seule la région du Kurdistan peut s'opposer à nous", pensent-ils.

Une autre raison est les contradictions parmi les Kurdes. Bien sûr, ils profitent de ce vide et utilisent une partie de l'intérieur pour affaiblir la région du Kurdistan. Malheureusement, lorsque nous regardons, nous voyons qu'il y a un effort pour démanteler cette structure de la région du Kurdistan et briser son unité, et une partie accepte cela. Malheureusement, il est malheureux de le dire en tant que Kurde.

Un autre point est que nous étions forts à Bagdad auparavant, nous avions une voix, nous avions une couleur, nous avions des décisions, nous étions décisionnaires. Maintenant, cette position s'est affaiblie, la question n'est pas les postes mais le rôle joué à Bagdad était plus fort. À l'époque, il n'était de l'affaire de personne de parler des droits financiers de la région du Kurdistan dans le budget. C'était une ligne rouge, maintenant ils descendent dans les détails. Avant, il n'y avait qu'un seul article dans le budget, maintenant ils en ont rempli deux pages et c'est plein de mines, plein de problèmes. Alors quelle est la sortie de cette situation? Bien sûr, la vérité la plus claire est que nous devons nous réorganiser à l'intérieur.

Un autre sujet est de légitimer les institutions et organisations de la région du Kurdistan. Cela ne peut être réalisé qu'avec des élections transparentes. Mais je pense que ces attaques continueront et ne se limiteront pas à cela.

Rûdaw: Quelles autres étapes prévoyez-vous de Bagdad?

Hoshyar Zebari: Oui, je prévois d'autres choses, demain ils pourraient dire que les postes frontaliers doivent également nous obéir. Ils considèrent les postes frontaliers, les passages frontaliers et même les aéroports comme des points de passage frontaliers.

Demain, ils pourraient dire que l'armée doit contrôler toutes les frontières. Parce que c'est une question de souveraineté et ils peuvent dire beaucoup de choses l'une après l'autre. Bien sûr, ils utilisent les tribunaux contre la région du Kurdistan. Nous avons des problèmes, donc notre situation pourrait être davantage sous pression mais il y a une solution comme je l'ai mentionné, essayons de réorganiser la maison kurde, rapprochons-nous et allons aux élections. Ils s'en prennent à la région du Kurdistan et à son existence. Nous avons vu qu'ils ont pris des décisions très injustes et inconstitutionnelles contre la région du Kurdistan. Ils peuvent utiliser le tribunal comme un outil à leur guise et nous avons des problèmes à ce sujet. (...)

Rûdaw: L'opposition la plus dangereuse n'est-elle pas celle qui se trouve à l'intérieur du Kurdistan, en particulier entre le PDK et l'UPK?

Hoshyar Zebari: Bien sûr, cela crée des tensions. Mais malheureusement, nos frères de l'UPK semblent soutenir l'idée de réduire les pouvoirs de la région du Kurdistan à Bagdad.

Rûdaw: Est-ce que l'UPK veut cela ?

Hoshyar Zebari: Il semble que oui. Leurs actions le suggèrent, mais je ne connais pas les détails. Comme je l'ai dit, nous avons eu des différends et des débats par le passé, mais il y avait certaines lignes rouges que ni le PDK ni l'UPK ne franchissaient. C'était dans le meilleur intérêt de la région du Kurdistan. C'était le statut fédéral uni de la région du Kurdistan. Il y a maintenant

des efforts pour éliminer cela aussi. Cela ne signifie pas que nous ne pouvons plus conclure d'accord avec nos frères de l'UPK. Après ces événements, la direction de l'UPK a demandé récemment un rendez-vous au PDK.

Rûdaw: Vous ont-ils transmis cette demande?

Hoshyar Zebari: Oui, nous nous réunirons prochainement pour discuter de tous les problèmes, nous les mettrons sur la table. De plus, notre peuple est sensible, il suit. Ils savent quel est le problème. (...)

Rûdaw: Vous avez dit qu'ils utilisaient un parti de l'intérieur pour affaiblir la région du Kurdistan. Est-ce ce parti l'UPK?

Hoshyar Zebari: Oui, très clairement. En d'autres termes, ils (Bagdad) veulent que le PDK et l'UPK soient en désaccord. C'est pourquoi nous ne devrions pas leur donner cette opportunité.

Rûdaw: Vous avez longtemps été ministre des Affaires étrangères de l'Irak et pendant un certain temps ministre des Finances. Pensez-vous que la loi de finances a été injuste envers la région du Kurdistan?

Hoshyar Zebari: J'ai parlé de ce sujet lors de notre réunion avec les experts du Ministère des Finances il y a deux jours. Quand je suis allé au Parlement irakien en 2015, j'ai présenté le projet de loi de finances. J'y ai noté que le gouvernement irakien devait 15 milliards de dollars à la région du Kurdistan. Imaginez combien nous avons perdu depuis lors.

Rûdaw: À quoi était due cette dette?

Hoshyar Zebari: C'était des arriérés. C'était les droits financiers de la région du Kurdistan, c'était sa part accumulée. Tous nos accords avaient été pris en compte. C'étaient des documents officiels présentés

au Parlement sous les yeux du monde entier au nom du Ministère des Finances irakien. On nous fait beaucoup d'injustice.

Rûdaw: Quelle est la mine dont vous parlez dans la loi de finances?

Hoshyar **Zebari**: Tous les pouvoirs punitifs, toutes les conditions préalables sont comme des mines. Si vous n'obéissez pas, je fais cela, si vous n'appliquez pas, je prends cette mesure contre vous.

Rûdaw: Pourquoi a-t-elle été acceptée?

Hoshyar **Zebari**: Vous devriez demander à ceux qui ont négocié cela avec Bagdad. A nos responsables au Parlement également.

Rûdaw: Vos représentants au Parlement n'ont-ils pas consulté l'opinion de leur parti?

Hoshyar **Zebari**: Dans certains cas, ils l'ont fait, mais bien sûr, ils ont été trompés. Jusqu'à ce que la loi de finances soit approuvée, ils ont essayé de les duper en disant que les députés étaient libres de prendre leurs décisions.

Rûdaw: Est-ce que c'est le Cadre de Coordination Chiite qui l'a fait?

Hoshyar **Zebari**: Cent pour cent.

Rûdaw: Regrettez-vous l'accord que vous avez passé avec eux (le Cadre de Coordination Chiite) ?

Hoshyar **Zebari**: Bien sûr, mais l'accord n'est pas verbal, il est écrit et signé.

Rûdaw: À chaque fois qu'ils ont besoin des Kurdes, ils signent un accord mais ensuite ils font marche arrière. Pourquoi les Kurdes ne tirent-ils pas de leçon à chaque fois?

Hoshyar **Zebari**: Nous avons appris la leçon. Mais cela dépend aussi

des individus. À quel point devez-vous dire "je ne peux pas accepter cela" ? Maintenant, regardez, dans la région du Kurdistan, le PDK dit non à cela.

Rûdaw: L'UPK ne dit pas non?

Hoshyar **Zebari**: Je n'ai pas entendu jusqu'à présent. Ils n'ont pas dit non. Ils ont également confirmé qu'ils étaient ouvertement contre la région du Kurdistan.

Rûdaw: Cependant, ils soutiennent que ce qu'ils font est dans l'intérêt de la région du Kurdistan?

Hoshyar **Zebari**: Si vous demandez à une personne vraiment impartiale, elle vous dira que diviser la région du Kurdistan n'est dans l'intérêt de personne.

Rûdaw: Le président de l'Irak ne peut-il pas empêcher ces pressions sur la région du Kurdistan?

Hoshyar **Zebari**: Nous sous-estimons le poste de Président alors qu'il est très important selon la Constitution. Il est partenaire de l'exécutif et protecteur de la Constitution. Bien sûr, si demain le Parlement ou la Cour fédérale prend une décision contraire aux droits constitutionnels de la région du Kurdistan, le Président a le droit de l'empêcher. Il a le droit de dire "C'est contraire à la Constitution".

Rûdaw: La loi donne-t-elle aussi ce pouvoir en matière de budget?

Hoshyar **Zebari**: Bien sûr. Dans le passé, quand Jalal TALABANI était à Bagdad, nous l'avons fait, aucune décision pour laquelle nous n'avons pas voté ne pouvait passer. Malheureusement, ce n'est pas le cas ces dernières années.

Rûdaw: Que peut faire le président maintenant?

Hoshyar **Zebari** : Il peut prendre position contre cela.

Rûdaw : Bagdad tiendrait-elle compte de cette position ?

Hoshyar **Zebari** : C'est le président et bien sûr il est pris en compte. La presse irakienne, la presse étrangère tiennent compte, donc ce n'est pas une position sans pouvoir.

Rûdaw : Auparavant, les délégations étrangères qui venaient à Bagdad rendaient également visite à la Région du Kurdistan. Pourquoi le nombre de ces visites a-t-il diminué maintenant ?

Hoshyar **Zebari** : Hier, une grande délégation commerciale des États-Unis était à Erbil, puis est allée à Suleimanieh. Les délégations viennent. Bien sûr, la situation a changé un peu en raison de la pandémie de coronavirus et ensuite la guerre en Ukraine. Avec le changement d'équilibre entre les États-Unis, la Chine et la Russie, les politiques étrangères de ces pays ont également changé. Ce n'est pas seulement une question qui nous concerne. En général, de nouvelles alliances se forment, il y a une nouvelle conjoncture dans le monde entier. C'est une nouvelle situation, ce n'est plus comme avant. Il y a bien sûr des raisons pour lesquelles le nombre de visites de délégations en Irak et dans la Région du Kurdistan a diminué, mais c'est une situation mondiale et le point de mire du monde a changé.

Rûdaw : Donc il y a une diminution ?

Hoshyar **Zebari** : Bien sûr, pendant la guerre contre l'EI, il y avait plus de visites, la Région du Kurdistan était en effet plus forte, elle était au centre de l'attention et il y avait plus d'intérêt. La situation interne de la Région du Kurdistan est bien sûr perçue avec tristesse de l'extérieur, il faut dire la vérité.

Rûdaw : La situation dans la Région du Kurdistan entraîne-t-elle un manque d'attention de l'extérieur ?

Hoshiyar **Zebari** : Jusqu'à présent, non. Nos amis sur la scène internationale soutiennent une Région du Kurdistan forte au sein d'un Irak fort. Mais si les problèmes ne sont pas résolus, s'il n'y a pas de production, d'intérêt économique, alors le monde montre moins d'intérêt.

Rûdaw : Est-il vrai que vous avez été injustes envers Suleimanieh ?

Hoshiyar **Zebari** : Nous avons un gouvernement commun. L'UPK et le Mouvement du changement (Goran) sont également présents dans ce gouvernement. Le Premier ministre et les responsables gouvernementaux ont déclaré qu'une telle situation n'existait pas. Mais s'il y a une injustice comme ils le disent, ils viennent s'asseoir et une solution est trouvée avec un budget.

Rûdaw : Le Parlement du Kurdistan ne peut actuellement pas siéger, un budget peut-il être fourni dans ces conditions ?

Hoshiyar **Zebari** : Le Parlement se réunira à temps, des élections auront également lieu. Faisons un budget pour la Région du Kurdistan, que Zaho, Halabja, Suleimanieh, Erbil ne se plaignent pas, que ce soit juste.

Rûdaw : Pourquoi le PDK s'est-il opposé à l'article de la loi sur le budget qui prévoit que les provinces aient directement des relations avec Bagdad ?

Hoshiyar **Zebari** : Parce que cela diviserait la Région du Kurdistan. Il établit des relations avec la Région du Kurdistan en Irak comme une structure fédérale. Si vous faites cela, ce statut ne restera pas.

Rûdaw : Cela pose-t-il une menace sur le statut de la Région du Kurdistan ?

Hoshiyar **Zebari** : En effet, cet article est très astucieusement rédigé. Il doit être juste, si le droit de Suleimanieh n'est pas accordé,

alors il est renvoyé au Premier ministre et au Parlement.

Rûdaw: Cela ouvrirait-il la porte à d'autres choses ?

Hoshiyar **Zebari**: Cela ouvrirait évidemment la porte à d'autres décisions. Cela affaiblirait votre position. Par exemple, si des modifications sont apportées à la constitution, elles peuvent le faire malgré votre opposition, alors qu'auparavant, si trois provinces s'y opposaient, aucun changement ne pouvait être fait à la constitution. Ils peuvent également vous retirer ce droit d'opposition.

Rûdaw: Pensez-vous que les élections du Parlement du Kurdistan auront lieu cette année ?

Hoshiyar **Zebari**: D'après nos informations, elles auront lieu. En vérité, c'est aussi un jeu politique. Selon les experts des Nations Unies, elles peuvent avoir lieu. Plus d'importance pourrait être accordée aux élections du Parlement du Kurdistan qu'aux élections des conseils de gouvernement dans tout l'Irak.

Rûdaw: Est-il certain que les élections du Parlement du Kurdistan seront organisées par la Commission électorale indépendante suprême de l'Irak ?

Hoshiyar **Zebari**: Jusqu'à présent, oui.

Rûdaw: Les élections auront-elles lieu selon l'ancienne loi électorale ?

Hoshiyar **Zebari**: Si aucun nouveau texte de loi ne sort du Parlement, alors oui.

Rûdaw: L'UPK a déposé une plainte devant la Cour fédérale au sujet de l'ancienne loi...

Hoshiyar **Zebari**: Les plaintes devant la Cour fédérale ont augmenté. (Rire) Les portes de la Cour fédérale ont été grand ouvertes pour la

Nouvelle Génération (Newey Nwê, parti d'opposition kurde).

Rûdaw: Pourquoi avez-vous ri en disant cela ?

Hoshiyar **Zebari**: Voyons, c'est une évidence.

Rûdaw: Si la Cour fédérale examine la plainte de l'UPK, ne créera-t-elle pas un nouveau problème concernant la loi électorale ?

Hoshiyar **Zebari**: Non, cela ne posera pas de problème. À mon avis, il s'agit simplement d'un défi. En vérité, j'ai aussi des opinions sur la structure de la Cour fédérale, qui n'a été créée ni selon une loi ni selon la constitution. Il y a beaucoup à dire à son sujet.

Rûdaw: Alors pourquoi ont-ils dissous le Parlement du Kurdistan avec une seule décision ?

Hoshiyar **Zebari**: Mon frère, ils ne font pas ce qui est correct, ils interprètent les lois comme bon leur semble. Ils disent qu'il est illégal de prolonger le mandat du Parlement d'un an. Mais pourquoi ne dites-vous pas que c'est illégal de ne pas être en mesure de former votre gouvernement en un an et de le reporter ? Il n'est pas logique de ne pas prêter attention à nos excuses et de ne pas avoir voix au chapitre, mais c'est la situation actuelle.

Rûdaw: La région du Kurdistan n'a pas pris de position contre la décision de la Cour fédérale, ce silence n'est-il pas une acceptation ?

Hoshiyar **Zebari**: Si nous insistions pour les élections, nous serions rejetés.

Rûdaw: Pensez-vous que l'Irak veut que le pétrole du Kurdistan soit à nouveau exporté sur le marché mondial ?

Hoshiyar **Zebari**: Ils jouent un grand jeu, ils se font du tort à eux-mêmes

et à la région du Kurdistan. Mais tant qu'ils vont faire perdre la région du Kurdistan, cela ne les dérange pas. Selon leurs calculs, ils ont perdu 2,2 milliards de dollars. Il y a maintenant des pourparlers avec le gouvernement turc. Une délégation d'Ankara est venue à Bagdad. Le Premier ministre Masrour Barzani s'est rendu à Ankara pour discuter de cette question et a été bien accueilli. Il y a certains problèmes techniques, les problèmes techniques concernant l'indemnisation et l'exportation du pétrole de la Turquie seront surmontés. Mais je pense que ces problèmes peuvent être résolus, je pense que ce report est dû à des raisons politiques, donc une décision politique est nécessaire.

Rûdaw: Est-ce du côté turc ou irakien ?

Hoshyar **Zebari**: Principalement en Irak, mais j'espère que les perdants ressentiront cela, car même le budget qu'ils proposent n'est pas très réaliste. À mon avis, il y a des choses imaginaires dans la loi de finances et cela ne semble pas acceptable. Mais ils se sont bien partagé le gâteau entre eux, chacun a pris sa part. Cependant, il y a des problèmes plus importants. Il y a de grandes différences entre les prix du pétrole et les taux d'emploi,

ce qui causera un déficit dans ce budget. Il y a eu une injustice envers la région du Kurdistan à tous égards. Cela inclut les prêts obtenus à partir de l'aide étrangère. Nous avons insisté pour que la part de la région du Kurdistan soit de 17%, mais maintenant ils ont fixé un taux très, très bas. En réalité, c'est une oppression sous tous les aspects.

Rûdaw: Il y a quelques jours, nous avons un économiste comme invité et il a commenté : "C'est le plus grand budget de l'Irak, mais c'est aussi le pire". Qu'en pensez-vous ?

Hoshyar **Zebari**: Oui, c'est vrai, c'est très mauvais et illogique. Je l'ai déjà expliqué, ils ont calculé le prix du pétrole à 70 dollars. Ils vendent toujours le pétrole irakien 5-6 dollars de moins que le prix mondial du pétrole, qui est de 75 dollars. Si demain le prix du pétrole tombe à 50 ou 60 dollars, ils ne pourront même pas payer les salaires. Le déficit budgétaire sera plus élevé. C'est l'erreur la plus basique dans le budget, malgré le fait que le budget entier est fictif et imaginaire, ils ont vraiment mis des articles illogiques et se sont partagés entre eux; ceux qui sont au pouvoir à Bagdad. Chacun a pris sa part.

Rûdaw: Une petite part du gâteau

est-elle allée à la région du Kurdistan ?

Hoshyar **Zebari**: Malheureusement, une petite part est allée là-bas.

Rûdaw: Le problème est que le budget est sur 3 ans.

Hoshyar **Zebari**: C'est aussi un problème. Dans le monde entier, le budget est annuel, ici il est sur 3 ans. Mais il sera révisé l'année prochaine.

Rûdaw: Vous faisiez partie de l'Alliance de Gouvernance de l'Etat, pourquoi l'alliance a-t-elle agi de cette manière maintenant ?

Hoshyar **Zebari**: Comme je l'ai dit au début, ils n'ont pas respecté leurs paroles. Ils n'ont pas respecté l'accord.

Rûdaw: Vous étiez très optimiste au début !

Hoshyar **Zebari**: Nous étions très optimistes au début, nous avons aussi un rôle à jouer, le président a joué un grand rôle dans la formation de ce gouvernement, nous avons soutenu, nous avons participé. Mais ils n'ont pas été honnêtes sur la question du budget, qui est très sensible aux yeux du public

Erdogan impose son ordre en Turquie

Nous avons manqué une occasion en or », regrette l'un des cadres de la coalition d'opposition. A l'issue du second tour de l'élection présidentielle, le 28 mai, qui a vu Recep Tayyip Erdogan être réélu avec 52,2 % des voix face à Kemal Kılıçda-roglu, le désarroi était immense dans les rangs de ceux qui espéraient sortir du jeu le « reis » (chef), au pouvoir depuis 2003. Il faut dire qu'entre une inflation galopante (supérieure à 40 %), le tremblement de terre du 6 février ou encore une opposition qui avait réussi une union improbable entre des islamistes, des nationalistes ou des proKurdes, le président candidat était sur des charbons ardents. « Rationnellement, plusieurs indicateurs laissaient penser que l'AKP (le parti présidentiel) ferait face à des difficultés, analyse le chercheur Bahadır Kaleagasi, président de l'Institut du Bosphore, un think tank qui promeut la coopération entre Paris et Ankara. Il n'est toutefois pas illogique que le pouvoir, qui contrôle totalement les médias, la justice ou la finance, ait gagné. »

Trace historique

Alors que cette troisième victoire consécutive de Recep Tayyip Erdogan a pris racine en Anatolie centrale, et notamment dans les zones touchées par le séisme, où il a réalisé ses meilleurs scores, ce coup

de force se double d'une performance correcte du parti présidentiel aux législatives du 14 mai, puisque l'AKP a réussi à sauver sa majorité au Parlement. Fort de ses succès, le chef de l'Etat s'est même laissé aller dans son discours victorieux à évoquer les « prochaines municipales de 2024 », et notamment son fief d'Istanbul « qu'il faudra gagner ». « Reconquérir Istanbul, dont il a été le maire et que l'AKP a perdu en 2019, est l'obsession d'Erdogan », juge un ancien éditeur du quotidien kémaliste Cumhuriyet, favorable à Kemal Kılıçdaroglu.

Alors qu'il n'a cessé de restreindre les contre-pouvoirs et de museler l'Etat de droit, le Sultan a aussi dans son viseur le centenaire de la République fondée par Mustafa Kemal Atatürk. Il aura lieu le 29 octobre 2023 et sera l'occasion pour le dirigeant de laisser en grande pompe sa trace dans l'histoire de la Turquie moderne. « Cette victoire devrait donner des ailes à Erdogan et se traduire par un virage nationaliste encore plus fort », confie un diplomate français passé par Ankara.

Néanmoins, comme le soulignent les experts, le président n'aura droit à aucun état de grâce économique. Car en plus de l'inflation, la livre turque ne cesse de se déprécier. Même le chômage, longtemps un non-sujet, s'élève dés-

ormais à 10 %. Recep Tayyip Erdogan va donc devoir mettre un peu d'ordre dans sa brouillonne politique monétaire. A rebours de la doxa économique, il a poussé la Banque centrale turque (CBRT) à maintenir des taux directeurs très bas, passés de 19 % en septembre 2021 à 8,5 % actuellement. Depuis 2019, le président a également congédié quatre gouverneurs qui n'approuvaient pas ses fougades. Pour éviter une chute plus forte de la monnaie, la CBRT a aussi largement puisé dans ses réserves en devises étrangères, maintenant à sec.

Dépendance financière

« La Turquie est confrontée à une crise monétaire majeure si le pouvoir persiste dans cette folle stratégie », fait valoir Bilge Yılmaz, professeur de finances à l'université de Pennsylvanie et responsable de la politique économique du Bon Parti, composante de la coalition d'opposition. Au sein de la Banque centrale « règne une grande opacité, appuie l'économiste Ibrahim Canakci, ancien sous-secrétaire au Trésor et membre de la coalition. Il y a aujourd'hui au moins 5 milliards de dollars dont nous ignorons la provenance, probablement russe. » Outre la Russie, les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite ont volé au secours d'Ankara ces derniers mois, renforçant la dé-

pendance financière très forte du pays à l'égard de ses créanciers.

Une fuite en avant monétaire

u vu des résultats du premier tour, la victoire du président sortant n'était pas vraiment une surprise. Mais elle n'était pas tout à fait anticipée par les marchés financiers. A l'annonce des 52 % de Recep Tayyip Erdogan, la livre turque a sévèrement décroché, se retrouvant à 0,046 euro. Morgan Stanley a contribué au reflux, avec une note anticipant une poursuite de la glissade de la devise turque, qui a déjà perdu 90 % de sa valeur depuis le début de la présidence Erdogan, en 2014. Alors qu'il faut plus de 20 livres pour faire 1 dollar, la banque américaine estime qu'on pourrait atteindre les 26 ou les 28 d'ici à la fin de l'année. La banque centrale, directement pilotée par l'entourage du président, n'a donné aucun signe visant à modifier son cap monétaire. Et le soir de sa victoire, avant de déclamer un poème patriotique, le président s'est engagé à résister aux pressions. Cette politique atypique de taux relativement bas (8,5 %) visant à soutenir la croissance a contribué à livrer le pays à une inflation galopante. Le fait que les chiffres officiels fassent état d'un rythme légèrement supérieur à 40 %, contre 85 % il y a un an, n'a en tout cas pas rassuré les investisseurs.



Hala Kodmani
1 Juin 2023

Crise économique en Turquie : «On sous-estime toujours le pragmatisme naturel et la flexibilité tactique d'Erdogan»

Les économistes parlent d'un péril imminent. Au lendemain de la réélection de Recep Tayyip Erdogan à la tête de la Turquie, les yeux se tournent vers la situation financière du pays qui s'est très rapidement dégradée au cours des trois dernières années. Tenue à flot jusqu'au scrutin, la livre turque pourrait plonger, et la nouvelle équipe économique du «reis» est attendue de pied ferme. Selon Ahmet Akarli, responsable de recherche à la London School of Economics and Political Science, un changement de cap s'impose pour éviter l'effondrement.

Au lendemain de la réélection d'Erdogan, l'attention internationale s'est portée en priorité sur sa politique économique. Pourquoi ?

Dans la mesure où la Turquie est intégrée à l'économie globale, il est important d'observer l'évolution de son économie. Il y a un risque d'effondrement financier dangereux en raison de la politique suivie par le gouvernement ces trois dernières années. La baisse des taux d'intérêt a fait bondir l'inflation et déstabilisé le pays. La confiance internationale a été ébranlée alors que jusque-là, et depuis 2013, la Turquie avait une politique cohérente et attrayante en tant que marché émergent sur les places financières internationales. Si l'intégration économique de la Turquie reste correcte, financièrement elle a considérablement décliné au point d'être

marginalisée sur le marché mondial.

Un changement de cap dans la politique économique de la Turquie est-il inévitable ?

Oui bien sûr. Revenir vers une politique plus orthodoxe, notamment sur les taux d'intérêt, paraît être une nécessité compte tenu de la situation économique en Turquie. Car la dette extérieure accumulée en devises et les déficits budgétaires considérables ont épuisé les réserves et rendu l'économie extrêmement fragile. La combinaison entre l'augmentation de la dette et celle des déficits publics conduit au désastre. Il faudrait un changement d'orientation profond de la politique économique pour restaurer la confiance des marchés financiers.

Après sa réélection, Erdogan a promis de former une équipe qui aurait une «crédibilité internationale» tout en disant qu'il ne changerait pas de politique économique. Comment celle-ci pourrait-elle être plus crédible ?

Il faudrait d'abord que les experts et économistes sérieux acceptent de travailler avec Erdogan. Ce qui n'est pas évident compte tenu des problèmes relationnels qui se posent avec lui. Il faut rappeler qu'il a renvoyé maintes fois nombre de technocrates très intéressants à cause de ses changements d'humeur et de cap. Mais il pourrait faire appel à des gens compétents

comme il l'avait fait dans le passé. Par exemple avec Ali Babacan, ancien vice Premier ministre en 2014-2015, qui comprenait bien les réalités économiques et les marchés. On parle aussi beaucoup d'un retour aux affaires de Mehmet Simsek qui lui avait succédé après avoir été ministre de l'Economie de 2009 à 2015. Ce serait un bon signal car il s'agit d'un économiste solide et la Turquie avait réalisé de bonnes performances grâce à sa politique. Il est possible qu'Erdogan, qui comprend bien l'intérêt de la stabilité économique, puisse être convaincu de revenir à une orthodoxie financière. Même si ce serait un changement tactique.

Comment Erdogan a-t-il pu mener la Turquie dans une si mauvaise direction alors qu'il avait bâti son succès politique et sa popularité sur la réussite économique dans les années 2000 ?

Pour Erdogan, le politique domine l'économie et non le contraire. La réussite économique lui a été utile pour consolider et accroître son pouvoir. Mais il n'a pas de compétences ni de conviction dans le domaine économique. Je pense d'ailleurs que sa prochaine priorité sera de se tourner vers la culture. Mais pour mener à bien ce projet, il aura besoin d'une économie plus stable et pourrait donc se montrer plus flexible sur la politique économique.

Que voulez-vous dire par priorité culturelle ?

Il faut s'attendre à un tournant plus conservateur, plus nationaliste et plus religieux. Erdogan l'a laissé entendre dans son premier discours après sa réélection. C'est pourquoi je crois qu'on va assister à un changement tactique. Mais dès lors qu'Erdogan cherche à se concentrer sur les problèmes politiques et culturels, il ne voudra pas gérer au jour le jour l'économie du pays et a intérêt à ce que la situation se stabilise.

Etant assuré de cinq nouvelles années au pouvoir, Erdogan pourrait-il se montrer plus à l'écoute des conseils économiques plus sages ?

Je crois qu'on sous-estime toujours le pragmatisme naturel et la flexibilité tactique d'Erdogan. Il se rend probablement compte que sa politique économique a conduit à une instabilité financière dangereuse pour son pouvoir et qu'il faut emprunter une autre voie. Car, même s'il vient d'être réélu pour cinq ans, une autre échéance électorale importante pour lui se profile dans moins d'un an. Des élections municipales doivent avoir lieu en mars et Erdogan vise un nouveau succès pour son parti. Il a en vue la reconquête par son camp des mairies d'Istanbul et d'Ankara, gagnées par ses opposants en 2019, à son corps défendant.

The New York Times

Patricia Cohen
June 2 2023

For Turkey, Erdogan Victory Brings More Risky Economic Policy

The Turkish lira has hit a new low, and analysts see few improvements ahead as re-elected President Erdogan pursues unconventional economic policies.

The Grand Bazaar in Kayseri, Turkey, in April. Analysts believe President Recep Tayyip Erdogan's policies have fueled inflation and eroded the value of the lira. Sergey Ponomarev for The New York Times

Patricia Cohen covers the global economy and is based in London.

Since winning re-election, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey has publicly doubled down on his idiosyncratic economic policies.

"If anyone can do this, I can do it," he declared in a victory speech last Sunday, referring to his ability to solve the country's calamitous economic problems.

His brash confidence is not widely shared by most analysts and economists.

The Turkish lira dropped to a record low against the dollar this week, and foreign investors have been disheartened by the president's refusal to stray from what is widely considered to be an eccentric economic course.

Instead of combating dizzying inflation by raising interest rates and making borrowing more expensive — as most economists recommend — Mr. Erdogan has repeatedly lowered rates. He argues that cheap credit will boost manufacturing and exports. But his strategy is also fueling

inflation, now running at an annual rate of 44 percent, and eroding the value of the Turkish lira. Attempts by the government to prop up the faltering currency have drained the dwindling pool of foreign reserves.

As the lira's value drops, the price of imported goods — like medicine, energy, fertilizer and automobile parts — rises, making it more expensive for consumers to afford daily costs. And it raises the size of debt payments for businesses and households that have borrowed money from foreign lenders.

The national budget is also coming under increasing strains. The destructive earthquakes in February that ripped up swaths of southern Turkey are estimated to have caused more than a billion dollars in damage, roughly 9 percent of the country's annual economic output.

At the same time, Mr. Erdogan went on a pre-election spending spree to attract voters, increasing salaries for public sector workers and payouts for retirees and offering households a month of free natural gas. The expenditures pushed up growth, but economists fear that such outlays will feed inflation.

President Erdogan in Istanbul last month. Foreign investors have been disheartened by his refusal to stray from what is widely considered to be an eccentric economic course. Ser-

gey Ponomarev for The New York Times

An effort to encourage Turks to keep their savings in lira by guaranteeing their balances against currency depreciations further adds to the government's potential liabilities.

Critics of the president's economic approach were somewhat heartened by reports that Mr. Erdogan is expected this weekend to appoint Mehmet Simsek, a former finance minister and deputy prime minister, to the cabinet. Mr. Simsek is well thought of in financial circles and has previously supported a tighter monetary policy.

"What Turkey really needs now is more exports and more foreign direct investment, and for that you have to send a signal," said Henri Barkey, an international relations professor at Lehigh University. One signal could be Mr. Simsek's appointment, he said.

Mr. Barkey argues that Mr. Erdogan will have no choice but to make a U-turn on policy by winter, when energy import costs rise and some debt payments are due.

Others are more skeptical that Mr. Erdogan will back down from his insistence that high interest rates fuel inflation. Kadri Tastan, a senior fellow at the German Marshall Fund, a public policy think tank based in Brussels, said that regardless of the cabinet's makeup, he didn't believe a policy turn-

around was imminent.

"I'm quite pessimistic about an enormous change, of course," he said.

To deal with the large external deficit and depleted central bank reserves, Mr. Erdogan has been relying on allies like Russia, Qatar and Saudi Arabia to help bolster its reserves by depositing dollars with the central bank or extending payment deadlines and discounts for imported goods like natural gas.

In a note to investors this week, Capital Economics wrote that any optimism about a policy shift is likely to be short-lived: "While policymakers like Simsek would probably pursue more restrained fiscal policy than we had envisaged, we doubt Erdogan would give the central bank license to hike policy rates to restore balance to the economy."

Turkey's more than \$900 billion economy makes it the eighth largest in Europe. And Mr. Erdogan's efforts to position himself as a power broker between Russia and the European allies since the war in Ukraine began has further underscored Turkey's geopolitical influence.

Mr. Erdogan, who has been in power for two decades, built his electoral success on growth-oriented policies that lifted millions of Turks into the middle class. But the pumped-up expansion wasn't sustainable.

As the lira's value drops, the

price of imported goods rises. Sergey Ponomarev for The New York Times

The borrowing frenzy drove up prices, spurring a cost-of-living crisis. Still, Mr. Erdogan persisted in lowering interest rates and [fired central bank chiefs](#) who disagreed with him. The pandemic exacerbated problems by reducing demand for Turkish exports and limiting tourism, a large source of income.

Mr. Erdogan is likely to keep up his expansionary policies until the next local elections take place next year. Until then, Hakan Kara, the former chief economist of the Central Bank of Turkey, said the country would probably just “muddle through.”

“Turkish authorities will have to make tough decisions after the local elections, as something has to give in eventually,” Mr. Kara said. “Turkey has to either

switch back to conventional policies, or further deviate from the free market economy where the central authority manages the economy through micro-control measures.»

“In either case,” he added, “the adjustment is likely to be painful.”

Patricia Cohen is the global economics correspondent based in London. Since joining The Times in 1997, she

has also written about theater, books and ideas. She is the author of “In Our Prime: The Fascinating History and Promising Future of Middle Age.” @PatcohenNYT • Facebook

A version of this article appears in print on **June 5, 2023**, Section B, Page 1 of the New York edition with the headline: Turkey’s Lira Is Cratering As Erdogan Stays Course. [Order Reprints](#) | [Today’s Paper](#) | [Sub-](#)

The New York Times

Farnaz Fassihi
June 2, 2023

She Lost Her Career, Family and Freedom. She’s Still Fighting to Change Iran.

Fighting for change has cost Narges Mohammadi her career, separated her from family and deprived her of liberty. But a jail cell has not succeeded in silencing her.

Narges Mohammadi at her home in Tehran last year during a medical furlough from prison. Reihane Taravati

Narges Mohammadi at her home in Tehran last year during a medical furlough from prison. Reihane Taravati

When Narges Mohammadi was just a little girl, her mother told her to never become political. The price of fighting the system in a country like Iran would be too high.

That warning has proved prescient.

Ms. Mohammadi, 51, Iran’s most prominent human rights and women’s rights activist, is now serving a 10-year jail sentence in Tehran’s notorious Evin prison for “spreading anti-state propaganda.”

Her current imprisonment is hardly her first encounter with

Iran’s harsh approach to dissent.

Over the past 30 years, Iran’s government has penalized her over and over for her activism and her writing, depriving her of most of what she holds dear — her career as an engineer, her health, time with her parents, husband and children, and her liberty.

The last time Ms. Mohammadi heard the voices of her 16-year-old twins, Ali and Kiana, was over a year ago. The last time she held her son and daughter in her arms was eight years ago. Her husband, Taghi Rahmani, 63, also a writer and prominent activist who was jailed for 14 years in Iran, lives in exile in France with the twins.

A family photo of Ms. Mohammadi with her children eight years ago, the last time she was physically with them. They’re now 16.

The suffering and loss she has

endured have not dimmed her determination to keep pushing for change.

A small window in her cell in the women’s ward of Evin opens to a view of the mountains surrounding the prison in north Tehran. Spring brought more rain this year, and the rolling hills were covered with wildflowers.

“I sit in front of the window every day, stare at the greenery and dream of a free Iran,” Ms. Mohammadi said in a rare and unauthorized telephone interview from inside Evin in April. “The more they punish me, the more they take away from me, the more determined I become to fight until we achieve democracy and freedom and nothing less.”

The New York Times also interviewed Ms. Mohammadi over the telephone in April 2022, when she was granted a brief medical furlough from prison.

In March and April of this year, The Times interviewed her by submitting questions in writing and in a surreptitious phone call from inside prison arranged through intermediaries.

Evin prison in Tehran, where Ms. Mohammadi is serving a 10-year sentence for “spreading anti-state propaganda.” Wana News Agency, via Reuters

Last month, the prison authorities revoked Ms. Mohammadi’s telephone and visitation rights because of statements she had issued from prison condemning Iran’s human rights violations, which were posted on [her Instagram page](#), her family said.

PEN America awarded Ms. Mohammadi the [Barbey Freedom to Write Award](#) at its annual gala in New York last month. The United Nations named her one of the three recipients of its [World Press Freedom Prize](#) [this year](#).

“Narges Mohammadi has been an indomitable voice against Iranian government repression even while being among its most persecuted targets,” said Kenneth Roth, the executive director of Human Rights Watch from 1993 to 2022. “She has been unyielding despite repeated imprisonment, continuing her reporting on government abuse even from her prison cell. Her persistence and remarkable courage are a source of inspiration worldwide.”

Taghi Rahmani accepting the Barbey Freedom to Write Award from PEN America on behalf of his wife in May. Jutharat Pinyodoonyachet for The New York Times

“As a husband and father, I want Narges living with us,” said Mr. Rahmani. “And as her partner in activism, I am obliged to support and encourage her work and elevate her voice.” Jutharat Pinyodoonyachet for The New York Times

Ms. Mohammadi grew up in the central city of Zanjan in a middle-class family. Her father was a cook and a farmer. Her mother’s family was political, and after the Islamic revolution in 1979 toppled the monarchy, an activist uncle and two cousins were arrested.

Two childhood memories, she said, set her on the path to activism: Her mother stuffing a red plastic shopping basket with fruit every week for prison visits with her brother, and her mother sitting on the floor near the television screen to hear the names of prisoners executed each day.

One afternoon, the newscaster announced her nephew’s name. Her mother’s piercing wails and the way her body crumpled in grief on the carpet left a lasting mark on the 9-year-old girl and became a driving force for her lifelong opposition to executions.

When Ms. Mohammadi en-

tered college in the city of Qazvin to study nuclear physics, she looked to join women’s student groups, but none existed. So she founded them, first a women’s hiking group and then one about civic engagement.

In college, she met her husband, a well-known figure in Iran’s intellectual circles, when she attended an underground class he taught on civil society. When he proposed, her parents told her a political marriage was destined for doom. Mr. Rahmani spent their first wedding anniversary in solitary confinement.

Mr. Rahmani and Ms. Mohammadi on their wedding day in 1999.

The couple lived in Tehran, where Ms. Mohammadi created, expanded and strengthened civil society organizations that were working on women’s rights, minority rights and defending prisoners on death row.

She also wrote columns about women’s rights for newspapers and — to earn a reliable income — worked as an engineer for a building inspection firm. The government forced the firm to fire her in 2008.

The judiciary has convicted Ms. Mohammadi five times, arrested her 13 times and sentenced her to a total of 31 years in prison and 154 lashes. Three additional judicial cases were opened against her this year that could result in additional convictions, her husband said.

Their family of four has not been together as a unit, when one parent wasn’t in jail or exiled, since the twins were toddlers. Ms. Mohammadi and Mr. Rahmani both said their son often says he is proud of his mother’s work, but their daughter has questioned her parents’ decision to have

children when their activism remained a priority at any cost. Holidays and birthdays are when the children grieve her absence more intensely, her husband said.

Ms. Mohammadi on a video call with her son, Ali, when she was briefly out of prison last year.

“This separation has been forced on us. It’s very difficult. As a husband and father, I want Narges living with us. And as her partner in activism, I am obliged to support and encourage her work and elevate her voice,” said Mr. Rahmani in an interview in New York when [he came to receive the PEN award on her behalf](#).

Since September of last year, the couple’s activism has taken on more urgency. [An uprising erupted across Iran](#), led by women and girls, demanding an end to the Islamic Republic. It was set off by the death of a young woman, Mahsa Amini, in the custody of the morality police for allegations of violating Iran’s hijab rules.

Even from detention, Ms. Mohammadi was encouraging civil disobedience, condemning the government’s [violent crackdown](#) on protesters, [including executions](#), and demanding world leaders pay attention to Iranians’ struggle for freedom.

Her decades-long efforts have helped raise a grassroots awareness in Iran of these issues. For Iran to transform into a democracy, she says, change must come from within the country through the development of a robust civil society.

“Like many activists inside the prison, I am consumed by finding a way to support the movement,” she said in the written part of the interview. “We the people of Iran are transitioning out of the Islamic Republic’s theocracy. Transition won’t be

jumping from one point to the next. It will be a long and hard process but the evidence suggests it will definitely happen.”

Ms. Mohammadi has always treated prison as a platform for activism and a petri dish for scholarly research. During the uprising, she organized three protests and sit-ins and delivered speeches in the prison yard. The women sang, chanted and painted the walls with slogans, promptly erased by the guards.

Ms. Mohammadi during a fur-
lough from prison last year. Reihane Taravati

For as long as she has been jailed, she has led weekly workshops for women inmates, teaching them about civil rights.

Ms. Mohammadi’s research from prison, based on interviewing inmates, resulted in [a book about the emotional impact of solitary confinement](#) and prison conditions in Iran. In December she released a report on the systematic sexual assault and physical abuse of women prisoners.

Her friends and colleagues say Ms. Mohammadi’s most remarkable trait is her refusal to be a victim. [A trained singer in Persian classical music](#), she organizes gatherings in the ward where she sings, plays rhythmic tombak on a pot and dances with the other women. In March at Nowruz, the Persian new year, she led a group singing a [Persian rendition of the Italian protest song, “Bella Ciao.”](#)

“When prison drags on for many years, you have to give your life meaning within confinement and keep love alive,” Ms. Mohammadi said. “I have to keep my eyes on the horizon and the future even though the prison walls are tall and near and blocking my view.”



Kirkuk Minute June 1, 2023

A weekly brief of events and news occurred in the disputed territories.

Kirkuk

As the provincial election draws closer, tensions escalate among the political parties representing Kirkuk's various components. On May 23, several Arab and Turkmen parties held a joint press conference, accusing Kirkuk's Electoral Commission of favoring the Kurdish community. These parties demanded a "redistribution of posts" within the commission. In response, 14 Kurdish political parties held a press conference on May 24, dismissing these allegations as "baseless statements" and presented statistics showing that senior positions in the commission and other government departments are predominantly held by Arabs and Turkmen. Regarding the Electoral Commission, the Kurdish parties claimed that it was equally divided, with four positions for each ethnic group and one for Christians. Additionally, the Kurdish parties reiterated their opposition to the new election laws for the province and threatened to organize massive protests if the supreme court does not annul these "unconstitutional" laws that were adopted by the parliament. Kirkuk is eagerly awaiting a crucial election after an 18-year gap since the last one held in 2005.

On May 27, the Iraqi army entered the village of Topzawa in southern Kirkuk, disrupting a farmer's harvest and confiscating their plough machines. As a result, on May 28, villagers staged a demonstration on the main street in front of the Kirkuk airport to protest the provocative behavior of the Iraqi army. The army has been attempting to seize agricultural land belonging

to Kurdish and Turkmen farmers in the area for the past six months, intending to convert them into military compounds under the claim that the land belongs to the Ministry of Defense. However, these lands originally belonged to native Kurds and Turkmen, but were taken away by the former Ba'ath regime as part of their Arabization policies in Kirkuk.

On June 1, the State Organization for Marketing of Oil (SOMO) released statistics on Iraqi oil exports, revealing that no oil was exported from Kirkuk fields in April, marking the second consecutive month without exports. This situation arose after an Iraqi lawsuit halted independent oil exports from the Kurdistan region, which also affected Kirkuk, resulting in a loss of over \$1.5 billion for Iraq. Kirkuk's oil exports, which pass through Kurdistan's pipeline, are routed via Turkey. On a positive note, oil exports to Jordan resumed on May 31 after a two-month suspension due to the expiration of the contract between the two countries.

On May 29, the Iraqi Integrity Commission summoned the former director of the Kirkuk Investment Board on charges of issuing investment licenses and encroaching on properties belonging to the Ministry of Finance. Although the Commission did not disclose the official's name, they stated that the individual currently holds the position of director general of the Office of War Industry Research and Development.

On May 23, the Kirkuk police implemented drone surveillance for the wheat and barley harvest

season in response to a recurring pattern of crop fires during this period over the past six years. Arson targeting farmlands is primarily attributed to ISIS (Da'esh) terrorists. In a separate development on May 27, a joint military operation was carried out by the Iraqi army and Peshmerga forces along the border of Laylan and Qarahanjir districts. The army conducted searches in areas ranging from Shirin Dam in Leylan district to Jabal Bor and Khalobaziani village, while the Peshmerga forces focused on Kawala village in Qarahanjir district and both sides of Khalobaziani village. This region has witnessed an increase in Da'esh activities in recent months. Concurrently, a high-level security delegation arrived in Kirkuk to oversee the security situation and monitor the joint operation between the army and Peshmerga. The Ministry of Defense confirmed that two helicopters were deployed to monitor the operation. Despite the physical defeat of Da'esh, the terrorist group continues to carry out attacks, particularly in areas where Peshmerga forces were removed by the Iraqi army on October 16, 2017.

Khanaqin

The Peshmerga forces assumed responsibility for providing security during the wheat and barley harvest season in Khanaqin. Lieutenant Colonel Jalil Fayeq, the head of the second battalion of the third infantry brigade of the Peshmerga forces, stated that they have been deployed in over 10 villages in Khanaqin to ensure the security of the harvest season. The Peshmerga forces'

deployment covers areas from the open regions to Salih Aga areas in the Kalar district.

Tuz Khurmatu

On May 27, a joint operation involving the Peshmerga and the Iraqi army was conducted in Tuz Khurmatu. The Peshmerga Ministry issued a statement describing the operation as "extensive" and aimed at addressing the security vacuum between the district and the Garmian areas. The operation involved the participation of infantry brigades 3, 5, 9, 16, 17, 22 from the Peshmerga Ministry, the 731st Brigade of the 70th Forces, Garmian Security, and an anti-terror force.

Makhmour

Following a recent attack on the Makhmur camp by the Iraqi army on May 21, the army began constructing trenches around the camp to secure its surroundings, despite protests from camp residents. The Makhmur Camp houses Kurdish refugees from Turkey who fled government persecution in the 1990s. The Iraqi army's actions were justified on the grounds that the camp had been exploited by the Kurdistan Workers' Party (PKK).

Shingal (Sinjar)

On June 1, a Turkish drone targeted the headquarters of the Sinjar Resistance Units (YBS) in the Shingal district. According to the Kurdistan Anti-Terrorism Agency, the attack resulted in injuries to two members of the YBS. Turkish drones consistently target Yazidi forces, claiming their connection to the PKK.

Iran : trois prisonniers européens libérés

Le premier ministre belge a annoncé vendredi 2 juin la libération de trois Européens qui étaient détenus en Iran. Il s'agit d'un Danois, arrêté en novembre 2022, et de deux Irano-Autrichiens arrêtés en 2016 et 2019. Depuis plusieurs semaines, l'Iran a libéré plusieurs certains étrangers.

Le premier ministre belge Alexander De Croo a annoncé vendredi 2 juin la libération de trois Européens qui étaient détenus en Iran et sont actuellement sur le chemin du retour via le sultanat d'Oman. Une remise en liberté qui intervient une semaine après la libération du Belge Olivier Vandecasteele.

Il s'agit d'un Danois qui avait été arrêté en novembre 2022 « en marge des rassemblements pour les droits des femmes » et de deux Irano-autrichiens arrêtés l'un en janvier 2016 et l'autre en janvier 2019, précisent les services d'Alexander De Croo.

« La Belgique organise actuellement leur évacuation via Oman vers la Belgique. Le premier ministre souhaite à cette occasion remercier les autorités d'Oman pour le rôle central joué lors de ces libérations », ajoute le communiqué.

Détenus en route pour l'Autriche

Les deux ex-détenus ayant la nationalité autrichienne sont Kamran Ghaderi et Massud Mossaheb, a-t-on précisé de source officielle à Vienne. Le second, arrêté en 2019, avait été relâché en novembre 2022 pour raisons médicales mais il lui était interdit jusque-là de quitter l'Iran.

« Je suis soulagé que nous



L Une manifestation pour demander la libération des étrangers retenus en Iran, en janvier 2023 à Paris. Vincent Isore/IP3 PRESS/MAXPPP

puissions enfin ramener Kamran Ghaderi et Massud Mossaheb chez eux après des années de difficile détention en Iran », a commenté le chef de la diplomatie autrichienne Alexander Schallenberg. « Ils sont déjà en route pour l'Autriche, où leurs familles les attendent avec impatience », a-t-il ajouté.

Kamran Ghaderi et Massud Mossaheb ont passé respectivement « 2 709 et 1 586 jours de détention en Iran ». « Cela a été un marathon diploma-

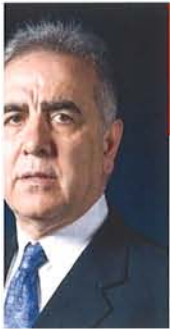
tique qui a finalement porté ses fruits », a souligné Alexander Schallenberg.

Libération d'autres prisonniers

Le 26 mai, l'Iran avait libéré l'humanitaire belge Olivier Vandecasteele après 455 jours de détention. La Belgique a obtenu son retour, déjà via le sultanat d'Oman, en échange d'un diplomate iranien condamné pour terrorisme et emprisonné en Belgique depuis près de cinq ans.

Ce diplomate, Assadollah As-sadi, alors en poste à Vienne, avait été arrêté à l'été 2018 en Allemagne, puis condamné à 20 ans de prison pour terrorisme en 2021 en Belgique, pour un projet d'attentat qui devait viser un rassemblement d'opposants iraniens en France.

Après sa libération vendredi dernier il a été accueilli avec des cadeaux et un collier de fleurs à Téhéran par deux hauts responsables du gouvernement iranien.



Sous la pression de la Turquie, les dirigeants arméniens cherchent à s'excuser pour le monuments Némésis

A lors que nous pensions avoir tout entendu sur les positions douteuses de l'actuel gouvernement arménien concernant l'Artsakh, l'Arménie et les intérêts arméniens, nous sommes maintenant confrontés à une nouvelle erreur monumentale de la part des dirigeants arméniens.

Le 25 avril 2023, les descendants de ceux qui ont tué les cerveaux turcs du Génocide arménien ont inauguré le monument Némésis à Erevan. Des députés de l'opposition étaient présents et, à la surprise générale, Tigran Avinyan, maire adjoint d'Erevan et membre du parti politique du Premier ministre Nikol Pachinian.

Némésis est le nom de l'opération organisée par la Fédération révolutionnaire arménienne pour éliminer plusieurs dirigeants ottomans responsables du Génocide. Cette opération mettait en œuvre les verdicts de mort prononcés par contumace par le tribunal militaire turc d'Istanbul, en 1919, à l'encontre des auteurs du Génocide, puisqu'ils avaient fui le pays. Talaat Pacha, le principal responsable du Génocide arménien, a été tué par Soghomon Tehlirian à Berlin, en 1921. Un tribunal allemand l'a déclaré non coupable en raison des crimes massifs commis par Talaat.

La dépouille de Talaat a été ramenée de Berlin en Turquie en 1943. Le gouvernement turc a « honoré » Talaat en baptisant des avenues, des mosquées, des écoles, des hôpitaux et un mémorial à son nom à Istanbul. Ce serait tout aussi honteux si le gouvernement allemand avait baptisé des écoles et des avenues à Berlin en l'honneur d'Hitler ! Un autre organisateur du Génocide, le ministre de la guerre Enver Pacha, est enterré dans le même mémorial à Istanbul. Sa dépouille a été ramenée en 1996 en Turquie depuis le Tadjikistan, où il avait été assassiné en 1922 par un Arménien.

Le ministre turc des Affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, a lancé des représailles en annonçant que la Turquie interdisait le survol du ciel turc aux compagnies aériennes arméniennes. En outre, Cavusoglu a annoncé avec effronterie que la Turquie prendrait des mesures supplémentaires contre l'Arménie si le monument Némésis n'était pas démantelé. La Turquie a ainsi violé les règles de l'IATA (Association internationale du transport aérien) qui stipulent que les pays ne peuvent pas interdire les survols pour des raisons politiques. L'Arménie devrait tenter une action en justice contre la Turquie en vertu des règles de l'IATA et interdire les survols du ciel arménien par Turkish Airlines.

Ces représailles turques injustifiées interviennent alors que les gouvernements arménien et turc négocient depuis plus d'un an l'ouverture de leur frontière commune et la normalisation de leurs relations. Bien qu'il soit annoncé que ces négociations



Inauguration à Erevan du monument dédié à l'opération Némésis organisée par la FR

se déroulent "sans conditions préalables", en réalité, la Turquie a formulé plusieurs exigences : l'Arménie doit déclarer que l'Artsakh fait partie de l'Azerbaïdjan en reconnaissant son intégrité territoriale, en autorisant le soi-disant « corridor de Zanguéour » à traverser le territoire arménien, reliant l'Azerbaïdjan continental à son exclave du Nakhitchevan, ce qui signifierait que le « corridor » est sous la souveraineté de l'Azerbaïdjan, et non de l'Arménie.

Même si la Turquie ouvrait un jour la frontière, elle la



inaktsoutioun contre les responsables du Génocide des Arméniens

refermerait si l'Arménie ne répondait pas à l'une de ses futures exigences, exerçant ainsi un chantage permanent sur le gouvernement arménien. La demande actuelle de la Turquie de démanteler le monument Némésis est un avertissement précoce d'autres demandes à venir de la Turquie, telles que le démantèlement du complexe commémoratif du Génocide arménien à Erevan, l'interdiction de brûler des drapeaux turcs le 24-Avril, et le retrait de la Déclaration d'indépendance de l'Arménie du paragraphe qui stipule : «La République d'Arménie soutient la

tâche de parvenir à la reconnaissance internationale du génocide arménien en Turquie ottomane et en Arménie occidentale en 1915».

■ Une paix à quel prix ?

C'est le résultat de la prosternation devant l'ennemi impénitent et de l'imploration de la paix. En réponse à l'interdiction turque des survols arméniens dans le ciel turc, les dirigeants arméniens ont critiqué leur propre pays pour avoir érigé le monument Némésis à Erevan, au lieu de dire à la Turquie qu'elle n'a pas le droit de s'immiscer dans les décisions intérieures de l'Arménie. Pour tenter d'apaiser la Turquie, le Premier ministre arménien et le président du Parlement ont fait un certain nombre de déclarations hostiles au monument. Ainsi, la Turquie peut glorifier Talaat, l'Hitler turc, mais l'Arménie ne peut pas honorer ceux qui ont tué le boucher. Les dirigeants arméniens, plutôt que de trouver des excuses à l'érection du monument Némésis, auraient dû exiger que la Turquie démantèle le mémorial de Talaat Pacha à Istanbul.

Le Premier ministre Pachinian a prétexté que le monument Némésis avait été autorisé par la Ville d'Erevan, et non par le gouvernement arménien. Le monument a été approuvé par le conseil municipal d'Erevan le 14 septembre 2021. M. Pachinian s'est contredit en affirmant d'abord au Parlement arménien que la décision d'autoriser le monument avait été prise "pour éviter d'être qualifié de traître". Mais en agissant ainsi, nous continuons à trahir l'État et les intérêts nationaux de notre pays. Il a ensuite ajouté qu'une "mauvaise décision avait été prise et que la mise en œuvre de cette décision était erronée". M. Pachinian a également déclaré que "l'un des défauts de la démocratie est que les autorités ou le chef du gouvernement ne contrôlent pas tout et tout le monde". Il s'agit d'une déclaration choquante de la part de quelqu'un qui est arrivé au pouvoir en prétendant promouvoir la démocratie, alors qu'il ne semble pas en comprendre les principes de base. En fait, M. Pachinian contrôle tout et tout le monde dans le pays !

Pendant ce temps, le président du Parlement arménien Alen Simonyan, lors d'une conférence de presse à Ankara la semaine dernière, a également cherché des excuses en disant que la Turquie ne devrait pas considérer le monument Némésis "comme une expression de la politique étrangère du gouvernement arménien ni comme un acte inamicale. La politique étrangère du gouvernement arménien est menée par le Premier ministre et le ministre des Affaires étrangères". Simonyan a également déclaré que seuls "les membres de l'opposition du Parlement avaient assisté à l'inauguration du monument Némésis". Cavusoglu a répondu que les excuses du gouvernement arménien étaient "insincères et fausses. Personne ne devrait essayer de nous tromper en disant que cela ne relève pas de leur juridiction".

Les dirigeants arméniens doivent tirer une leçon importante de cet épisode. Si l'Arménie ne rejette pas immédiatement les tentatives d'ingérence de la Turquie dans ses affaires intérieures, je crains que le gouvernement turc ne s'enhardisse à imposer de nouvelles exigences qui restreindront gravement la souveraineté de l'Arménie. ■

De Harut Sassounian
The California Courier
www.TheCaliforniaCourier.com

Editorial du 10 mai 2023

Iran : les forces de sécurité ouvrent le feu sur des manifestants

Les forces de sécurité iraniennes ont blessé plusieurs personnes en ouvrant le feu sur une manifestation suscitée par la mort d'un jeune étudiant peu après sa libération, ont indiqué vendredi 2 juin des groupes de défense des droits de l'homme.

Des manifestations ont éclaté jeudi soir à Abdanan, dans la province occidentale d'Illam, peuplée de Kurdes, selon le groupe Hengaw basé en Norvège, le Réseau des droits de l'homme du Kurdistan basé en France et le compte 1500tasvir qui recense les manifestations.

Colère après la mort d'un étudiant

Les gens étaient descendus dans la rue pour exprimer leur colère après la mort fin mai de Bamshad Soleimankhani, 21 ans, quelques jours seulement après sa sortie de prison. Hengaw a montré des gens défilant dans la rue alors que le bruit des tirs était audible ainsi que des images de manifestants aux torses blessés. Il n'a pas été possible dans l'immédiat de vérifier l'authenticité des images. Hengaw a déclaré que 25 personnes avaient été blessées lors de la répression contre les manifestants qui scandaient des slogans anti-régime.

Des manifestations ont éclaté en septembre en Iran après la mort de Mahsa Amini, qui avait été ar-

rêtée sous le prétexte d'avoir bafoué les règles vestimentaires iraniennes pour les femmes. Ces mouvements de protestation, qui avaient ébranlé les autorités cléricales du pays, se sont quelque peu atténués ces derniers mois, mais se poursuivent encore sporadiquement.

Pour sa part, 1500tasvir a déclaré que sa famille avait remarqué que Soleimankhani avait de la mousse à la bouche après sa sortie de prison et il avait été transporté à l'hôpital, où les médecins avaient recensé de multiples fractures sur son corps et des brûlures de cigarette qu'il aurait subies en détention. Il est décédé par la suite. Cette organisation l'a décrit

comme favorable au mouvement d'opposition, mais il n'a pas été immédiatement clair quand et pourquoi il avait été arrêté.

Alors que les mouvements de protestation sont moins intenses qu'au plus fort du mouvement à la fin de l'année dernière, des manifestations de rues spontanées ont lieu en réaction à des événements spécifiques. Ces derniers mois, les militants ont relevé plusieurs manifestations à travers le pays notamment après la pendaison de trois hommes impliqués dans des mouvements de protestation. Au total, sept personnes ont été exécutées depuis le début du mouvement.



Louis Pillot
03 Juin, 2023

La France condamne la brève arrestation d'un journaliste français au Kurdistan d'Irak

Un journaliste français a indiqué samedi à l'AFP avoir été arrêté alors qu'il était en reportage au Kurdistan d'Irak, une « détention arbitraire » de plusieurs heures dénoncée par la France qui déplore cette « atteinte » à la liberté de la presse.

Benoit Drevet, correspondant de journaux francophones au Kurdistan d'Irak, effectuait vendredi un reportage dans la zone de Galala sur l'impact sur les civils des bombardements que mène régulièrement la Turquie contre les combattants turcs kurdes du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) installés dans le nord de l'Irak.

« Au moment de repartir, nous

avons été rejoints par les Assaïch (la police régionale). Ils nous attendaient », a rapporté à l'AFP le journaliste, qui travaillait avec l'aide d'une fixeuse. « Ils ont confisqué nos affaires. Ils m'ont arraché mon portable après que j'ai demandé à joindre le consulat de France », a-t-il poursuivi.

Dix-sept heures de détention

Transféré au poste central de police à Souleimaniyeh, chef-lieu de la province, Drevet dit avoir subi « plusieurs interrogatoires » et avoir été « fiché », sans pouvoir communiquer avec l'extérieur.

Sans connaître le motif de sa

détention, le reporter assure avoir été muni des « autorisations nécessaires pour travailler sur tout le territoire du Kurdistan d'Irak ». « Je n'ai été ni menotté, ni violenté », a-t-il expliqué.

Il a finalement été libéré samedi « après 17 heures » de détention grâce « à l'intervention du consulat de France à Erbil », capitale du Kurdistan d'Irak.

Dans un communiqué, le consul de France à Erbil, Olivier Decotignies, a « condamné avec la plus grande fermeté l'arrestation et la détention arbitraires » de Benoit Drevet, « nouvelle illustration » des « atteintes récurrentes à la liberté de la presse

et aux droits des journalistes dans l'ensemble de la Région autonome du Kurdistan ».

Interrogée par l'AFP, une source de sécurité à Souleimaniyeh a affirmé que Drevet se trouvait à Galala, dans une « zone dangereuse ». « Il a passé la nuit chez nous comme hôte, de crainte qu'il soit exposé à un incident », a indiqué ce responsable qui a souhaité conserver l'anonymat.

Le Kurdistan d'Irak est régulièrement pointé du doigt par les défenseurs des droits humains qui dénoncent arrestations arbitraires, violations de la liberté de manifestation et atteintes à la liberté de la presse.



June 3, 2023

No casualties in 'intense' bombing of Duhok mountains, Turkey blamed

Residents of northern Duhok's Amedi district say more than an hour of heavy bombardment by Turkish planes on Saturday morning spread fear through their villages.

"There were no casualties, but this time the bombing was very intense and caused fear and anxiety for the residents in the area," Halkaft Doski, a resident of Deraluk, told Rudaw's Nasr Ali.

According to Doski, Turkish planes bombed the Metina and Gara mountains between 10:00 and 11:30 am.

Videos submitted to Rudaw show smoke rising from moun-



tainsides overlooking villages.

Turkish forces frequently carry out military assaults in the Kurdistan Region, targeting suspected Kurdistan Workers' Party (PKK) positions in the mountains

where the group has its headquarters. The PKK is an armed group that for decades has fought for greater Kurdish political and cultural rights in Turkey. Ankara has designated it a terror organization.

Media close to the PKK reported an increase in attacks by Turkey in May, during Turkish presidential and parliamentary election campaigning. In the last two days of May, the PKK said Turkish forces carried out 10 airstrikes against them in the Kurdistan Region, according to Firat news agency.

A suspected Turkish drone strike on Shingal injured two fighters reportedly affiliated with the PKK.

Civilians are frequently caught in the crossfire. Dozens have been killed and hundreds of villages emptied.

Le Monde

03 juin 2023

En Turquie, Erdogan prête serment pour son troisième mandat et nomme un expert au ministère de l'économie

Mehmet Simsek, 56 ans, ancien économiste de la banque américaine Merrill Lynch, aura pour tâche de rétablir un peu d'orthodoxie dans la politique financière du pays, qui a enregistré une inflation à 73 % en 2022.

Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis vingt ans, a entamé samedi 3 juin son troisième mandat de président sous une pluie violente qui s'est abattue sur Ankara. Le chef de l'Etat de 69 ans, réélu le 28 mai avec 52 % des suffrages, a prêté serment devant le Parlement pour un nouveau mandat de cinq ans et promis « d'assumer son devoir avec impartialité ». « En qualité de prési-

dent, je jure de protéger l'existence et l'indépendance de l'Etat, l'intégrité de la patrie, la souveraineté inconditionnelle de la nation, l'Etat de droit [et] le principe d'une république laïque » telle que conçue par Atatürk, le « père des Turcs », a déclaré le président connu pour la défense de positions islamo-conservatrices.

Recep Tayyip Erdogan a présenté samedi soir un nouveau gouver-

nement presque entièrement renoué qui fait appel à un expert pour redresser l'économie, en la personne de Mehmet Simsek, 56 ans. Déjà ministre des finances (2009-2015) puis vice-premier ministre chargé de l'économie (jusqu'en 2018), M. Simsek, ancien économiste de la banque américaine Merrill Lynch, aura pour tâche de rétablir un peu d'orthodoxie dans la politique financière du pays

afin de ramener la confiance des investisseurs.

Il doit notamment mettre fin à la politique des taux d'intérêt à la baisse défendue par le président – à rebours des théories classiques – pour encourager la production, mais qui a surtout fait flamber l'inflation de 73 % en moyenne sur l'année 2022 et jusqu'à 85 % à l'automne dernier. La monnaie na-

tionale était en chute libre à plus de 20,88 livres turques pour un dollar vendredi (22,5 pour un euro) malgré des milliards de dollars engloutis durant la campagne pour en retarder le naufrage.

L'entrée de la Suède dans l'OTAN

Autre dossier brûlant, l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique, barrée depuis treize mois par un veto turc. Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg – présent à l'investiture samedi –, aimerait y parvenir avant un sommet de l'Organisation à Vilnius prévu en juillet. « Message limpide à nos amis suédois ! Respectez vos engagements (...) et prenez des mesures

concrètes dans la lutte contre le terrorisme. Le reste suivra », a tweeté jeudi soir le désormais ex-ministre des affaires étrangères, Mevlüt Çavusoglu, remplacé dans le nouveau gouvernement par Hakan Fidan, ancien chef du MIT, le service des renseignements turcs.

Malgré une Constitution amendée et une nouvelle loi contre le terrorisme, Ankara reproche toujours à la Suède d'abriter des réfugiés kurdes qu'il qualifie de « terroristes ». Stockholm a d'ailleurs autorisé une manifestation dimanche sur le thème « Non à l'OTAN, pas de lois Erdogan en Suède », organisée notamment par des associations de soutien aux groupes armés kurdes en Syrie.

Alliés habituels

Le président turc a retrouvé dans la soirée, au palais présidentiel, le premier ministre arménien Nikol Pachinian qui avait pris place au côté des alliés traditionnels de la Turquie comme le président d'Azerbaïdjan Ilham Aliev, les premiers ministres de Hongrie, Viktor Orban, et du Qatar, Mohammed ben Abderrahmane Al-Thani, qui furent parmi les premiers à le féliciter pour sa réélection. L'Arménie et la Turquie n'ont jamais officiellement établi de relations diplomatiques et leur frontière commune est fermée depuis les années 1990, mais un rapprochement a été amorcé depuis le début 2022, en dépit du soutien affiché d'Ankara à Bakou

sur la question du Haut-Karabakh qui oppose Erevan à l'Azerbaïdjan.

M. Erdogan, contraint pour la première fois à un deuxième tour, a obtenu 52,18 % des votes contre 47,82 % à son opposant, le social-démocrate Kemal Kılıçdaroglu, selon les résultats officiels publiés jeudi, au terme d'une campagne amère qui laisse le pays polarisé entre les deux camps. Le Parlement, élu le 14 mai en même temps que se tenait le premier tour de la présidentielle, a pris pour sa part ses quartiers vendredi à Ankara : le parti AKP du président et ses alliés y détiennent la majorité des 600 sièges.

LA LIBERTÉ

SEVAN PEARSON
3 juin 2023

Le document signé à Lausanne en 1923 établissant la Turquie moderne a échoué à imposer la paix « Le traité n'a pas résolu les problèmes »

« Signé en juillet 1923, le Traité de Lausanne établissant la Turquie moderne sur les décombres de l'Empire ottoman peine aujourd'hui encore à contribuer à une paix durable dans la région. Alors que se tient aujourd'hui la cérémonie d'investiture et la prestation de serment du président réélu Recep Tayyip Erdogan, décryptage avec l'historien Hans-Lukas Kieser, professeur d'histoire dans les universités de Zurich et de Newcastle (Australie). Il vient de publier deux ouvrages sur le sujet, *When Democracy Died* (Quand la démocratie est morte) et *Talaat Pacha, l'autre fondateur de la Turquie moderne*. Il était au Musée historique de Lausanne pour un colloque il y a quelques jours et *La Liberté* l'a rencontré.

Le Traité de Lausanne était censé apporter la stabilité au Moyen-Orient. Or tensions et conflits s'y poursuivent. Comment l'expliquer ?

Hans-Lukas Kieser : Après quasiment une décennie de guerre au Moyen-Orient (entre 1914 et 1922, ndlr), le Traité de Lausanne a apporté de la stabilité au niveau diplomatique, en établissant des frontières reconnues. Mais il n'a pas résolu les vrais problèmes, à savoir une paix démocratique. Il a nié le droit à l'autodétermination des Arméniens, des Assyriens, des Kurdes et des Roums (autochtones de religion grecque orthodoxe, ndlr). Le Traité de Lausanne a aussi tué dans l'œuf l'espoir d'une démocratie en Syrie.

Donc selon vous, la tragédie que vit ce pays aujourd'hui est en partie liée au Traité de Lausanne...

Oui. Une délégation syrienne non officielle était présente lors des discussions et espérait toujours l'autodétermination. Elle avait même un projet de Constitution parlementaire dans ses bagages. Mais la France et le

Royaume-Uni ont préféré sacrifier cette perspective pour obtenir un mandat respectivement sur la Syrie et l'Irak. L'accord tacite avec les Turcs qui auraient pu déstabiliser la région :

« Vous nous laissez faire ce que nous voulons dans ces deux territoires sans intervenir, et nous vous accordons une souveraineté pleine et entière sur toute l'Asie mineure (la Turquie actuelle, ndlr). »

Justement, selon vous, plusieurs peuples vivant en Asie mineure ont été lésés à Lausanne en 1923. C'est-à-dire ?

Les Arméniens sont les victimes du traité. Ils ont subi un génocide perpétré par l'État ottoman durant la Première Guerre mondiale et auraient dû obtenir des réparations ainsi qu'un foyer national sur leurs terres historiques. C'est ce qui avait été prévu trois ans auparavant par le Traité de Sèvres, jamais ratifié. Et celui de Lausanne a

mis fin à ces attentes.

Les Kurdes, mais aussi les Assyriens et les Roums, ont également perdu leur droit à l'autodétermination. Les premiers n'ont jusqu'à ce jour pas obtenu de droits collectifs en Turquie. Quant aux Roums, ils ont été expulsés vers la Grèce dans le cadre d'un échange de populations entre ce pays et la Turquie.

Comment se fait-il que les puissances occidentales aient abandonné ces populations après leur avoir fait des promesses ?

Les Occidentaux ont fait preuve d'hypocrisie, puisqu'ils pratiquaient la démocratie en métropole, mais pas ailleurs. Ils ont donc eu peu de mal à se mettre d'accord avec les éléments ultranationalistes au pouvoir à Ankara. Conséquence : à Lausanne, on a échoué à rétablir une Asie mineure plurielle et c'est la vision d'un État eth-

niquement homogène, « purifié » qui a gagné. Ce qui a été reconnu à Lausanne s'inscrit pleinement dans l'idéologie raciste émergeant à l'époque. Le succès turc a impressionné les nationalistes allemands de l'entre-deux-guerres et a motivé les nazis dans leur radicalisme, y compris dans la perpétration du génocide des Juifs.

Comment la Turquie perçoit-elle aujourd'hui le Traité de Lausanne ?

Pendant longtemps, un narratif triomphaliste a dominé en Turquie. Mais depuis l'arrivée au pouvoir d'Erdogan, les tendances révisionnistes s'accroissent. Le discours se focalise sur la perte de l'Empire et du califat. Le revanchisme s'im-

pose peu à peu et des velléités expansionnistes se font entendre.

Que faudrait-il pour ramener la paix et la sérénité dans la région ?

Il serait dangereux de réviser le Traité de Lausanne en raison des visées expansionnistes d'Ankara. Il faudrait plutôt le

surmonter grâce à de nouveaux contrats sociaux démocratiques dans les pays post-ottomans, autorisant l'autonomie et la fédération des différentes populations. Collaborer au-delà des frontières serait bénéfique pour les Kurdes, dispersés sur plusieurs pays. Il faut absolument soutenir les forces démocratiques dans la région. »



June 4, 2023

6 Yazidi women rescued after 8 years in ISIS captivity

Six Yazidi women were rescued and returned to the Kurdistan Region on Saturday more than eight years after they were taken captive by Islamic State (ISIS) militants, raising hopes that more of the estimated 2,700 Yazidis still missing may still be found, Nadia Murad announced on Twitter.

"The women were still children and teenagers when they were first taken captive in 2014. Trafficked out of Iraq and into Syria, they were rescued on Saturday morning," Murad tweeted. "They have been flown back to Erbil where they will be reunited with their families, and offered all the psychosocial support they need."

In August 2014, ISIS militants seized the Yazidi heartland of Shingal in northern Iraq and committed genocide against the minority community. More than 400,000 Yazidis fled. The men and older women who were not able to flee were killed. More than 5,000 were buried in mass graves. An es-



Yazidi woman stands outside the Lalish temple in April 2015. Photo: AFP

estimated 6,417 women and children were enslaved.

Murad also thanked Turkish authorities who "played an important role" in bringing the captive women back to safety. She did not elaborate on the role Turkey played.

Murad, who lived with her family in the Shingal area, was one of the women taken captive. After she escaped, she publicly told her story and brought the horrors of the genocide to the world's attention. She was awarded the

Nobel Peace Prize in 2018 and is a United Nations goodwill ambassador, campaigning for the survivors of human trafficking.

Around 2,700 of the women and children seized by ISIS are still missing. Many of them were brought by their captives when they went to Syria after ISIS' defeat in Iraq. Some women have been found in northeast Syria's al-Hol camp, among the families of ISIS fighters and supporters.

"Our condition was good at

times and mostly bad. But what tormented us most was that we wanted our parents, and to be with them," one of the rescued girls told Rudaw's Lamyia Rasul. She said that she was 12 years old when she was forcefully separated from her mother, and given to a man in Syria.

"At first there was a lot of us, in a single hall. But every time one used to come, chose one of us and take her," the girl added. "We haven't met anyone after the hall. Only the six of us stayed together."

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani established an office to rescue the missing women and children. Murad credited Barzani with assisting with Saturday's rescue that was the result of weeks of investigation.

The rescue, after so many long years in captivity, "gives us hope that more can be found," Murad said, appealing for international assistance to help in the search.

La Suède s'attaque au PKK pour satisfaire la Turquie

Recep Tayyip Erdogan réclamait des mesures de Stockholm à l'encontre des « terroristes » kurdes pour lever son veto à l'entrée du royaume scandinave au sein de l'Otan.

SCANDINAVIE La Suède, un modèle de démocratie, très attachée à la défense de l'État de droit, a-t-elle plié genou face à la Turquie pour lever le dernier blocage de ce pays à son adhésion à l'Otan ? Telle est la question qui agite le royaume scandinave depuis le 1er juin, date d'entrée en vigueur d'une nouvelle loi antiterroriste musclée, visant, sans le nommer, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), ennemi juré d'Ankara.

Désormais, il est considéré comme une infraction pénale de « promouvoir, renforcer ou soutenir » une organisation terroriste. C'est ainsi que le renforcement de l'arsenal juridique réprimera toute collusion avec des groupes terroristes, leur financement, tout comme l'incitation publique au terrorisme, le recrutement et l'entraînement pour des activités terroristes.

Se sentant visée, la communauté kurde en Suède forte de quelque 100 000 membres, s'inquiète de ce durcissement, d'autant qu'elle renferme nombre de militants proches du PKK et de sympathisants d'autres groupes hostiles à Ankara.

À l'origine de ce tour de vis spectaculaire, réclamé par le

président turc, Recep Tayyip Erdogan, le premier ministre conservateur suédois, Ulf Kristersson, a apporté son soutien à la Turquie, dans une tribune publiée dans le Financial Times, réitérant ses précédentes condamnations publiques de toutes les organisations terroristes, y compris le PKK. « Nous vivons dans un monde de plus en plus dangereux où les terroristes et les extrémistes violents constituent une menace sérieuse », écrit-il, rappelant que « la Suède a fait l'objet d'alertes terroristes accrues depuis 2010 ».

Justifiant cette nouvelle loi, soutenue par le Parlement, Ulf Kristersson s'est appuyé sur les dernières évaluations du service de renseignement, la Säpo, qui « a récemment affirmé que nous étions devenus une cible pour le terrorisme, notamment depuis les autodafés du Coran » en Suède, commis par un extrémiste dano-suédois, Rasmus Paludan, qui ont suscité une vague de protestations contre le royaume scandinave, entre autres en Turquie.

Tout aussi enclin à accommoder Erdogan, le ministre suédois de la Justice, Gunnar Strömmer, a promis à la télévision turque de bannir le drapeau du PKK lors de mani-

festations de soutien en Suède, qui ne peuvent néanmoins être interdites, comme l'exige Ankara, au nom du droit à la liberté d'expression. Car « le PKK est une organisation classée terroriste et il est clair que les activités que cette organisation sur le sol suédois ou qui visent à la promouvoir ou à la soutenir tombent sous le coup de la nouvelle loi, » martèle-t-il.

En effet, la responsable-adjointe du contre-terrorisme à la Säpo, Susanna Trehörning, révélait en février dernier à l'agence TT que « le PKK encourage, recrute et finance le terrorisme depuis la Suède pour soutenir des activités terroristes dans un autre pays ou chez nous ». « Il s'agit d'un important financement du terrorisme », soulignait-elle. D'ailleurs un homme a été arrêté en février pour suspicion de tentative d'extorsion aggravée et de tentative de financement du terrorisme. « Le suspect a des liens avec le PKK », selon un communiqué de presse du parquet. Interrogé par l'émission d'informations « Ekot », le procureur chargé du dossier, Hans Ihrman, indiqua que ce crime présumé, commis le 11 janvier dans un restaurant à Stockholm, « faisait partie d'une opération plus vaste, où des personnes sont soumises à un chantage pour soutenir le PKK ».

Sceptique face à cette législation musclée, Janne Flyglund, professeur en criminologie à l'université de Stockholm, estime que le gouvernement est allé « trop loin pour plaire à Erdogan ». « Je pense que la Suède a payé un prix trop élevé pour lever le veto de la Turquie et décrocher sa carte de membre à l'Otan », affirme-t-il au Figaro, persuadé que « sans la candidature à l'Alliance atlantique, cette nouvelle loi antiterroriste n'aurait pas vu le jour ». Selon lui, « l'attitude de soumission de la Suède est embarrassante », remettant en question « certains principes fondamentaux de l'État de droit dans notre pays ».

Tout aussi critique, constatant depuis plusieurs mois que le gouvernement de centre droit courbait l'échine devant le président turc, l'historien Björn Lundberg, rappelait dans un tweet, le 23 janvier dernier, que « 90 % des Suédois veulent que nous arrêtions de nous recroqueviller devant le régime d'Erdogan ». « Ils ne veulent pas renoncer aux libertés et aux droits démocratiques pour rejoindre l'Alliance militaire du monde libre », affirme-t-il, même si 63 % des Suédois sont partisans de l'entrée de leur pays dans l'Otan, selon un sondage durant la même période, contre 22 % d'opposants.

Syrie : l'opposition appelle à la reprise des pourparlers avec le régime de Bachar Al-Assad

Dans un contexte régional de rapprochements diplomatiques, la Ligue arabe a réintégré en mai le régime syrien, ostracisé depuis 2011, tandis que l'opposition syrienne a perdu une grande partie de son influence.

L'opposition syrienne a appelé dimanche 4 juin à la reprise des pourparlers avec le régime de Bachar Al-Assad sous l'égide de l'ONU, à la suite du retour de Damas dans le giron arabe après des années d'isolement. « *Les contextes internationaux, régionaux* » et la situation en Syrie « *sont propices à la reprise de négociations directes (...) dans le cadre d'un programme et d'un calendrier précis* », a estimé dans un communiqué le haut-comité des négociations (HCN) qui regroupe les principaux représentants de l'opposition au régime syrien.

Les négociations visant à résoudre la crise syrienne ont

débouché sur des impasses depuis l'adoption en 2015 de la résolution 2254 du Conseil de sécurité de l'ONU, prévoyant entre autres une nouvelle Constitution et des élections. A l'issue d'une réunion de deux jours à Genève, le HCN a appelé « *à soutenir les efforts des Nations unies* » pour prendre les mesures nécessaires en vue d'une « *solution politique globale* », conformément à cette résolution de l'ONU.

Dans un contexte régional de rapprochements diplomatiques, la Ligue arabe a réintégré en mai le régime syrien, ostracisé depuis 2011 en raison de la répression, la même année, du soulèvement populaire déclen-

ché dans le sillage des « printemps arabes » et qui a dégénéré en guerre civile. Impliquant des acteurs régionaux et internationaux, le conflit a fait environ un demi-million de morts.

« Occasion »

Depuis, l'opposition syrienne a perdu une grande partie de son influence et du soutien dont elle bénéficiait de la part des pays de la région. L'Arabie saoudite, qui avait soutenu les groupes rebelles syriens au début du conflit, a rétabli ses liens avec Damas. La Turquie, principal soutien des rebelles contrôlant des régions du nord de la Syrie, a également montré des signes de rapprochement

avec M. Assad. Le HCN a estimé que la réintégration du régime dans le giron arabe comportait « *le risque* » de voir le régime rejeter toute solution politique.

Le 19 mai, le sommet arabe, auquel a pris part le président Assad, a souligné la « *nécessité de prendre des mesures effectives et efficaces pour parvenir à un règlement* » du conflit en Syrie. Dans un discours devant le Conseil de sécurité, fin mai, l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir O. Pedersen, a estimé de son côté que la « *nouvelle activité diplomatique* » dans la région depuis avril « *pourrait représenter une occasion si elle est saisie* ».



05 Juin 2023

Tensions au Kosovo : la Turquie renforce le contingent de la Kfor

Ankara a envoyé des hommes supplémentaires pour renforcer le contingent de la Kfor, la force de l'Otan dans la région. Le nord du Kosovo est confronté à des tensions communautaires.

Un bataillon turc est arrivé au Kosovo pour renforcer le contingent de la Kfor, la force de l'Otan dans la région, après les violents affrontements qui ont éclaté dans le nord du pays.

Outre plusieurs centaines d'hommes, Ankara a transféré du matériel pour venir appuyer

un contingent international composé jusqu'à présent de quelque 3 800 soldats. Des renforts salués samedi par le chef de l'Otan.

- Une trentaine de soldats internationaux blessés lors de heurts au Kosovo

La semaine dernière, une tren-

taine de soldats de la Kfor avaient été blessés dans des heurts survenus dans le nord du Kosovo, où la communauté serbe, majoritaire, demande le départ de maires albanais qu'elle n'estime pas légitime. Ces maires avaient été élus en avril lors d'élections locales boycottées par les Serbes.

La Serbie n'a jamais reconnu l'indépendance proclamée en 2008 par son ex-province, et encourage les quelques 120.000 Serbes qui y vivent (entre 6% et 7% de la population), à défier les autorités de Pristina.

- Les efforts pour désamorcer la crise du Kosovo s'intensifient

avec de nouvelles manifestations

- Tensions au Kosovo : Paris et Berlin appellent à de "nouvelles élections" dans quatre municipalités

Dans un premier temps, des grandes puissances occidentales, notamment Paris et Washington, avaient attribué au gouvernement kosovar la

responsabilité de ces derniers incidents.

Jeudi toutefois, le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken a appelé aussi bien le Kosovo que la Serbie à "prendre des mesures immédiates en vue d'une désescalade des tensions".

En même temps, le président français Emmanuel Macron et

le chancelier allemand Olaf Scholz ont rencontré en Moldavie, en marge d'un sommet européen, la présidente kosovare Vjosa Osmani et son homologue serbe Aleksandar Vucic pour réclamer "l'organisation dans les meilleurs délais de nouvelles élections dans ces quatre municipalités".

Emmanuel Macron a déclaré que des "décisions claires" ont

été demandées aux deux dirigeants "pour la semaine prochaine".

Cependant, plusieurs centaines de Serbes, dont des employés dans l'administration locale, se sont de nouveau rassemblés vendredi devant la mairie de Zvečan qui est gardée depuis mardi par un important dispositif de la Kfor.



By Michael Knights
June 5, 2023

Iraq Is Quietly Falling Apart

Iran's Proxies Have Seized Power in Baghdad— and Are Gutting the State

On the surface, Iraq appears to have achieved a measure of stability. The country finally has a functioning government after a yearlong political vacuum. Terrorist violence has fallen to its lowest rate since the 2003 U.S. invasion. Even the country's Iran-backed militias—long a source of tension with Washington—have significantly reduced their attacks on U.S. diplomatic and military sites. In a May 4 speech at the Washington Institute for Near East Policy, National Security Adviser Jake Sullivan credited a U.S. strategy built on the "twin pillars of deterrence and diplomacy" for the decrease in attacks on U.S. interests.

As Sullivan's speech illustrates, President Joe Biden's national security team sees a quiet Middle East as an end unto itself—including in Iraq. Although Sullivan was quick to add that he was "not pulling out the victory flag on Iraq" and that the United States still has "a broad agenda" to strengthen Baghdad's independence from Tehran, his real metric of success was clearly the de-escalation of tensions between the United States and the Iran-

backed militias that dominate the Iraqi government. The White House believes that regional de-escalation is necessary to allow the United States to focus on its competition with China. But in Iraq, this approach promises to have long-term costs: the U.S. desire for calm is being exploited by Tehran's allies to destabilize its politics.

Iraq may look calm, but looks can be deceiving. The country is actually entering a uniquely dangerous period: Iran's allies have achieved unprecedented control of Iraq's parliament, judiciary, and executive branch, and they are rapidly rigging the political system in their favor and looting the state of its resources. Washington's complacent attitude toward these events is only setting it up for costly involvement later. Iraq is the world's third-largest oil producer and a country whose collapse could destabilize the entire Middle East through the spread of refugees and terrorism. Great-power competition has never been an excuse to tune out the threats facing the country—and it shouldn't be one now.

TRIUMPH OF THE MILITIAS

Iraq has passed through numerous dark moments since 2003, but arguably none were as devoid of hope as the present time. Yes, Iraq has a government led by Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani and the Coordination Framework, a political bloc closely allied with Iran. But this is only because the actual winner of the October 2021 election, Shia cleric Muqtada al-Sadr's populist movement, quit the parliament in June 2022. The Sadrists took this step after the judiciary, which is controlled by the leaders of the Iran-backed militias, changed the rules of government formation to benefit Tehran's allies. As a result, the election result was rendered irrelevant and the losers were rewarded with victory—even after they rioted to overturn the results and fired drones at the prime minister's house.

The Coordination Framework's subsequent monopolization of all branches of the Iraqi government is unprecedented in the country's post-2003 history. It is ruling with a level of unchecked authority that Iraq has

not seen since the days of Saddam Hussein. Sudani is a puppet: while the prime minister is an experienced public sector manager and a hard worker, he leads Iraq in name only and is openly disparaged by Tehran's allies in Baghdad. The real powers are three warlords, each closely tied to Iran, at the top of the Coordination Framework: U.S.-designated terrorist Qais al-Khazali, the head of the Iran-trained Asaib Ahl al-Haq militia; former Prime Minister Nouri al-Maliki; and the leader of the Iran-founded Badr Organization, Hadi al-Amiri.

For many years, these three politicians were partly held in check by a patchwork of opponents. During the U.S. occupation from 2003 to 2011 and again during the war against the Islamic State (ISIS) from 2014 to 2019, Washington worked assiduously to prevent the militias from gaining control of too many levers of state power. Iraqi protesters have also acted as a check on the power of the Iran-backed groups—their mass demonstrations in 2019 brought down the militia-controlled Prime Minister Adel Abdul-Mahdi. And during Iraq's most recent elec-

tions, Sadr tried to rally a cross-sectarian and multiethnic majority to form a cabinet that excluded the Coordination Framework.

Today, these sources of opposition have all fallen away. Sadr's electoral gambit failed because of the judiciary's intervention, and his movement is now out of power and licking its wounds. The Iran-backed militias also have nothing to fear from the cowed and dependent youth protesters. Meanwhile, the United States is distracted by its geopolitical struggle with China and has reduced its goals to simply de-escalating tensions across the Middle East—no matter the long-term cost to U.S. interests in the region.

RIGGING THE SYSTEM

The implications of the Coordination Framework's takeover of the Iraqi government are already clear. The bloc now has free rein to consolidate sweeping control of the country, pillage Iraqi state resources, and suppress dissenting voices. And its ascendancy shows no signs of waning: the Coordination Framework now dominates the country's cabinet and controls the parliament until the next scheduled election, in October 2025.

Most important, the group directs the actions of the judiciary to an extent that has not been seen since Saddam's fall. Iraq's most senior judge, Faiq Zaydan, is a close ally of the warlords at the top of the Coordination Framework. Under his leadership, Iraq's Supreme Court has intervened decisively in the country's politics to perpetuate the militias' power. At precisely the moment the Coordination Framework needed to block Sadr's 2021 electoral victory, the court changed the rules of government formation—ruling that Sadr needed a two-thirds supermajority in parliament, rather than a simple majority, to form a government.

The Coordination Framework is also using its unchecked power to embed itself in other Iraqi state institutions. The Iraqi National Intelligence Service, Baghdad airport, anticorruption bodies, and customs posts have all come under the group's control since October 2022. Iraqi state institutions such as these were already tottering, and these actions threaten to erode them further.

Iran-backed groups are using their expanding influence within these institutions to escalate efforts to silence their domestic opponents. For instance, after gaining control of Iraq's media regulator, the Communications and Media Commission, in January, they developed plans to introducedraconian digital content regulations that promise to squelch Iraqis' freedom of expression. The regulations, which would require social media influencers to move to Iraqi government-owned domains and include vague definitions of unsuitable content that will serve to justify censorship, have drawn criticism from international organizations for violating the Iraqi constitution.

Finally, the Coordination Framework is looting Iraqi state resources for its own political advantage. Iran-backed groups have established a state companythat is actively consolidating state assets, using much the same approach as Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC). Furthermore, these groups have overseen the massive expansion of Iraq's budget in an effort to buy the population's support as they consolidate power.

LOOTING THE STATE

The militia politicians of the Coordination Framework have long sought to control a company that can amass government land and other public assets. Their model for this effort is the IRGC's Khatam al-Anbiya conglomerate, which has achieved vast economic and political influence in Iran by being awarded more than

1,200 construction contracts, worth over \$50 billion, since its formation, in 1990. Khatam al-Anbiya has been sanctioned by the United States, the United Nations, and the European Union as a commercial extension of the IRGC.

Whenever the time has come to choose a new prime minister in recent years, the Iran-backed militias have asked each of the shortlisted candidates whether they would support the creation of a company along these lines. In 2018, Prime Minister Adel Abdel-Mahdi said yes and received militia support for his appointment as premier, but the U.S. government prevented the formation of the company. When Prime Minister Mustafa al-Kadhimi took over as a mid-term replacement premier in 2020, he had the political support to refuse to allow the company to form—and then refused again in 2022 when Tehran's allies proffered it as the price for his receiving a four-year second term. The Iran-backed militias finally got their way under Kadhimi's replacement, Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani, who announced in November 2022 the formation of "the Muhandis General Company for Construction, Engineering, and Mechanical, Agricultural, and Industrial Contracting." The firm is named after the U.S.-designated terrorist Abu Mahdi al-Muhandis, who was killed by a U.S. airstrike in January 2020. This time, the United States did nothing.

No organization like the Muhandis General Company has ever existed before in Iraq. As shown in its articles of incorporation, the company is officially owned by the Popular Mobilization Forces (PMF), the Iraqi reserve army that arose during the fight against ISIS and is led by the Coordination Framework and other Iran-backed terrorists. Its remit is effectively unlimited: it can work in any sector, as its full name implies, and is essentially an empty container

through which Iran-backed militias can consolidate their control over the Iraqi economy. Uniquely for an Iraqi state company, the new firm can receive free land, state capital, and state-owned enterprises, and can undertake construction and demolition without cabinet or parliamentary approval.

In December 2022, soon after it was created, the Muhandis General Company received 1.2 million acres of government land along the Iraqi-Saudi border at no cost. The acquisition was announced in the media but went through none of the usual paperwork or red tape that typically accompanies such projects. The project is purportedly for tree planting and agriculture—but to give a sense of scale, the area that it covers is half the size of Lebanon and more than 50 times bigger than the largest-ever planned agricultural project in Iraq's history. The land is also strategically located in an area where Iraqi militias have fired drones into Saudi Arabia and the United Arab Emirates on multiple occasions since 2019. And in what may be the first example of an urban land appropriation in Iraq, a PMF force also illegally expropriated a large piece of prime west Baghdad real estate on behalf of the Muhandis General Company on April 24, simply seizing a chunk of historic downtown Baghdad the size of 20 New York City blocks, the entire grounds of Buckingham Palace, or the U.S. Capitol.

The continued growth of the Muhandis General Company would represent a severe blow to Iraq. It would also thwart U.S. hopes for the country's economic future. On May 31, the senior State Department official on the Middle East, Ambassador Barbara Leaf, told the Senate Foreign Relations Committee that "economic vitality for the first time is really evident" in today's Iraq. This potential will be strangled in its cradle if powerful militias can use their new economic power to seize any promising industry,

force themselves on government contracts, and intimidate foreign investors.

BREAKING THE BANK

Iran-backed militias are also using state revenues to cement their hold on power. The Coordination Framework-led government's first draft budget is the largest in Iraq's history: it proposed \$152 billion in spending, a roughly 50 percent increase from the last authorized Iraqi budget from 2021. The government has pledged to sustain this level of spending for three consecutive years—that is, right up until the October 2025 elections.

This reckless level of spending ignores the warnings of the United States, the International Monetary Fund (IMF), and the World Bank, which have called on Iraq to reduce its bloated public sector. The Coordination Framework is trying to buy the goodwill of Iraq's political factions and its population through unsustainable spending, including the creation of at least 701,000 new government jobs—a 17 percent increase in government employees in a single year. For example, the PMF is set to grow from 122,000 to 238,000 paid members, a 95 percent increase in the number of state-funded militiamen in a country experiencing its lowest levels of violence in two decades.

By overloading the state with salary obligations, the Coordination Framework is laying the groundwork for future instability. Even at today's oil prices, which are around \$75 per barrel, this level of spending would wipe out most of Iraq's \$115 billion in reserves in half a decade. If oil prices drop, Baghdad will go broke even quicker. When Baghdad last found itself in dire financial straits in 2014, the world was quick to rally to Iraq's aid because the country was vital to the fight against the Islamic State. But the Iraqi government cannot count on future

such largesse. On May 31, the IMF sounded the alarm bell by predicting that Iraq would face "critical macroeconomic stability risks" in the coming years. In plain terms, this means default on payments to citizens and investors, inflation and protests, and instability and refugee outflows to Europe.

DOING MORE WITH LESS

For the United States, the apparent quiet in Iraq could well turn out to be the calm before the storm. This is not the first time Washington believed it was on the glide path to stability in Iraq: after the 2010 elections that saw Maliki reappointed for a disastrous second term, the United States tried to wash its hands of the country. Then, as now, Iran-backed parties managed to rig the government formation process in their favor, and subsequently weakened Baghdad's authority through corruption, militia influence, and political cronyism. After the U.S. military withdrew in December 2011, Iraq seemed quiet—but its political and social foundations were rotting from the inside. Two and a half years later, the United States was pulled back into Iraq to fight a bloody war after ISIS captured one-third of the country. Washington cannot afford to allow history to repeat itself.

Temporarily reducing the incidence of pinprick attacks on heavily armored U.S. diplomatic facilities should not be Washington's main metric for success in Iraq. Heavily fortified U.S. diplomatic sites were built at huge expense precisely to allow American diplomats to defend U.S. interests and values regardless of enemy harassment.

The United States doesn't need to send troops or billions of dollars to help reverse the dangerous trends in Iraq. U.S. financial and intelligence capabilities can still have a significant impact on the actions of

Iraqi officials—many of whom have higher political ambitions and interests in international commerce and banking. For instance, according to U.S. diplomatic sources, Faiq Zaydan was deeply distressed when three U.S. Congress members sent a letter to Biden in February that named Zaydan as a potential sanctions target. The United States needs to use leverage such as this—privately at first—to signal its concern about the state of Iraq's judiciary and its key leadership.

There is a real risk of Iraq becoming a sort of judicial dictatorship, in which governments come and go but the judiciary represents a permanent cudgel wielded by the Iran-backed militias. American officials have unrivalled intelligence on the communications and financial interests of corrupt officials in Iraq, and they should use this information more frequently to issue sharp private warnings to officials in Baghdad to amend their behavior.

The apparent quiet in Iraq could well turn out to be the calm before the storm.

The United States must also make good on its promise to uphold American values of democracy and human rights in Iraq. In his May address, Sullivan stressed that supporting U.S. values is one of the five pillars of the Biden administration's Middle East policy. In Iraq today, this means pushing back on Baghdad's draconian restrictions on social media use, investigative journalism, and political satire—all hallmarks of dictatorship in the making.

Washington needs to support investigative journalism and help protect such efforts with its good offices. The United States can also use its financial intelligence capabilities to find money hidden abroad by corrupt officials and return this money to Iraq. For instance, it can also help Iraqi authorities

apprehend the real culprits behind the \$2.5 billion "heist of the century," in which officials linked to the Coordination Framework emptied an Iraqi government tax account by stealing a checkbook and writing themselves hundreds of checks. If the United States truly wants an independent, sovereign, and economically functional Iraqi state, it should lead and give support to investigations to track down stolen money and recover it for Iraq—not just learn about cases such as these when they break in the news.

Most urgently, the United States should work to isolate the Muhandis General Company from the Iraqi economy before it contaminates the country's investment landscape. The firm represents an attempt to strip the assets of a major industrial nation for the financial benefit of U.S.-designated terrorists and human rights abusers, who are the primary beneficiaries of the company. To the U.S. government's credit, the Muhandis General Company is already the subject of considerable scrutiny by the U.S. Treasury Department's Office of Foreign Assets Control and the U.S. Office of the Coordinator on Global Anti-Corruption, but this needs to be translated into sanctions designations.

The United States can position itself on the right side of history in Iraq if it continues to push back energetically against the worst excesses of the militias that stand behind the current government. Even amid its competition with China and the war in Ukraine, Washington can still use its voice and unmatched financial and intelligence capabilities to weaken antidemocratic forces and give Iraq's youth, reformers, and anticorruption investigators the opportunity to defend the fragile democracy that still—barely—exists in Iraq.

Challenge

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

Orhan Coskun
05 Juin 2023

Turquie: Erdogan envisage de nommer Hafize Gaye Erkan à la tête de la banque centrale-sources

Le président turc Tayyip Recep Erdogan envisage de nommer Hafize Gaye Erkan, cadre supérieur pour plusieurs sociétés américaines, au poste de gouverneure de la banque centrale de Turquie, ont dit deux hauts fonctionnaires au fait du dossier.

Selon une de ces sources, Hafize Gaye Erkan a rencontré Mehmet Simsek, le nouveau ministre turc du Trésor et des Finances, lundi à Ankara.

Elle devrait bientôt rencontrer le président Erdogan pour discuter de son poste éventuel, ont dit les deux sources.

Ces rencontres interviennent à un moment où Erdogan, récemment réélu, vise une politique économique et monétaire plus conforme au canon des marchés financiers, après des années de conduite hétérodoxe, en mettant en oeuvre des hausses de taux d'intérêt pour faire face à la très forte inflation.

La deuxième source a déclaré qu'Erkan faisait partie de "quelques candidats" pour succéder à l'actuel gouverneur de la banque, Sahap Kavcioglu, qui a mené la politique hétérodoxe défendue par Erdogan consistant à maintenir des taux d'intérêt faibles malgré l'inflation, qui a atteint l'année dernière un pic de 24 ans à plus de 85%.

Hafize Gaye Erkan, qui a été co-directrice générale de First

Republic Bank et cadre dirigeante chez Goldman Sachs, n'a pas pu être jointe dans l'immédiat pour un commentaire.

Le cabinet d'Erdogan et le ministère du Trésor n'ont pas fait de commentaire.

(Rédigé par Jonathan Spicer; version française Diana Mandiá, édité par Blandine Hénault)

The New York Times

By Ben Hubbard,
Elif Ince and Safak Timur
June 5, 2023

After Erdogan's Attacks, Fear Spreads Among L.G.B.T.Q. People in Turkey

President Recep Tayyip Erdogan vilified gay people during his re-election campaign, calling them a threat to society and rallying conservatives against them. It has left people feeling threatened, and alone.

When Yasemin Oz, a lesbian lawyer in Istanbul, heard President Recep Tayyip Erdogan claiming victory after a runoff election on Sunday, she said she feared for the future. In his speech, he declared "family is sacred for us" and insisted that L.G.B.T.Q. people would never "infiltrate" his governing party.

They were familiar themes, heard often throughout Mr. Erdogan's campaign for re-election: He frequently attacked L.G.B.T.Q. people, referring to

them as "deviants" and saying they were "spreading like the plague." But Ms. Oz said she had hoped it was just electioneering to rally the president's conservative base.

"I was already worried about what was to come for us," said Ms. Oz, 49. But after the speech, she thought, "it will get harsher."

The rights and freedoms of L.G.B.T.Q. citizens became a lightning-rod issue during this year's election campaign. Mr.

Erdogan, facing the greatest political threat of his two decades as the country's dominant leader and seeking to woo conservatives, repeatedly attacked his opponents for supposedly supporting gay rights. The anti-Erdogan opposition mostly avoided the topic for fear of alienating some of its own voters.

That left many L.G.B.T.Q. people fearing that the discrimination they have long faced by the government and conservative parts of society could

worsen — and feeling that no one in the country had their backs.

"People are scared and having dystopian thoughts like, 'Are we going to be slashed or violently attacked in the middle of the street?'" said Ogulcan Yediveren, a coordinator at SPoD, an L.G.B.T.Q. advocacy group in Istanbul. "What will happen is that people will hide their identities, and that is bad enough."

Turkey, a predominantly Muslim

society with a secular state, does not criminalize homosexuality and has laws against discrimination. But in recent conversations, more than a dozen L.G.B.T.Q. people said they often struggled to find jobs, secure housing and get quality health care as well as to be accepted by their friends, relatives, neighbors and co-workers.

In recent years, they said, they have encountered new restrictions on their visibility in society. Universities have shut down L.G.B.T.Q. student clubs. And since 2014, the authorities have banned Pride parades in major cities, including in Istanbul, where crowds in the tens of thousands used to participate.

That tracks with Mr. Erdogan's vision for Turkey.

Since the start of his national political career in 2003, he has [increased his own power while promoting a conservative Muslim view](#) of society. He insists that marriage can only be between a man and a woman, and encourages women to have three children to build the nation.

Rights advocates say that as Mr. Erdogan has gained power, his conservative outlook has filtered down, encouraging local authorities to restrict L.G.B.T.Q. activities and pushing the security forces to crack down on gay rights activism.

Anti-L.G.B.T.Q. rhetoric was more prominent during this election than in past cycles, even though there are no looming legal changes that would expand or limit rights. No political party is trying to legalize same-sex marriage or adoption, for example, or expand medical care for transgender youth.

Instead, Mr. Erdogan and his allies use the issue to galvanize conservatives.

"What they want to impose on society in terms of other values is full of hatred and violence toward us," said Nazlican Do-

gan, 26, who is facing legal charges related to participation in pro-L.G.B.T.Q. protests at Bogazici University in Istanbul. "It was really ugly and it made us feel that we can't exist in this country, like I should just leave."

During his campaign, Mr. Erdogan characterized L.G.B.T.Q. people as a threat to society.

"If the concept of family is not



Members of a Pride week organizing committee spray graffiti in Istanbul on May 22. | SERGEY PONOMAREV / THE NEW YORK TIMES

strong, the destruction of the nation happens quickly," he told young people during a televised meeting in early May. "L.G.B.T. is a poison injected into the institution of the family. It is not possible for us to accept that poison as a country whose people are 99 percent Muslim."

In April, his interior minister, Suleyman Soyly, went even further, falsely claiming that gay rights would allow humans to marry animals.

SPoD, the advocacy group, asked parliamentary candidates during the campaign to sign a contract to protect L.G.B.T.Q. rights. Fifty-eight candidates signed, and 11 of them won seats in the 600-member legislature, said Mr. Yediveren, the coordinator.

His group has also tried to expand legal protections for L.G.B.T.Q. people.

While certain laws prohibit discrimination, they do not speci-

fically mention sexual identity or orientation, he said. At the same time, the authorities often cite vague concepts like "general morals" and "public order" to act against activities they don't like, such as Pride week events.

"This week is very important because we don't have physical locations we can come together as a community to support each other," said Bambi Ceren, 34,

a member of a committee planning events for this year's Pride week, which begins on June 19.

Last year, the police prevented Pride events and arrested people who gathered to take part, committee members said.

SPoD runs a national hotline to field queries about sexual orientation, legal protections or how to access medical care or other services. The group can solve most issues related to services, Mr. Yediveren said, but most callers' problems are social and emotional.

"People are feeling very lonely and isolated," he said.

Transgender individuals struggle to find jobs, housing and proper medication and care. And gay men and lesbians are sometimes forced into heterosexual marriages and fear coming out to their families and co-workers.

Worrying about, "Will I be

caught one day?' causes a lot of stress for them," Mr. Yediveren said.

And the threat of violence is real.

Some L.G.B.T.Q. people said they had been beaten by the security forces during protests or met with indifference from the police while being harassed on the street.

A survey last year by ILGA-Europe, a rights organization, [ranked](#) Turkey second-to-last out of 49 European countries on L.G.B.T.Q. rights. Another group, [Transgender Europe](#), said that 62 transgender people had been killed in Turkey between 2008 and 2022.

Many L.G.B.T.Q. people fear that the demonization during the campaign will make that threat more acute.

A queer university student from Turkey's Kurdish minority, who grew up in a smaller city with no significant L.G.B.T.Q. presence, said she feared that bad days were ahead.

Members of a Pride week organizing committee spraying graffiti in Istanbul.

People who would not normally commit violence might feel empowered to do so because the government had spread hatred for people like her, she said, claiming they were sick, dangerous or a threat to the family. She spoke on condition of anonymity for fear of being attacked.

Despite the increased danger, many L.G.B.T.Q. people vowed to keep fighting for their rights and maintaining their visibility in society. To deal with the fear of random attacks, they plan to look out for each other more to ensure they are safe.

In Istanbul, a 25-year-old drag performer who goes by the stage name Florence Konstantina Delight and uses gender-neutral pronouns called the new attention unsettling.

"In the whole history of queer life in Turkey, we could never be that visible," they said in an interview. "But because of the election, everyone was talking about us."

They described growing up in

Turkey as "full of abuse, full of denial, full of teachers ignoring your existence and what happened to you, like your pals bullying you."

At age 16, Florence accepted their sexual identity, attended

a Pride parade and set up a Facebook account with a fake name to contact L.G.B.T.Q. organizations and make friends, eventually stumbling upon someone at the same high school.

They later moved to Istanbul,

where they perform weekly at a rare L.G.B.T.Q.-friendly bar.

Mr. Erdogan's win on Sunday caused Florence despair.

"I stared into space for a while," they said.



June 5, 2023

Iran border guards kill kolbar in Baneh

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian border guards early on Monday shot dead a Kurdish kolbar near the city of Baneh in western Iran (Rojhelat), a human rights monitor reported. The kolbar was shot in the chest by direct fire.

Hushyar Hasanzadeh, 20, was shot in the chest and critically injured by Iranian border guards while he was plying his trade. He was transferred to a hospital in Baneh city where he later succumbed to his injuries, according to Hengaw Human Rights Organization.

Kolbars are a small cog in a sophisticated and hugely profitable machine. Clothing, alcohol, cigarettes, mobile phones - they all arrive in the Kurdistan Region from Dubai, Turkey, or Iraq's southern borders, where they are then transferred to depots close to the Iranian border. At night, hundreds of mules transport the goods to a collection point, where wholesalers set up



Two kolbars carry their loads on Tata Mountain in July 2017. Photo: Fazel Hawramy

guarded tents to hand tens of kilos of goods over to incoming kolbars each morning.

Powerful businessmen in Tehran, Erbil, and across the Middle East make handsome sums of money in the process. The Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), whose own guards survey the area, is re-

portedly involved in the trade and uses the smuggling routes.

Though no more than seven kilometers each way, the kolbar's trek is no mean feat. The rocky path is laden with landmines and border guards who at times fire to kill or injure. But it is especially frightening in the winter, with snow several

meters deep, ice-laden paths, and potent blizzard winds.

Due to limited job opportunities in many border areas of Iran, people are frequently left with no option but to take on such dangerous journeys to make a living.



June 06, 2023

European Court rules Rights of former pro-Kurdish Party Co-Chairs violated

“They complained that they had not had effective legal assistance in order to appeal against their pre-trial detention.”

ERBIL (Kurdistan 24) – The European Court of Human Rights (ECHR) on Tuesday ruled that the rights of the former co-chairs of the pro-Kurdish party Peoples' Democratic Party (HDP), Figen Yuksekdag and Selahattin Demirtas, were violated.

“They complained that they had not had effective legal assistance in order to appeal against their pre-trial detention, on account of the prison authorities' surveillance of their meetings with their lawyers and the seizure of the documents exchanged with them,” the court said.

The measures in question were ordered by the Turkish courts for a three-month period under Emergency Legislative Decree No. 676, which was enacted following the attempted Turkish military coup of 15 July 2016.

“The Court found, in particular, that the domestic courts had not demonstrated the existence of exceptional circumstances that could justify derogating from the core principle of the confidentiality of the applicants' meetings with their lawyers, and that the breach of lawyer-client privilege had deprived the applicants of effective as-



Former HDP co-chairs Figen Yuksekdag and Selahattin Demirtas (Photo: AFP)

sistance from their lawyers for the purposes of Article 5 § 4 of the Convention.”

Moreover, the Court found that the national authorities had not shown any detailed evidence capable of justifying the imposition of the measures in question on the applicants under Emergency Legislative Decree No. 676.

The official account of the HDP tweeted that the Turkish government “commits a crime every day by refusing to follow ECHR's rulings. The unlawful imprisonment of all our comrades should end immediately!”

Demirtas remains jailed in Turkey despite European Court of Human Rights rulings calling for his immediate release.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan, in his reelection speech on May 29, vowed that Demirtas would not be granted release under his rule, blaming him for deaths during protests in Diyarbakir.

In a case related to the Kobani protests in 2014, co-chairs Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdag, along with 34 others, were jailed in 2016 for “disrupting the

unity and territorial integrity of the state”.

The HDP called for street protests in Oct. 2014 in response to the attack on Kobani by ISIS.

During the protests, the situation escalated into violence, resulting in clashes between different factions.

At least 43 individuals lost their lives, including 33 supporters of the HDP, six members of a Kurdish-Islamist group, two police officers, and two Syrian refugees.

L'Iran rouvre son ambassade en Arabie saoudite

Cette réouverture coïncide avec la visite en Arabie saoudite du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, alors que Ryad, qui se rapproche de Téhéran et de Damas.

Sept ans après la rupture des relations diplomatiques bilatérales, l'Iran a rouvert, mardi 6 juin, son ambassade en Arabie saoudite, en vertu de l'accord historique conclu en mars.

La monarchie saoudienne avait rompu ses relations avec la République islamique en 2016, après l'attaque de missions diplomatiques saoudiennes par des manifestants iraniens, qui protestaient contre l'exécution d'un influent dignitaire chiite. La réconciliation entre les deux poids lourds du Moyen-Orient a été scellée dans le cadre d'un accord conclu le 10 mars, par l'entremise de la Chine.

Une cérémonie officielle s'est

déroulée dans les locaux de l'ambassade, dans le quartier diplomatique de Ryad, en présence d'Alizera Bigdeli, vice-ministre des Affaires étrangères iranien, du chargé d'affaires, Hassan Zarnegar, et du directeur des affaires consulaires au ministère des affaires étrangères saoudien, Ali al-Youssef, selon une journaliste de l'Agence France-Presse sur place.

D'après la presse iranienne, la mission diplomatique iranienne sera dirigée par Alireza Enayati, qui a notamment occupé le poste de vice-ministre des affaires étrangères et celui d'ambassadeur au Koweït. De son côté, l'Arabie saoudite n'a pas encore annoncé la date de la

réouverture de son ambassade à Téhéran, ni le nom de son futur représentant.

Antony Blinken attendu à Djedda

Les deux puissances rivales, qui entretiennent une inimitié depuis la Révolution islamique de 1979 en Iran, se sont souvent opposées sur les dossiers régionaux, soutenant parfois des camps rivaux comme en Syrie, au Liban ou au Yémen.

Depuis le dégel amorcé en mars, Ryad s'est rapproché de la Syrie, alliée de Téhéran, et a intensifié ses efforts de paix au Yémen, où elle dirige une coalition militaire qui soutien le gouvernement yéménite contre

les rebelles houthistes, proches de l'Iran.

Cette réouverture coïncide également avec la visite dans le royaume du secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, dont le but affiché est de relancer la relation entre Washington et Ryad, qui se rapproche de ses deux ennemis, Téhéran et Damas.

M. Blinken est attendu en soirée à Djedda, sur la mer Rouge, où il devrait rencontrer le prince héritier et dirigeant de facto du royaume, Mohammed ben Salman, selon un responsable américain. Il se rendra mercredi dans la capitale saoudienne pour participer à une réunion avec les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

En Turquie, Recep Tayyip Erdogan tenté par le retour à l'orthodoxie monétaire

La composition du nouveau gouvernement dessine une équipe libérale sur le plan économique et conservatrice sur le plan sociétal, en continuité avec les gouvernements précédents.

L'économie, la lutte contre le terrorisme et l'entrée de la Suède dans l'OTAN étaient à l'ordre du jour du nouveau conseil des ministres qui s'est tenu lundi 5 juin à Ankara. La mise en selle de la nouvelle équipe, nommée samedi par le président réélu, Recep Tayyip Erdogan, clôt une période électorale pleine d'incertitudes.

Le « *gouvernement du siècle* », en référence au centenaire à venir de la Répu-

blique turque, le 29 octobre 2023, est composé de dix-huit ministres ; l'équipe gouvernementale est entièrement renouvelée, à l'exception du ministère de la santé et de celui de la culture et du tourisme.

Le trombinoscope de la nouvelle équipe tourne en boucle sur les chaînes d'information depuis samedi. La nouvelle composition dessine un gouvernement libéral sur le plan

économique et conservateur sur le plan sociétal, en continuité avec les gouvernements précédents. Le jeu des chaises musicales autour de la présidence permet de maintenir les proches d'Erdogan à des fonctions-clés, comme Ibrahim Kalin, l'ancien conseiller diplomatique du président, nommé à la tête des renseignements turcs.

Le nom du futur ministre du trésor et des finances faisait

l'objet d'une attention toute particulière, le pays étant plongé dans une crise économique majeure. L'inflation a atteint 64,3 % sur l'année 2022 d'après les chiffres officiels (contre 138 % d'après l'ENAG, groupe d'économistes indépendant), et la devise nationale a perdu plus de 78 % de sa valeur face au dollar depuis 2018.

Lors de l'annonce de la composition du gouvernement,

Recep Tayyip Erdogan a confirmé, sous des applaudissements nourris, la nomination à ce poste du libéral Mehmet Simsek. Ce choix a été largement interprété comme les prémices d'un retour à des politiques orthodoxes qui permettraient d'assainir l'économie du pays.

« Revenir à une base rationnelle »

Formé au Royaume-Uni, Mehmet Simsek, 56 ans, bénéficie d'une notoriété internationale dans le monde de la finance, notamment après un passage dans la banque d'investissement américaine Merrill Lynch. Il avait déjà occupé des fonctions ministérielles : au ministère des finances entre 2009 et 2015, puis en tant que vice-premier ministre chargé de l'économie jusqu'en 2018. « *La transparence, la cohérence, la prévisibilité et le respect des normes internationales seront nos principes de base pour atteindre cet objectif dans la période à venir. La Turquie n'a pas d'autre choix que de revenir à une base rationnelle* », a déclaré le nouveau ministre lors de la cérémonie de passation des pouvoirs, au côté de son prédécesseur, Nureddin Nebati.

Aujourd'hui, les interrogations portent sur la marge de manœuvre que pourra s'aménager M. Simsek face à un président interventionniste, notamment en matière de politique monétaire. Ce dernier maintient la nécessité de conserver des taux d'intérêt bas, pourtant largement considérés comme l'une des causes de l'inflation par les économistes classiques. Si elle est confirmée, la nomination à la tête de la Banque centrale d'Hafize Gaye Erkan, une ancienne cadre de Goldman Sachs recommandée par M. Simsek, apparaîtrait comme un premier geste de conciliation de la part de la présidence.

Bien qu'expérimenté, le nouvel économiste en chef, nommé



Le nouveau ministre turc du trésor et des finances Mehmet Simsek (à gauche) lors de la cérémonie de passation des pouvoirs avec son prédécesseur, Nureddin Nebati, à Ankara, le 4 juin 2023. HARUN OZALP / ANADOLU AGENCY VIA AFP

pour rassurer les marchés, devra relever des défis de taille. Au lendemain de son investiture, le cours des devises atteignait de nouveaux records historiques, avec 21,32 livres turques pour un dollar, et 22,99 livres turques pour un euro.

« *Les dépenses de la campagne électorale, l'augmentation du salaire minimum, le gaz gratuit pendant un mois ont considérablement creusé le déficit budgétaire, s'inquiète le chroniqueur économique Mustafa Sönmez. L'autre question, totalement occultée, est le financement de la reconstruction après le séisme* [le sud et l'est de la Turquie ont été dévastés, le 6 février, par un tremblement de terre qui a fait plus de 50 000 morts]. *L'Etat a promis de reconstruire plus de 600 000 logements, mais il n'a pas encore trouvé d'argent.* »

Absence d'un deuxième poids lourd

Autre sujet sensible pour le président, actif sur de multiples terrains géopolitiques : les relations internationales. Dans ce contexte, Hakan Fidan, chef des renseignements turcs nommé ministre des affaires étrangères en remplacement de Mevlüt Çavusoglu, sera le deuxième pilier du gouvernement. Restée discrète jusqu'ici, cette figure incontournable de

Tayyip Erdogan », assure l'universitaire, qui n'attend pas de revirements majeurs.

Outre celle d'Hulusi Akar, l'absence d'un deuxième poids lourd du gouvernement précédent sur la liste de la nouvelle équipe a suscité l'étonnement : l'ancien ministre de l'intérieur Süleyman Soyulu, connu pour ses discours véhéments, a rejoint les bancs du Parlement. Avec son départ, l'influence du Parti d'action nationaliste (MHP, extrême droite, principal allié de la coalition gouvernementale) s'estompe au sommet de l'Etat.

« *Le MHP n'a pas réussi à obtenir un ministère et n'est pas satisfait de la nomination au ministère de l'intérieur d'Ali Yerlikaya* [ancien gouverneur d'Istanbul]. *Il faudra attendre quelques mois avant de voir quelles positions vont occuper les membres du MHP au sein de l'appareil d'Etat*, souligne Güven Gürkan Oztan, professeur en sciences politiques. *C'est la première fois que le gouvernement est composé d'autant de noms issus de la bureaucratie fidèle à l'AKP* [Parti de la justice et du développement], *mais, dans ce type de régimes* [concentrés sur l'exécutif], *les noms n'ont pas beaucoup d'importance, en réalité.* »

Dans le camp de l'opposition, l'heure est aux règlements de comptes. Le leadership du candidat malheureux à la présidentielle, Kemal Kılıçdaroglu, se voit contesté au sein de son propre parti. Pendant des mois, les partis de la « Table des Six », soit les six partis membres de la coalition de l'opposition, avaient tenté, tant bien que mal, de maintenir l'illusion d'une unité avant les échéances électorales des 14 et 28 mai. Le porte-parole du deuxième parti de la coalition, Le Bon Parti, a déclaré que « *l'alliance électorale a pris fin le 28 mai* », tout en restant évasif sur la poursuite de la collaboration pour les élections municipales de mars 2024.

l'histoire récente du pays sort aujourd'hui de l'ombre. L'homme est connu pour avoir mené des négociations, non abouties, avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, une organisation armée, classée terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux). Il a aussi joué un rôle dans la mise en échec de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016.

« *Je poursuivrai la vision nationale de la politique étrangère* », a déclaré M. Fidan, qui était déjà impliqué dans la gestion des dossiers incombant officiellement à M. Çavusoglu. Le chef d'état-major, Yasar Güler, est nommé au ministère de la défense, comme ce fut le cas pour son prédécesseur, Hulusi Akar, lui-même chef d'état-major avant d'occuper cette fonction ministérielle.

« *Les profils laissent penser que la Turquie va mener une diplomatie plus harmonieuse avec les pays occidentaux*, assure Ilhan Uzgöl, spécialiste des relations internationales à l'université d'Ankara. *La politique syrienne du gouvernement ne changera pas. Il ne renverra pas non plus les Syriens. La présence des réfugiés lui permet de renforcer le conservatisme dans la société en interne. Et, sur le plan externe, les quatre millions de Syriens restent un instrument très utile dans le jeu de Recep*



June 06, 2023

Turkey's new vice president hails from Kurdish village

Cevdet Yilmaz, Turkey's new vice president is a Kurd from a village called Saban in Bingol province, southeastern Turkey (Bakur).

Rudaw has spoken to his relatives who hope the vice president will play a key role in resolving the country's issues.

"Congratulations to all of us for Cevdet Yilmaz's [designation as deputy president]. He was a successful person who graduated top first from primary

school to university. He did his internship in the US and graduated top first from Bilkent University," Kemal Burulday, Yilmaz's relative, told Rudaw's Ali Haydar Gozlu.

Burulday added that he is optimistic that there are Kurds in positions of power and they hope they will work towards improving the economic and social situation.

His relatives and people from his village say he had previously served the village and is able to serve the country.

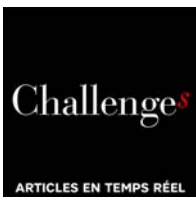
"Cevdet Yilmaz is from our village. He attends all wakes and we see one another. We are very glad and I hope Allah makes him successful," Ramazan Bulmus, a villager, said.

Yilmaz was born in 1967 and obtained a PhD degree from Bilken University's department of political science. He served as a lawmaker for the ruling Justice and Development Party (AKP) five times then in 2016, he became the deputy prime minister of Turkey. Yilmaz speaks Kurmanci and Zazaki

dialects of Kurdish as well as Turkish and English.

Turkish President Recep Tayyip Erdogan on Saturday announced the members of his new cabinet in a ceremony in Ankara after his inauguration for his third term.

Speaking in Cankaya Palace in Ankara, Erdogan named 19 ministers and Yilmaz as the vice president who, according to him, will shape the next century in Turkey's history.



06 Juin 2023

Turquie: L'ancien chef d'Amnesty acquitté d'accusations de terrorisme

ISTANBUL (Reuters) - Quatre militants turcs des droits de l'Homme, dont Tamer Kilic, ancien responsable d'Amnesty International en Turquie, ont été acquittés mardi après avoir été rejugés pour des accusations de terrorisme, ont annoncé leurs organisations.

L'ancien président d'honneur d'Amnesty avait été condamné en 2020 à plus

de six ans de prison en raison de ses liens avec le prédicateur Fethullah Gülen, qu'Ankara accuse d'avoir fomenté la tentative de coup d'Etat contre le président Recep Tayyip Erdogan en 2016.

Les trois autres militants avaient écopé de peines de deux ans et un mois de prison pour leur soutien à une "organisation terroriste".

Tous les quatre contestaient les chefs d'accusation.

La Cour de cassation avait ordonné l'an dernier la tenue d'un nouveau procès, en mettant en cause l'"enquête incomplète" des autorités sur une "réunion secrète" à laquelle ils auraient participé en vue d'organiser un soulèvement.

Le tribunal qui les a rejugés les a acquittés faute de

preuves suffisantes, selon leurs organisations.

Les adversaires de Tayyip Erdogan l'accusent de chercher à museler toute forme de contestation depuis l'échec de la tentative de coup d'Etat de 2016.

(Reportage de Burcu Karakas, rédigé par Ali Kucukgocmen, version française Tangi Salaün, édité par Blandine Hénault)

Iran Still Controls Iraq and Continues Provocative Attacks on Kurds

It is widely acknowledged that since 2003, following the ousting of Iraqi dictator Saddam Hussein, the Iranian regime, led by the Mullahs, has exerted significant control over Iraq. Exploiting flawed US policies and a lack of decisive action from Iraqi leaders, Iran has supported prominent Shiite parties, effectively establishing a semi-mandate over the country. Furthermore, Iran capitalized on the emergence of ISIS (Da'esh) in 2014 to expand its influence over Sunni areas, claiming it was combatting the terrorist group. Throughout two decades, Iran has consistently influenced the formation of Iraqi cabinets. The most recent government was predominantly composed of pro-Iranian parties and their militia proxies despite the participation of Kurds and Sunnis, who were compelled to join for self-preservation.

Over the past two decades, Iran has heavily relied on Iraq's economy, leveraging its political influence to reap substantial benefits amid international sanctions. The regime has engaged in illicit activities such as oil smuggling and drug trafficking, generating significant revenue through collaboration between the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) and its Iraqi proxies. Additionally, various construction companies affiliated with the Iranian regime and the IRGC operate in Iraq, securing lucrative contracts. Iran also profits from electricity and natural gas trade between the two nations. It is worth noting the detrimental impact of US dollars being smuggled to Iran, which disrupts Iraq's economy. Iran's de facto control over Iraq's critical institutions and economy has allowed the regime to gain economically despite international sanctions im-

posed due to human rights abuses and regional actions that have sown chaos, destabilizing the entire Middle East.

Border Security Agreement between Iran and Iraq

The current regime in Iran has perpetuated the anti-Kurdish policies of its predecessor, targeting Kurds not only within Iran but also across the border into Iraq. A notable incident occurred in 2017 when the Iranian regime orchestrated a brutal attack on the Kurdistan region and the so-called "disputed territories" in response to the Independence Referendum held by the Kurds. The Iranian Revolutionary Guard Corps (IRGC) took full command of Iraq's security forces and military, leading to severe atrocities committed against the Kurds. This marked the beginning of a series of ongoing attacks by the Iranian regime and its Iraqi proxies on the Kurdistan Region, often under the false pretenses of "hosting Israeli bases" or providing refuge to Iranian Kurdish opposition parties. These attacks have resulted in significant destruction and civilian casualties, particularly targeting infrastructure such as oil and gas fields, refineries, and the headquarters of Iranian Kurdish parties that have been in exile since 1979.

To further exert pressure on the Kurds, the Iranian regime has utilized the Iraqi government to establish a security agreement pertaining to the border region between the two countries. This agreement seeks the cooperation of the Iraqi government in preventing the Iranian Kurdish parties from exerting influence in the Kurdish region, especially in light of the recent civilian revolution that

began with the death of a Kurdish woman, sparking mass protests in Iran against the regime. It is important to note, however, that the Iranian regime has used the September 2022 protests as a pretext to crackdown on dissidents. The IRGC's attacks on the Kurdish opposition in the region predate these protests and have been ongoing.

Last week the Iraqi National Security Advisor, Qassem al Araj, visited Tehran, meeting his counterpart Ali Akbar Ahmadian discussing the recent security. "The security of Iran is the security of Iraq," said al Araj who's part of the Iranian-backed politician. At the same time, the Iranian regime deployed thousands of troops in the Kurdish region alongside Iraqi Kurdistan's borders. The security agreement coinciding with Iranian enforcement is a serious escalation for a possible military operation and further attacks on the Kurdistan region and Iranian opposition parties.

The Invalid Iraqi Supreme Court is Used by Iran

Since the constitution came into effect in Iraq in 2005, no legislation has been enacted to establish the Federal Supreme Court. The court has been invalid and unconstitutional since. But it has been used on several occasions against the Kurdistan Region. For example, the Federal Supreme Court of Iraq issued a ruling in February 2022, declaring the oil and gas law of the Kurdistan Regional Government (KRG) unconstitutional. As a result, Kurdistan was required to transfer all oil field production from the Kurdistan Region and other territories to the federal government. The decision came after the Iraqi

government already filed a lawsuit against the KRG, which an international court ruled in favor of Baghdad. The Iraqi constitution gives the right to the KRG, and the oil and gas issue was mainly due to Baghdad's failure to adopt new laws, obligating the KRG to independently export oil when the latter cut Kurdistan's federal budget in 2014.

Moreover, after years of an unresolved Kurdistan budget by Baghdad, the former prime minister, Mustafa al Kadhimi, was able to reach an agreement with the KRG, releasing the salaries of the public employees in Kurdistan. But soon the new Iraq government was formed, with Iran's blessings, the supreme court ruled that the budget sent to Kurdistan was "unconstitutional."

On May 30, the same court ruled against the extension of Kurdistan Region's parliament extension. The Kurdish parties did not react to the ruling, but it showed another ruling against the KRG and its institutions.

While Baghdad has stripped Kurdistan's constitutional rights since 2005, Iran and their proxies remain the sole actors behind such anti-Kurdish verdicts giving its profound influence over institutions in Iraq. The two security and policy issues targeting Iraqi and Iranian Kurds at the same time is part of a larger plan to dismantle the Kurdish existence and its ambition as a nation, struggling for self-determination.

The Iranian regime is currently confronting existential threats, not from external powers as they claim, but from its own people who have grown weary of enduring decades of repres-

sion and poverty. In an attempt to divert attention from these profound issues, the regime is resorting to raising nationalism through launching wars on the Kurds in Iraq. By utilizing its proxies and influence, Iran aims to further destabilize the region: similar tactics used in Syria, Lebanon, and Yemen.

To effectively counter Iran's dangerous policies, it is crucial to prioritize Kurdish unity as

the sole solution. However, the international community, particularly the United States, should directly address the Iranian threats with Iraqi parties. This approach will help prevent further national security losses in Iraq, as the Kurds are the genuine and only allies of the US in the region. For instance, the US has the ability to impose targeted sanctions on Iraqi militants and state officials who facilitate Iranian attacks on Kurdistan. By leveraging its re-

lationship with the Iraqi government, the US should emphasize that unfair rulings imposed by Iran using the supreme court against the Kurds will have ramifications, including economic consequences.

Moreover, the European Union (EU), United Nations (UN), and other relevant stakeholders must intervene to halt Tehran's security and political actions against the Kurdistan Region

and Iranian Kurdish parties. It is crucial to recognize that many of Iran's actions, such as its oil and gas rulings, are having international repercussions, especially in the context of the Russian invasion into Ukraine. Furthermore, the international community should prioritize human rights concerns and ensure they are at the forefront of addressing these issues, especially in regards to Iranian Kurdish opposition, who are refugees in Iraqi Kurdistan.

LE FIGARO

Clara Galtier
07 Juin 2023

Erdogan réélu, la livre turque chute à un niveau record

Dix jours après la réélection du président Recep Tayyip Erdogan, la livre turque n'en finit pas de chuter : elle a baissé de 7 % dans la seule journée de mercredi face au dollar et à l'euro.

Soutenue massivement par la Banque centrale du pays avant les élections présidentielle et législatives de mai, la monnaie nationale évoluait alors à moins de 20 livres pour un dollar contre 23,20 livres mercredi après-midi.

La Banque centrale turque a dépensé près de 30 milliards de dollars pour soutenir la devise entre le 1er janvier et le scrutin présidentiel, mettant totalement à sec ses réserves de change pour la première fois depuis 2002.

Alors que le président turc a nommé samedi un nouveau ministre de l'Économie, Mehmet Simsek, le pays fait face à une crise économique majeure. L'inflation a atteint 64 % en 2022 selon les

données officielles, près de 140 % d'après des économistes indépendants. La devise a perdu, depuis 2018, 78 % de sa valeur face au dollar.

Le président turc a mené une politique monétaire hétérodoxe ces dernières années en contraignant la Banque centrale du pays à abaisser régulièrement ses taux d'intérêt, ce qui a nourri l'inflation et affaibli la monnaie. À rebours des théories économiques clas-

siques, le chef de l'État turc estime que des taux d'intérêt élevés favorisent la hausse des prix. À plusieurs reprises, il a invoqué les préceptes de l'islam qui interdisent l'usure et accusé un « lobby » étranger de promouvoir les taux élevés. Dimanche, le ministre de l'Économie a averti qu'il faudrait revenir à des « mesures rationnelles » pour redresser les finances du pays. Une déclaration de nature à rassurer les investisseurs étrangers, en attendant les actes. C. G.

LA CROIX

Christophe Henning
11 Juin 2023

Traverser l'Iran martyrisé dans les pas de Nicolas Bouvier

Dans un récit dense, FRANÇOIS-HENRI Désérable raconte son itinéraire sur les traces de l'écrivain voyageur. Un périple à la rencontre d'un peuple meurtri et révolté.

L'Usure d'un monde
De François-Henri Désérable
Gallimard, 160 p., 16 €

Le Quai d'Orsay est formel, on s'en doute : « Le risque d'arrestation et de détention arbitraire est très élevé, vous m'entendez, très, très élevé. » Un écrivain voyageur averti ne renonce pas pour autant : lancé sur les traces de Nicolas Bouvier (1929-1988), François-Henri Désérable veut vivre «

une traversée de l'Iran », quoi qu'il en coûte. Échappée historique mais aussi politique : l'écrivain est témoin d'un peuple révolté par les exactions des mollahs : « Partout en Iran, des femmes, cheveux au vent, une pierre à la main, prêtes à défier le régime, (...) le nom de Mahsa Amini est sur toutes les lèvres. » Arrêtée par la police des mœurs en septembre 2022 pour « port de vêtements inappropriés », la jeune étudiante

est morte trois jours plus tard dans les geôles des autorités. Si le drame déclenche une vague de révolte populaire, le pouvoir en place ne faiblit pas : « Depuis quarante-trois ans, la peur était pour le peuple iranien une compagne de chaque instant. »

Les Gardiens de la révolution veillent, les oreilles des miliciens du Bassidj traînent, rendant toute discussion plus sensible,

tout rassemblement suspect. Mais l'écrivain, avec ce qu'il faut de candeur, multiplie les rencontres, et reste estomaqué par le courage des manifestants : « Derrière chaque personne qui meurt battent mille autres cœurs : la phrase n'est pas de moi, écrit-il. C'est un slogan. » Niloufar, Hamreza, Firouzeh... Ils sont étudiants, commerçants. Le jeune Français croise un garagiste-ostéopathe, un réparateur de ma-

chine à coudre, un prof de biologie à la retraite... Et même Yassin, qui le prend en stop, partisan du régime, «une espèce singulière, rare, menacée d'extinction que je considérais avec une attention soutenue».

De Téhéran à Ispahan, jusqu'au Baloutchistan, le voyage est aussi fait d'émerveillement dans

un pays à la culture millénaire. Un regard qui rejoint celui de Nicolas Bouvier: «Ce que j'admire le plus dans L'Usage du monde, outre la musicalité de la langue, outre l'érudition jamais tape-à-l'œil, (...) ce que j'admire le plus, c'est peut-être bien cette faculté inouïe qu'a Bouvier de broser en trois lignes des portraits qui nous

touchent.» Et l'auteur de citer Milan Kundera: «Il semble qu'il existe dans le cerveau une zone tout à fait spécifique qu'on pourrait appeler la mémoire poétique et qui enregistre ce qui nous a charmés, ce qui nous a émus, ce qui donne à notre vie sa beauté.»

Lors du festival Étonnants Voya-

geurs, à Saint-Malo, François-Henri Désérable a reçu le prix Nicolas Bouvier, confortant son travail de baroudeur: «Un mois seulement que je sillonnais ce pays, et déjà je n'étais plus le même. Si l'on voyage, ça n'est pas tant pour s'émerveiller d'autres lieux: c'est pour en revenir avec des yeux différents.»



June 07, 2023

Over 30 ISIS operatives detained in Iraq, Syria in May

United States-led coalition and local forces carried out 38 operations against the Islamic State (ISIS) in Iraq and Syria in May, resulting in eight militants killed and over 30 detained, US Central Command (CENTCOM) announced on Tuesday evening.

In its monthly review of anti-ISIS operations, CENTCOM said eight militants had been killed and 31 detained as a result of joint operations between the coalition and their Iraqi and Syrian partners.

"Our partner forces continue to demonstrate the capability, capacity, and competence to maintain the enduring defeat of ISIS," Major General Matt McFarlane, commander of Combined Joint Task Force - Operation Inherent Resolve, said in the statement.

"The Coalition continues to Advise, Assist, and Enable our partners to keep pressure on ISIS and prevent them from re-



A convoy of US armored vehicles in northeast Syria on November 3, 2022. Photo: Delil Souleiman/AFP

establishing any type of network or effective military effort," he added.

In Iraq, 21 joint operations were carried out, resulting in the arrest of 11 ISIS members while six others were killed. Two were killed and 20 were detained in the 17 operations in Syria.

"Despite their degraded capability, ISIS remains a significant

threat within the region," General Michael Erik Kurilla, CENTCOM commander, warned. "CENTCOM, along with our partners, is committed to the enduring defeat of ISIS."

The coalition advises and provides aerial assistance to Peshmerga forces and the Iraqi army as well as the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in the fight against ISIS. The

SDF have carried out a string of raids on ISIS in northeast Syria (Rojava), in coordination with the global coalition.

"Iraqi security forces are leading the fight, and the United States and a global coalition are supporting them to ensure the enduring defeat of ISIS," Vedant Patel, US State Department Principal Deputy Spokesperson, told Rudaw's Diyar Kurda during a press briefing on Tuesday.

"Together, Iraq, the United States, our coalition partners have freed millions of Iraqis from ISIS's campaign," he added.

ISIS rose to power seizing swathes of Syrian and Iraqi land in 2014 and was declared territorially defeated in five years later. Though the group no longer controls any territory, it continues to pose security risks through kidnappings, hit-and-run attacks, and bombings in both Syria and Iraq.

Amendments to the Federal Budget Bill an Assault on Iraqi Federalism, Constitution, and Kurdistan

This week, the Iraqi Council of Representatives will vote on a three-year federal budget bill for 2023, 2024, and 2025. Iraq did not have a federal budget law in 2022 due to uncertainty following the 2021 election, making this vote highly anticipated. While this federal budget bill was approved by the Council of Ministers in March, it has been held up in parliament due to several disagreements related to the Kurdistan Regional Government (KRG). The Finance Committee of the Council of Representatives has made [several amendments](#) to Articles 13 and 14 of the bill. The amendments include:

A requirement that the Kurdistan Regional Government use 10 percent of its federal budget to supplement the cuts made to public sector employees in 2016: a step the KRG had taken to overcome the economic issues in the region caused by Baghdad's lack of budget.

A condition that the Kurdistan Region deliver 400,000 barrels per day to federal authorities, along with some other revenues, before it can receive its share of the federal budget.

The stipulation that Kurdish oil revenues be deposited in an account belonging to the Iraqi Finance Ministry at the Iraqi Central Bank.

These amendments violate several articles of the Iraqi Constitution, precedent Federal Court decisions, and Federal Financial Management Law No. 6.

As it stands now, the Prime Minister is not fulfilling his obligation to his political program, for which he won confidence from the Council of Representatives under the authority of Constitutional Ar-

ticle 76/4. The current government, led by Mr. Mohammed Shia Sudani, was formed based on several political agreements, including provisions aimed at resolving issues with the Kurdistan Regional Government (KRG). This program was approved by the Council of Representatives, making it the responsibility of Mr. al Sudani's government to implement it. However, he risks failing to do so if he is incapable of reaching a consensus with the Kurdistan Region on the budget.

Article 80 grants the Council of Ministers the power to plan and execute the general policy of the State, including preparing the draft of the general budget. While, as laid out in Article 62 of the Constitution, the Council of Representatives has the authority to transfer sections of the budget or change the total amount, it should not deviate from the general framework laid out by the Council of Ministers. The amendments made to the budget by the Council of Representatives are counter to the spirit and procedure of this law.

Articles 62 and 80 provide specific procedures for enacting the budget law. In Iraq, which has a recent history of authoritarian rule, there are serious implications for straying from the letter and spirit of the law. These articles aim to protect all of the citizens, including those in the Kurdistan Region and decentralized provinces by ensuring that the draft budget law is submitted by the Council of Ministers, as outlined in the Constitution.

Article 109 states that federal authorities must protect the unity, integrity, independence, sovereignty of Iraq and its federal democratic system.

Article 115 establishes that all

powers not stipulated in the exclusive powers of the federal government belong to the authority of the regions and provinces. With regards to shared powers, or in the case of a dispute, regional law takes precedence.

Article 116 recognizes Iraq as a federal state, consisting of regions such as the Kurdistan Region, governorates, the decentralized capital, and local administrations.

Article 117/1 universally recognizes the Kurdistan Region and its current powers as a federal region. This includes the recognition of the region's institutions and their legitimacy. When the Kurdistan Regional Government rejects an unfair law from the federal government, this rejection is constitutional.

Article 120 states that regional authorities (Kurdistan Region) have the right to draft their own constitution determining the scope of their powers. This article reinforces the idea that the existing powers of the Kurdistan Region cannot be modified or amended without the approval of the Kurdistan Regional Government.

Article 121 grants regional authorities the right to exercise legislative, executive, and judicial powers within the limits of the Constitution, except for those belonging to the federal government. The amendment to the Financial Budget Bill states that the KRG should allocate 10 percent of its share from the federal budget to pay back salary cuts to employees of the Kurdistan Region is unconstitutional, as this power lies with the KRG.

Article 121/2 states that the Kurdistan Regional Government has the right to amend the implementation of federal law within the region if there is a conflict or

contradiction with regional law on matters not within the federal government's powers. This reinforces the special powers of the Kurdistan Regional Government to manage the affairs of the region.

Regarding the Federal Financial Management Act No. 6:

Article 11 states that the Council of Ministers considers, approves, and submits the draft general budget law to the Council of Representatives.

Article 12 allows the Council of Representatives to transfer, reduce, or increase the budget and pass it before October 15 of each year.

Article 14 states that the general federal budget is implemented through occasional funding based on the assessment of the Ministry of Finance. The Council of Representatives does not have the right to determine how the budget is implemented or make conditions for the distribution of the budget between the federal government, the Kurdistan Regional Government, and provincial governments.

Federal Court decisions have upheld the constitutional and legal provisions mentioned above. The Court has already ruled that the Council of Representatives [cannot make](#) substantive amendments to the draft budget submitted by the government in Decision No. 25 of 2021, emphasizing that the budget and its implementation are the responsibility of the Council of Ministers. The amendments made to the budget bill, which, if passed on Thursday, will go into effect for three years, violate the 2005 Constitution and Federal Financial Management Act.

Question kurde

« Il faut tourner la page du Traité de Lausanne »

Il y a un siècle, les grandes puissances découpèrent le Moyen-Orient au Palais de Rumine. Un colloque doit en rappeler la mémoire et amener la suite, estime Ihsan Kurt.

Ces derniers jours, Ihsan Kurt ne sait plus où donner de la tête. Municipal à Prilly (PS), visage de la communauté kurde, président de l'Association pour la promotion du Fonds kurde Ismet Chérif Vanly, il œuvre depuis maintenant cinq ans à la préparation du centenaire du Traité de Lausanne et à l'organisation d'un grand colloque qui a lieu ce samedi.

Le Traité de Lausanne ? Signé en juillet 1923, le texte redessine, au sortir de la guerre, les frontières de l'ancien empire Ottoman et les zones d'influence des puissances d'alors. Un acte fondateur pour la Turquie moderne. Un jour noir pour plusieurs minorités, comme les Arméniens, les Assyro-Chaldéens et les Kurdes. Interview d'un des visages de la communauté kurde.

En un mot, comment définiriez-vous le Traité de Lausanne aujourd'hui ?

Injustice. Injustice. Mais on pourrait aussi dire un siècle de répression, d'exil ou même de déportation. Aujourd'hui on garde le sentiment de promesses non tenues. Le Traité de Sèvres, signé en 1920, laissait un petit bout de Kurdistan, c'était un début. Mais, à Lausanne, les grandes puissances l'ont balayé. La France et l'Angleterre ont une responsabilité morale et éthique à assumer. À l'époque, on a amené trois Kurdes, en costume, pour les montrer aux participants. Caricatural, mais ils devaient prouver l'existence d'un peuple, on les a oubliés d'un revers de main. Nous n'étions pas la priorité. Plutôt les champs de pétrole



Ihsan Kurt, président du Fonds kurde Ismet Chérif Vanly. Le municipal de Prilly compte parmi les organisateurs d'un important colloque voulant reconsidérer le contexte et le contenu du Traité de Lausanne. Signé au Palais de Rumine en 1923, il a redessiné les frontières du Moyen-Orient, au profit de la Turquie et des grandes puissances d'alors. FLORIAN CELLA

de Mossoul et les intérêts français en Syrie.

Mais c'était il y a un siècle...

Oui, et la conséquence directe, c'est la diaspora de deux millions de Kurdes dans le monde aujourd'hui. J'en suis aussi une conséquence quelque part. À l'époque il y avait peut-être trois Kurdes à Lausanne, aujourd'hui il y en a 140'000 en Suisse. Ce traité devait amener la paix au Moyen-Orient. Est-ce qu'il y a la paix en Irak, en Iran, en Turquie, en Syrie, au Liban ? Au contraire. Les conséquences sont partout... Personne ne croit aujourd'hui au score d'Erdogan (*ndlr: le sortant Recep Tayyip Erdogan a devancé l'opposant Kemal Kılıçdaroglu, soutenu par beaucoup de Kurdes, de 4% des voix le 28 mai dernier*) et je crains le pire pour les années qui viennent. Il y aura quoi, un nouveau coup d'État, le chaos ?

La vision des Kurdes du Traité est-elle la même qu'à l'époque ?

Elle n'a pas beaucoup évolué. Je suis ici depuis vingt-sept ans, vingt-sept ans qu'il y a des manifestations chaque année. La mémoire du Traité de Lausanne est ce qui permet de continuer à contester, mais aussi à exister quelque part. Ce n'est pas le cas de tous les perdants du Traité.

Donc, en fait, le nom de Lausanne est quelque chose de maudit...

Chaque Kurde connaît le nom de Lausanne, avant même de savoir que c'est en Suisse ou d'entendre parler de Heidi et du chocolat (*sourire*). Dans la mémoire collective, le nom reste associé aux grandes puissances occidentales, ce que la Suisse n'est pas. L'image est plutôt celle d'un pays où la communauté

kurde est bien intégrée, et de longue date.

Le centenaire du Traité ravive des plaies ou permet-il de tourner la page ?

Il ravive de mauvais souvenirs, dans le sens où la parole a mis longtemps à se libérer. Ma grand-mère a caché et adopté des enfants, des rescapés du génocide arménien, elle n'en a jamais parlé. J'ai mis longtemps à comprendre que mon village d'origine avait été brûlé et reconstruit trois fois, la première en 1925, lors d'une révolte contre le Traité de Lausanne. Les chefs de la révolte ont été exécutés sur une place publique, on n'a jamais su où ils ont été enterrés... Ce sont des choses qui restent. De l'autre côté, oui, on est plusieurs à penser qu'il faut aller au-delà du traité. On n'aura pas de paix au Moyen-Orient tant que la question kurde n'est pas résolue. Est-ce que revenir au Traité de Sèvres permettra quelque chose ? Peut-être. Peut-être surtout qu'on peut s'inspirer du modèle suisse et espérer créer des États fédéraux où les communautés cohabitent.

Le colloque veut-il lancer ce message au monde, ou ses objectifs sont-ils tournés vers la communauté ?

Il cherche à rappeler l'importance de la mémoire aux jeunes kurdes, mais aussi rappeler aux Suisses ce qu'il s'est passé ici. Le traité de 1923 permet de parler de ses conséquences, dont la migration est une preuve, mais aussi de la reconnaissance et de la façon de vivre en paix entre différentes cultures. Ce sont des enjeux plus que jamais actuels.

Challenge^S

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

André Comte-Sponville

09 Juin, 2023

EDITORIAL

Erdogan gagnant en Turquie, Sánchez perdant en Espagne... La faute de la droite ?

En Espagne comme en Turquie, la droite est arrivée victorieuse au pouvoir. Dans bien des pays, le vent de l'histoire souffle dans ce sens, et rend une victoire de Marine Le Pen moins improbable...

En Espagne comme en Turquie, la droite est victorieuse. Dans bien des pays, le vent de l'histoire souffle dans ce sens, et rend une victoire de Marine Le Pen moins improbable...

Erdogan qui rit, Sánchez qui pleure... Les récentes élections, en Espagne et en Turquie, pourraient n'illustrer que les aléas de la vie gouvernementale, avec ses hauts et ses bas, ses succès et ses défaites, sur le thème, bien connu depuis l'Ecclésiaste, de l'inconstance des choses humaines. Mais ce serait passer à côté de ce que ces deux résultats ont de plus surprenant. Le président turc vient de remporter un troisième mandat et une nouvelle majorité au Parlement, bien que son pays, économiquement, aille très mal (inflation record, décrochage de la monnaie, montée des déficits, baisse des investissements), alors que le socialiste Pedro Sánchez, en Espagne, voit son parti subir une lourde défaite, aux élections municipales et régionales, malgré un bilan économique et social plutôt satisfaisant (hausse du salaire minimum, réforme consensuelle du marché du travail, chômage en baisse, inflation maîtrisée).

**"It's the economy, stupid !"
Vraiment ?**



Le socialiste Pedro Sánchez, en Espagne, voit son parti subir une lourde défaite, aux élections municipales et régionales.
PIERRE-PHILIPPE MARCOU / AFP

Ces deux résultats, considérés ensemble, remettent en cause l'aphorisme bien connu de James Carville, conseiller de Bill Clinton, pour expliquer la victoire, en 1992, du candidat démocrate contre le président sortant, George Bush, dont la campagne avait surtout fait valoir les succès en matière de politique étrangère.

Interrogé sur les raisons de la victoire de Clinton, Carville répondit : "It's the economy, stupid!" On en a souvent tiré une espèce de loi selon laquelle la situation économique serait toujours, politiquement, plus déterminante que tout le reste. C'est bien sûr moins simple

que cela, et les élections turques et espagnoles nous le confirment une nouvelle fois.

Évitons pourtant de tordre le bâton dans l'autre sens : il serait encore plus sot de prétendre que la conjoncture économique n'a aucune incidence sur les bulletins de vote. La vérité est qu'une victoire ou une défaite électorales sont toujours multifactorielles, ce qui les rend aussi difficiles à prévoir que faciles, après coup, à expliquer.

Je me demande d'ailleurs, s'agissant de ces deux pays, s'il n'y a pas aussi autre chose, qui les rapproche : une victoire,

dans les deux cas, de la droite (au nom de la tradition, de l'ordre, de l'autorité), y compris la plus extrême, contre une gauche hétérogène et fragilisée (surtout pour sa partie la plus radicale : Podemos, en Espagne, a davantage reculé que le Parti socialiste).

Le vent de l'histoire, depuis des années et dans bien des pays, souffle dans ce sens-là, et les sondages confirment que c'est le cas aussi en France. Cela ne suffira pas à sauver ce qu'il reste de LR, mais rend la perspective d'une victoire de Marine Le Pen moins improbable. Quant aux macronistes, virtuellement sans tête, ils doivent retenir de l'exemple espagnol qu'un bon bilan économique n'a jamais suffi à gagner une élection.

De même que la gauche, à considérer l'exemple turc, doit se rappeler que la dénonciation de l'autoritarisme, réel ou supposé, du pouvoir en place n'a jamais tenu lieu de programme électoral crédible. Ajoutons que si l'économie ne suffit pas à gagner ou à perdre une élection, la réciproque est vraie aussi : aucune élection ne saurait suffire à quelque réussite économique que ce soit. C'est ce que la note de Standard and Poor's, même inchangée, nous rappelle : don't forget the economy, stupid!



June 08, 2023

UK welcomes reopening of key northeast Syria-Kurdistan Region border crossing

ERBIL (Kurdistan 24) – The United Kingdom on Thursday welcomed the reopening of the Fishkhabour/Semalka border crossing connecting Iraq's Kurdistan Region with northeast Syria (Rojava) after its closure in late May.

The border crossing's authority on Monday announced that operations at the point of entry between the two sides have resumed.

"The UK is relieved that the Faysh Khabour border crossing has re-opened after almost a month," the British Consulate General in Erbil announced in a tweet on Thursday, urging all parties to work collaboratively in order to keep the gate open.



US soldiers patrol an area near Syria's northeastern Semalka border crossing with Iraq's Kurdistan Region, Nov. 21, 2021. (Photo: Delil Souleiman/AFP)

The border was closed in late May following tensions between the Region's authorities and the Autonomous Administration of North and East Syria

(AANES), as the former accused northeastern Syria's officials of breaching the previous agreements of cooperation regarding the border.

The border crossing serves as a vital humanitarian corridor into northeast Syria, where roughly three million people rely on international aid amid the ongoing civil war in the country that erupted in 2011.

"This vital access point for humanitarian actors in northeast Syria also plays an important role for local livelihoods," the British diplomatic mission added.

The Kurdistan Region has consistently highlighted the significance of keeping the gate accessible and ensuring the provision of humanitarian services.

LE FIGARO

ADEM ALTAN/ AFP
09 Juin, 2023

Turquie: Erdogan nomme une nouvelle gouverneure à la tête de la Banque centrale

Le président turc Recep Tayyip Erdogan a nommé par décret vendredi une nouvelle gouverneure à la tête de la Banque centrale turque, qui aura pour mission d'endiguer l'inflation et la dévaluation de la livre turque. Hafize Gaye Erkan, passée par First Republic Bank et Goldman Sachs, est partisane d'un retour à l'orthodoxie financière, comme par exemple le relèvement des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. Elle devient la première femme à diriger la Banque centrale turque. Cette titulaire d'un doctorat de la

prestigieuse université américaine de Princeton a passé huit ans et finit directrice générale de First Republic Bank, après neuf années chez Goldman Sachs.

Vers un retour à des «mesures rationnelles»

Le président Erdogan, réélu le 28 mai pour un troisième mandat, avait déjà nommé la semaine dernière un nouveau ministre de l'Économie, Mehmet Simsek, qui promeut lui aussi un retour à l'orthodoxie.

Lors de sa prise de fonctions dimanche, le ministre, très respecté des milieux d'affaires, a prévenu qu'il faudrait revenir à des «0» pour redresser l'économie turque. Le président Erdogan a contraint ces dernières années la Banque centrale turque à abaisser ses taux d'intérêt, contribuant à la flambée de l'inflation (39,6% sur un an en mai). À rebours des théories économiques classiques, le chef de l'Etat turc estime que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation.

La politique hétérodoxe du pré-

sident Erdogan a aussi contribué à la chute de la livre turque, qui a perdu près de 80% de sa valeur face au dollar en cinq ans. Mercredi, la monnaie turque, soutenue massivement par la Banque centrale turque avant les élections présidentielles et législatives de mai, a chuté de plus de 7% face au dollar et à l'euro. La livre turque continuait de reculer de 1,5% peu après 06H30 GMT vendredi face au billet vert. La Banque centrale turque annoncera son nouveau taux directeur le 22 juin.

«Pour les Kurdes, le nom de Lausanne reste associé à un traumatisme»

Cent ans après la signature du Traité de Lausanne, définissant les frontières de l'état turc issu de l'Empire ottoman, des millions de personnes en subissent encore les conséquences. Les explications de Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris

Ce samedi, se tient à Lausanne une rencontre internationale* dans le cadre des nombreuses commémorations des 100 ans du Traité de Lausanne de 1923. Vécu comme une tragédie et une trahison par les Kurdes et les Arméniens notamment, ce traité est aussi constamment mis en avant par le président turc Recep Tayyip Erdogan qui vient d'obtenir sa réélection. Le point avec Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, l'un des coorganisateur du colloque.

Kendal Nezan: Lors de son tout premier discours après sa réélection, Erdogan a désigné à la vindicte populaire Selahattin Demirtas, le chef politique kurde incarcéré depuis 2016. Le fait qu'il déclare ainsi la culpabilité d'un rival politique, hors de la compétence des tribunaux, montre assez qu'Erdogan entend poursuivre sur sa ligne du «la loi, c'est moi» et jouer sur le nationalisme, la lutte contre le terrorisme, autant de thèmes dont il a fait son fonds de commerce. Or, quelque 10 000 cadres et militants kurdes sont aujourd'hui en prison. Les Kurdes sont devenus les principales cibles à l'interne de l'ultranationalisme avec lequel Erdogan a conclu une alliance. A l'extérieur, ce sont les Grecs. Nous nous attendons à des années très sombres.

Ne voyez-vous aucun retour possible? A l'origine, Erdogan s'était plutôt montré bien disposé à l'égard des Kurdes de Turquie...

Il y a eu en effet une période prometteuse où s'est engagé un processus de dialogue, voire de né-



Les plénipotentiaires à leur sortie du Palais de Rumine. (Archives de la Ville de Lausanne, fonds Würzler/Hämmerli)

gociation pour trouver une solution avec le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Mais en 2015, alors qu'il était malmené dans les sondages, Erdogan a changé de tactique en s'alliant avec les ultranationalistes. Notez qu'Erdogan est un personnage éminemment pragmatique. Les Kurdes conservateurs sont les bienvenus dans son parti, mais ce qu'il refuse, ce sont des droits collectifs pour le peuple kurde. Dans les régions kurdes de Turquie, l'opposition à Erdogan a recueilli plus de 70% des voix. Ce n'était pas par adhésion au programme de Kemal Kılıçdaroglu (le rival malheureux d'Erdogan) mais bien par un rejet frontal du président sortant.

C'est néanmoins bien Erdogan qui dirigera la Turquie pour les 100 ans de la signature du Traité de Lausanne et de l'établissement de la République turque.

L'occasion de redoubler de positions nationalistes...

La montée de l'ultranationalisme risque en effet d'avoir des répercussions. Ce thème est très exploité, et Erdogan en est venu à parler pompeusement d'un «siècle turc» qui serait le principal événement planétaire... C'est dans ce contexte qu'il faut notamment placer les velléités affichées de renégocier le Traité de Lausanne, avec les prétentions de la Turquie d'adoindre quelques villes grecques ainsi que la province de Mossoul, en Irak, censée faire partie du «Pacte national» ottoman. Ces visées ont de quoi inquiéter les pays voisins.

Au fil des années, les Kurdes de Turquie, d'Irak, de Syrie et d'Iran ont souvent affiché de profondes divisions. Vont-elles aller en s'accroissant?

Après un siècle de frontières, il y a en effet des réalités différentes selon les pays. Mais il reste aussi un très fort sentiment d'appartenance commune. Le référendum en faveur d'un Kurdistan indépendant, organisé en 2017 dans le Kurdistan irakien, l'avait démontré avec un vote en faveur de 93%... Malgré les nécessités pratiques, le peuple kurde d'Irak ne porte pas dans son cœur le régime turc actuel. Les Kurdes restent unis dans leur aspiration de disposer d'un Etat. Faute d'y arriver, l'Occident doit impérativement œuvrer pour que les Kurdes puissent se réunir en associations, obtiennent des droits collectifs ou bénéficient d'un enseignement dans leur langue. Songez qu'à l'échelle de la seule Turquie, nous parlons de plus de 20 millions de personnes. C'est loin de représenter un problème marginal.

Au Kurdistan, le nom de Lausanne reste très présent dans les esprits. Une réalité que les Suisses oublient bien souvent...

La question n'a bien sûr rien à voir avec les autorités suisses, qui s'étaient contentées d'accueillir la réunion. Mais c'est vrai: le nom de Lausanne dans la région est associé à un traumatisme et à un désastre national. C'est de loin la ville suisse la plus connue, devant Genève, Berne ou Zurich. Un siècle plus tard, les plaies restent à vif.

* **De Lausanne 1923 à Lausanne 2023**, organisée par l'Association pour la promotion du Fonds Kurde Ismet Chérif Vanly (Afkiv). [Informations ici](#)



Azhi Rasul
June 09, 2023

Turkey appoints first ever woman to lead central bank

Turkey has appointed a female governor to lead its central bank for the first time in the country's history. Hafize Gaye Erkan, a US-based financial executive, takes on the role as major reforms are needed to stabilize the Turkish economy that is in crisis. Her appointment was published in the official gazette on Friday.

Erkan's selection comes two days after Mehmet Simsek was sworn in as the new finance minister. The appointment of Erkan and Simsek signals a shift in economic policies under the supervision of President Recep Tayyip Erdogan.

Erkan, 41, who has a doctorate in financial engineering from Princeton, has held several positions of high calibre in the past, including managing director and head of financial institutions at Goldman Sachs, and the CEO of the First Republic Bank that collapsed earlier this year. She is the fifth governor of the central bank under the presidency of Erdogan.

Erkan replaces Sehap Kavcioglu, a columnist who was appointed by Erdogan after penning strong criticism of his predecessor's decision to hike interest rates. Kavcioglu started

cutting interest rates in response to the lira losing value. However, the policy further worsened soaring inflation and the value of the lira. Under Kavcioglu's governance, Erdogan was slammed for interfering with the central bank's independence.

The interest rate stands at 8.5 percent as the Turkish lira keeps hitting all-time lows. One US dollar traded for 23.49 liras on Friday.

In May, net foreign reserves of the central bank dropped into negative territory and the annual inflation rate was announced as 39.59 percent, [according to](#)

Turkey's statistics body.

Following his win in the presidential elections in May, Erdogan promised to improve the economy and signaled a pivot away from his unorthodox policies of the past, beginning with returning Simsek to the role of finance minister.

During the ceremony to hand-over power, Simsek emphasized the need to return to more "rational economic policies." His comment was hailed as a new start for Turkey to regain economic stability.

LA CROIX

10 Juin 2023

Irak : la discrète guerre de la Turquie contre le PKK affecte les civils

Une quasi pleine lune illumine le chemin de terre qui mène à Galala, perché sur les pentes du mont Asos, à la frontière iranienne. L'arrivée dans ce village du district de Sharbazher plante le décor : deux 4x4 militaires kaki non siglés sortent tous phares éteints de ce village situé à 1h30 de Souleimaniye, la capitale provinciale. C'est le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan. Une région où se succèdent les [offensives aériennes turques](#) contre la guérilla planquée dans les environs. Sur la route du mont

Asos, qui culmine à 2 142 mètres, chaque village a connu son drame.

À Kuna Masi, où les familles vont pique-niquer, six civils ont été blessés, le 25 juin 2020, à l'intérieur d'une épicerie par une roquette visant quatre militants du PKK. Plus haut, le village de Qamesh a été endeuillé le 2 décembre 2022 : quatre villageois partis se balader dans la montagne **« ont été repérés par un drone turc. Une roquette a tué mon père et blessé l'un de ses amis »**, témoigne Shallaw Aziz.

« Tout a commencé en 2017 »

Galala n'a pas connu de pertes civiles à ce jour, mais son territoire est parmi les plus fréquemment attaqués. Dimanche 4 juin, deux combattants du PKK à moto ont été ciblés non loin. L'un n'a pas survécu, le second, secouru par des villageois, a été grièvement blessé. **« Le 2 mai, puis le 6 mai, il y a encore eu deux attaques »**, raconte Rezhna Hussein, 25 ans, qui cumule des centaines de milliers de followers sur les réseaux sociaux, où elle poste des vidéos de

chaque bombardement visible du village.

« Tout a commencé en 2017 », souligne Mohammed Ahmed, 67 ans, en se remémorant **« plusieurs bombes aux fumées jaunes et à l'odeur âcre »**, qu'il dit ne plus avoir vues depuis 2020. Un signe potentiel d'attaques à l'arme chimique niées en bloc par la Turquie.

« Nous n'osons plus aller dans les montagnes »

« On entend les drones turcs de surveillance tous les

jours ou presque », reprend Mohammed Ahmed. À force, plus de la moitié de la soixantaine de familles du village est partie. Dans le nord du Kurdistan irakien - région largement indépendante du reste de l'Irak - plus de 500 villages auraient ainsi été abandonnés depuis les années 1990 et l'exportation de ce conflit né en 1984 en Turquie. L'armée turque disposerait de 87 bases avancées contre 29 en 2019, selon une estimation de Reuters en janvier.

« **Nous n'osons plus aller dans les montagnes** », regrette Zrar Kader, 22 ans. En juin 2021, ce berger de Galala a assisté à une attaque. « **Cela s'est passé juste derrière ma maison. J'ai vu une voiture en feu et des personnes à l'intérieur.** » Il dit avoir « **agi par instinct et extirpé trois femmes du véhicule** », qui se sont révélées être « **des combattantes du PKK** ». Seule l'une d'elles a survécu, gravement brûlée.

La présence du PKK à plus de 150 km de la frontière turque ne fait pas l'unanimité parmi les habitants : « **Nous leur avons demandé de se retirer plus loin, parce que cela nous met directement en danger. Ils l'ont accepté en nous demandant de nous**



Gulla Salih, 60 ans et habitante de Galala (province de Souleimaniyé) depuis toujours, devant les débris d'un local agricole et d'une voiture détruits par une frappe turque le 6 mai dernier. Benoit Drevet

tenir à l'écart de leurs bases », témoigne une jeune femme sous anonymat.

Une centaine de victimes civiles depuis 2015

C'est seulement quelques kilomètres après le village que la présence du PKK, invisible au premier regard, se devine. Caméras aux arbres, tunnels dissimulés... Ils sont sur leur territoire. Mais là encore, les attaques aériennes menacent les villageois qui se rendent dans leurs champs.

De 2015 à 2022, ces frappes turques sur le sol irakien – plus de 4 000, dont 1 600 rien qu'en 2021 – auraient tué 1 180 mili-

tants du PKK et au moins 98 civils, selon la Campagne de lutte contre les bombardements transfrontaliers (ECBBC).

Cette guerre discrète mais permanente est dénoncée par Bagdad et plus mollement par Erbil, capitale du Kurdistan irakien, allié d'Ankara et ennemi du PKK. La Turquie se retranche derrière l'article 51 de la Charte des Nations unies, qui donne aux États membres le droit de se défendre en cas d'attaque contre leur territoire. La récente réélection d'Erdoğan au sein d'une alliance ultranationaliste ne devrait pas arranger les choses.

Le Kurdistan irakien, victime collatérale du conflit entre Ankara et le PKK

Le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été créé à partir d'un premier mouvement formé en 1978 par un jeune radical de gauche, Abdullah Öcalan, avec d'autres étudiants inspirés par la pensée marxiste-léniniste.

À la suite du coup d'État militaire de 1980 en Turquie, il lance une sanglante guérilla en 1984.

Le conflit l'opposant à Ankara a débordé dans le nord de l'Irak, où le PKK dispose de bases arrière et où l'armée turque a installé des dizaines de camps militaires depuis vingt-cinq ans. Mais aussi dans le nord de la Syrie, où les Unités de protection du peuple (YPG), branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD), sont très proches du PKK.

Considéré comme un groupe terroriste par Ankara, l'Union européenne et les États-Unis, le PKK a d'abord lutté pour l'indépendance des Kurdes dans le sud-est à majorité kurde de la Turquie.

Le Monde 10 juin 2023

En Turquie, cinq morts à la suite d'une explosion dans une usine d'explosifs

L'explosion, due « à une réaction chimique », selon le gouverneur d'Ankara, est survenue dans le département de préparation de dynamite. Deux procureurs ont été nommés.

Cinq personnes ont été tuées, samedi 10 juin, par une explosion dans une usine d'explosifs

de la province d'Ankara, la capitale turque, a affirmé le gouverneur de la ville. « **Selon nos premières observations, une explosion due à une réaction chimique est survenue vers 8 h 45 [7 h 45, à Paris] dans le département de préparation de dynamite. Cinq employés ont malheureusement été tués** », a affirmé le gouverneur d'An-

kara, Vasip Sahin, dans une déclaration à la presse devant l'usine.

Située dans le district d'Elmadag, à 40 kilomètres à l'est du centre d'Ankara, l'usine où l'explosion est survenue est un établissement public qui dépend du ministère de la défense turc. L'atelier de fabrication de dynamite

s'est effondré dans l'explosion.

Les corps des victimes ont été retirés des décombres et deux procureurs ont été nommés pour mener l'enquête, a ajouté le gouverneur. Selon la chaîne privée turque NTV, le ministre de la défense turc, Yasar Güler, pourrait se rendre sur le site de l'explosion dans la journée de samedi.

The New York Times

Vivian Yee and Leily Nikounazar
June 11, 2023

Their Reports About a Woman's Death Set Off a Revolt. Iran Put Them on Trial.

Two female journalists, Niloufar Hamedei and Elaheh Mohammadi, covered some of the first reports of the death of Mahsa Amini in police custody, which ignited nationwide protests against Iran's clerical rulers.

The Iranian journalist Niloufar Hamedei specialized in covering women's issues. So when her editor noticed an Instagram post about a young woman in a hospital in bad shape after being arrested for violating the country's strict Islamic dress code, Ms. Hamedei headed straight there.

She found relatives of the woman, Mahsa Amini, 22, holding each other tightly in a fluorescent-lit ward inside Tehran's Kasra Hospital. She snapped a picture and posted it on Twitter — and then it went viral. That was Sept. 16, the day Ms. Amini died.

Antigovernment protests soon spread around Iran, igniting chants of "women, life, freedom," and they shook the country for many months. But Ms. Hamedei, 30, was not there to witness it: She had been arrested days after Ms. Amini's death.

A week later, Elaheh Mohammadi, 36 — a journalist who had traveled to Ms. Amini's hometown, Saghez, to report on her funeral — was also imprisoned. After spending more than eight months in custody, both journalists went on trial last week, charged with conspiring with foreign intelligence agencies to undermine national security.

This image from social media shows a large protest last year in Saghez, Mahsa Amini's hometown in Iran's Kurdistan Province, to mark 40 days since her death. "They are both full of life and passion, and they were fighting with their journalism to improve women's lives and status in Iran," said Amir Hossein, a Tehran-based journalist. "Instead of in-



A photograph posted on social media of the imprisoned Iranian reporters Niloufar Hamedei and Elaheh Mohammadi, who are now on trial. Credit... Christina Assi / Agence France-Presse — Getty Images

vestigating the causes and the people behind Mahsa Amini's death," he added, "the regime began blaming the journalists who brought it to light in the first place."

"What can I say?" Mr. Hossein said. "That's the reality of journalism in Iran."

The protests, which lasted for months, have long since fizzled, dispelled by a violent government crackdown that killed at least 573 people, according to human rights groups. But for many of those involved, an official reckoning goes on: The authorities have executed seven protesters, and at least eight more are on death row. At least 95 journalists have been arrested, according to the Committee to Protect Journalists.

Ms. Hamedei and Ms. Mohammadi have won widespread sympathy and acclaim in the West, even landing a spot in Time magazine's 100 most influential people this

year.

"We rarely hear the details" of the abuses of Iranian citizens by the authorities, the citation read. Because of their reporting, it added, "This time was different."

Back home, however, Iranian officials made the prosecution of the two women a high priority.

A joint statement by Iran's powerful Islamic Revolutionary Guards Corps and the Ministry of Intelligence after their arrests accused them of inciting people to protest, claiming that they were agents of enemy countries trained to publish inflammatory reports on Ms. Amini's death to provoke chaos.

Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, called the statement "significant."

Closed-door trials began for both women last month in revolutionary courts, which the government uses to prosecute sensitive se-

curity-related cases. Little information has emerged from the proceedings, but Ms. Hamedei's husband, Mohamad Hossein Ajorlou, and a lawyer for Ms. Mohammadi have said that the journalists' lawyers were barred from speaking in their defense.

Mr. Ajorlou, who is also a journalist, said no family members were allowed to attend.

Ms. Hamedei denied the accusations against her in the first trial session, saying she had simply done her job as a journalist, her husband said on Twitter.

More than 500 Iranian journalists have signed a petition calling on the court to respect the women's legal rights. But many were afraid to speak to The New York Times about their case, and the few who did asked to be identified by only their first names out of concern about government repercussions.

"These two journalists have become icons of professional journalism in Iran in the face of all the restrictions and the censorship," said Asal, 31, a former reporter for the daily newspaper Shargh, which Ms. Hamedei worked for. "Their imprisonment is not just the imprisonment of two journalists, but the imprisonment of professional journalism in Iran."

Both reporters had spent years preparing for a moment like Ms. Amini's death.

Ms. Hamedei, who was born in the northern Iranian city of Babolsar and had a master's degree in physical education, first worked as a sports reporter. That led



A newspaper featuring a statement by the Tehran journalists' association criticizing the detentions of Ms. Hamedi and Ms. Mohammadi. Atta Kenare / Agence France-Presse — Getty Images

her to articles about Iran's ban on women in sports stadiums, which, in keeping with the government's rigid insistence on preserving women's modesty, prevented female fans from watching soccer and other sports in person.

She developed an appetite, and a talent, for articles on women's rights.

One **examined** the discrimination, restrictions and domestic violence

that had played a part in driving some Iranian women to set themselves on fire. Another delved into Iran's underground market for **illegal abortions** and the risks women faced to get them.

Ms. Mohammadi, a native of the city of Shahin Shahr in central Iran, majored in Persian literature as an undergraduate and earned a master's degree in gender studies. As a journalist for newspapers and news websites, she traveled to some of the remotest

parts of the country, interviewing women about their experiences.

Her best-known work described sexual harassment and violence against women.

These days, held in Gharchak-Varamin prison, the women have little to do but knot **bracelets** of colorful thread for friends and family.

Ms. Mohammadi has lost more than 20 pounds while in detention, according to Instagram posts by her sister Elnaz Mohammadi, but has kept her spirits up.

According to a fellow inmate, Ms. Hamedi keeps busy with yoga, meditation and running, an activity she used to do with her husband.

In January, Mr. Ajorlou tweeted a photograph of his wife smiling over a pan of homemade pizza, along with a recording of a call she had made from prison. She was reading him a diary entry, as she often did, this one about baking a cheesecake for her fellow inmates.

"Here," she said, "in the prison

of Gharchak-Varamin, life still finds its way to us."

In March, her husband wrote that he had run a marathon in her honor.

"Niloufar believes that enduring prison is like training for a marathon," he **said**. "Daily suffering. But imagining the joy of the finish line cancels out all the pain."

Five months into his wife's imprisonment, Mr. Ajorlou posted a letter of dismissal he said he had received from IRNA, an Iranian state-owned news agency, after 13 years of working there. The letter, according to a screenshot, said that the agency no longer needed his services.

Vivian Yee is the Cairo bureau chief, covering politics, society and culture in the Middle East and North Africa. She was previously based in Beirut, Lebanon, and in New York, where she wrote about New York City, New York politics and immigration.



challenges
11 Juin 2023

Iran: L'ayatollah estime un accord nucléaire avec l'Occident possible

DUBAI (Reuters) - L'ayatollah Ali Khamenei, guide suprême de la Révolution islamique, a déclaré dimanche que la conclusion d'un accord avec l'Occident sur le programme nucléaire de l'Iran était possible si l'infrastructure nucléaire du pays restait intacte, ont rapporté les médias d'Etat. "Il n'y a rien de mal dans un accord (potentiel avec l'Occident), mais l'infrastructure de

notre industrie nucléaire ne doit pas être touchée", a-t-il dit, ajoutant que Téhéran devait continuer à travailler avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

"Les accusations selon lesquelles Téhéran chercherait à se doter de l'arme nucléaire sont des mensonges. Nous n'en voulons pas en raison de nos croyances religieuses.

Autrement, ils (l'Occident) n'auraient pas été en mesure de l'arrêter", a ajouté Ali Khamenei.

Plusieurs différends ont fait dérailler les discussions indirectes, dans l'impasse depuis septembre, destinées à ramener l'Iran et les Etats-Unis dans l'accord de 2015. Les deux parties s'accusent mutuellement de formuler des exi-

gences déraisonnables.

Téhéran et Washington ont démenti jeudi une information de presse selon laquelle ils seraient proche d'un accord provisoire en vertu duquel l'Iran limiterait son programme nucléaire en échange d'un allègement des sanctions.

(Rédigé par Parisa Hafezi, version française Laetitia Volga)

La Suède extrade un partisan du PKK vers la Turquie

Le gouvernement suédois a annoncé lundi 12 juin l'extradition vers la Turquie d'un partisan du [Parti des travailleurs du Kurdistan \(PKK\)](#), condamné dans son pays pour trafic de drogue, répondant de facto à une condition posée par Ankara pour l'entrée de la Suède dans l'Otan.

«**Le gouvernement a décidé d'accorder une extradition depuis la Suède d'un citoyen turc de 35 ans**», a indiqué à

l'AFP Ashraf Ahmed, responsable au ministère suédois de la Justice. Le citoyen en question affirme être visé par le gouvernement turc pour ses sympathies envers le PKK. Une fois le ministère turc de la Justice notifié, le gouvernement suédois aura quatre semaines pour mettre en œuvre l'extradition.

Quatre ans de prison

Cet homme de 35 ans avait été condamné à plus de quatre ans de prison en Turquie en

2014 pour avoir transporté un sac contenant du cannabis, selon un arrêt de la Cour suprême suédoise qui avait donné son feu vert à cette extradition début juin, jugeant qu'aucun obstacle ne s'y opposait. Après une libération conditionnelle, il avait déménagé en Suède, mais avait été arrêté en août à la demande du parquet turc, réclamant qu'il purge le reste de sa peine. Lui affirme être visé par les autorités turques en raison de son soutien au PKK.

La Turquie bloque depuis 13 mois l'entrée de la Suède dans l'Alliance atlantique, lui reprochant sa mansuétude envers les militants kurdes qu'elle héberge sur son sol. Ankara réclame des dizaines d'extraditions de militants qui résident sur le sol suédois et qu'il qualifie de «**terroristes**». Une requête impossible à satisfaire selon l'exécutif suédois, les tribunaux indépendants ayant le dernier mot sur ces dossiers.

Irak : les Kurdes mis au régime sec

L'ÉTAT, qui a adopté le budget, reprend le contrôle direct de leurs exportations de pétrole.

Après plusieurs mois de débats, le Parlement irakien a approuvé, lundi, le budget pour les trois ans à venir, une loi de finances d'une durée exceptionnelle et d'un montant record de 150 milliards de dollars de dépenses annuelles, qui pourrait permettre de financer des investissements dont le pays a tant besoin.

Un quart - soit 37,9 milliards de dollars - doit en effet être alloué aux investissements, notamment d'infrastructures, une «**priorité**» pour le premier ministre Mohammed Shia al-Soudani, en poste depuis huit mois, dans un pays où les écoles, les hôpitaux et les routes sont souvent vétustes, alors que la corruption reste endémique depuis la chute de la dictature de Saddam Hussein en 2003, provoquée par une coalition militaire dominée par les États-Unis.

L'autre fait marquant de ce bud-

get est la reprise en main du pétrole exporté par les Kurdes, à partir de leurs régions autonomes du Nord y compris vers Israël, par le gouvernement central à Bagdad. Selon la loi de finances, les ventes de pétrole du Kurdistan doivent désormais passer par la compagnie pétrolière d'État (Somo) et non plus exclusivement par les autorités régionales kurdes. C'est un revers pour celles-ci, qui voyaient dans le pétrole le moyen de financer leurs rêves d'autonomie. Un rêve anéanti par l'échec de leur référendum sur l'indépendance en 2017. Non seulement les Kurdes doivent repasser sous les fourches caudines de l'État central, mais ils devront livrer pas moins de 400 000 barils de pétrole par jour à Bagdad. Et les recettes de leur pétrole vendu à l'étranger devront être déposées sur un compte bancaire à la banque centrale géré par Bagdad.

C'est l'épilogue d'un vieux conflit entre Erbil et Bagdad. En mars dernier, le différend sur la gestion du pétrole kurde avait été porté devant un tribunal international, qui donna raison à l'État irakien. Depuis, les autorités kurdes, dominées par le Parti démocratique du Kurdistan, réclamaient des amendements au budget. Mais acculé financièrement, le gouvernement régional kurde n'a eu d'autre choix que de céder pour pouvoir payer ses fonctionnaires, l'argent provenant de Bagdad. «**Les Kurdes sont affaiblis par leurs divisions internes et la nouvelle donne régionale qui voit l'Arabie et l'Iran se rapprocher**», décrypte un analyste irakien joint au téléphone, qui note que «**leurs alliés américains ne se sont pas montrés très enthousiastes pour les défendre**».

Acheter la paix sociale

Malgré l'adoption de ce budget, de nombreux experts mettent en

garde contre son déficit prévu - 49,5 mds de dollars - et surtout contre la décision déjà ancienne du premier ministre de profiter de cette loi de finances triennale pour recruter à tour de bras 600 000 fonctionnaires. Et cela, alors que l'État est déjà - et depuis des années - hypertrophié par les emplois publics. Mais dans un pays où la manne pétrolière permet d'importantes recettes, faire grossir «**le mammoth**» reste la solution de facilité pour acheter la paix sociale.

«**L'Irak est vulnérable, car si les prix du pétrole baissent, il faudra procéder à des coupes budgétaires**», prévient auprès de l'AFP l'économiste Ahmed Tabaqchili. Avant l'adoption de ce budget, le Fonds monétaire international avait également mis en garde Bagdad contre une «**dépendance aux revenus du pétrole**», appelant le

Iran : un policier tué par un parent d'une victime des manifestations

L'agresseur a été tué après avoir volontairement écrasé le policier avec sa voiture. L'affaire est survenue en marge d'une cérémonie de commémoration d'un garçon tué l'an dernier pendant les manifestations en Iran.

Un policier iranien a été tué dimanche par un parent d'un jeune garçon qui, selon sa famille, a été abattu par les forces de sécurité lors des manifestations antigouvernementales de l'an dernier, selon une agence de presse iranienne.

L'agresseur a été tué après avoir volontairement écrasé le policier avec sa voiture, selon un responsable de la police cité par l'agence Tasnim. L'affaire est survenue en marge d'une cérémonie de commémoration pour le garçon, Kian Pirfalak, à Izeh, une ville du sud-ouest du pays.

Kian Pirfalak a été tué avec six autres personnes en novembre durant les manifestations qui ont suivi la mort en détention le 16 septembre de Mahsa Amini, la jeune femme kurde de 22 ans arrêtée pour n'avoir pas

respecté les interdits vestimentaires.

Des centaines de personnes tuées lors des manifestations

« Un policier a été tué après un appel de l'opposition à provoquer de l'insécurité pour l'anniversaire de Kian Pirfalak », a déclaré un responsable policier régional, le colonel Hojjat Sefidpoust, cité par Tasnim. L'homme qui a foncé sur le policier serait un cousin de la mère de Kian Pirfalak.

En novembre, les médias d'État avaient attribué la mort des sept manifestants à des « terroristes », mais la mère du garçon avait mis en cause les forces de sécurité. Les autorités judiciaires ont annoncé le 7 avril qu'un homme accusé des sept morts avait été condamné à la peine capitale.

Des centaines de personnes ont été tuées, dont des dizaines de policiers, et des milliers d'autres arrêtées lors de la répression des manifestations qui ont suivi la mort de Masha Amini.

The Woman in Charge of Saving Turkey's Economy

When all hope is lost, hire a woman to take over (and take blame). Studies of the so-called glass cliff have found that companies are more likely to bring women on as chief executives or directors when business is bad. Linda Yaccarino, the new chief executive of the foundering Twitter, seems to fill the bill.

Now there's Hafize Gaye Erkan, a former Wall Street banker who has been named the new central bank governor of Turkey. It's the cliffiest of all glass cliffs. Brad Setser, a senior fellow at the Council on Foreign Relations, wrote in a blog post last week that thanks to years of bad policies, Turkey faces "what appears to be an

imminent financial crisis."

Erkan's tenure at the Central Bank of the Republic of Turkey will be closely watched for many reasons, only one of which is that she's the first woman in the post. Turkey is a vital player in diplomacy — a member of NATO that is playing a delicate game in the war at its doorstep. It "has consistently supported Ukraine politically and militarily without alienating Russia economically," Yevgeniya Gaber, a non-resident senior fellow at the Atlantic Council in Turkey, wrote recently.

Turkey also has the world's 19th-largest economy, with a gross domestic product of nearly \$1 trillion a

year, according to the World Bank. Solving a currency crisis in a country as big as Turkey wouldn't be easy for the International Monetary Fund, nor is it clear that Turkey would be willing to accept the I.M.F.'s conditions to get its money.

Economists have an additional reason to pay attention to Turkey. It is a rare specimen. Its most pressing problem, a shortage of foreign currency, is fairly common, but how it got into its mess is unique: Its president, Recep Tayyip Erdogan, has defied conventional wisdom and insisted that the best way to fight inflation is to lower interest rates, not raise them.

That vaguely resembles a

theory of a 20th-century American economist, Irving Fisher. Erdogan has never cited Fisher, though. What he has said is that "interest rates are the mother and father of all evil."

"The lower the interest rates, the lower the inflation will be," Erdogan told CNN last month. "In this country, the inflation rate will come down along with the interest rates, so that we will come to a point where people will be relieved. I say this speaking as an economist. This is not an illusion."

Actually, it is an illusion, but Erdogan has stuck with it. He pressured Erkan's predecessors to keep rates low despite mounting evidence that the low

rates were worsening inflation by overheating economic growth. Sahap Kavcioglu, Erkan's predecessor, lowered the central bank's short-term policy rate to 8.5 percent this year from 19 percent when he took office in March 2021. The results have been as expected: Officially reported consumer prices in May were up 39.6 percent from a year earlier.

Economists have also been fascinated — or appalled — by another of Erdogan's maneuvers. It came from his desire to keep economic growth high and the Turkish lira strong. That helped him maintain his popularity going into the presidential elections, which were held last month (and which he won).

One way to keep the currency strong is to raise interest rates, but that would have lowered growth. Instead, Erdogan had the Turkish central bank borrow foreign currencies from domestic banks and other governments. Then he spent those precious foreign reserves buying up the lira in the foreign exchange market to keep its price high.

He also ran a costly program, known locally as *K.K.M.*, that

protects domestic lira deposits from depreciating against hard currencies such as the dollar. It gave depositors confidence to keep their local currency in the banks. In other words, the government made sure banks could get lira deposits, and the banks made sure the central bank could get dollars. "It is a system that works until it doesn't," Setser told me in an email.

Having wasted billions of dollars and other foreign currencies in a futile attempt to prop up the lira, Turkey is almost out of foreign exchange. Actually, in one sense it is completely out already, because the foreign exchange it does have is borrowed and will eventually have to be returned to the lenders. Turkey's central bank is in the awkward position of owing money to domestic banks, with no clear way to make good.

"Turkey's banks have lent so much to Turkey's central bank (and on a smaller scale, directly to the government) that they cannot honor their domestic dollar deposits, should Turks ever ask for the funds back," Setser wrote on his blog last week.

Most fiscal crises begin when

the government runs deficits, spending more than it receives in taxes. Turkey found a different way to get into trouble. "The result in some ways could be worse than a standard fiscal crisis," Setser wrote. Turkey's foreign exchange reserves "won't last through the summer without a course correction," he added.

That course correction will be mainly in the hands of two people: Erkan and Mehmet Simsek, whom Erdogan reinstated as finance minister after his re-election. Both are well regarded outside Turkey and know what needs to be done. The question is whether Erdogan will resist the temptation to interfere.

The plunge in the lira in the past few weeks, while frightening, is a positive sign in one respect. It indicates that Turkey is no longer wasting its dwindling foreign currency to try to prop up the lira above its natural level. At midday Monday in New York the lira was worth 4.22 U.S. cents, down 15 percent from May 23.

The woman in the hot seat, Erkan was raised in Turkey and went on to earn a doctorate in operations research and

financial engineering at Princeton. She worked for Goldman Sachs and then joined First Republic Bank in 2014, becoming its co-chief executive for six months in 2021. First Republic collapsed and was sold to JPMorgan Chase last month after mismanaging interest-rate risk. Erkan helped lead the bank during the period when it was pursuing the rapid deposit growth that set it up for failure, but I don't know how much responsibility she personally bears.

I asked Setser by email on Friday whether Erkan is at risk of going off the glass cliff. "Well, maybe," he responded. "Certainly a case of turning to a woman to do a difficult job (raise rates against the true wishes of the president)." He said she will need the protection of Simsek. If she and Simsek somehow succeed, Erdogan should feel immensely grateful for being rescued from his own wrongheadedness.

— Rita Dove, in an [interview](#) on being chosen as the nation's poet laureate (May 19, 1993)

Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

Frédérique Geerdink
journaliste indépendante
13 Juin 2023

Traité de Lausanne 1923-2023: Les exclus s'expriment en conférence

Le Traité de Lausanne signé entre les Puissances alliées et la Turquie le 24 juillet 1923 a privé les Kurdes d'un État libre pourtant prévu dans le Traité de Sèvres signé 3 ans plutôt. A l'occasion de ce Traité qui a causé le malheur de nombreux peuples de la région, à commencer par les Arméniens et Kurdes, plusieurs

organisations kurdes, arméniennes et la ville de Lausanne organisent un colloque faisant état des lieux des peuples exclus du fameux Traité.

Le colloque international: « **De Lausanne 1923 à Lausanne 2023, Quel avenir pour les peuples exclus du traité de Lausanne en 1923? État des**

lieux et perspectives » a eu lieu le samedi 10 juin, à l'Hôtel de Ville de Lausanne.

Le colloque a réunit des personnalités politiques et universitaires spécialisés arméniens, assyro-chaldéens, kurdes, turcs et occidentaux et des journalistes pour parler des conséquences de ce Traité pour les

peuples exclus de la région et esquisser des perspectives pour le futur.

La journaliste, Frédérique Geerdink, qui a également assisté à la conférence écrit : « **Nous devons essayer de concilier le traité avec l'esprit de notre temps. En 1923, le traité de Lausanne est signé. Il a mis**

fin à deux guerres : la Première Guerre mondiale et la guerre d'indépendance de la Turquie. Il a façonné et défini la Turquie que nous connaissons aujourd'hui, y compris les injustices apparemment insolubles contre ceux qui n'avaient pas leur place à la table des négociations à l'époque, comme les Kurdes et les Arméniens. Le week-end dernier à Lausanne, ils se sont réunis pour réfléchir sur le passé et faire des propositions pour l'avenir », avant de demander **« Comment se débarrasser d'un mauvais traité ? »**

Voici le compte-rendu de la conférence fait par Frederike Geerdink

À la table et derrière le micro lors de la conférence du week-end dernier se trouvaient des personnes appartenant à des groupes qui n'étaient pas à la table lors des négociations il y a un siècle : les Arméniens et les Kurdes. C'est précisément sur cette exclusion que s'est concentrée la conférence organisée par l'Institut kurde de Paris, l'AFKIV (l'Association pour la promotion du Fonds Kurde Ismet Chérif Vanly et le développement de l'éducation, de la culture et des droits de l'homme) et l'Association Suisse-Arménie, en coopération avec la Ville de Lausanne. L'un des orateurs les plus en vue, l'ancien maire de Diyarbakir et membre du parlement turc pour le HDP, Osman Baydemir, l'a résumé lors de son introduction: **« Si le statut des Kurdes avait été garanti à l'époque, il n'y aurait pas eu de tragédie. »**

Sentiment d'appartenance

Ce qu'il a appelé la tragédie, c'est la répression, l'assimilation forcée et le meurtre de masse des Kurdes au cours des cent années qui se sont écoulées depuis la signature du Traité de Lausanne. Et le statut ? Cela remonte au traité qui a précédé le traité de Lausanne, qui est le traité de Sèvres, signé entre l'Empire ottoman et les



alliés de la Première Guerre mondiale en 1920. Il visait à briser les restes de l'empire pour, entre autres, établir un Kurdistan indépendant et désigner des parties de l'est de l'Anatolie à l'Arménie. Dans le traité de Lausanne, les Kurdes n'étaient plus mentionnés, encore moins le Kurdistan. Les Kurdes n'ont obtenu aucun statut : ni en tant que pays, ni en tant que nation, ni en tant que minorité. Cela a fait des Kurdes, comme l'a décrit la porte-parole Sibel Arslan, députée suisse et elle-même kurde, **« la plus grande nation avec le moins de sentiment d'appartenance »**.

Le traité de Lausanne est souvent qualifié de traité qui a découpé le Kurdistan en quatre parties (en Turquie, en Syrie, en Irak et en Iran), mais plusieurs intervenants sont nuancés à ce sujet. Un Kurdistan indépendant n'a pas été mentionné dans toutes les versions du traité de Sèvres, l'est du Kurdistan (en Iran) n'en a jamais fait partie, et les frontières grossièrement proposées à Sèvres excluaient les terres que les Kurdes considèrent maintenant comme faisant partie du Kur-

distan mais qui étaient faire partie de l'Arménie selon **« Sèvres »**. Dans le traité de Lausanne, d'autres accords sont mentionnés comme définissant les frontières méridionales de la Turquie.

Grande Arménie

C'est la partition des terres ottomanes organisée par Sèvres qui a conduit à la guerre d'indépendance de la Turquie, qui a commencé en 1919, dirigée par le commandant ottoman le plus titré de la Première Guerre mondiale, Mustafa Kemal (plus tard: Atatürk). Les Turcs et les Kurdes l'ont combattu ensemble. Avec le recul, il semble surprenant que les Kurdes se soient battus pour retirer de la table un traité qui aurait pu leur donner un pays. L'un des conférenciers, le professeur émérite Baskin Oran, a déclaré : **« Les Kurdes détestaient l'idée d'une grande Arménie, qui était leur principale raison de rejoindre la guerre d'indépendance turque »**. Après tout, cette grande Arménie engloberait des terres qu'ils considéraient comme kurdes.



Pour faire court : dans le Traité de Lausanne, il y avait des articles pour protéger les minorités, mais ces minorités étaient définies comme **« non-musulmanes »**. Cela excluait les Kurdes islamiques, à qui aucun droit n'était accordé en tant que minorité ethnique, un concept que le traité ne reconnaissait pas. Les stipulations concernant les communautés non musulmanes leur donnaient le droit d'enseigner à leurs enfants dans leur propre langue et, entre autres, de créer leurs propres institutions religieuses et sociales. La nouvelle république n'a pas vraiment répondu aux besoins des communautés assyrienne et arménienne bien que, comme l'a expliqué un autre orateur, le professeur émérite Raymond Kevorkian, dans sa contribution : **« Ils étaient censés vivre à nouveau sur leurs terres comme si les génocides contre eux n'avaient jamais arrivé. »**

Du bout des lèvres

Une partie de la contribution de Kevorkian sur les séquelles du génocide arménien ressemblait terriblement aux séquelles du génocide yézidi d'aujourd'hui. Une partie des rescapés ont pu regagner les terres anatoliennes à l'ouest d'Ankara mais ont retrouvé leurs maisons, leurs terres et même parfois leurs femmes et leurs enfants volés par les auteurs du génocide, dont certains avaient été leurs propres voisins. Les orphelins arméniens de l'est et du sud-est de l'Anatolie ont été **« intégrés »** à la société kurde.

La France et le Royaume-Uni – deux des puissances alliées qui occupaient une grande partie de ce qui est aujourd'hui la Turquie après la Première Guerre mondiale – avaient fait semblant de parler de justice pour le génocide, mais n'avaient pas fait grand-chose dans la pratique. Kevorkian a décrit comment certains auteurs ont été arrêtés et que des tribunaux ottomans ont été mis en place et que certains procès ont été organisés. Kevorkian : **« Mais**

il s'est avéré presque impossible de rassembler suffisamment de preuves contre des individus. Beaucoup ont été acquittés ou ont écopé de petites peines, et trois sous-fifres ont été exécutés. Ce n'était pas une rédemption, c'était une façon d'adoucir les Britanniques et les Français. »

Ce ne sont pas seulement les Arméniens et les Kurdes qui sont généralement considérés comme les perdants de Lausanne, les Grecs d'Anatolie le sont également. En janvier 1923, la Grèce et la Turquie ont convenu d'une convention sur un échange forcé de population entre la communauté grecque de Turquie et la communauté turque de Grèce – un euphémisme pour le nettoyage ethnique. Cette opération ne faisait pas partie du traité mais était organisée dans une convention à part, dont les autres négociateurs n'ont voulu assumer aucune responsabilité. Lord Curzon, le négociateur en chef des Alliés et le ministre britannique des Affaires étrangères, l'a qualifié de « **complètement mauvais pour les cent années à venir** », a déclaré le professeur Smith.

Pas très confiant

Ils ont pris la responsabilité d'autres idées « **complètement mauvaises** » qui se sont retrouvées dans le traité, et oui, ils étaient conscients de la gravité des stipulations sur les minorités. La présidente Derya Bayir, docteur en droit de l'Université Queen Mary de Londres, a souligné une lettre de Lord Curzon dans laquelle il a dit qu'il espérait que les articles sur les minorités s'appliqueraient également, par exemple, aux Kurdes, aux Circassiens et aux Arabes, mais, Curzon a écrit : « **Je ne suis pas très confiant mais j'espère pour le mieux** ».



Osman Baydemir, Hamit Bozarslan, Nazand Begikhani, Sherko Kirmanj

Hans-Lukas Kieser, professeur à l'Université de Newcastle en Australie, a décrit le Traité de Lausanne comme « **un effort pour oublier** » et a déclaré : « **Il a mis fin à une décennie de guerre et d'effondrement diplomatique, mais à quel prix ?** » Leonard Smith, professeur à l'Université d'Oberlin aux États-Unis, a conclu : « **Le droit international est produit par les relations internationales, pas nécessairement basé sur ce qui est bien et ce qui est mal.** »

Alors que le traité a été signé en juillet 1923 et que la Turquie est sur le point de célébrer son premier centenaire le 29 octobre de cette année, les orateurs et les participants ont également discuté de ce qui devrait être ensuite. Même la pensée d'un autre siècle défini par le traité de Lausanne avec une douleur et une injustice incommensurables pour ceux qui étaient et restent exclus, est difficile à digérer. Osman Baydemir a rendu explicite la première étape nécessaire : « **Nous devons accepter que le traité de Lausanne n'a pas apporté la paix et la stabilité dans la région.** »

Le strict minimum

Comment se débarrasser d'un mauvais traité ? Medya News a posé cette question précise

à certains intervenants.

L'avocate Derya Bayir a répondu : « **La seule façon de se débarrasser d'un traité est une guerre. Vous ne pouvez pas vous attendre à ce que la Turquie le renégocie** ». Non pas qu'une guerre soit sa proposition, bien sûr, mais elle a dit que même après un siècle, la Turquie n'est pas disposée à faire plus que le strict minimum pour agir conformément à Lausanne. Elle a écrit un livre sur la position des minorités dans le droit turc et a souligné une loi de 2013 qui organisait l'utilisation du kurde dans les tribunaux turcs. Bayir : « **Ceci est conforme à l'article 39 du Traité de Lausanne [qui stipule que « des facilités adéquates seront accordées aux ressortissants turcs de langue non turque pour l'usage oral de leur propre langue devant les tribunaux** »]. Après cela, le Premier ministre de l'époque, Erdoğan, a affirmé que la question kurde était résolue. Bayir en tire également un peu d'espoir, comme elle l'a dit dans sa contribution à la conférence : « **A travers cette loi en 2013, il a en fait été reconnu que les Kurdes ont obtenu des droits dans le traité de Lausanne** ».

Dynamique sociale

Hamit Bozarslan, professeur à

l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) [en réponse à la question de savoir] s'il est possible de se débarrasser du traité de Lausanne dans les années à venir (...) a déclaré que la Turquie avait besoin d'une révolution comme celles en Grèce, en Espagne et au Portugal dans les années 1970, qui ont mis fin aux régimes fascistes dictatoriaux sans guerre. Bozarslan : « **La question de savoir si nous pouvons nous débarrasser du traité de Lausanne dépend de la dynamique sociale en Turquie et en Iran et, dans une certaine mesure, en Russie. Par conséquent, nous avons besoin que la société civile s'élève d'une manière ou d'une autre en Turquie.** »

Renégocier un traité n'est pas réaliste car il est le produit des réalités géopolitiques de l'époque et remonter le temps reste impossible, mais si la société civile se lève et que les forces changent, une nouvelle réalité peut émerger. Bozarslan évoque, comme d'autres intervenants de la journée, la nécessité d'une administration locale, et ajoute : « **Ce qui est aussi d'une importance cruciale, c'est que les frontières soient rendues fluides. Les frontières ne doivent pas créer des prisons mais des communautés transfrontalières.** »

Nazand Begikhani, professeur invitée à Sciences-Po Paris et poétesse, a répondu : « **Il ne s'agit pas de se débarrasser du traité, il s'agit de son interprétation. Vous pouvez le réinterpréter et essayer de le réconcilier avec l'esprit de notre temps. Nous pouvons le faire par l'imagination et la poésie. Celles-ci sont bien plus importantes que la diplomatie.** »



June 13, 2023

PKK ends unilateral truce with Turkey

The Kurdistan Workers' Party (PKK) is ending the unilateral ceasefire it had implemented in the wake of the devastating earthquake in Turkey, the Kurdistan Community Union (KCK) said in a statement on Tuesday.

The PKK had announced a unilateral truce on February 10, days after strong twin earthquake struck the southern provinces in Turkey. The purpose of the ceasefire, according to the group, was to allow all resources to be focused on rescue efforts. The truce was extended in March to include the Turkish elections period.

The announcement was made by the KCK, an umbrella organ-



ization consisting of several groups including the PKK. Published on PKK-affiliated Hawar News Agency (ANHA), the statement read "We are announcing that we are terminating our decision of inaction as of today."

It added that Turkish authorities continued anti-PKK operations despite the truce they had announced, mentioning the killing of Huseyin Arasan who was killed in Sulaimani on Friday as an example. The "resumption

of active struggle" is inevitable, the statement added.

The PKK is an armed group that has struggled for the increased rights of Kurds in Turkey but is regarded as a terrorist organization by Ankara.

Over 50,000 people were killed in the earthquake that rocked 10 provinces in Turkey on February 6.

In May, Turkey held its presidential and parliamentary elections which saw incumbent President Recep Tayyip Erdogan and the ruling Justice and Development Party (AKP) re-elected to lead the country for the next five years.



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Kurdistan's Weekly Brief June 13, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

Simultaneously with an intense crackdown on Kurdish activists and civilians in the Kurdistan Region of Iran, the regime has [reinforced its presence](#) on the Kurdish borders. Moreover, the security forces arrested at least [30 civilians](#) upon their return from visiting the graves of fallen protesters from Senna, Dewalan, and Diwandara, including family members. In addition, two Kurdish activists, [Farzad Karimi](#) and [Hemin Ahmadzadeh](#), have been sen-

tenced to five years and 18 months in prison on charges related to recent anti-government protests. Further, regime forces have conducted arrests in various cities including [Mariwan](#), [Ilam](#), [Saqqez](#), [Piran-shahr](#), [Senna](#), and [Kamyaran](#). Among those detained are teachers, writers, athletes, and students. Additionally, the Iranian border guards have inflicted injuries upon seven Kurdish [border porters](#) (kolbar) near Nowsud and Baneh, further perpetuating the cycle of violence and suppression.

A former Iranian lawmaker claimed "[unwritten deal](#)" between the US and Iran that involved pausing Iran's nuclear program in exchange for sanctions relief. However, a [US official has denied](#) the existence of such an agreement, despite [confirming ongoing](#) talks with Iran facilitated by Oman. In a separate development, the US has granted Iraq's request to release \$2.76 billion in [gas and electricity debt](#) after receiving a sanction waiver. Meanwhile, Iran is seeking to access [its frozen \\$7 bil-](#)

[lion](#) held in South Korea since 2019 due to US sanctions.

Iraq

After months of deliberations and political disagreements, the Iraqi House of Representatives [passed the controversial](#) three-year budget bill in the early hours of Monday. The bill, worth \$153 billion and consisting of 69 articles, faced several interruptions and exchanges among political blocs, extending the process for 72 hours. One of the most significant

points of contention centered around Kurdistan's allocated budget, specifically article 14, which covers public salaries. Despite a previous agreement between Erbil and Baghdad, members of the finance committee with Iranian backing introduced amendments to the bill that imposed **unconstitutional conditions** on Kurdistan, particularly regarding the first disbursement of salaries. Moreover, the bill mandates that the Kurdistan Regional Government (KRG) hand over 400,000 barrels of oil to Baghdad. In the event of insufficient exports, the region is obligated to provide oil for domestic use in Iraq, raising logistical concerns. Additionally, the bill overlooks other Kurdish rights, such as the transfer of thousands of Kurdish teachers employed by the KRG in disputed territories to become federal employees. Although Kurdish parties had internal disagreements on various issues, they generally agreed (except for the New Generation party) on Baghdad providing compensation for the unpaid percentage of salaries that were cut during austerity measures from 2016 to 2021. However, both Shiite and Sunni parties rejected this proposal, preventing it from reaching a vote. In response to the budget law, Massud Barzani, the former president of Kurdistan and leader of the Democratic Party (KDP), expressed disappointment, accusing "some political parties" of making "irresponsible and unconstitutional" attempts to deepen problems and violate the legitimate rights of the Kurdish people. Barzani acknowledged the recent agreement between Baghdad and Erbil but criticized "certain parties" for undermining the entity of the Kurdistan Region. **He emphasized** that the existence of the Kurdistan Region is not "only a red line but also a line of death."

Syria

The international community's ongoing normalization with Syrian President Bashar al-Assad continues unabated, as evidenced by its reinstatement



to the Arab League in May. **Recent reports** indicate that the production and smuggling of the addictive amphetamine captagon in Syria have become central to the reconciliation efforts. The ramifications of this normalization raise several concerns, including the future of **cross-border aid** from Turkey to earthquake-affected regions predominantly inhabited by Kurds, as well as the Turkish military occupation in the northern part of Syria. This week witnessed notable diplomatic engagement between Iran and Syria, with foreign ministers from both countries holding discussions on June 11th. Furthermore, President al-Assad met with Ali Asghar Khaji, the Iranian Foreign Minister's Senior Advisor for Special Political Affairs, in Damascus on June 12th to establish a joint strategy within the Astana process. Despite some opposition from **Qatar**, there has been limited regional resistance to the normalization process. However, on June 12th, the **Netherlands and Canada** filed applications to sue the Syrian regime for allegations of torture, cruel treatment, and arbitrary detention.

On June 10th, the Kurdish-led Autonomous Administration in North and East Syria (AANES) **made an announcement** stating that it will under-

take the trial of foreign ISIS (Da'esh) fighters in accordance with the laws of Northeast Syria, including the terrorism and relevant international laws. The decision came as a response to the capture of nearly 5,000 foreign militants, whose presence poses a significant security risk to the local population. Da'esh terrorists made several attempts to **free imprisoned** militants at al-Sina prison, resulting in more than 140 casualties. Despite the urgency of the situation, the home countries of these foreign fighters have shown reluctance to repatriate them, leaving the AANES with the responsibility of handling their trials. Moreover, the international community has failed to assume responsibility for establishing a tribunal to address this pressing issue. The decision by the AANES to conduct the trials locally highlights the need for a swift resolution to the legal challenges posed by foreign Da'esh fighters.

Turkey

On June 7th, the European Court of Human Rights **rendered a verdict**, finding Turkey guilty of violating the rights of imprisoned Kurdish politician Selahattin Demirtaş and his colleague Figen Yüsekdağ. Despite this ruling, Türkiye has persisted in the unlawful deten-

tion of **Kurdish politicians**, including the Co-Mayors of the **Patnos Municipality**, who were arrested on June 9th, as well as the continued detention of MP **Can Atalay**. Furthermore, Turkish authorities arrested 16 civilians in Mus for participating in the funeral of a Kurdish activist who was killed in a ter-

rorist attack in **Paris last December**. The People's Democratic Party (HDP) **issued a statement** asserting that the government, through its implementation of a trustee policy since 2016, has consistently undermined the will of the people. The persistence of these detentions and infringements on fundamental freedoms undermines the principles of justice, democracy, and human rights.

On June 6th, Sweden's Supreme Court **approved** the extradition of a Turkish national who is lawfully residing in Turkey. While the official reason for the extradition is to serve the remaining sentence for a drug-related conviction for which the individual had received parole, there are suspicions that the extradition is politically motivated due to his **public support** for the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP). Simultaneously, discussions are taking place in the White House between the executive branch and Congress regarding **Turkey's request to purchase** US F-16 jets. American lawmakers have rejected the request in the past, while President Joe Biden hinted that Turkey needs to approve Sweden's NATO membership application as a precondition for receiving the requested jets.

Elargissement de l'OTAN : la Suède estime avoir rempli ses engagements vis-à-vis de la Turquie

A moins d'un mois du sommet de Vilnius, les négociations devraient reprendre entre les deux pays au sujet de l'adhésion suédoise à l'Alliance. Stockholm a notamment extradé un sympathisant du PKK, et mis en examen un autre militant.

La pression exercée par les alliés ainsi que les gages offerts par Stockholm suffiront-ils à convaincre le président turc, Recep Tayyip Erdogan, reconduit dans ses fonctions après la présidentielle du 28 mai, de donner son feu vert à l'adhésion de la Suède à l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ? Après trois mois et demi d'interruption, les négociations entre les deux pays vont reprendre mercredi 14 juin, à Ankara, pour une réunion de la dernière chance avant le sommet de l'Alliance atlantique, organisé les 11 et 12 juillet à Vilnius, en Lituanie. Les déclarations du conseiller principal du président turc, le 11 juin, sur la chaîne publique TRT World, ont fait naître une lueur d'espoir en Suède. Akif Cagatay Kilic a constaté que le pays nordique était « **plus proche d'une adhésion à l'OTAN qu'il y a un an** », même s'il a estimé que des désaccords demeuraient entre Stockholm et Ankara sur l'application du mémorandum, signé avec la Finlande, en juin 2022, à Madrid.

La dernière rencontre entre les trois pays avait eu lieu le 9 mars à Bruxelles, après une crise diplomatique entre la Suède et la Turquie, provoquée notamment par un autodafé du Coran devant l'ambassade turque à Stockholm. Le 30 mars, le Parlement turc a ratifié l'adhésion de la Finlande, avant que les discussions soient suspendues, en raison de la campagne électorale en Turquie.

Depuis la victoire de Recep Tayyip Erdogan le 28 mai, les alliés font monter la pression. Le 4 juin, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, en visite à Ankara, a déclaré qu'il « **espérait finaliser la candidature de la Suède aussi rapidement que possible** ». Assurant qu'il y avait « **encore du temps pour le faire d'ici le sommet de Vilnius** », il a constaté que l'adhésion suédoise n'allait pas seulement « **rendre la Suède plus sûre, mais également renforcer l'OTAN et la Turquie** ».

Adoption d'une loi antiterroriste

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, en visite en Suède le 30 mai, a « **exhorté la Turquie et la Hongrie** » – qui fait également blocage, sans revendications spécifiques – à ratifier l'adhésion de la Suède « **le plus rapidement possible** ». La veille, le président américain, Joe Biden, a révélé qu'il s'était entretenu avec M. Erdogan et que celui-ci voulait « **toujours travailler sur quelque chose concernant les F16** » – une allusion aux quarante avions de combat américains que la Turquie souhaite acheter, mais dont le Congrès bloque la vente. « **Je lui ai dit que nous voulions un accord avec la Suède, donc faisons en sorte que ce soit fait** », a précisé M. Biden.

La Suède, pour sa part, estime avoir respecté ses engagements. Non seulement, elle a levé l'embargo sur la livraison

d'armes à la Turquie (en place depuis 2019), mais, en adoptant une loi antiterroriste, entrée en vigueur le 1^{er} juin, qui interdit l'appartenance ou les liens avec une organisation terroriste, elle s'est dotée d'« **un outil plus efficace** » pour lutter contre les activités du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Suède, selon le ministre de la justice, Gunnar Strömmer.

Deux décisions judiciaires pourraient également faire pencher la balance. Le 6 juin, la Haute Cour de justice suédoise a autorisé le renvoi en Turquie d'un homme de 35 ans, condamné pour une affaire de drogue en Turquie –, même si lui clame qu'il est mis en cause pour ses sympathies pro-PKK. Son extradition a été approuvée lundi 12 juin par le gouvernement. Trois jours plus tôt, un Turc de 40 ans a été mis en examen à Stockholm. Il est soupçonné d'extorsion et de tentative de financement d'une organisation terroriste au profit du PKK.

Des signes encourageants

Le 26 avril, dans une interview au journal *Dagens Nyheter*, le chef de la diplomatie suédoise, Tobias Billström, avait estimé que les activités du PKK sur le territoire suédois étaient « **étendues** » et qu'« **un travail considérable [était] en cours pour collecter de l'argent et financer des activités terroristes dirigées contre (...) la Turquie** ».

Parmi les signes encourageants qui témoigneraient d'un fléchissement côté turc, Aras

Lindh, analyste à l'Institut des affaires étrangères à Stockholm, note l'augmentation récente des contacts entre la Suède et la Turquie, ainsi qu'entre Ankara et Washington, et la mention des F16 par Joe Biden, qui « **pourrait indiquer qu'un accord est en train de prendre forme entre les deux pays** ».

Par ailleurs, « **les élections en Turquie sont passées, et la Suède a fait un certain nombre de choses que la Turquie peut mentionner pour justifier la levée de son veto. Mais tout dépend de ce que M. Erdogan a dans le viseur, sachant qu'il est aussi très imprévisible** », observe Aras Lindh. Spécialiste du Moyen-Orient, Bitte Hammargren estime qu'il aurait été « **plus judicieux que les Etats-Unis participent à la réunion à Ankara plutôt que la Finlande** » et elle s'inquiète des « **multiples concessions faites par la Suède à la Turquie** », constatant au passage que « **des voix habituellement critiques dans la majorité restent silencieuses** ».

Dans une tribune publiée le 30 mai dans le *Financial Times*, le premier ministre suédois, Ulf Kristersson, rappelait que « **seul Vladimir Poutine a quelque chose à gagner à ce que la Suède soit tenue à l'écart de l'OTAN** ». Alors qu'un Suédois sur deux soutenait l'adhésion il y a un an, ils sont désormais deux sur trois.

Anne-Françoise Hivert(Malmö (Suède), correspondante régionale)

The New York Times

Michael Crowley, Farnaz Fassihi and Ronen Bergman
June 14 2023

Hoping to Avert Nuclear Crisis, U.S. Seeks Informal Agreement With Iran

The talks reflect a resumption of diplomacy between the United States and Iran after the collapse of negotiations to restore the 2015 nuclear deal.

The Biden administration has been negotiating quietly with Iran to limit Tehran's nuclear program and free imprisoned Americans, according to officials from three countries, in part of a larger U.S. effort to ease tensions and reduce the risk of a military confrontation with the Islamic Republic.

The U.S. goal is to reach an informal, unwritten agreement, which some Iranian officials are calling a "political cease-fire." It would aim to prevent a further escalation in a long-hostile relationship that has grown even more fraught as Iran builds up a stockpile of highly enriched uranium close to bomb-grade purity, supplies Russia with drones for use in Ukraine and brutally cracks down on domestic political protests.

The broad outlines of the talks were confirmed by three senior Israeli officials, an Iranian official and a U.S. official. American officials would not discuss efforts to win the release of prisoners in detail, beyond calling that an urgent U.S. priority.

The indirect talks, some occurring this spring in the Gulf Arab state of Oman, reflect a resumption of diplomacy between the United States and Iran after the collapse of [more than a year of negotiations to restore the 2015 nuclear deal](#). That agreement sharply limited Iran's activities in exchange for sanctions relief.

Iran accelerated its nuclear program months after President Donald J. Trump withdrew from the deal and [imposed a slew](#)



Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, in a photograph released by state news. He said that he could endorse a deal with the United States if Iran's nuclear infrastructure is kept intact. Credit...EPA, via Shutterstock

[of new sanctions](#) on the country in 2018.

Iran would agree under a new pact — which two Israeli officials called "imminent" — not to enrich uranium beyond its current production level of 60 percent purity. That is close to but short of the 90 percent purity needed to fashion a nuclear weapon, a level that the United States has warned would force a severe response.

Iran would also halt lethal attacks on American contractors in Syria and Iraq by its proxies in the region, expand its cooperation with international nuclear inspectors, and refrain from selling ballistic missiles to Russia, Iranian officials said.

In return, Iran would expect the United States to avoid tightening sanctions already choking its economy; to not seize oil-bearing foreign tankers, as it most recently did in April; and to not seek new punitive resolutions at the United Nations or the International Atomic Energy Agency against Iran for its nuclear activity.

The talks in Oman were reported earlier [by Axios](#).

"None of this is aimed at reaching a groundbreaking agreement," said Ali Vaez, the Iran director for the International Crisis Group, a conflict prevention organization. Instead, he said, the goal is to "put a lid on any activity that basically crosses a red line or puts either

party in a position to retaliate in a way that destabilizes the status quo."

"The objective is to stabilize the tensions, to create time and space to discuss the future diplomacy and the nuclear deal," Mr. Vaez said.

Iran also expects the United States to unfreeze billions of dollars in Iranian assets, whose use would be limited to humanitarian purposes, in exchange for the release of three Iranian American prisoners whom the U.S. calls wrongfully detained. U.S. officials have not confirmed such a linkage between the prisoners and the money, nor any connection between prisoners and nuclear matters.

In what could be a sign of a developing agreement, the United States issued a waiver last week allowing Iraq to pay \$2.76 billion in energy debts to Iran. The money would be restricted to use by U.S.-approved third-party vendors for food and medicine for Iranian citizens, according to the State Department.

That could allay concerns that the Biden administration is placing billions into the hands of a ruthless authoritarian regime that is killing protesters, supporting Russia's Ukraine war effort, and funding anti-Israeli proxies like Hamas and Hezbollah. Republicans hammered the Obama administration for releasing billions in frozen Iranian cash, which they said enabled the subsidy of terrorist activities.

Iranian officials are also trying to claim an estimated \$7 billion worth of oil purchase payments held in South Korea that they have linked to the release of American prisoners. That money, too, would be restricted for humanitarian use, and held in a Qatari bank, according to an Iranian official and several other people familiar with the negotiations.

The renewed U.S. focus on Iran's nuclear program comes amid growing concern within the Biden administration that Tehran could precipitate a crisis by further increasing its uranium enrichment.

"The U.S. seems to be making clear to Iran that if you go to 90 percent, you're going to pay a hell of a price," said Dennis Ross, who helped craft Middle East policy for several U.S. presidents. Mr. Ross spoke from Israel, where he had been meeting with security officials familiar with the recent talks.

At the same time, Mr. Ross said, the Biden administration has no appetite for a new crisis.

"They want the priority and focus to remain on Ukraine and Russia," he said. "Having a war in the Mideast, where you know how it starts but you don't know how it ends, that's the last thing they want."

Speaking at a news briefing on Wednesday, the State Department spokesman, Matthew Miller, said that "rumors about a nuclear deal — interim or otherwise — are false or misleading."

"Our No. 1 policy is ensuring that Iran never obtains a nuclear weapon, so of course we've been watching Iran's nuclear enrichment activities," Mr. Miller added. "We believe diplomacy is the best path to help achieve that, but we are preparing for all possible options and contingencies."

The American denial of a pending "nuclear deal" could hinge on semantics, however, if the outcome amounts to the informal understanding described by multiple officials. Such an understanding would also avoid the need for approval from a U.S. Congress deeply hostile to Iran.

In an unexpected rhetorical shift, Iran's supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, said on Wednesday that he could endorse an agreement with the West if Iran's nuclear infrastructure was kept intact, according to state media reports. Mr. Khamenei also said that Iran should maintain at least some cooperation with international nuclear inspectors.

Israel has warned that Iran could suffer dire consequences from producing bomb-worthy uranium. "If Iran enriches to the 90 percent weaponized level, it would be a great error and the price would be heavy," Israel's defense minister, Yoav Gallant, [said in May](#).

Even if Iran were to use its

high-speed centrifuges to purify uranium to a level suitable for making a nuclear weapon, it would still take time to construct such a bomb. In March, the chairman of the U.S. Joint Chiefs of Staff, Gen. Mark A. Milley, [told a House subcommittee](#) that process could take "several months."

"The United States military has developed multiple options for our national leadership to consider, if or when Iran decides to develop a nuclear weapon," General Milley added.

A senior Israeli defense official said that Israeli estimates it would take Iran much longer — at least one year and perhaps more than two years — to fashion a bomb and said Mr. Milley's comments reflect an American effort to convey the urgency of striking a new agreement with Tehran as soon as possible.

Iran has long insisted its nuclear program is for peaceful purposes despite [evidence that it has researched nuclear military capabilities](#).

The Biden administration's diplomatic outreach with Iran resumed at the end of the year last year with the U.S. special envoy for Iran, Robert Malley, holding two meetings with Iran's ambassador to the United Nations, Amir Saeid Iravani, according to people familiar with the meetings. In early May, the White House Middle East coordinator, Brett McGurk, traveled to Oman for indirect talks mediated by the Omanis with an Iranian delegation that included Tehran's chief nuclear negotiator, Ali Bagheri Kani, Iran's foreign ministry confirmed on Monday.

During negotiations to restore the 2015 deal, Iran refused to meet directly with U.S. officials.

In a statement to The New York Times, Iran's mission to the

United Nations declined to address details of the talks but said that "it is important to create a new atmosphere and move forward from the current situation."

The renewed talks have troubled some Israeli officials, who worry that the implementation of new understandings could reduce Western economic pressure on Iran and even lead to a broader nuclear agreement that Israel fears could throw a lifeline to Tehran's economy without sufficiently derailing its nuclear activities.

Mr. Ross said that a modest, crisis-averting agreement could be useful, but only if it were time-limited. Iran has been [constructing new underground facilities](#), he noted, which could likely withstand American bunker-busting bombs that currently threaten its existing nuclear sites.

"The more they harden, the more the military options lose their potency," Mr. Ross said. "Buying time from that standpoint works for the Iranians."

Michael Crowley is a diplomatic correspondent in the Washington bureau. He joined The Times in 2019 as a White House correspondent in the Trump administration and has filed from dozens of countries. [@michaelcrowley](#)

Farnaz Fassihi is a reporter for The New York Times based in New York. Previously she was a senior writer and war correspondent for the Wall Street Journal for 17 years based in the Middle East. [@farnazfassihi](#)

Ronen Bergman is a staff writer for The New York Times Magazine, based in Tel Aviv. His latest book is "Rise and Kill First: The Secret History of Israel's Targeted Assassinations," published by Random House.

The New York Times

Ben Hubbard and Safak Timur

Christina Anderson contributed reporting.

June 14 2023

Talks in Turkey on Sweden's bid to join NATO end with no progress reported.

and members of an outlawed religious group whom Turkey considers terrorists.

ISTANBUL — High-level talks on Wednesday in Turkey aimed at bridging differences over Sweden's application to join NATO ended with no progress being announced.

Before the meeting, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey showed little sign publicly of easing his opposition to the Nordic nation's membership, a dispute that has strained his ties with Western allies amid the war in Ukraine.

The talks between Mr. Erdogan and senior officials from Finland, Sweden and NATO were the first since the Turkish president secured re-election last month, and Turkey's allies were watching closely for signs that Mr. Erdogan's position on Sweden's application — which he has so far blocked — has changed.

After the meeting, the Turkish government said in a statement that the discussions would continue, while Sweden's chief negotiator, Oscar

Stenstrom, told reporters that "Turkey is not ready to make a decision yet." There was no date set for another meeting.

In comments published in the Turkish news media on Wednesday as the meeting began, Mr. Erdogan said that Sweden should expect no change in Turkey's position as long as pro-Kurdish protests continued to be held in the Swedish capital, Stockholm.

Turkey wants a tougher stance toward pro-Kurdish activists and members of an outlawed religious group whom Turkey considers terrorists.

"This is not a constitutional matter, not a legal matter," Mr. Erdogan told Turkish reporters on a flight returning from Azerbaijan on Tuesday, referring to steps Sweden had taken to address Turkey's concerns. "What is the use of law enforcement?"

Sweden and Finland both applied to join NATO after Rus-

sia's full-scale invasion of Ukraine began in February last year, but Turkey has hobbled the expansion process, accusing the two Nordic nations of not taking Turkey's security concerns seriously. In April, Turkey allowed Finland to join NATO, but it has so far refused to do the same for Sweden, accusing it of not meeting Turkey's demands.

Finland and Sweden have amended their terrorism legislation and a small number of people accused of crimes in Turkey have been extradited, but many fewer than Turkey has asked for.

Hungary is the only other NATO member that has not allowed Sweden to join. New members of the alliance must be accepted by all members.

Last week, NATO's secretary general, Jens Stoltenberg, renewed his call for Turkey to let Sweden join the alliance after failing to reach a breakthrough in talks in Istanbul.

"Sweden has fulfilled its obligations," Mr. Stoltenberg said, adding that it had lifted an arms embargo on Turkey, strengthened its antiterrorism legislation and amended its constitution.

President Biden said that he had raised the issue with Mr. Erdogan during a call last month to congratulate him on his presidential victory. "I told him we wanted a deal with Sweden, so let's get that done," Mr. Biden told reporters at the White House.

Optimism had been growing that Sweden might be able to join before a NATO summit in Vilnius, Lithuania, next month, but analysts said that may now be unlikely.

"In terms of the negotiations, it was make or break, and it just broke in terms of getting Sweden into NATO by the Vilnius summit," said Paul Levin, director of the Institute for Turkish Studies at Stockholm University.



June 14, 2023

Suspected Turkish attack causes civilian casualties in Hasaka

ERBIL, Kurdistan Region - Turkish air forces on Wednesday targeted a vehicle in Hasaka province, northeast

Syria (Rojava), injuring and killing at least four civilians, reported a war monitor.

The Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) said a Turkish drone hit a vehicle near a cement factory on

Qamishli-Derik (al-Malikiyah) main road, wounding and killing four people. The media outlets close to

the Kurdish administration in Rojava [reported](#) five injuries.

Turkey has recently intensified its attacks on the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in northern Syria.

The UK-based war monitor also said that Ankara has carried out 24 airstrikes against the Kurdish forces in Rojava since the beginning of this year, resulting in the deaths of 32 people.

Turkey has conducted three offensives against the People's Protection Units (YPG), backbone of the SDF, since 2016, and it has recently threatened to carry out a fresh military campaign against them in the near future. Ankara claims that the YPG is the Syrian offshoot of Kurdistan Workers' Party (PKK) -



Aftermath of suspected Turkish attack in Hasaka on June 14, 2023. Photo: ANHA

armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey but listed as a terrorist group by Ankara.

The SDF on Wednesday rejected Turkey's claims that 41 of its fighters were killed in Turkish drone strikes in north-

ern Syria, saying the number is five.

Le Monde

Aangèle Pierre
14/06/2023

La flambée des loyers met la société turque sous tension

Faute de régulation étatique efficace, les conflits entre locataires et propriétaires se multiplient

ISTANBUL - *correspondance*

Comme chaque matin, sur la rive européenne d'Istanbul, l'immense palais de justice de Çağlayan, fourmille dès son ouverture. Avocats, plaignants et accusés, menottes aux poignets, convergent vers l'une des innombrables salles d'audience. Au deuxième étage de ce labyrinthe, Fatih Kaya (un pseudonyme), 33 ans, parcourt la longue liste des procès de la matinée, affichée à la porte numéro 24 du tribunal de première instance. Vêtu d'un polo bleu, d'un jeans et de baskets, il est venu seul, un dossier à la main.

Pilote de ligne de la compagnie aérienne Turkish Airlines, il a emménagé dans un appartement dans le quartier de Maslak, à quelques kilomètres de là, il y a cinq ans. « A l'époque, je payais 5 600 livres turques [équivalent de 1 000 euros], aujourd'hui, mon propriétaire exige 30 000 livres [soit une augmentation de plus de cinq fois] ! », s'indigne-t-il. Sûr de son bon droit, il n'a pas ressenti le besoin de faire appel à un avocat. « Je demande simplement l'application de la loi », fait-il remarquer, avant d'être convoqué pour une audience qui ne durera que quelques mi-

nutes.

Parmi la vingtaine de personnes qui patientent dans les couloirs, l'avocat Sükrü Kaya, septuagénaire drapé dans sa robe noire, manifeste son agacement : « Tout cela, c'est le résultat d'une mauvaise politique du logement de la part du pouvoir. Cela donne lieu à un véritable chaos à Istanbul ! » Avec l'inflation, le montant des loyers augmente à une vitesse vertigineuse. Les conflits entre locataires et propriétaires se multiplient ces derniers mois au point que, fait rare, de nouvelles salles d'audience ont dû être ouvertes pour traiter les dos-

siers qui s'empilent. Malgré cela, les délais d'attente ne cessent de s'allonger.

Depuis deux ans, l'augmentation brutale des loyers dans tout le pays, en particulier dans les grandes villes, a pris une tournure inquiétante. D'après le site spécialisé dans l'immobilier Endeksa, les prix ont augmenté de près de 385 % au niveau national depuis juin 2021, de 413 % pour Istanbul, de 328 % pour la ville méditerranéenne d'Antalya ou encore de 455 % pour la ville anatolienne de Nevşehir, pourtant moins attractive. L'ajustement annuel du montant des loyers

est contractuellement indexé sur l'indice des prix à la consommation pour les cinq premières années.

Violents règlements de comptes

Pris en étau entre les exigences des propriétaires et la pression foncière, les locataires se retrouvent souvent contraints d'accepter des conditions qui fragilisent leur situation financière. Cela dans un contexte où les augmentations des salaires peinent à suivre la courbe de l'inflation officielle (40 % annuels).

D'autres locataires, eux, sont tout bonnement priés de quitter leur logement par des propriétaires soucieux de compenser, par leurs revenus fonciers, la perte de pouvoir d'achat générée par la flambée des prix. Si la loi protège généralement les locataires, le principe de nécessité personnelle autorise les propriétaires à rompre le contrat avant échéance. Il est utilisé à l'envi. Les locataires hésitent bien souvent à engager une action juridique, de peur que la situation ne s'envenime. Les cas de règlements de comptes violents entre propriétaires et locataires se sont multipliés ces derniers mois.

Bien que propriétaire elle-même, Ecem (qui n'a pas souhaité donner son nom), 31 ans, se retrouve aujourd'hui sans logement. Elle possède un appartement sur la rive asiatique de la capitale turque, mais habitait jusqu'à présent sur la rive européenne, à proximité de son lieu de travail. « Mon propriétaire faisait chaque année pression pour augmenter le loyer au-dessus du taux en vigueur », se désole-t-elle. Il n'a pas hésité à lui demander de passer de 1 500 à 8 000 livres turques, une augmentation qu'elle a refusée sur les conseils de son avocate.



Dans une rue du quartier Fatih, dans le centre d'Istanbul, le 12 mai. HANNAH MCKAY/REUTERS

Un cambriolage suspect, il y a quelques semaines, l'a convaincue de vider les lieux. « J'ai demandé à mes locataires de libérer mon appartement à Kartal [district du sud d'Istanbul] pour pouvoir m'y installer, mais ils ne m'ont pas crue et refusent de rendre les clés », raconte-t-elle. Aujourd'hui, elle est en procès avec son propriétaire, ainsi qu'avec ses locataires, et doit loger chez une amie. Avec 16 000 livres de salaire mensuel, soit environ 650 euros, cette salariée du secteur associatif n'a aucune chance de retrouver un logement dans son ancien quartier.

Il y a deux ans, le mouvement étudiant Barinamiyoz (« nous ne pouvons pas nous loger ») avait déjà tiré la sonnette d'alarme. Des centaines de jeunes s'étaient mobilisés pour alerter sur les conséquences sociales dramatiques de l'augmentation incontrôlée des loyers. Aujourd'hui, la situation n'a fait qu'empirer. « Les étudiants s'entassaient dans de tout petits appartements insalubres où il n'y a ni fenêtres ni chauffage, et qui ne sont pas aux normes sismiques », se désole Ozan Bal, étudiant en master de sociologie à l'université francophone Galatasaray. Sans compter celles et ceux qui se

voient contraints d'abandonner leurs études, faute de logement.

Les agents immobiliers sont souvent considérés avec méfiance par les locataires, qui voient dans la profession un des principaux rouages du problème. Hakan Akçam, le président de la chambre professionnelle des agents immobiliers d'Ankara, s'en défend. Son organisation travaille en collaboration avec les ministères, afin de trouver des solutions durables. Parmi les suggestions élaborées par celle-ci, Hakan Akçam souligne la nécessité de mettre en place un plafond qui empêcherait les gros investisseurs de multiplier les achats de logements.

Une logique de spéculation

Le marché de l'immobilier, prisonnier d'une logique de spéculation, prive de plus en plus de foyers de leur droit à habiter en ville. « Depuis 2010, c'est essentiellement le ministère de l'environnement et de l'urbanisme qui est compétent dans l'aménagement urbain (...). Mais le bien public n'est pas une priorité dans ce type de planification », décrypte Pelin Pinar Giritlioglu, professeure à l'université d'Istanbul et prési-

dente de la chambre professionnelle des urbanistes de la ville sur le Bosphore. « Les espaces publics ont quasi disparu. On voit que les catégories les plus pauvres de la société sont repoussées en périphérie et que les classes moyennes sont de plus en plus concernées », poursuit-elle, convaincue que cette dynamique conduira à une plus grande polarisation de la société.

Une nouvelle loi en préparation prévoit de condamner les propriétaires à des peines allant jusqu'à trois ans de prison pour imposition de loyers excessifs. Les contrats de location seront systématiquement numérisés et centralisés sur le système de services administratifs en ligne, pour plus de contrôle. La médiation devrait être obligatoire à partir du 1^{er} septembre, afin de désengorger les tribunaux.

Depuis un an, l'augmentation des loyers est théoriquement plafonnée à 25 %. Une disposition qui, même si elle est peu respectée, devrait être prolongée au-delà du 1^{er} juillet. Mais cette réglementation a des effets pervers sur le marché. Alors que la demande dépasse l'offre, certains propriétaires décident de repousser la date de mise en location de leur bien, misant sur un envol continu des prix, ce qui aboutit à laisser des centaines de milliers de logements vacants.

« C'est véritablement la paix sociale qui est en jeu », s'inquiète l'avocate Nükhet Tasdelen, qui s'est spécialisée, par la force des choses, en droit de la location. « Mais la modification de la loi ne changera pas fondamentalement la donne, car c'est moins une question juridique qu'une question économique. Nous sommes actuellement dans une impasse. »

Sur les traces du Traité de Lausanne avec Metin Ardit

Le Musée historique de Lausanne consacre une exposition à l'accord qui, en 1923, a dessiné un nouvel ordre mondial et établi les frontières de la Turquie actuelle. Visite en compagnie du commissaire de l'exposition Laurent Golay et de l'écrivain turco-suisse Metin Ardit

Pourquoi Lausanne ? Au début du siècle dernier, la petite ville de 70 000 habitants est en pleine expansion, avec la ligne ferroviaire Simplon-Orient-Express, mise en service en 1920, qui passe par Lausanne et dope son attractivité touristique ainsi que son potentiel économique. « Les Turcs avaient un préavis favorable à propos de Lausanne », signale Laurent Golay. La communauté turque y était importante, le Foyer turc de Lausanne, créé en 1911, forme le centre du mouvement nationaliste en Europe. On retrouve d'ailleurs plusieurs de ses membres dans le gouvernement d'Atatürk par la suite, les Codes civil et des obligations turcs sont inspirés des textes suisses. »

La Confédération comme les milieux économiques peuvent aussi compter sur le lobbyisme du colonel vaudois et militant fasciste Arthur Fonjallaz, qui préside la Société suisse des amis de la Turquie. « Ce qui me frappe, commente Metin Ardit, c'est la présence constante sur les photos des négociations d'Arthur Fonjallaz. On prend ainsi la mesure de la fascination qu'exerçait le fascisme, à l'époque, sur certaines des élites vaudoises. C'était aussi l'époque de la Ligue vaudoise, de Marcel Regamey. A la décharge de ces élites, l'Europe ne savait pas encore où le fascisme allait la mener. »

L'exposition s'ouvre sur un film de quelques minutes retraçant

les événements menant aux guerres balkaniques, puis à la chute de l'Empire ottoman. S'ensuit une frise temporelle richement documentée, sorte de journal de la Conférence de Lausanne. Les lieux de la conférence sont parfaitement reconnaissables, entre le Casino de Montbenon, le Palais de Rumine et le Château d'Ouchy. Les différents hôtels de Lausanne accueillent des délégations : le Lausanne Palace, le Beau-Rivage, l'Hôtel Cecil, où, le 13 mai 1923, le Suisse Moritz Conradi assassine le délégué russe Vatslav Vorovsky. « L'Hôtel de la Paix est resté le repère des Stambouliotes, raconte Metin Ardit. Lorsque j'étais jeune pensionnaire, c'est là que descendait mon père lorsqu'il me rendait visite, hélas pas très souvent. Ma mère y est restée bloquée de longs mois lors du pogrom de 1955 à Istanbul. »

Doléances kurdes

Parmi les documents, issus notamment des Archives de la ville et du canton, ne figure pas le traité en lui-même. « La ville a décidé de ne pas l'exposer, par mesure de sécurité. Il repose aux Archives diplomatiques françaises », indique Laurent Golay. Les 75 ans du traité ont réuni des milliers de Kurdes (entre 1000 et 3000) en 1998. Pour eux, le traité a sonné la fin de tout espoir de former un État indépendant. Ils sont attendus de façon plus nombreuse encore pour le

centième anniversaire. Churchill déplorait en effet que le traité n'ait pas accordé plus de place aux minorités.

Pour les Arméniens, il est perçu comme un acte validant le génocide dont ils ont été victimes. « J'ai subi des pressions diverses pour que soit supprimé le terme « génocide » dans l'exposition. C'était inédit pour moi de me retrouver dans cette situation », confie le commissaire d'exposition, qui explique cependant avoir essayé de faire un travail le plus objectif possible. « Ils se sont partagé ces territoires comme on dépèce un animal », souffle l'écrivain genevois.

Au milieu de l'exposition – avant les caricatures de l'époque croquant la conférence, et les témoignages vidéo de personnes issues de différentes communautés sur l'impact qu'a le Traité de Lausanne sur leur vie – se trouve une table en bois massif recouverte de feutre rouge. Une reproduction de celle où a été signé le traité, offerte par Pascal Couchepin en 2008 au gouvernement d'Ankara. Celle-ci a alors été reconstruite par une artiste kurde, Mîrkan Deniz, pour rappeler la signification et l'impact de ce traité pour son peuple.

« La Turquie a obtenu une renaissance à Lausanne, affirme Metin Ardit. C'est l'acte fondateur du pays tel que l'a ensuite construit Atatürk, en lui don-

nant une unité, tournée vers l'Europe, qui conduira pourtant à la disparition des minorités. Il n'y a quasiment plus de Grecs en Turquie. Ma famille, juive séfarade, y vivait depuis cinq siècles. Désormais, il n'y a plus personne. » L'exposition a déclenché des émotions chez Metin Ardit. « Beaucoup de souvenirs. Ce sont des thèmes qui me travaillent. J'éprouve un attachement profond à cette terre. Elle a accueilli mes ancêtres lorsqu'ils étaient poursuivis par l'Inquisition espagnole. Cette expo a sa place. »

Au Musée Historique de Lausanne, les visiteurs de toutes communautés viennent confronter leur petite histoire à la grande, tandis que les Lausannois découvrent le centre politico-stratégique mondial qu'a été leur ville durant quelques mois. « L'intérêt, c'est aussi l'actualité de ce traité, conclut Laurent Golay. L'AKP de Recep Tayyip Erdogan le remet en cause pour récupérer les îles de la mer Egée. Les théories du complot entourant le centenaire de Lozan en 2023 sont aussi très répandues en Turquie. Il se dit que le traité deviendra caduc ce 24 juillet, qu'il contiendrait des clauses cachées qui empêcheraient le pays d'exploiter les richesses de son sous-sol. » Un voyage entre Lausanne et le monde, à parcourir jusqu'au 8 octobre 2023.

LE FIGARO

avec AFP
15 Juin 2023

Turquie : neuf morts et deux blessés dans un conflit foncier

Neuf personnes ont été tuées et deux autres blessées jeudi 15 juin dans le sud-est de la Turquie dans un affrontement à l'arme à feu né d'un conflit foncier, ont annoncé les autorités locales. **«Malheureusement, huit de nos concitoyens ont perdu la vie et trois ont été blessés dans l'affrontement»**, a rapporté le gou-

verneur de la province de Diyarbakir, Ali Ihsan Su, cité par l'agence de presse officielle turque Anadolu. Le gouvernorat a précisé plus tard dans un communiqué qu'un des blessés était décédé.

Selon les autorités, les heurts ont éclaté entre deux familles se disputant la propriété d'un terrain agricole

de 20 hectares dans le district de Bismil, dans la province à majorité kurde de Diyarbakir. Des images diffusées par les médias turcs montraient les corps de six hommes gisant dans un champ de blé moissonné, équipés pour au moins trois d'entre eux de fusils automatiques de type Kalachnikov.

Selon l'agence de presse DHA, la situation aurait dégénéré après que l'un des groupes a déclenché un incendie sur la parcelle disputée. Les différends fonciers sont fréquents dans les provinces du sud-est de la Turquie, les plus pauvres du pays, encore partiellement régies par une organisation clanique.

LE FIGARO

avec AFP
16 Juin 2023

Otan: Paris exhorte la Turquie et la Hongrie à ratifier l'adhésion de la Suède

«Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre plus»: la cheffe de la diplomatie française a exhorté la Turquie et la Hongrie à ratifier l'adhésion de la Suède à l'Otan avant le sommet de l'Alliance Atlantique en juillet. **«Il est temps que le processus aille à son terme (...) et la France souhaite que la Suède soit présente au sommet de Vilnius comme membre à part entière de l'Alliance atlantique»**, a déclaré Catherine Colonna lors d'une conférence de presse conjointe à l'issue d'une rencontre bilatérale avec son homologue suédois Tobias Malström.

«Nous avons collectivement besoin de revenir aux fondamentaux et aux raisons de cette adhésion», a-t-elle argué, soulignant que cette adhésion va renforcer non seulement la sécurité et la stabilité de la région baltique mais encore de l'Europe dans son ensemble alors que la guerre en Ukraine se poursuit. Elle a estimé que c'était dans **«l'intérêt de tous»** d'aller de l'avant. **«À l'inverse, retarder cette adhésion (...) créerait une difficulté dont nous ne comprenons pas la raison»**, a-t-elle poursuivi.

«Possible de parvenir à un accord»

Une réunion tripartite entre la Turquie, la Suède et la Finlande a lieu cette semaine à Ankara afin d'évoquer le projet d'adhésion de la Suède à l'Otan. **«Des progrès ont été réalisés»**, a affirmé dans la foulée le secrétaire général de l'Otan Jens Stoltenberg, pour qui **«il demeure possible de parvenir à un accord d'ici le sommet»** de l'Alliance atlantique prévu à Vilnius (Lituanie) les 11 et 12 juillet.

Mais le président turc Recep Tayyip Erdogan avait, lui, averti que la Turquie ne **«satisfera»** pas nécessairement les **«attentes»** de la Suède lors du prochain sommet de l'Alliance. Tobias Billström, qui venait pour la seconde fois à Paris depuis sa nomination en octobre dernier, a remercié la France de son soutien, rappelant que la guerre en Ukraine avait été un tournant pour la Suède, qui a **«renoncé à 200 ans de non-alignement»**. **«Nous voulons être membre de l'Otan mais la décision est entre dans les mains de la Turquie»**, a-t-il dit.



Alexandra Schwartzbrod
18 Juin 2023

L'Iran, le pays qui cumule les crises

Les difficultés à se nourrir ou à se soigner viennent s'ajouter à la souffrance d'une population épuisée par le manque de liberté et la répression. La situation est si catastrophique qu'elle pousse le régime à négocier avec les Occidentaux.

Ce n'est pas parce que l'Iran ne fait plus la une des médias pour ses exécutions arbitraires que tout est rentré dans l'ordre au pays des mollahs. Non, bien au contraire, les Iraniens souffrent de plus en plus, mais c'est un mal qui les ronge sans bruit, insidieusement. Ils ont si faim, si peu de moyens pour se soigner et si peu de perspectives que certains sont prêts à vendre un organe pour survivre, d'autres à se suicider pour en finir. L'inflation atteint des records dans le pays (près de 170 % avancent des experts, alors que le chiffre officiel avoisine les 50 %). Et les sanctions internationales ne sont pas seules en cause. Ce bilan catastrophique serait largement dû à la mauvaise gestion et à la corruption des dirigeants qui, décidément, cumulent les déshonneurs.

Alors que la rue commençait à se calmer, ou du moins en donnait l'impression pour mieux reprendre des forces, cette situation pourrait bien provoquer une nouvelle explosion de colère. L'absence



Dans une rue de Téhéran, ce 12 juin, une fresque anti-américaine. (Abedin Taherkenareh/EPA/Maxppp)

de libertés, cumulée à la faim, peut donner à la population la sensation qu'elle n'a plus rien à perdre et que risquer sa vie sous les balles vaut toujours mieux que de la voir s'éteindre dans l'indifférence générale. En 2019, c'est bien la

hausse des prix de l'essence qui avait déclenché des émeutes que les autorités

avaient immédiatement et violemment réprimées. D'où les pourparlers entamés il y a peu avec les Américains, de façon informelle, pour tenter de desserrer l'étau sur leurs avoirs.

Certes, il y a pléthore de choses à négocier avec l'Iran – et l'interdiction de développer l'arme nucléaire ou l'arrêt de l'aide militaire ap-

portée à la Russie ne sont pas les moindres exigences – mais on ne peut imaginer que les Occidentaux relâchent leur pression financière sur Téhéran sans exiger a minima l'arrêt immédiat des exécutions de manifestants et un effort particulier pour rendre plus abordables les produits de première nécessité.



Dysfunctional Federalism in Iraq: Looking to the Canadian Example

Since the 1922 revolts in British-mandate Iraq, Kurdish leaders have been advocating for autonomy for the [part of Kurdistan](#) that was incorporated into Iraq. The pursuit of autonomy for Iraqi Kurds has been a struggle spanning a century. Following the initial Iraqi-Kurdish autonomy [agreement in 1970](#), the Iraqi government launched a campaign of ethnic cleansing to maintain control over certain regions. The wars launched by the Iraqi government on Kurdish population persisted from the 1970s through the Iran-Iraq war in the 1990s, reaching its peak with Saddam Hussein's [Anfal Genocide in 1988](#), which included a [chemical gas attack](#). While the establishment of a [no-fly zone](#) by the United States in 1991 provided some degree of autonomy, it was not until the adoption of the [2005 constitution](#) that Iraqi Kurds finally achieved constitutional autonomy through the creation of the Kurdistan Region of Iraq (KRI). However, the federalist system in Iraq has encountered various challenges, including issues related to power sharing, resource allocation, and social cohesion among its diverse ethno-sectarian groups. These challenges continue to impede the full realization of Iraqi federalism and pose ongoing obstacles to the stability and unity of the country.

In considering the challenges posed to Iraqi federalism, there are numerous historical experiences that can be referred to, one such being Canada. The most prominent scholar to draw this parallel was John McGarry, who compares Quebec's self-governance movement to Kurdistan's efforts to autonomy in "Canadian Lessons for Iraq"

(2005). Like Kurdistan, Canada is a nation of multiple distinct peoples, referred to as the "[three pillars](#)" of Aboriginal Canada, French Canada, and English-speaking Canada. While Canada has gone through a wholly different process of nation and state-building from Iraq, some of the mechanisms that it has established for power-sharing, resource-sharing, and social solidarity are useful in finding ways forward in making Iraq a functioning federal state.

Power-Sharing

Federalism is usually defined as the deliberate coming together of equals to establish a mutually useful governmental framework within which all can function on an equal basis. An essential tenet of federalism is the formation of power-sharing mechanisms between different levels of government. What makes Iraq unique is that, while it is legally a federal state, the status of a federal "region" only applies to the Kurdistan Region. The constitution provides a pathway for other governorates to form regions, but, like many other parts of the constitution, this has not yet been realized. The rest of Iraq functions as a unitary state with highly centralized power, which raises doubts about power-sharing at the federal level.

There is no consensus on what federal power-sharing should look like in Iraq. The constitution outlines multiple powers to be shared between the regions and the central state, but it does not provide a mechanism for negotiating these powers. Furthermore, previous [attempts to implement](#) power-sharing have been unsuccessful. The

federal government has not enacted the Provincial Powers Law as intended. Instead, the Kurdistan Region operates with a degree of autonomy. However, conflicts persist regarding shared powers, including control over finances, territory, security, and natural resources.

Power-sharing in Iraq is increasingly fraught due to the absence of legal consultation mechanisms between the Iraqi government, its federal regions, and the decentralized governorates. Although the constitution mandates the establishment of a Federation Council composed of representatives from regions and governorates, no such council has been formed.

Additionally, the court system plays a crucial role in power-sharing by resolving disputes and establishing workable precedents. However, the Iraqi Federal Court is deeply dysfunctional. The envisioned court outlined in the constitution was [never established](#), and instead, a transitional court has been functioning in its place. The court also frequently makes decisions on highly [politicized cases](#), raising concerns about its independence and impartiality as an arbitrator.

The lack of a proper legal consultation mechanism for establishing power-sharing severely undermines federalism in Iraq.

A better approach can be observed in the Canadian model. In Canada, all territories are federalized as provinces, although the degree of autonomy varies. While there are defined powers for both the provincial and federal governments, many powers are shared in a com-

plementary manner. Using the [principle of asymmetry](#), provinces have the ability to allocate federal resources as they deem fit and can opt out of programs when they wish to exercise their own autonomy. An example of this is Quebec's [establishment of its own](#) pension program.

This Canadian model may prove to be a suitable framework for Iraq, where there is a need for a clearer separation of powers. Not all regions desire to be governed with the same level of autonomy as the Kurdistan Region, or they might desire it, but political parties [may prevent](#) its realization.

Resource Sharing

Another essential aspect of federalism in Iraq is resource-sharing. Iraq possesses the world's fifth-largest oil reserves, constituting [over 99 percent](#) of its exports. The Kurdistan Autonomous Region alone holds approximately [one-third of Iraq's total](#) oil reserves, making resource-sharing a highly sensitive issue. However, the constitutional framework for federal resource sharing remains vague. [Article 111](#) states that oil and gas are owned by all the people of Iraq in all regions and governorates, which lacks specificity. [Article 112](#) stipulates that the federal government should manage and distribute revenues from oil and gas fields, but only those that were operational in 2005. Given that the lifespan of oil and gas fields typically ranges from 15 to 30 years, this means that there is no constitutional framework for many of the natural resources in present-day Iraq.

Without a concrete framework

for resource sharing, the Kurdistan Regional Government and the Iraqi federal government have resorted to several unofficial agreements. However, these agreements have often led to unnecessary conflict that could have been avoided with a clear constitutional principle for resource sharing. According to E. Belsar, the federal government generally allocates a defined share of the oil income to the Kurdish region. Although this transfer should amount to 17%, it has varied between 13% or less and up to 23% depending on factors such as oil production, prices, political climates, and power dynamics. This uncertainty creates dysfunction.

For instance, when Baghdad reduced Kurdistan's federal budget in 2014, the Kurdistan Region began independently exporting oil. However, both

the Federal Supreme Court of Iraq in 2022 and an international court in 2023 invalidated this move, resulting in a halt in oil exports that economically harmed people across both Iraq and the Kurdistan Region.

In contrast, Canada has a constitutional framework governing resource-sharing, resulting in less volatility. Provinces have jurisdiction over natural resources, local taxation, and local public works, as further clarified by a 1982 amendment. This constitutional clarity minimizes conflict and inefficiency. Additionally, Canada employs the principle of equalization, where the Government of Canada addresses fiscal disparities between provinces from general revenues. In Iraq, establishing a constitutional norm similar to this would address the constantly fluctuating transfers of oil income and

strengthen the federal state.

Ethno-Sectarian Politics in Iraqi Federalism

In Iraq, ethno-sectarian politics persistently dominate, and the poorly conceived federal system exacerbates disputes over land, resources, and power. Given the recent history of civil war, constructing a cohesive federal Iraq poses significant challenges. Building a stronger political system necessitates fostering social solidarity within the realm of politics.

In contrast, Canada has already undergone this process. As famously stated by Philippe Couillard, Premier of Québec, "I am a Quebecer, and proud of it. I am a Quebecer, and this is my way of being Canadian." The federal system in Canada allows for the formation of unity and solidarity. The French Canadian

and Aboriginal populations hold significant status within the Canadian national identity, with protections for their languages and cultures. Iraq has a long way to go in developing the power and resource-sharing systems that Canada possesses, but it is crucial to look outwardly and evaluate how Iraq can enhance its federal system.

In Iraq, ethno-sectarian politics continue to dominate, and the poorly conceived federal system gives fuel to disputes over land, resources, and power. With a recent history of civil war, it will be difficult to build a coherent federal Iraq. There is a need for social solidarity in politics to build a better political system.



Léa Masseguin
19 Juin 2023

Iran : « La révolution aboutira à l'issue d'un marathon, et non d'un sprint »

Neuf mois après la mort de Mahsa Amini, le 16 septembre, à la suite de son arrestation par la police des mœurs, les grandes manifestations anti-régime ont laissé place à des actes spontanés de désobéissance civile à travers l'Iran. Mais les difficultés économiques auxquelles est confrontée la population en raison d'une inflation galopante et d'une mauvaise gestion du pays pourraient être l'étincelle qui embrase à nouveau la République islamique, selon Kasra Aarabi, responsable du programme sur l'Iran au Tony Blair Institute for Global Change et au Middle East Institute.

Quel est l'état de la contestation en Iran ?



La récente vague de protestation, qui a débuté en septembre et qui est toujours en

cours, est la continuation d'une instabilité plus globale en Iran, qui dure depuis 2017. Les pro-

testataires ont toujours réclamé la chute de la République islamique, qui cherche à imposer violemment son idéologie dans tous les aspects de la vie iranienne. Ce mouvement est constant, même s'il y a eu des situations plus explosives que d'autres, notamment les manifestations de novembre 2019 lors desquelles près de 1 500 civils ont été tués. C'est dans ce contexte que les manifestations de septembre ont vu le jour. Les Iraniens qui sont descendus dans les rues pensent sincèrement qu'il s'agit d'une révolution, qui aboutira à l'issue d'un marathon, et non d'un sprint.

Le vent de colère a donc eu différentes phases. Nous avons d'abord assisté à des

troubles à l'échelle nationale, de septembre à décembre. Puis à des grèves et des actes spontanés de désobéissance civile jusqu'en avril. Nous entrons désormais dans ce qui semble être une phase similaire à celle des premiers mois. Tous les indicateurs sont réunis pour qu'une nouvelle vague de protestations de masse se mette en marche. La semaine dernière, le Parlement a déclaré que l'inflation ressentie par la population atteignait environ 170 %, soit bien plus que le taux officiel. Et il est très probable que les subventions publiques sur l'essence soient réduites et que les prix du carburant augmentent. Ces facteurs peuvent être l'étincelle qui fera redescendre les Iraniens dans la rue.

Le fossé entre la société et l'Etat semble de plus en plus important...

Le processus graduel de sécularisation et de libération de la société iranienne, qui s'est mis en place dans les années 80 et 90, a atteint récemment des niveaux sans précédent. Selon les résultats de notre enquête réalisée en novembre, seuls 26 % des Iraniens urbains et 33 % des habitants en zones rurales ont déclaré prier cinq fois par jour. La sécularisation s'opère dans l'ensemble du pays. Il ne fait donc aucun

doute que le noyau dur de l'électorat de la République islamique se rétrécit de plus en plus.

Les manifestations de ces dernières années sont explicitement anti-régime et ont parfois eu lieu dans des bastions du régime, comme Machhad et Qom. Les classes populaires, traditionnellement considérées comme la base de soutien de la République islamique, ont également rejoint le mouvement, y compris dans les zones rurales. Ce changement prouve que la base du régime s'effrite. Si cette tendance se poursuit, nous pourrions commencer à observer un mécontentement dans les rangs inférieurs et moyens de la police, de l'armée régulière, des bassidjis [milice du gouvernement iranien, ndlr] et du corps des Gardiens de la révolution islamique [puissante organisation paramilitaire au service du régime et de son idéologie]. Mais nous n'en sommes pas encore là.

Existe-t-il des dissensions au sein du régime ?

Non, les élites sont unies et idéologiquement alignées avec le régime. Je ne pense donc pas qu'elles puissent se retourner contre lui. L'ayatollah Khamenei a lancé en 2019 un processus de purification du

régime afin de donner davantage du pouvoir aux fanatiques idéologiques les plus radicaux, qui ont obtenu des postes clés dans les structures de la République islamique. Khamenei compte ainsi se protéger de trois grandes menaces : les fragmentations au sein du régime après sa mort, un potentiel soulèvement de la population et les dangers extérieurs, notamment Israël.

La nomination d'Ali Akbar Ahmadian au Conseil suprême de la sécurité nationale montre que ce processus de purification est achevé. Les Gardiens de la Révolution ont acquis un pouvoir sans précédent au sein du gouvernement. Le ministre iranien de l'Intérieur, Ahmad Vahidi, est par exemple un commandant des forces des Gardiens de la Révolution. Il figure sur la liste des personnes les plus recherchées par Interpol pour son rôle dans les attaques terroristes contre un centre culturel juif en Argentine.

D'autant que les Gardiens de la Révolution ont également de plus en plus de poids à l'échelle locale...

Les élections municipales de 2021 ont été dominées par la volonté de renforcer le poids des Gardiens de la Révolution au niveau local. Le maire de

Téhéran est par exemple affilié à ce groupe, de même que le chef du Conseil des gardiens de la Constitution [organe qui cumule les fonctions de Conseil constitutionnel et de commission électorale, ndlr]. Khamenei a opté pour davantage de coordination entre les localités et l'Etat car il sait que le régime va devoir faire face à une période d'instabilité massive et qu'il devra avoir recours à la force pour se maintenir au pouvoir.

L'opposition iranienne peut-elle aboutir à une véritable alternative ?

Il existe des divisions au sein de la diaspora, qui compte entre 8 et 11 millions de personnes. Mais nous avons récemment assisté à une unité inédite entre les Iraniens de l'intérieur du pays et les autres. A Berlin, près de 80 000 personnes sont descendues dans la rue. Nous avons vu les mêmes scènes aux Etats-Unis ou au Royaume-Uni. C'est sans précédent. Les leaders de la diaspora ou les figures de l'opposition ont néanmoins besoin d'une alternative viable afin d'opérer de manière plus cohérente et stratégique. Tant qu'il n'y aura pas de plan global qui engage des personnes compétentes, ils n'auront qu'un impact limité.

LE FIGARO

avec AFP
20 Juin 2023

Iran : plus de 360 parlementaires français soutiennent «la quête de changement» du peuple

Plus de 290 députés et 76 sénateurs français de tous bords ont appelé à «soutenir le peuple iranien dans sa quête de changement», et à «des mesures fortes et décisives contre le régime actuel», dans un texte présenté mardi 20 juin.

«Alors que plus de 750 manifestants ont été tués, et 30.000 arrêtés par le régime des Mollahs, la communauté internationale doit prendre sa part de responsabilité», appellent les signataires, contactés ces derniers mois par le Comité parlementaire

pour un Iran démocratique (CPID).

C'est la première fois que nous réunissons autant de signatures.

André Chassaigne, membre du Comité parlementaire

pour un Iran démocratique

Parmi eux notamment, les présidents de groupe à l'Assemblée André Chassaigne (PCF), Bertrand Pancher (Liot), Cyrielle Chatelain (écologiste) et Olivier Marleix (LR), les chefs de partis Éric Ciotti (LR), Oli-

vier Faure (PS), Fabien Roussel (PCF), et des cadres du parti présidentiel Renaissance. Côté Sénat, figurent les patrons du groupe écologiste Guillaume Gontard et des Indépendants Claude Malhuret, ainsi que la vice-présidente de l'institution Laurence Rossignol (PS).

«*C'est la première fois que nous réunissons autant de signatures*», s'est félicité devant la presse André Chassaigne, membre historique du CPID créé il y a quinze ans, et un des quatre vice-présidents du groupe piloté par Cécile Ril-

hac (apparentée Renaissance). «*Tout changement doit venir du peuple iranien et de sa propre résistance*», assurent les signataires, tout en appelant «*la communauté internationale*» à «*soutenir le peuple iranien dans sa quête de changement*», avec des «*mesures fortes et décisives contre le régime actuel*» de Téhéran.

Mort de Mahsa Amini

L'Iran est secoué par un mouvement de contestation depuis la mort le 16 septembre 2022 de [Mahsa Amini](#), trois jours

après son arrestation par la police des mœurs qui lui reprochait d'avoir enfreint le code vestimentaire strict imposant aux femmes notamment le port du voile. Les 293 députés (un signataire est anonyme) et 46 sénateurs disent partager «*les valeurs républicaines*» (liberté d'expression, séparation de la religion et de l'État, abolition de la peine de mort, égalité femmes-hommes, etc...), listées dans un plan par Maryam Rajavi, présidente du Conseil National de la Résistance Iranienne (CNRI).

Ce groupe d'opposition basé

en Albanie, vitrine politique de l'Organisation des moudjahidines du peuple d'Iran, est considéré par Téhéran comme «*terroriste*». Le député LR Philippe Gosselin, également vice-président du CPID, a appelé l'exécutif à ne pas céder «*aux pressions de l'Iran*» et à autoriser pour le 1er juillet une manifestation d'ampleur près des Invalides. La préfecture a justifié sa décision de ne pas autoriser cette manifestation en raison de possibles «*troubles à l'ordre public*», et du risque terroriste à ne pas «*négliger*».



WASHINGTON KURDISH INSTITUTE

Kurdistan's Weekly Brief June 20, 2023

Iran

U.S. Secretary of State [Tony Blinken](#) contradicted several Iranian officials' claims and denied the U.S. had reached any deal with Iran on its nuclear program. Meanwhile, Russia expressed its intent to finalize the establishment of a "free trade zone" with Iran and several other nations by the end of the year. It is worth noting that Russia and Iran have already reduced customs duties on hundreds of goods traded between each other. Iran has also supported Russia's war in Ukraine and helped it evade Western sanctions.

The Iranian regime sentenced two Kurdish imams, [Ibrahim Karimi](#) and [Loqman Amini](#), to prison on charges of "propaganda against the regime" for supporting anti-government protests in Senna last year. Karimi received a 12-year prison sentence, and Amini received a sentence of 11 years. The Hengaw Organization for Human Rights [claimed](#) the Iranian regime has dismissed 16 Kurdish imams since the pro-

tests began in September 2022. Twelve of the dismissed imams have received lengthy prison terms, and the other four are awaiting sentencing. Concurrently, Mehabad's Islamic Revolutionary Court sentenced four Kurdish protestors from [Piranshahr](#) to prison terms ranging from three to four years. Iranian authorities also arrested several Kurds in [Saqqez](#), [Mehabad](#), [Urmia](#), [Piranshahr](#), and [Shabad](#).

The Hengaw Organization for Human Rights [reported](#) that Iranian border guards injured several Kurdish border porters (kolbar) during an altercation. Simultaneously, armed clashes between the Kurdistan Free Life Party (PJAK) and the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) erupted near Marivan and Swalawa. The IRGC confirmed one of its members was killed during the fighting, but the PJAK has released no official statement regarding the incident.

Iraq

On June 12, Iraq's Council of

Representatives passed the nation's three-year budget bill, which includes a record \$153 billion budget for 2023. Iraqi President Abdul Latif Rashid is now expected to sign the bill into law within the next [5-10 days](#). In the event that the president does not sign the bill, it will be sent back to the parliament floor to undergo amendments and a voting process. Separately, President of Kurdistan Region Nechervan Barzani met with Iraq's Independent High Commission of Elections to [discuss](#) this year's upcoming Kurdistan Parliament elections. It has been speculated that the two sides discussed holding the elections sometime in November, but there is concern holding the Kurdistan Parliament elections in November could interfere with the provincial elections scheduled for December 18.

On June 19, Iraqi and Turkish delegations [discussed](#) resuming oil exports from Iraqi Kurdistan through Turkey's Ceyhan pipeline. Exports have been halted since Iraq successfully sued Turkey for im-

porting oil directly from Iraqi Kurdistan on March 25. Monday's talks did not end with an agreement between the two sides, and several outstanding political and technical issues [remain](#) unresolved, including the damages the March lawsuit ruled Turkey owes Iraq. The ongoing oil export freeze is costing Iraqi Kurdistan 80 percent of its revenue and threatens to create a major economic crisis in the region.

Syria

The Syrian Observatory for Human Rights [disclosed](#) that Turkish drones have killed 24 people and injured another 28 in Autonomous Administration of North and East Syria (AANES)-controlled territory since June 1. One of the strikes targeted the Tal Rifaat hospital on June 18 and put thousands of lives at risk by [halting](#) life-saving medical operations and other essential procedures. Turkey's recent escalation in northern Syria follows Turkish President Recep Tayyip Erdogan's May 28 ree-

lection and indicates his administration will prioritize operations targeting the AANES and the Syrian Democratic Forces (SDF) in the coming months.

On June 14, Turkey, Iran, Russia, and Syria [announced](#) their deputy foreign ministers plan to meet in Astana on June 21 and attempt to create a roadmap charting the future of Syrian and Turkish relations. Relations between the Assad regime and Turkey remain strained by various unresolved issues, including the future of occupied Afrin, cross-border aid, and Kurdish autonomy. That said, the U.S. and its European allies remain opposed to Middle Eastern governments' efforts to improve relations with Assad. High Representative of the European Union for Foreign Affairs

and Security Policy Josep Borrell postponed a meeting with the Arab League originally scheduled for June 19 and is pressuring its members not to reinstate the Assad regime.

On June 17th, the Syrian Observatory for Human Rights [reported](#) that 40 ISIS (Da'esh)-affiliated Iraqi families would be repatriated to Iraq from Turkish-occupied northern Syria. The families were previously settled in Turkish-occupied zones by Turkish authorities. Further, corrupt National Army officers helped 37 Da'esh prisoners [escape](#) from a prison in Turkish-controlled Ras al Ain. Nearly half of the escapees may have been Da'esh commanders, and several local sources asserted they were dispatched to SDF-controlled areas to organize attacks. Turkish forces allegedly

arrested five escapees and six prison guards following the escape, but several commentators cast doubt on the Turkish claims and accused Turkey of using the episode as a pretext for continuing its campaign of arbitrary arrests.

Turkey

In a recent crackdown targeting the Kurdish population, Turkish authorities have detained five members of the pro-Kurdish Green Left Party (YSP) in Tekirdağ on charges of "membership of a terrorist organization." Additionally, seven members of the Peoples' Democratic Party (HDP) in Sirnak and Dersim were arrested on similar allegations. These arrests are part of a larger pattern of removing elected Kurdish officials from power in the region, as demonstrated by the recent arrest of

the co-mayors of the Patnos district in Agri province. "The arrest of co-mayors of Patnos demonstrates that the government, which has totally disrespected and destroyed the democratic will of Kurdish people since 2016, will continue its sheer unlawfulness in the times ahead." [Read a statement](#) by the HDP's Foreign Affairs. In a separate development, the European Court of Human Rights (ECHR) has ruled in favor of Kurdish politician Osman Baydemir, who was exiled by [the Turkish government](#) after using the term "Kurdistan" on the parliamentary floor in 2017. The ECHR [has found](#) that Baydemir's rights were violated, and as a result, Turkey has been compelled to pay approximately 17,000 euros in compensation to the Kurdish politician.



June 21, 2023

German court hands woman nine years for enslaving Yazidi woman

ERBIL, Kurdistan Region - A German court has handed a woman holding German nationality 111 months behind bars for crimes against humanity during her time with the Islamic State (ISIS), including enslaving a Yazidi woman, state media reported.

Nadine K., 37, was sentenced to nine years and three months in prison by the Koblenz Higher Regional Court for "aiding and abetting war crimes and genocide." She stood trial after being 'accused of enslaving' a Yazidi woman during her time with the so-called Islamic State in Syria and Iraq," German state broadcaster Deutsche Welle (DW) said.

The accused is believed to have traveled to Syria in December 2014 from Germany alongside her husband to join ISIS, residing in ISIS-occupied territory for a year before moving to Mosul, Iraq when the terror group captured the city.

"In early 2016, the couple were accused of enslaving a 22-year-old woman from Iraq's Yazidi minority. The Yazidi woman was abducted by IS members in 2014, after the jihadi group attacked her home village in the Iraqi Sinjar region," DW said in January.

Prosecutors said that the couple kept the Yazidi woman

as a "household slave" and contributed to ISIS efforts "to wipe out the Yazidi faith."

She was arrested by authorities upon arrival at Germany's Frankfurt airport in March 2021.

Yazidi activist and Nobel Peace Prize laureate Nadia Murad hailed the sentencing later on Wednesday, saying that all abusers deserve accountability.

"I am heartened to see Nadine K held to account for the appalling part she played in the Yazidi genocide, and the enslavement and sexual abuse of a Yazidi woman," Murad

said in a press release.

Murad herself was held captive by ISIS and survived the terror group after escaping captivity.

"Germany is showing the world that ISIS can be prosecuted, and I urge other countries to follow its lead," she added.

ISIS swept through vast swathes of Iraq and Syria in 2014 and declared a so-called caliphate in a brazen offensive that saw the terror group take control of around a third of Syria's territory as well as several Iraqi cities, including the second largest northern city of Mosul. It was declared territorially defeated in 2017.

During its brutal reign, the group committed heinous atrocities, such as genocide, sexual slavery, and massacres, against non-Muslims, especially the Yazidi ethnoreligious group. Shiite Muslims were also a target of the jihadists' terror. The couple returned to Syria in 2016 and brought the Yazidi woman along, staying in the country until Kurdish-led forces dismantled ISIS' so-called caliphate in 2019 and arrested the couple, freeing the Yazidi woman in the process.

The Yazidi woman was present and testified at the trial, recognizing the accused.

More than 6,000 Yazidis were abducted when ISIS overran the community's heartland of Sinjar in 2014. Around 2,700 remain missing, with little done to bring solace to the rescued.

The Wednesday ruling marks the third time an ISIS member has been convicted for genocide against the Yazidi community in Iraq and Syria since 2014.

In January, the German parliament **recognized** the 2014 crimes against the Yazidi community by ISIS as "genocide." Berlin has been an essential member of the US-led global coalition against ISIS.

In September, a German public prosecutor **pressed** war crimes charges against a German national who married several ISIS members, including one that had allegedly kept a Yazidi woman as a slave.

In 2021, a Bavarian court **han-**

ded a 10-year prison sentence to a German convert to Islam for leaving a five-year-old Yazidi girl who she and her husband kept as a slave to die of thirst in the sun.

Germany frequently prosecutes those who committed serious crimes abroad, such as crimes against humanity, on the legal principle of "universal jurisdiction," giving Berlin the green light to prosecute international crimes regardless of where they were committed.



June 21, 2023

Iran executes Kurdish prisoner accused of killing IRGC member

ERBIL, Kurdistan Region - Iran on Wednesday morning carried out the death sentence against a Kurdish prisoner who had spent the past ten years of his life behind bars after being accused of killing a member of the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC).

Hemin Mostafaei from the Kurdish city of Marivan in Iran's western region (Rojhelat) was arrested in March 2013 for the alleged murder of an IRGC member. He was sentenced to death for "premeditated murder" after his confession was broadcasted on Iran's state-owned Press TV.

Sources close to Mostafaei's family claim that the inmate had buckled under the intense physical and psychological torture he was being subjected to and was left with no choice but to take responsibility for the murder, according to human rights monitors in Rojhelat.

The death row inmate was transferred to solitary confinement at the Sanandaj central

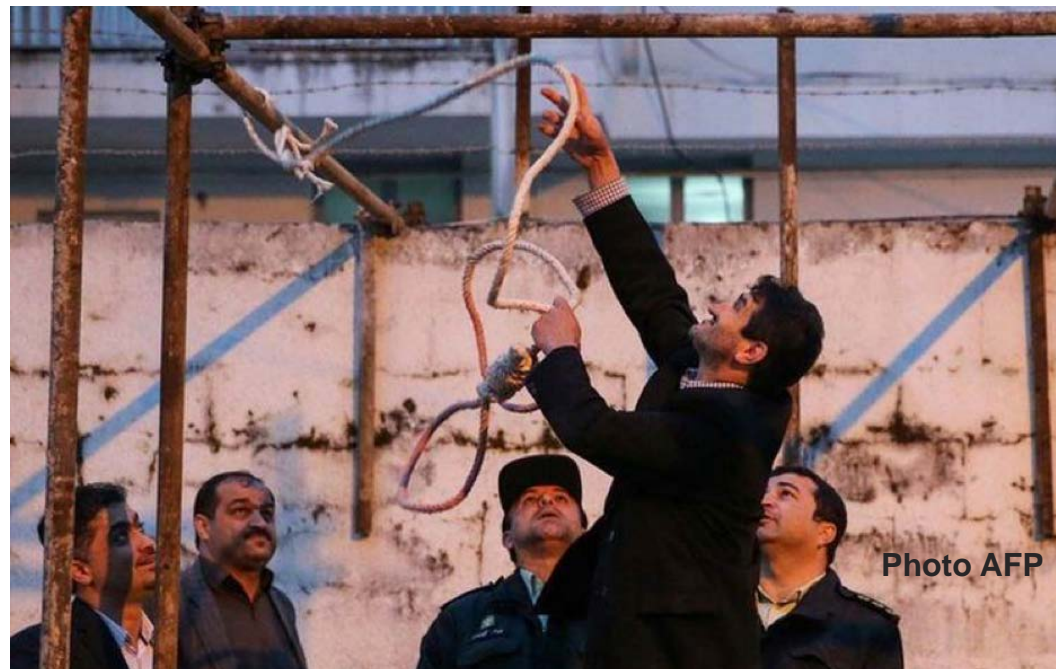


Photo AFP

prison on Monday in preparation for his execution. His family members and rights activists gathered in front of the prison to try to cancel the execution but to no avail.

Iran executed at least 576 people last year, a significant increase from 314 in 2021, making it the country with the

second highest rate of known executions during 2022, according to the annual report from Amnesty International.

This year, after last fall's widespread demonstrations and a crackdown on the drug trade, Iran has carried out an alarming number of executions. Amnesty estimated at least

282 people were executed during the first five months of 2023.

Most of those who are executed in Iran are convicted based on confessions that are condemned by rights groups who say they are often obtained under duress.

Challenge

ARTICLES EN TEMPS RÉEL

avec AFP
22 Juin 2023

La Turquie s'apprête à relever ses taux pour la première fois depuis deux ans

La Turquie s'apprête à abandonner jeudi des années de politiques économiques non conventionnelles, promues par le président turc Recep Tayyip Erdogan, en augmentant les taux d'intérêt pour endiguer l'inflation et stabiliser la livre turque.

Le chef de l'Etat turc a affirmé la semaine dernière que sa conviction sur la nécessité de baisser les taux restait "inchangée". Il a néanmoins laissé entendre qu'il avait donné son accord pour une hausse des taux.

Les analystes estiment qu'une forte hausse du taux directeur, actuellement stable à 8,5% depuis fin février, pourrait aider à redresser l'économie turque.

A rebours des théories économiques classiques, M. Erdogan, réélu fin mai pour un troisième mandat, estime que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation.

Lors de deux dernières années, il a contraint la banque centrale turque à baisser les taux dans le cadre d'un "nouveau modèle économique" privilégiant la croissance et la création d'emplois.

Mais ce choix a contribué à la flambée de l'inflation - repassée en mai sous la barre des 40% pour la pre-

mière fois en seize mois, selon les chiffres officiels - ainsi qu'à la chute de la livre turque qui a perdu plus de 80% de sa valeur par rapport au dollar en cinq ans.

Les économistes indépendants contestent le taux officiel de l'inflation et l'estiment à plus de 100%.

Ils critiquent aussi la banque centrale turque pour avoir dépensé près de 30 milliards de dollars pour soutenir la monnaie nationale entre le 1er janvier et le scrutin présidentiel, envoyant ses réserves de change en terrain négatif pour la première fois depuis 2002.

Début juin, la livre turque a chuté de plus de 7% et atteint de nouveaux records à la baisse par rapport au dollar et à l'euro. La monnaie turque s'échangeait mercredi autour d'un dollar pour 23,6 livres.

- "Mesures rationnelles" -

Le chef de l'Etat a donné des signes d'un possible retour à des politiques plus conventionnelles depuis sa réélection, en nommant notamment un ancien économiste de la banque américaine Merrill Lynch, Mehmet Simsek, au ministère de l'Économie, et une ancienne cadre de Wall

Street, Hafize Gaye Erkan, à la tête de la banque centrale.

Lors de sa prise de fonctions, M. Simsek, déjà ministre de l'Économie (2009-2015) puis vice-Premier ministre chargé de l'Économie (jusqu'en 2018), a prévenu qu'il faudrait revenir à des "mesures rationnelles" pour redresser l'économie turque.

M. Erdogan a plusieurs fois invoqué dans le passé les préceptes de l'islam, qui interdit l'usure, et affirme que les taux d'intérêt élevés sont promus par un "lobby" étranger. Il a cependant affirmé mercredi dernier avoir "accepté" que sa nouvelle équipe puisse prendre des mesures qui contredisent ses convictions.

Les analystes sont divisés sur la forme que la hausse des taux pourrait prendre.

Selon l'économiste Clemens Grafe de Goldman Sachs, "un responsable conventionnel hausserait les taux à 40%, le niveau des taux réels en vigueur".

JPMorgan et Bank of America prévoient de leur côté une hausse à 25%.

La nouvelle équipe en charge de l'économie donne des signes d'une approche plus lente, estime

cependant Capital Economics. "La chute de la livre turque semble déjà être arrêtée", indique le cabinet basé à Londres.

M. Simsek et le nouveau vice-président Cevdet Yilmaz se sont envolés jeudi vers Abou Dhabi pour mobiliser de nouveaux investissements et prêts. La nomination de M. Simsek et de Mme Erkan avait été applaudie par les marchés.

Mais des observateurs craignent que le champ d'action de la nouvelle équipe soit à court terme restreint par le président turc qui a déjà fait valser plusieurs ministres et gouverneurs de la banque centrale lorsque ceux-ci contredisaient ses décisions.

L'un des programmes les plus coûteux en Turquie implique un système de protection des dépôts bancaires que M. Erdogan a déployé fin 2021. Il engage le gouvernement à couvrir toute perte subie par les dépôts en livres turques du fait de la dépréciation de la monnaie.

Cela signifie qu'un retour rapide à un taux de change flottant pourrait peser encore plus lourdement sur le budget tendu. Beaucoup s'attendent à ce que M. Simsek supprime progressivement le programme.

The New York Times

Vivian Yee and Leily Nikounazar
June 21, 2023

In Iran, Some Are Chasing the Last Drops of Water

Lawmakers are warning that one province will run out within three months, and the shortage is inflaming tensions with the country's neighbors.

Summer has come to Sistan and Baluchistan province, an impoverished fragment of chapped earth and shimmering heat in Iran's southeast corner, and all people there can talk about is how to get water.

For weeks now, taps in cities like Zahedan have yielded nothing but a salty, weakening trickle. In the villages that water pipes have never reached, the few residents who remain say people can barely find enough water to do the laundry or bathe themselves, let alone fish, farm or sustain livestock.

"Sometimes, just to wash the dishes, we have to wait for so long," said Setareh, 27, a university student in Zahedan, the provincial capital. "Everything from cooking to other chores is an ordeal for us."

Drought has stalked Iran for centuries, but the [threat intensified](#) in recent years as political priorities trumped sound water management, experts say. Climate change has only made things worse in an area that typically gets no rainfall for seven months out of the year, and where temperatures can soar to 124 degrees in July.

Sistan and Baluchistan, where Iranian lawmakers warn the water will run out altogether within three months, might sound like an extreme case. But other regions are not far behind. Drought is forcing water cuts in the capital, Tehran, shrinking Lake Urmia, the largest saltwater lake in the Middle East, and the livelihoods that came with it, and



The dried-out Zayanderud riverbed in Isfahan, Iran. The country "is in a water bankruptcy trap and it cannot get out," one expert said. The New York Times

stoking mass migration from Iran's countryside to its cities.

Now, the hazards have spread to Iran's borders, where water disputes are inflaming tensions with neighboring countries like Turkey and Afghanistan. A long-running disagreement between Iran and Afghanistan over rights to the Helmand River, which supplies Sistan and Baluchistan but has provided less water over time, peaked in late May when two Iranian border guards and an Afghan soldier were [killed in clashes](#) along the border near the river's mouth.

Iranian groundwater and wetlands are irreversibly depleted, water experts say. Because of climate change, Iran can expect hotter temperatures and longer dry spells, as well as a greater risk of destructive floods.

Yet the country continues to spend precious water on agriculture, which does little to ex-

pand the economy but keeps people working in rural Iran, where many government supporters live. It is also developing already-thirsty areas that will only demand more water.

"Iran is in a water bankruptcy trap and it [cannot get out](#). Unless you cut off consumption, the situation is not going to get better," said Kaveh Madani, a water expert at the United Nations and the City University of New York who was once a deputy vice president of Iran. "Neighboring countries are suffering from the same issue. Water is becoming more scarce in the region, and competition over water will increase."

Mismanagement of Iran's water goes back at least to Shah Mohammed Reza Pahlavi, who ruled Iran before being deposed in its 1979 Islamic Revolution. He dedicated scarce water to building up agriculture, helping to desiccate the ancient Persian system of

underground aqueduct-like canals known as [qanats](#).

Si-o-Se Pol was built in the early 17th century to serve as both a bridge and a dam. The New York Times

After the revolution thrust Iran into global isolation, its authoritarian clerical leadership doubled down on agriculture, aiming to produce all the food the country needed at home instead of having to import it. Subsidies for agriculture kept farmers in rural areas employed, satisfying a key political constituency of the government, experts say.

But this emptied aquifers faster than they could be replenished and encouraged farmers to drill illegal wells when they ran out, which only worsened the problem.

So many illegal wells were drilled to irrigate rice and wheat crops around the UNESCO world heritage site of Persepolis, in south-central Iran, that the ground is sinking, threatening the ancient ruin, local media [reported](#) last year.

The focus on agriculture also diverted water from industrial uses, which could have strengthened Iran's economy as it contended with Western [sanctions](#) designed to force it to limit its nuclear activities, Mr. Madani said.

Sistan and Baluchistan province depends on the Helmand River, which runs from the Hindu Kush mountains in Afghanistan to the Hamoun wetlands in southeastern Iran,

providing critical water for drinking, fishing and farming to people in both countries. But as the river's flow has shrunk, the wetlands have gone dry.

Experts said it was not clear what was causing the water shortage, but they predicted the situation would worsen as agriculture and other development increased along Afghanistan's share of the river.

Members of Iran's parliament said in an [open letter](#) last week that Sistan and Baluchistan's water reserves would be exhausted by mid-September, leaving the provincial population of about two million with little choice but to leave.

"We will see a humanitarian disaster," warned the letter, signed by 200 lawmakers.

Visitors at the Si-o-Se Pol bridge in Isfahan. Unrest over water rights has gripped even some prosperous areas of Iran. *The New York Times*

Like other Iranian officials, they accused Afghanistan's Taliban administration of restricting the river's flow in violation of a 1973 treaty that divided the rights to its waters, and they demanded that the Taliban reopen the spigot. Afghanistan, however, says there is simply less water to send.

For the moment, at least, tensions appear to have eased.

Iran's ambassador to Kabul [announced](#) on Saturday that the Taliban had agreed to allow Iranian hydrologists to inspect the level of water behind an Afghan dam.

That will not bring any immediate relief to the residents of



Visitors at the Si-o-Se Pol bridge in Isfahan. The government's diversion of the Zayanderud River led tens of thousands to protest on its dry, cracked bed in 2021. *The New York Times*

Sistan and Baluchistan. They said that before, people were concerned mostly about the rising prices of water and the anemic flow. But now, they are worried the water will be totally cut off.

Long neglected by the government, the inhabitants of Sistan and Baluchistan were quick to join the antigovernment [protests](#) that erupted across Iran last September after the death in police custody of a young woman. Though demonstrations in the province were [violently suppressed](#), they outlasted protests in other regions.

At the Si-o-Se Pol bridge. Experts warn that Isfahan's development is likely to bring the city under water stress again soon. *The New York Times*

The protests in the province were about grievances far broader than water scarcity, reflecting what residents say is longstanding discrimination against Baluchs, an ethnic minority in Iran.

Unrest over water rights has gripped far more prosperous and influential areas of Iran, including the central city of Isfahan, where the government's diversion of the Zayanderud River led [to protests on its dry, cracked bed in 2021](#).

Under the Islamic Republic, dams were built to divert water to politically powerful areas, drying up lakes, experts say. Now, faced with declining water levels, Iran has turned to new technical solutions, like transferring water from one area to another and desalinating seawater, an [energy-intensive](#) and polluting practice.

The government is constructing a 620-mile pipeline to bring desalinated water from the Sea of Oman to Sistan and Baluchistan province and other parts of Iran. But even with such measures, it will be a struggle to reverse Iran's rapid descent into water bankruptcy, experts said.

To address the root of the problem, the government should

"quickly create job opportunities other than agriculture in the region, so that farmers' lives don't have to be tied to water-based jobs," said Mohsen Moosavi, a hydraulic structures specialist in the Iranian capital, Tehran.

Socializing at the Khaju bridge in Isfahan. Faced with declining water levels, Iran has turned to new technical solutions like desalinating seawater, an energy-intensive and polluting practice. *The New York Times*

But for many in Sistan and Baluchistan, it is too late.

Seven years ago, Mohammad Ehsani, a filmmaker, interviewed farmers, herders and others who lived around the once-fertile Hamoun wetlands for a documentary, "[Once Hamoun](#)." It shows a landscape full of ancient history and modern decay: hut-like homes sitting in the dust where a lake used to be; camels and sheep drinking from dribbles of rainwater, all the moisture their owners could find; men marooned at home for lack of fish or other employment.

When Mr. Ehsani returned for a visit four months ago, it was much worse, he said. In 2016, residents wanted to stay on their land despite the challenges. Now "you look at their eyes and you see agony," he said. "Villages are emptying out, one after the other."

"The region," he added, "is destroyed."

At the Khaju bridge in Isfahan. *The New York Times*



Wladimir van Wilgenburg
June 22, 2023

EU committed to support the Kurdistan Region: EU spokesperson

"The EU is willing to share our experience and know-how on areas of mutual interests including the environmental protection, climate change, and diversification of energy resource."

ERBIL (Kurdistan 24) – Nabila Massrali, EU spokesperson for Foreign Affairs and Security Policy, told Kurdistan 24's Barzan Hassan that the EU is committed to the Kurdistan Region.

"We appreciate, of course, the good cooperation with the Kurdish Regional Government. Our reinforced presence in Erbil with the liaison office and our CSDP (Common Security and Defence Policy) advisory mission and our humanitarian colleagues ECHO confirms our long term commitment to support the region," she said.

Moreover, she said the EU is

"willing to share our experience and know-how on areas of mutual interests including the environmental protection, climate change, and diversification of energy resources, and of course, we welcome and support Kurdish Regional Government (KRG) efforts to boost local economy."

She said the EU is especially supportive of improving agriculture and tourism. "This is an important step for the people in the region and especially the youth."

The primary focus of the ninth cabinet of the Kurdistan Re-

gional Government (KRG) is to promote economic diversification by shifting away from dependence on oil and towards bolstering local industries, encouraging private sector growth, promoting tourism, and developing the agricultural sector.

Moreover, she said the EU "is in favor that relevant authorities and political parties take all the necessary steps to ensure that elections take place without further postponement."

In 2022, due to the inability of political parties to agree on amending the election law, the Kurdistan Parliament decided

to prolong its legislative term by an additional year.

Subsequently, the timing and process for conducting parliamentary elections have become uncertain following a ruling from the Iraqi Federal Supreme Court, ruling the parliament extensions unconstitutional

Safeen Dizayee, Head of the Kurdistan Regional Government's (KRG) Department of Foreign Relations, is currently visiting the Benelux (the Netherlands, Belgium, and Luxembourg) and met with senior officials so far in Luxembourg, and Belgium.

Le Monde

Madjid Zerrouky
22 Juin 2023

Les Moudjahidin du peuple iranien, interdits de manifester à Paris et assaillis par la police en Albanie

La marche du groupe d'opposition au régime de Téhéran, prévue le 1er juillet, pourrait causer des troubles à l'ordre public, selon les autorités françaises. Mardi 20 juin, La principale base des Moudjahidin en Europe a été investie les forces de l'ordre albanaises sur l'ordre de justice.

L'Organisation des moudjahidin du peuple iranien (OMPI) est mise sous pression en Europe. Le groupe d'opposition, dont la direction et de nombreux cadres sont établis en France et en Albanie, s'est vu notifier une interdiction de manifester à Paris et il a subi, mardi 20 juin,

un assaut de la police albanaise contre sa principale base sur le continent, le camp Ashraf-3 (situé dans le nord-ouest du pays).

Ces deux événements interviennent alors que les capitales européennes et Washington cherchent à désamorcer les tensions avec Téhéran, qui se sont un peu relâchées depuis la [libération de six prisonniers européens en mai et en juin](#). Les Etats-Unis ont de leur côté engagé des pourparlers afin de libérer des citoyens américains détenus en Iran et de relancer les discussions sur la question nucléaire.

A Paris, l'Organisation des moudjahidin du peuple, par leur bras politique, le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI), espérait mobiliser des dizaines de milliers de personnes pour marcher, le 1er juillet, contre la répression en Iran. Ce défilé a été interdit par les autorités françaises, qui invoquent des risques de troubles à l'ordre public. Dans une lettre que l'agence Reuters et *Le Monde* ont pu consulter, le préfet de police, Laurent Nuñez, justifie cette interdiction par le « **contexte tendu résultant du mouvement de contestation et de révolte qui s'est développé en Iran depuis la**

mort [en détention] de Mahsa Amini en septembre 2022, et des risques sécuritaires très significatifs auxquels [le rassemblement] est exposé ».

Projet d'attentat en 2018

M. Nuñez replace aussi cette manifestation dans le contexte d'un attentat déjoué en 2018 contre un rassemblement des Moudjahidin du peuple à Villepinte. Assadollah Assadi, troisième conseiller à l'ambassade iranienne de Vienne et coordinateur présumé de l'attaque, avait été condamné à vingt ans de prison en 2021 par la justice belge. Il

a été échangé en mai contre quatre Européens détenus en Iran.

« Cette tentative d'attentat, qui souligne l'existence de capacités opérationnelles capables de frapper l'OMPI, s'inscrit dans une série d'opérations violentes ou létales conduites en France et en Europe, sous la forme d'assassinats et de kidnapping d'opposants iraniens. Des pays européens ont, à cet égard, récemment évoqué les nombreux projets violents susceptibles de viser les oppositions iraniennes », ajoute la lettre du préfet Nuñez, sans fournir plus de détails. Les Moudjahidin du peuple jugent ces arguments spécieux et accusent Paris de céder à la pression de Téhéran : « Interdire la manifestation est un marchandage honteux contre la démocratie, la liberté d'expression et la liberté de réunion, et revient à céder au chantage et à la prise d'otages », dénonce le CNRI.

Depuis 2008, le mouvement organise chaque année des rassemblements en France, laquelle se voit régulièrement accusée par Téhéran de soutenir les activités d'une « organisation terroriste ». L'Union eu-

ropéenne l'avait inscrite sur sa liste des organisations terroristes jusqu'en janvier 2009. [Washington avait fait de même de 1997 à 2012](#). Depuis, Paris estime que l'OMPI peut mener des activités sur son sol, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à l'ordre public.

Solide réseau auprès de parlementaires

En France, au fil des ans, l'organisation a construit un solide réseau auprès de parlementaires de tous bords. Mardi, plus de 290 députés et 76 sénateurs ont publié un texte de soutien au peuple iranien et au CNRI. Parmi ses promoteurs, certains ne sont pas loin de dénoncer un double jeu français. « Nous ne voulons pas que le gouvernement interdise ce rassemblement. Ce serait la démonstration qu'il cède aux pressions de l'Iran et des mollahs », estime Philippe Gosselin, député (LR) de la Manche, qui y voit « quelques téléguidages des autorités iraniennes ».

Quelques heures plus tôt, en Albanie, près d'un millier de policiers investissaient le camp Ashraf-3 au petit matin du 20 juin, sur décision de justice. Quinze membres des forces

de l'ordre et vingt et un résidents auraient été blessés lors d'affrontements, selon un porte-parole de la police. L'OMPI annonce un mort et une centaine de blessés.

Abritant près de 3 000 membres de l'OMPI, cette base est un reliquat de l'histoire tortueuse du groupe. En 2013, à la demande de Washington et de l'ONU, l'Albanie avait accepté d'accueillir les Moudjahidin du peuple sur son sol, après l'attaque de leur camp en Irak par le nouveau pouvoir de Bagdad. Ils s'étaient établis, sous la protection de Saddam Hussein, après l'avènement de la république islamique dans leur pays, en 1979.

Accusations de cyberattaques

« La décision de [justice] est une conséquence d'actions qui contredisent clairement l'accord et les engagements pris par le groupe depuis 2014, lorsqu'ils se sont installés en Albanie, uniquement à des fins humanitaires », s'est justifié le ministère de l'intérieur de ce pays. [Tirana a rompu ses relations diplomatiques avec l'Iran en 2022](#), accusant la République islamique d'avoir mené des attaques in-

formatiques massives contre l'« infrastructure numérique du gouvernement ». Le pouvoir albanais accuse aujourd'hui à mots couverts les Moudjahidin du peuple d'utiliser son sol pour mener des cyberattaques contre le régime iranien.

Cette opération a été saluée à Téhéran. Sur Twitter, le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Nasser Kanani, a dit espérer que « le gouvernement albanais rattrapera l'erreur qu'il a commise en accueillant cette secte terroriste ». Le gouvernement américain a pris ses distances avec l'organisation d'opposition iranienne, soutenue par des personnalités issues des administrations précédentes, parmi lesquelles l'ancien vice-président Mike Pence. « Les Etats-Unis ne considèrent pas l'OMPI comme un mouvement d'opposition démocratique durable représentant le peuple iranien », ils ont « de sérieuses inquiétudes [la] concernant en tant qu'organisation » et se disent préoccupés notamment « par les allégations d'abus contre ses membres », a déclaré un porte-parole du département d'Etat.



June 22 2023

Germany's Scholz urges Erdogan to approve Sweden NATO membership 'now'

ERBIL, Kurdistan Region - German Chancellor Olaf Scholz on Thursday urged Turkish President Recep Tayyip Erdogan to give the green light to Sweden's accession to NATO as Stockholm continues to push for membership.

Sweden and Finland last year reversed their decades-long tradition of military non-alignment and applied to join NATO following Russia's invasion of Ukraine. Unanimous approval is required by alliance members and Turkey has used this as leverage to pressure the Nordic

countries to counter Kurdish groups it considers "terrorists" in exchange for Ankara's yes on the accession.

While Finland's NATO bid was ratified in April, Ankara continues to block Stockholm from joining.

Speaking to the German parliament in Berlin, Scholz said that Sweden should "sit at the summit table" as a new member of NATO.

"I call on the re-elected Turkish President Erdogan to now clear the path for this, as we all de-

cided together last year in Madrid," the German chancellor added.

Turkey, Sweden, and Finland signed a trilateral memorandum in Madrid in June, under which the Nordic countries would "address" Turkey's extradition requests and establish a legal framework for facilitating the process once Turkey has pro-

vided evidence of their "terror" background.

On Wednesday, US Secretary of State Antony Blinken met with Turkish Foreign Minister Hakan Fidan, urging for "the importance of NATO unity in such a critical time and encouraged Türkiye's support for Sweden to join the NATO Alliance now," State Department

spokesperson Matthew Miller said.

Erdogan, who was recently elected for five more years, has accused Sweden of harboring and supporting groups including the Kurdistan Workers' Party (PKK), considered terrorists by Ankara.

The PKK is a Kurdish group fighting for the increased rights

of Kurds in Turkey and has waged an armed insurgency against Ankara for decades. The Turkey-PKK conflict has killed tens of thousands and spans across the Kurdistan Region and Syria as well. As part of its demands, Turkey is seeking the extradition of PKK members in Sweden, with Erdogan saying that there were as many as 130 there.

Le Monde

Nicolas Bourcier (Istanbul, correspondant)
23 Juin 2023

Hafize Gaye Erkan, une banquière orthodoxe à Ankara

La nouvelle patronne de la banque centrale turque, qui a fait toute sa carrière aux Etats-Unis, a décidé, jeudi 22 juin, un relèvement des taux d'intérêt. Une décision qui accrédite l'idée d'un tournant dans la politique monétaire du pays.

Rien à faire : même lorsque la journaliste nord-américaine de la chaîne économique Bloomberg Television lui pose des questions ardues sur ses choix professionnels, elle garde un sourire implacable, nanti d'une faconde d'apparence illimitée. L'aisance aussi d'un parcours dans le milieu des affaires qui parle pour lui-même.

Hafize Gaye Erkan a occupé des postes de direction pendant plusieurs années chez Goldman Sachs. Elle a gravi très haut les échelons au sein de la First Republic Bank avant de démissionner, un an avant sa faillite et sa reprise en catastrophe par le géant J.P. Morgan, le 1^{er} mai.

Et voilà que le 9 juin, elle est devenue, à 44 ans, la première femme à diriger la banque centrale de Turquie. Une nomination saluée comme il se doit par ses pairs. La reconnaissance et les ors de la République. Hafize Gaye Erkan aura toutefois besoin de tout son entourage et de son savoir-faire pour imposer ses vues et redonner du lustre à une institution dont l'indépendance a été en-

tièrement sapée ces dernières années par les immiscions et les oukases de l'omniprésident Recep Tayyip Erdogan. La jeune dirigeante américano-turque est la cinquième gouverneure à occuper le poste depuis le début de la crise économique, en 2018.

« Dure, intelligente et efficace »

Née à Istanbul d'une mère ingénieure et d'un père professeur de physique et de mathématiques, Hafize Gaye Erkan est diplômée de la prestigieuse université du Bosphore, majeure de sa promotion. Diplômée aussi du programme de gestion avancée à la Harvard Business School. Et titulaire d'un doctorat en ingénierie financière et recherche opérationnelle à l'université de Princeton.

Experte en gestion des risques, elle rejoint la banque new-yorkaise Goldman Sachs en 2005. Six ans plus tard, elle est nommée directrice générale. Deux ans et elle signe pour la First Republic Bank, cette institution californienne spécialisée dans la gestion de fortune. Elle en

devient la directrice des dépôts. Son nom circule, la publication spécialisée *American Banker* l'intègre dans sa liste des « **femmes les plus puissantes à surveiller** » du secteur. Une proche, citée par Reuters, et qui siège avec elle au conseil d'administration d'une organisation à but non lucratif à New York, dira d'elle qu'elle est « **dure, intelligente et efficace** ».

En juin 2021, la voilà nommée au poste de co-PDG de la First Republic. Pour un temps, on parle même d'elle pour remplacer le président fondateur Jim Herbert. Cela ne durera pas. A la surprise des investisseurs, Hafize Gaye Erkan démissionne sept mois plus tard. Le communiqué ne précise pas les raisons de cette soudaine rupture. D'après le *Financial Times*, la jeune responsable aurait été impliquée dans une série d'interactions, avec d'autres cadres supérieurs, décrites comme « **toxiques** ». Ce départ lui permet en tout cas d'éviter d'être entraînée dans la crise bancaire américaine survenue en mars 2022.

Un président intrusif

Hafize Gaye Erkan recevra une indemnité de 10 millions de dollars (environ 9,1 millions d'euros). Après la faillite et le rachat de la banque, son nom sera cité dans une procédure en action collective (class action). Elle dira simplement aux journalistes que « **le moment de partir après huit ans à la tête de l'entreprise était venu, le temps pour le changement** ». Avant de céder aux sirènes d'Ankara, elle effectuera encore un bref passage en tant que co-cheffe de la société immobilière de New York Greystone jusqu'en décembre 2022.

Respectée par les marchés financiers, la désormais ex-banquière de Wall Street a passé toute sa vie professionnelle en dehors de la Turquie. Elle n'a, par ailleurs, aucune expérience formelle de banque centrale ni de gestion de politique monétaire. Difficile dans ces circonstances d'entrevoir ainsi ses orientations et stratégies sur le long terme pour le pays. Ainsi que ses capacités de résistance réelles face à un président intrusif, partisan d'une forte crois-

sance alimentée par des crédits bon marché.

Proche du **nouveau ministre du trésor et des finances, Mehmet Simsek**, lui aussi ancien de Wall Street et extrêmement apprécié par les investisseurs étrangers, elle devrait promouvoir une politique monétaire plus orthodoxe. L'annonce de l'augmentation du taux directeur de 8,5 % à 15 %, jeudi 22 juin, est une première étape, importante certes, mais jugée encore bien insuffisante par les marchés.

Il en faudra beaucoup d'autres pour remettre l'économie turque sur les rails. Et Hafize Gaye Erkan le sait. N'a-t-elle pas dit un jour : « **Les données sont incontestables, n'importe quelle décision ou orientation peut être soutenue et renfor-**



Hafize Gaye Erkan, nouvelle gouverneure de la banque centrale de Turquie, à Ankara, le 9 juin 2023. HANDOUT / AFP

cée par le pouvoir des chiffres. » Une phrase reprise dans sa biographie publiée par First Republic. C'était avant qu'elle ne quitte l'institution. La banque centrale turque relève ses taux

L'annonce était attendue. Elle a, en revanche, déçu par son manque d'ampleur. La banque centrale turque a relevé, jeudi 22 juin, son taux directeur, de 8,5 % à 15 %, abandonnant pour la première fois depuis

deux ans les mesures économiques non conventionnelles promues par le président Recep Tayyip Erdogan. « **Le resserrement monétaire sera renforcé autant que nécessaire, de manière opportune et progressive, jusqu'à ce qu'une amélioration significative des perspectives d'inflation soit obtenue** », a précisé la banque centrale dans un communiqué, laissant entendre que la hausse des taux pourrait continuer. Avant la décision, Fitch Ratings et de nombreux experts avaient annoncé prévoir une hausse des taux jusqu'à 25 % d'ici à la fin de l'année. Dès l'annonce connue, la livre turque a continué sa chute et perdu 2,5 % par rapport au dollar dans l'après-midi. Après avoir tutoyé les 100 % en 2022, l'inflation s'est stabilisée à 40 % ces derniers mois.

Le Monde

Nicolas Bourcier, Hélène Sallon,
Laure Stephan, Madjid Zerrouky
23 juin 2023

Au Proche-Orient, les réfugiés syriens, « invités » hier, sont aujourd'hui indésirables

Enquête Des millions de Syriens victimes de la guerre civile ont trouvé refuge dans les pays voisins depuis 2011. Alors que les conditions de leur retour sont loin d'être réunies, Turquie, Liban et Jordanie les poussent au départ.

La scène se déroule quatre jours avant le second tour de l'élection turque, remportée par le président sortant, Recep Tayyip Erdogan. En ce 24 mai, l'encore ministre de l'intérieur, Süleyman Soyly, est venu poser la première pierre d'un vaste complexe d'habitations dans la localité syrienne de Ghandoura. Située à moins de 10 kilomètres de la Turquie, entre Djarabulus et Azaz, elle appartient à cette longue bande frontalière au nord

d'Alep que contrôle Ankara. En zone « **occupée** », selon Damas.

Autour du ministre, les militaires et les blindés turcs sont bien visibles. Sur une pancarte promettant un « **projet de retour volontaire, sûr et digne** » figurent l'emblème de l'agence gouvernementale turque de gestion des catastrophes et des situations d'urgence (AFAD) – celle-là même qui fut vivement critiquée après le séisme du 6 février –, ainsi que le logo du Fonds souverain du Qatar pour le développement.

Ankara, annonce M. Soyly, va « **construire 240 000 logements dans la région** », dans un délai de trois ans. Para-

phasant le panneau, il assure encore : « **Les réfugiés syriens en Turquie vont s'installer dans ces maisons, dans le cadre d'un retour digne, volontaire et sûr.** » Entre les deux tours de cette présidentielle cruciale, la formule a un air évident de promesse électorale. Les réfugiés syriens – près de 3,6 millions, selon les chiffres officiels, plus du double selon les courants nationalistes – ont été propulsés au cœur de la campagne après que le candidat de l'opposition, Kemal Kılıçdaroglu, a exigé leur départ d'ici à deux ans.

La Turquie n'est pas le seul pays de la région que le sort de ces étrangers agite. Le Liban et la Jordanie s'inquiètent, eux

aussi, des conséquences de la présence massive, sur leurs territoires, de ces réfugiés dont ils n'avaient pas anticipé qu'elle puisse durer aussi longtemps. La reconfiguration à l'œuvre au Proche-Orient depuis la réintégration du président syrien, Bachar Al-Assad – formalisée lors du sommet de la Ligue arabe, le 19 mai, à Djeddah, en Arabie saoudite –, leur laisse aujourd'hui entrevoir l'ouverture de négociations sur un retour des réfugiés syriens, perçu comme une nécessité dans un contexte de forte dégradation économique.

Boucs émissaires utiles des populations ou des politiciens qui les rendent responsables de tous les maux, les réfugiés syriens sont l'objet d'une pres-

sion sans précédent pour boucler leurs valises. Rien n'indique cependant que le maître de Damas ait inscrit ce dossier à l'ordre de ses priorités. Obnubilé par la normalisation de son régime, par la levée des sanctions occidentales et par la manne financière que pourrait représenter l'afflux de capitaux arabes pour la reconstruction de son pays, il compte utiliser la question des réfugiés dans le cadre d'un accord global. Et si possible avec l'Union européenne (UE), susceptible de détourner le regard pour éviter que se reproduise la crise migratoire de 2015.

« Un danger pour le régime »

« **Bachar Al-Assad ne fera que des gestes symboliques**, estime un diplomate français. **Ce ne sont pas des millions de réfugiés qui rentreront chez eux. Il considère nombre d'entre eux comme un danger pour son régime.** » Malgré des déclarations selon lesquelles ils seraient les « **bienvenus** », Damas n'a rien entrepris pour organiser la réintégration des Syriens qui ont fui leur pays. Une loi sur la propriété, promulguée en 2018, lui permet d'ores et déjà d'exproprier les habitants des zones rebelles. L'année précédente, alors qu'il n'avait pas encore repris le contrôle de la Ghouta, en banlieue de Damas, M. Assad avait lancé, non sans cynisme, que s'il « **est vrai que la Syrie a perdu sa jeunesse et son infrastructure, elle a en revanche gagné une société plus saine et plus homogène** ».

Les Etats voisins parient aujourd'hui sur sa longévité au pouvoir, tout comme la Turquie, la Jordanie et une partie de la classe politique libanaise avaient parié sur sa chute en 2011. Cette année-là, face à la répression impitoyable des manifestations syriennes, le roi Abdallah II de Jordanie était le premier chef d'Etat arabe à appeler M. Assad à la démission. Sous perfusion économique des Etats-Unis, le royaume ha-

chémite n'a, de toute façon, pas d'autre choix que de suivre la politique américaine. Il accepta aussi d'héberger le Military Operations Center (MOC), la cellule de soutien arabo-occidentale aux factions rebelles syriennes.

En Turquie, le Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan, qui avait observé avec bienveillance l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans en Tunisie et en Egypte, imaginait un scénario identique en Syrie. Au Liban, les partisans d'une ligne anti-syrienne – à l'instar de l'ex-premier ministre Saad Hariri ou du leader druze Walid Joumblatt – pronostiquaient la chute du dictateur, espérant dans la foulée un affaiblissement du parti chiite Hezbollah.

Cette analyse erronée est à l'origine de l'ouverture des frontières de ces pays aux millions de Syriens fuyant les atrocités de la guerre civile. Le président turc, endossant les habits de protecteur et de soutien principal de l'opposition syrienne à Bachar Al-Assad, permet alors aux groupes rebelles armés d'utiliser son pays comme d'une base arrière. Les réfugiés, officiellement qualifiés d'« **invités** », sont libres de circuler et de s'établir où bon leur semble. Eux-mêmes pensent n'être que de passage. En janvier 2014, M. Erdogan promet d'aller bientôt prier à la grande mosquée des Omeyyades, à Damas.

En Jordanie, plus de 600 000 réfugiés syriens vont être enregistrés par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) – ils seraient au moins deux fois plus nombreux aujourd'hui, selon Amman. Plutôt bien intégrés, ils se sont surtout installés dans les villes du nord et dans la capitale. Les liens familiaux entre Syriens et Jordaniens de part et d'autre de la frontière expliquent en partie cette tolérance. Pour contenir tout éventuel débordement, les autorités jordaniennes contrôlent de très près cette population. Les

combattants présumés extrémistes et les activistes politiques trop bruyants sont cantonnés, ou menacés de l'être, dans le camp d'Al-Azraq, à l'est de la capitale.

Au Liban, l'arrivée des réfugiés fait aussitôt débat, aiguisant un racisme latent nourri par le mépris d'une population jugée pauvre et sans éducation – la majorité des Syriens au Liban viennent de milieux ruraux – ou par la haine consolidée par près de trente ans d'occupation par les troupes de Damas (1976-2005). La présence de près de 2 millions de Syriens pour une population de 4 millions de Libanais, selon des estimations de Beyrouth, s'est vite transformée en un défi quasi insurmontable. Il était évident, par exemple, que les écoles publiques, déjà défaillantes, seraient incapables de scolariser décentement les enfants syriens, même avec une aide financière – qui a été reçue par Beyrouth. En raison de l'incurie, des divisions politiques et de la faiblesse de l'exécutif, les autorités libanaises se révèlent incapables d'élaborer une stratégie.

Montée en puissance des djihadistes

Entre 2013 et 2014, si Bachar Al-Assad paraît militairement affaibli, les espoirs d'un « printemps » syrien ont vécu. La montée en puissance des djihadistes change la donne. Des milliers de volontaires venus d'Irak, du Maghreb et des pays européens s'infiltrèrent, le plus souvent via la Turquie, sous l'œil passif d'Ankara. La région redoute l'avènement d'un mal plus nocif encore que le régime syrien.

Le Front Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaida) puis l'organisation Etat islamique (EI) s'emparent de territoires, sèment la terreur et déclenchent une nouvelle vague de réfugiés. La Turquie est rattrapée par la violence : Suruç, Ankara, Istanbul et Gaziantep sont la cible d'attentats, en 2015 et 2016, qui font 300 morts. En

janvier 2015, un F-16 jordanien est abattu au-dessus de Rakka. Le supplice de son pilote, brûlé vif dans une cage, mis en scène par l'EI, choque le royaume hachémite, qui n'est pas parvenu à le sauver, malgré ses puissants réseaux d'influence en Syrie. Le pays, qui avait vu prospérer des figures du djihad mondial, [telles qu'Abou Moussab Al-Zarkaoui](#) et [Abou Mohammed Al-Maqdissi](#), sent la situation lui échapper.

Au Liban, des régions frontalières servent de plate-forme aux rebelles de Homs jusqu'en 2013, tandis que de jeunes chiites affiliés au Hezbollah partent combattre en soutien de Bachar Al-Assad. Le 2 août 2014, une soudaine escalade fait craindre un basculement dans la guerre. Au cours de la bataille d'Ersal, dans la plaine de la Bekaa, dix-huit soldats et policiers libanais sont tués lors d'affrontements avec des djihadistes et une quarantaine de militaires sont pris en otages. [Les dépouilles de certains d'entre eux ne réapparaîtront qu'en 2017](#), lorsque la région est reprise par le Hezbollah. Six mois plus tard, le Liban ferme ses frontières et demande au HCR de cesser d'enregistrer les réfugiés syriens.

En septembre 2015, l'entrée en guerre de la Russie aux côtés de Bachar Al-Assad aggrave la crise humanitaire. Alors que s'éloigne encore la perspective du retour, les « invités » syriens deviennent un poids que même Ankara ne veut plus assumer seul. Partout, les mesures de coercition et de contrôle s'intensifient. En Turquie, une loi de 2014 avait officialisé le statut de « protection temporaire » accordé aux ressortissants syriens sur le territoire. Mais, à partir de 2016, ces derniers ont de plus en plus de difficultés à obtenir ce statut. Sans cette « protection », il leur est impossible d'accéder aux services de base (santé, éducation) et ils s'exposent à un renvoi forcé.

C'est ce que risque Ahmad (qui veut rester anonyme, de peur d'être expulsé), qui enchaîne les cigarettes dans son petit appartement de Reyhanli, une ville frontalière qui a vu sa population doubler depuis 2011 avec l'afflux de réfugiés. Son immeuble a beau avoir été construit par Cham Insaat, une entreprise syrienne, il n'offre qu'un havre dérisoire. Cet opposant au régime, qui n'a cessé de dénoncer la militarisation de la révolution, se sait recherché par toutes les factions armées de Syrie. A la suite d'une dispute avec son logeur, qui avait voulu doubler son loyer, le quadragénaire a perdu son statut de protection temporaire. Dans cette ville dirigée par un parti d'extrême droite (Parti d'action nationaliste, MHP), il peut à tout moment être expulsé en Syrie : « **Une condamnation à mort** », résume-t-il.

Dans la foulée du revers essuyé par l'AKP aux élections municipales de mars et juin 2019, des membres de la coalition gouvernementale vont imputer cet échec à la politique d'accueil des réfugiés. Sur fond de crise économique et monétaire, la quasi-totalité des partis durcissent le ton contre les migrants. En mai 2022, un an avant la présidentielle et alors qu'il est en baisse dans les sondages, M. Erdogan annonce un plan de retour « **volontaire** » pour au moins 1 million de Syriens. Quelques mois plus tard, il opère un virage diplomatique à 180 degrés, en évoquant la reprise d'un dialogue avec le régime de Damas. Au même moment, l'ONG [Human Rights Watch](#) publiait une enquête sur de nombreuses expulsions par la force : « **Bien que la Turquie ait fourni une protection temporaire à 3,6 millions de réfugiés syriens, il semble maintenant que ce pays tente de faire du nord de la Syrie un dépotoir de réfugiés.** »

Ces mesures s'inscrivent dans « le grand plan turc », qui prévoyait le retour d'une partie de



ces réfugiés et dont les contours ne sont connus que du seul Erdogan, reflétant le rôle croissant d'Ankara dans l'élaboration de l'avenir du nord de la Syrie.

L'empreinte turque

Depuis qu'elle a lancé, en août 2016, sa première offensive en territoire syrien, la Turquie ne cesse d'affirmer son influence dans les trois enclaves qu'elle contrôle au nord d'Alep. Les écoliers syriens y apprennent le turc. La livre turque y est devenue la monnaie dominante. Le service postal public turc est utilisé pour transférer les salaires des travailleurs syriens. Les bureaux des gouverneurs des provinces frontalières turques supervisent les embauches dans les régions syriennes voisines... Depuis l'effondrement de l'Empire ottoman, en 1918, il s'agit de la plus grande empreinte turque dans un Etat arabe.

L'objectif du plan d'Erdogan est double : affaiblir les milices kurdes dans la région, notamment les combattants des Unités de protection du peuple (YPG), considérées par Ankara comme une extension du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui a mené une insurrection de plusieurs décennies contre l'Etat turc ; et établir des zones « sûres » pour les réfugiés syriens.

Le séisme du 6 février a accru la pression. Mohammad, épicié, a perdu l'appartement qu'il occupait à Adana avec sa

femme et ses trois enfants en mai. Son propriétaire l'a congédié pour loger des membres de sa propre famille, déplacés de la région d'Antakya. Exilés syriens et déplacés turcs se retrouvent en concurrence pour trouver un toit, attisant la colère contre les réfugiés jugés responsables de la flambée des prix. Dans la province du Hatay, les incidents se multiplient entre des populations qui partagent pourtant le même dialecte : le tiers des habitants de l'ancien sandjak d'Alexandrette, arraché à l'ancienne province ottomane de Syrie et intégré à la Turquie en 1938, appartient à la minorité turque arabophone.

Dans les hauteurs d'Antakya ravagées par le tremblement de terre, Manal Al-Khatib, son époux, Mahmoud Ismael, et leurs quatre enfants, originaires d'Idlib, vivent dans un deux-pièces le jour. Mais de peur d'être surpris dans leur sommeil par une autre réplique, ils passent leurs nuits dans un campement de fortune. Ils attendent une relocalisation aux Pays-Bas depuis 2018. « **Toutes ces années passées d'un camp de réfugiés à un autre : la frontière, Kilis, Antakya... c'est épuisant** », confie Manal. Le seul lien, ténu, qui les relie à la société turque (l'école des enfants) est en train de se briser. L'aîné, 16 ans, inscrit en cours à distance depuis le séisme, travaille désormais sur des chantiers dix heures par jour.

La perspective d'une relocalisation à titre humanitaire dans

un pays tiers, réservée aux plus vulnérables, s'éloigne aussi. Depuis 2016, estiment les défenseurs des droits des réfugiés en Turquie, seuls 100 000 réfugiés ont été relocalisés. Les autres sont assignés à résidence. Sous la pression de l'UE, soucieuse de bloquer les arrivées sur son territoire, les détenteurs d'une protection temporaire doivent habiter dans la ville où elle leur a été délivrée. La majorité des réfugiés vivant dans la bande frontalière syrienne sont ainsi maintenus à distance des rivages européens.

« Le monde se rétrécit pour les Syriens »

A 24 ans, Amar, recycleur de plastique et ferrailleur à Adana, a fait ses comptes : non enregistré et non éligible à l'aide médicale, la moindre consultation dans le secteur privé lui coûte 1 000 livres (50 euros). Pour les médicaments, il doit s'adresser à des pharmacies tenues par des Syriens, qui ne réclament pas de papiers mais où il faut payer en cash. « **Le monde se rétrécit pour les Syriens** », soupire-t-il.

Au Liban, l'étau se resserre. A la veille de la fête de l'Aïd, le 20 avril, et sans aucune annonce préalable du gouvernement, l'armée a lancé une campagne d'arrestations contre les réfugiés syriens en situation irrégulière. Selon une source humanitaire, au moins 2 100 d'entre eux ont été arrêtés, et plus de 1 400 expulsés en Syrie – en infraction avec les conventions internationales. Beaucoup ont perdu leur maison dans les combats. D'autres fuient la conscription obligatoire. Selon des défenseurs des droits, des réfugiés ont été lâchés par l'armée libanaise dans le no man's land séparant les deux pays. Voire remis aux forces de sécurité syriennes. « **Même ceux qui ne sont pas recherchés par Damas peuvent être arrêtés par des milices ou l'une des branches de la sécurité syrienne, qui rackettent ensuite leurs familles en**

échange de leur libération », explique une chercheuse syrienne. Parmi les expulsés, certains ont réussi à revenir au Liban **« en payant des pots-de-vin ou en empruntant les routes de contrebande »**.

« Cette campagne d'arrestations a une dimension politique régionale, relève Wadih Al-Asmar, directeur du Centre libanais pour les droits humains (CLDH). **Damas normalise ses relations avec les pays arabes, qui réclament le retour des réfugiés. Il fait monter les enchères pour obtenir un prix élevé en échange de retours. Et le Liban augmente la pression sur les réfugiés syriens pour que les autres pays arabes prennent la question au sérieux.** »

Selon une cadre d'une ONG humanitaire, les trois pays hôtes exercent une surenchère pour recevoir davantage de fonds. **« Vous payez, nous accueillons ! »**, résume-t-elle. Environ 65 000 retours spontanés depuis la Jordanie ont été recensés par le HCR entre 2016 et aujourd'hui, avec un pic en 2019. **« Ce ne sont pas les résultats qu'escomptait Amman, qui s'inquiète de la fatigue des donateurs occidentaux depuis trois ou quatre ans**, estime le journaliste Ossama Al-Charif. **Les autorités jordaniennes espèrent que le processus de rapprochement avec la Syrie va s'accélérer et déboucher sur des solutions concrètes pour enclencher des retours. Mais le régime syrien doit apporter la garantie que les gens ne seront pas persé-**

tés une fois rentrés chez eux. »

Selon des enquêtes menées par des activistes sur le terrain, Damas a cartographié les zones rebelles, bombardées, assiégées puis « réconciliées ». Les réfugiés originaires de ces zones sont considérés comme une menace sécuritaire. Tout comme ceux dont des proches apparaissent sur les listes de personnes recherchées. A leur retour, ils sont placés dans des centres de détention, parfois pendant des mois, au risque d'être violés, torturés, voire exécutés. Certains ont été déferés devant la Cour antiterroriste et spoliés de leurs propriétés et de leurs biens.

Ces garanties de sécurité feraient partie de discussions lancées, au début des années 2020, entre le HCR et Damas. Auraient aussi été abordées les questions économiques, de propriété foncière, d'accès aux services... Le régime syrien réclame davantage d'aide pour les programmes dits « de première réhabilitation » (**early recovery**). Très ciblés, ces petits projets sont une alternative à la reconstruction, à laquelle les bailleurs occidentaux posent des conditions drastiques.

Main-d'œuvre bon marché

La Jordanie, qui milite en coulisses à Washington pour que soient levées les sanctions américaines contre la Syrie, aimerait obtenir la fermeture **du camp de Rukban**, situé à la frontière syro-jordanienne, perçu par Amman comme une menace sécuritaire. Et la fin du

trafic de captagon, ces stupéfiants qui inondent la région et dont la production est devenue industrielle dans les zones tenues par le régime de Damas. **« Ce sont les deux priorités. Les retours volontaires de réfugiés viennent après »**, considère le journaliste Ossama Al-Charif.

Quant aux intéressés, ils ne sont guère que 1,1 % à envisager rentrer en Syrie dans les douze prochains mois, **selon une enquête du HCR parue le 23 mai**. **« Pourquoi les Turcs nous ont-ils ouvert la porte pour nous maintenir en prison ? »**, s'interroge Ali. Cet ancien securiste de la Défense civile syrienne (les casques blancs) est devenu réparateur d'ascenseurs à Mersin, une station balnéaire de la province du Hatay, sans être déclaré, sans couverture maladie ni assurance. **« La main-d'œuvre bon marché que constituent les réfugiés est un sujet peu évoqué et pourtant important**, souligne Fehim Tastekin, spécialiste turc de la question syrienne. **Pour les secteurs de l'agriculture et de la construction turcs qui les emploient, la perspective d'un retour n'est pas de bon augure. Or, Erdogan a besoin du soutien et des votes de ces secteurs.** »

L'impact positif de la présence syrienne est un autre non-dit, pourtant visible, qui échappe aux statistiques. Des milliers d'entreprises ont été créées par des Syriens dans le commerce, les transports, l'agroalimentaire. L'économie de Gaziantep a été boostée par l'afflux de capitaux et par la

réimplantation d'usines démantelées à Alep, sa ville jumelle de l'autre côté de la frontière et capitale économique de la Syrie d'avant-guerre. Gaziantep compterait aujourd'hui près de 400 000 Syriens pour 2 millions d'habitants, et 10 000 entreprises et commerces ont été créés par les réfugiés.

« Il n'y avait pas grand-chose ici, avant qu'on arrive », témoigne Abdallah Maliki, en désignant le « quartier des Syriens » d'Adana, un quadrilatère bruyant et animé. A 35 ans, cet Alépin est propriétaire de deux bijouteries et d'une usine de produits pharmaceutiques. **« Je pourrais très bien m'installer en Egypte ou aux Emirats »**, avertit celui qui a **« créé des emplois »** et paie **« tous [ses] impôts »**. **« Ce qui m'attriste, c'est le sort des autres [Syriens], dont beaucoup triment dur dans ce pays.** »

« Si nous sommes forcés au retour, des centaines de milliers d'entre nous pourraient tenter un passage en Europe. Et beaucoup sont prêts à mourir aux frontières, estime Jalal, un ingénieur dans les télécommunications qui réside à Gaziantep. **Il n'y a rien dans le Nord syrien, hormis des groupes armés et des bombardements quotidiens.** » Et de mettre en garde : **« Repousser les gens vers la Syrie alimentera les guerres de demain. Qu'iront faire les jeunes dans ces régions où il n'y a ni travail, ni économie, ni institutions ? Ils iront grossir les rangs des milices.** »



avec AFP
25 Juin 2023

Rapide Marche des fiertés à Istanbul, bravant l'interdiction

ATTRAPE-MOI SI TU PEUX La Marche des Fiertés avait été interdite par le gouverneur de la ville, mais les manifestants brandissant des drapeaux arc-en-ciel se sont rassemblés plusieurs heures avant le début annoncé de la manifestation

La Marche des Fiertés LGBTQ+ a de nouveau défié l'interdiction et défilé en évitant la police dimanche à Istanbul, un mois après des élections marquées par une virulente campagne homophobe du camp présidentiel. Quelques centaines de manifestants brandissant des drapeaux arc-en-ciel, dont 200 dans le quartier huppé de Nisantashi, selon un photographe de l'AFP, ont marché sans heurts en évitant l'emblématique place Taksim, autrefois haut lieu de la contestation stambouliote, bouclée dès le matin.

Comme chaque année désormais, la Marche des Fiertés avait été interdite par le gouverneur de la ville, mais les manifestants brandissant des drapeaux arc-en-ciel se sont rassemblés plusieurs heures avant le début annoncé de la manifestation, en des lieux soigneusement tus jusqu'au dernier moment. Les organisateurs se sont félicités de leur « 21e défilé de la fierté malgré l'interdiction ».

Une quarantaine d'interpellations

« Nous existons, nous sommes là mon amour ! » a annoncé sur Twitter l'association lesbienne Solidarité mauve, sous une photo de filles exultant. Les organisateurs ont rapporté une quarantaine d'interpellations dès le début des rassemblements mais ce nombre n'a pas été confirmé de source of-



Quelques centaines de manifestants brandissant des drapeaux arc-en-ciel ont marché sans heurts en évitant l'emblématique place Taksim — **YASIN AKGUL**

ficielle. L'an dernier plus de 200 personnes avaient été arrêtées.

Depuis un spectaculaire défilé qui avait réuni plus de 100.000 personnes à Istanbul en 2014, les autorités turques ont progressivement banni la Marche des Fiertés, avançant des raisons de sécurité. L'homosexualité, dépénalisée en Turquie depuis le milieu du XIXe siècle (1858), reste largement soumise à l'opprobre sociale et en butte à l'hostilité du parti islamoc conservateur au pouvoir, l'AKP. Tout au long de la campagne qui a conduit à sa réélection, le 28 mai, le président Recep Tayyip Erdogan a stigmatisé

les communautés LGBTQ+ qu'il a fait copieusement siffler jusqu'au soir de sa victoire, les accusant de vouloir détruire la famille traditionnelle.

Une communauté visée par les attaques du président Erdogan

Le chef de l'Etat n'a pratiquement pas tenu un seul meeting sans attaquer les communautés gay et trans : « Aucun LGBT ne peut être le produit de cette nation », a-t-il affirmé à plusieurs reprises taxant les personnes concernées de « pervers » et de « déviants ». En septembre 2022, plus d'une centaine de groupes et d'as-

sociations conservateurs, pour la plupart proches du pouvoir, avaient convoqué une manifestation pour réclamer l'interdiction des groupes de défense des droits des homosexuels et des transgenres.

Plusieurs centaines de personnes avaient alors pu, sans entrave, se retrouver dans le quartier conservateur de Fatih, sur la rive européenne, sous des bannières proclamant : « Protégez votre famille et votre génération », « Nous n'allons pas laisser faire ceux qui font la guerre à la famille », « Dis Non au projet de société sans genre », ou encore « Papa + maman + bébé = famille ».

Visas à des officiels iraniens: «excuses» et «regrets» de la cheffe de la diplomatie belge

La ministre belge des Affaires étrangères **Hadja Lahbib**, enlisée dans une affaire d'octroi de visas à des officiels iraniens dont le maire de Téhéran **Alireza Zakani**, a exprimé des «**excuses**» et des «**regrets**» lundi soir pour tenter de calmer les critiques au Parlement.

«**Je regrette sincèrement la crise dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui (...) et je vous prie de bien vouloir m'excuser pour mon manque de clarté et si j'ai pu heurter**», a déclaré la ministre libérale francophone devant la commission des Relations extérieures à la Chambre.

Attaquée par l'ensemble des députés

Depuis le 15 juin c'est la troisième fois que cette ancienne

journaliste, novice en politique, était appelée à s'expliquer devant les députés sur ce sujet qui fait tanguer le gouvernement dirigé par le premier ministre Alexander De Croo. De nombreux élus ont jugé ses premières explications «**incohérentes**», émaillées de «**contre-vérités**». Attaquée y compris par socialistes et écologistes, partenaires de la coalition, Hadja Lahbib se voit reprocher d'avoir mis en danger des opposants iraniens en permettant à **Alireza Zakani** de participer à un congrès mondial de maires, qui s'est tenu à Bruxelles du 12 au 15 juin. **Alireza Zakani** et plusieurs de ses collaborateurs ont bénéficié pour l'occasion d'un permis de séjour de courte durée.

Au total, des visas à «**validité territoriale limitée**» (VTL) ont

été délivrés le 8 juin par les Affaires étrangères à quatorze officiels iraniens. Et la Sûreté de l'Etat (renseignement civil belge), consultée «**avant la délivrance**», n'a émis aucune objection, selon la ministre. Mais le 12 juin, des membres de cette délégation ont profité de leur présence à Bruxelles pour filmer une manifestation d'opposants afin de transmettre des images aux autorités de leur pays, d'après les accusations de la députée **Darya Safai**. Cette élue de l'Alliance néo-flamande (N-VA), qui est belgo-iranienne, participait au rassemblement.

Conséquence : la N-VA, premier parti d'opposition, réclame la démission de **Hadja Lahbib**, menacée d'une motion de défiance à la Chambre qui pourrait rallier cette semaine

d'autres formations. S'adressant à **Alireza Safai**, la ministre s'est excusée lundi soir que la députée ait pu se sentir «**intimidée**» lors de ce rassemblement. Elle a aussi promis des améliorations dans la délivrance de ce type de visas pour des événements internationaux à durée limitée. Concédant des «**imprécisions**» --mais «**pas de mensonge**»-- le 15 juin à la Chambre à propos de la procédure de «**screening**», **Hadja Lahbib** a rappelé que les invitations aux Iraniens avaient été lancées par le gouvernement régional de Bruxelles, co-organisateur du «**Brussels Urban Summit**». «**Les deux gouvernements (le fédéral et celui de Bruxelles, ndlr) doivent conclure que les choses auraient dû se dérouler différemment**», a-t-elle lâché.

En Syrie, des frappes aériennes russes font au moins treize morts et trente blessés

« Ces raids russes sont les plus meurtriers en Syrie cette année et constituent un massacre », a déclaré, à l'Agence France-Presse, **Rami Abdel Rahmane**, le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Au moins treize personnes, dont des enfants, ont été tuées dimanche 25 juin par des frappes aériennes russes sur une région rebelle du nord-ouest de la Syrie. Selon une ONG, il s'agit de l'attaque la plus meurtrière de l'année dans ce pays ravagé par la guerre.

Ces raids aériens ont touché

la province d'Idlib, notamment un marché de fruits et légumes de cette ville, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH). Neuf civils dont deux enfants en sont morts. Quatre autres personnes ont été tuées dans une autre frappe non loin d'Idlib, selon la même source. « **Ces raids russes sont les plus meurtriers en Syrie cette année et**

constituent un massacre », a déclaré à l'Agence France-Presse (AFP) **Rami Abdel Rahmane**, le directeur de l'OSDH basé au Royaume-Uni.

Les forces russes, alliées du régime syrien, ont mené ces frappes en riposte à des attaques de drones rebelles qui avaient tué quatre civils, dont deux enfants la semaine der-

nière, a fait savoir **M. Abdel Rahmane**.

Au moins trente personnes blessées

Ahmed Yazigi, un membre de la défense civile à **Jisr Al-Choghour**, une ville contrôlée par les rebelles, a fait état de neuf personnes tuées, sans préciser si des combattants se trouvaient

parmi elles. M. Yazigi a dénoncé « **une attaque directe contre un marché populaire, source de revenus essentielle pour les agriculteurs** ».

Selon le directeur de l'OSDH, Rami Abdel Rahmane, qui s'appuie sur un large réseau de sources en Syrie, au moins trente civils ont été blessés dans les frappes russes. « **Six civils ont été tués à Jisr Al-Choghour et trois combattants rebelles ont été tués à proximité par des frappes aériennes russes** ». Un civil, un combattant du Parti islamique du Turkestan (TIP) et deux enfants de combattants du TIP ont aussi été tués par une frappe près de la ville d'Idlib, d'après M. Abdel Rahmane.

Les membres du TIP majoritairement issus de la minorité



Un panache de fumée s'élève d'un bâtiment à la suite d'une frappe aérienne russe dans la province d'Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, tenue par les rebelles, le 25 juin 2023. ABDULAZIZ KETAZ / AFP

musulmane ouïgoure de Chine se sont rendus en Syrie après 2011 pour aider les formations djihadistes, dont Hayat Tahrir Al-Cham (HTS), dominé par l'ex-branche locale d'Al-Qaïda.

Plusieurs millions de déplacés depuis le début de la guerre

La Russie est le principal soutien du régime du président syrien,

Bachar Al-Assad, et intervient militairement en Syrie depuis 2015. Avec le soutien de la Russie et de l'Iran, le régime syrien a reconquis la plupart des territoires perdus au début de la guerre, déclenchée en 2011 par la répression de manifestations pro-démocratie.

La dernière poche d'opposition armée au régime comprend de vastes régions de la province d'Idlib (ouest) ainsi que des territoires limitrophes des provinces d'Alep, Hama et Lattaquié. Le HTS est le principal groupe actif dans cette région, où sont aussi présentes d'autres factions rebelles moins influentes, soutenues à des degrés divers par la Turquie.

La guerre en Syrie a fait plus d'un demi-million de morts, selon l'OSDH, et a déplacé plusieurs millions de personnes.

Le Monde

Piotr Smolar Washington, correspondant
26 Juin 2023

Nucléaire iranien : à défaut d'un accord, les Etats-Unis recherchent une entente informelle avec Téhéran

L'administration américaine, qui a échoué à ressusciter l'accord de Vienne, cherche à freiner le programme d'enrichissement d'uranium de la République islamique, en échange du dégel de certains fonds lui appartenant.

Les Etats-Unis ont renoncé, pour l'instant, à résoudre la question du **nucléaire iranien**. Les négociations en vue d'une réhabilitation du Joint Comprehensive Plan of Action (JCPOA), l'accord signé en 2015, ont échoué en septembre 2022 en raison d'une surenchère de Téhéran.

Mais l'administration Biden, consciente des avancées du programme iranien et de l'accumulation de matière fissile et de savoir, cherche au moins à freiner la détérioration inquiétante dans ce dossier. Pour cela, elle envisage une entente informelle et non écrite avec Téhéran, l'objectif étant toujours de barrer la voie vers la bombe.

« **J'ai appelé cela le choix d'un plan C**, explique Henry Rome, expert de l'Iran au Washington Institute for Near East Policy. **Le plan A consistait à ressusciter le JCPOA, un engagement de campagne de Joe Biden, que l'administration a tenté d'atteindre en 2021 et 2022. Cet effort a échoué. Le plan B, avancé par les Israéliens et par certains observateurs à Washington, proposait d'intensifier la pression économique, politique et militaire sur l'Iran pour l'obliger à accepter un meilleur accord. Mais l'administration Biden était opposée à cette stratégie. D'où la troisième option. Elle vise à écarter aussi longtemps que possible**

du bureau présidentiel le dossier iranien, en espérant que cela nous amène au-delà de l'élection de 2024. »

Reprise du dialogue bilatéral

Des responsables américains – dont l'envoyé spécial Robert Malley – se sont rendus à plusieurs reprises à Oman, entre février et mai, pour poursuivre les contacts avec l'Iran. Le ministre des affaires étrangères iranien a confirmé cette reprise du dialogue bilatéral.

Parmi les concessions iraniennes envisagées dans cet accord tacite figurerait notamment l'arrêt de l'enrichissement

d'uranium à 60 % et au-delà. En mai, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) estimait que l'Iran disposait d'un total d'uranium enrichi de 4744,5 kg, dont 114,1 kg l'étaient à 60 %. Selon les estimations des experts, Téhéran a déjà assez de matière fissile pour fabriquer potentiellement deux ou trois bombes, qui équiperaient ensuite un missile. L'entente envisagée permettrait donc de geler la situation, mais nullement de modifier ces paramètres et de remédier à la contraction spectaculaire, depuis deux ans, du délai nécessaire (**breakout time**) pour que l'Iran parvienne à disposer de la bombe.

L'Iran s'engagerait aussi à geler l'installation de centrifugeuses dernière génération, plus rapides et sophistiquées, à arrêter les attaques contre des prestataires américains en Syrie et en Irak par l'intermédiaire de groupes armés sous-traitants, comme le Hezbollah libanais, et à ne pas fournir de missiles balistiques à la Russie, rapportait le **New York Times** le 14 juin.

Jetons de négociation

Enfin, plusieurs prisonniers américains en Iran, détenus comme des jetons de négociation, seraient libérés. De l'autre côté, les Etats-Unis accepteraient de ne pas promouvoir de nouveaux textes à l'AIEA ou aux Nations unies condamnant l'Iran pour son programme nucléaire.

Mais le geste le plus attendu est financier : Washington libérerait certains fonds attendus par le régime iranien, en essayant de s'assurer de leur usage à des fins strictement humanitaires. Le 11 juin, le Guide suprême, Ali Khamenei, a semblé donner son accord public à une telle entente, en disant qu'il « **n'y a[vait] rien de mal** » à l'envisager, tant que « **l'industrie nucléaire n'est pas touchée** ». Une drôle de formulation, qui indique en creux le peu de concessions attendues de Téhéran ou acceptées par le régime.

De son côté, l'administration Biden a été d'une discrétion remarquable, refusant de confirmer tout progrès dans les contacts diplomatiques. « **Certaines publications que nous avons vues au sujet d'un accord sur les questions nucléaires ou celle des prisonniers sont tout simplement non exactes et fausses** », a expliqué le secrétaire d'Etat, Antony Blinken.



Le Guide suprême, Ali Khamenei lors d'une rencontre avec la communauté scientifique à l'occasion d'une exposition sur l'industrie du nucléaire en Iran, le 11 juin 2023. THE OFFICE OF IRAN'S SUPREME LEADER AYATOLLAH ALI KHAMENEI VIA AFP

Une réserve qui vire au déni

Plusieurs raisons à cette réserve qui vire au déni. La Maison Blanche ne veut pas entendre parler du mot « **accord** » avec l'Iran, car il nécessiterait un passage par le Congrès, où l'hostilité franche au régime dépasse largement les rangs républicains. Joe Biden est déjà la cible d'attaques républicaines sur sa supposée complaisance à l'égard de Téhéran. Le 15 juin, dans une lettre ouverte à la Maison Blanche, le président de la commission des affaires étrangères à la Chambre des représentants, Michael McCaul (Texas), a estimé que « **cette administration récompense l'Iran pour son mauvais comportement en échange d'une fausse promesse de désescalade** ».

Dans un **éditorial paru le 16 juin**, le **Wall Street Journal** exprimait un scepticisme très largement partagé parmi les conservateurs. « **La nouvelle stratégie est d'espérer et de payer** », écrit le quotidien.

Ce dernier s'interroge notamment sur la décision d'accorder une dérogation (**waiver**) à l'Irak pour verser à l'Iran 2,72 milliards de dollars, en échange de gaz

et d'électricité. « **L'administration dit que l'Iran dépensera les fonds irakiens seulement pour de la nourriture et les médicaments, comme si l'argent n'était pas fongible**, note le journal. **En réalité, les Etats-Unis libèrent des milliards de dollars qui financeront le corps des gardiens de la révolution islamique et son impérialisme au Moyen-Orient.** » Téhéran espère aussi le déblocage de sept milliards de dollars, gelés actuellement en Corée du Sud, en échange de la libération des prisonniers américains.

Rapprochement entre Téhéran et Moscou

L'inaction est un pourrissement, mais la voie diplomatique expose aux critiques sur une prétendue faiblesse. Aucune option n'est donc satisfaisante pour les Etats-Unis, ce dont le régime iranien a conscience. La Maison Blanche insiste plutôt, depuis plusieurs mois, sur le rapprochement entre Téhéran et Moscou, sur fond de **guerre en Ukraine**.

La livraison à la Russie de certaines de **drones iraniens Mo-hajer et Shahed**, qui jouent un

rôle crucial sur le front, n'est qu'un premier chapitre. Le porte-parole du conseil de sécurité nationale, John Kirby, a ainsi expliqué le 9 juin que la Russie « **recevait des matériaux d'Iran nécessaires pour construire une usine de drones** » sur son territoire, à quelques centaines de kilomètres de Moscou.

Les autorités américaines ont publié des photos satellites d'un site situé dans la zone économique spéciale d'Alabouga, dans la république du Tatarstan, qui serait le site choisi pour construire ces drones iraniens. « **L'usine pourrait être pleinement opérationnelle l'an prochain** », a précisé John Kirby.

En outre, Washington doit gérer l'allié israélien, qui méprise de plus en plus ouvertement les avis américains, depuis le retour au pouvoir de Benyamin Nétanyahou, dans un gouvernement dominé par l'extrême droite. Dans un entretien au **Jerusalem Post**, le premier ministre a estimé qu'une entente avec Téhéran « **n'est pas aussi mauvaise** » que le JCPOA, mais reste « **défectueuse** » sur le fond, car elle ne permettrait pas de réduire les capacités nucléaires de l'Iran tout en lui libérant des fonds.

M. Nétanyahou s'est aussi démarqué de la coalition Lapid-Bennett qui l'avait précédé au pouvoir. Celle-ci avait promis à Washington que sur le dossier iranien, il n'y aurait pas de surprises, d'opération unilatérale israélienne sans communication préalable. « **Je suis complètement transparent sur le fait que nous ne serons pas totalementement transparents à ce sujet**, a dit pour sa part Benyamin Nétanyahou. (...) **Israël maintiendra sa liberté d'action contre l'Iran comme il l'entend.** »

Turquie : liberté pour Nûdem Durak et tous les prisonniers politiques

Le 28 mai 2023, le président sortant Recep Tayyip Erdoğan était réélu au second tour de l'élection présidentielle turque. Une sombre nouvelle pour les partisans de la justice. Des millions de Turcs et de Kurdes ont espéré, en soutenant le candidat unitaire de l'opposition, voir la Turquie entrer dans une nouvelle ère. Pas cette fois. La répression va continuer de remplir les prisons, déjà pleines d'intellectuels, d'artistes, de militants et d'opposants aux guerres expansionnistes conduites par le gouvernement. En 2019, Amnesty International disait de la Turquie qu'elle est "la plus grande prison au monde pour les journalistes".

Les artistes turcs et kurdes paient cher leur indépendance, sous le règne d'Erdoğan. Fin 2021, le chanteur Omar Souleyman, star internationale de l'électro-folk, était arrêté. Quelques mois plus tard, la célèbre chanteuse pop Gülsen était jetée en prison à la suite d'une blague faite au cours d'un concert. Ce fut ensuite au tour d'Aynur Doğan, représentante internationale de la chanson kurde, de voir un de ses concerts annulés par les autorités.

Depuis avril 2015, une jeune chanteuse kurde croupit en prison. Elle s'appelle Nûdem Durak. Elle dirigeait bénévolement un centre culturel et chantait la lutte démocratique, politique et culturelle de son peuple. Pour le pouvoir, cela s'appelle du "terrorisme". Or Nûdem Durak n'est pas membre d'un parti : elle a seulement, par sa voix, par son art, porté la voix d'une minorité historiquement opprimée. La chanteuse purge donc une

peine de 19 ans pour son courage et ses idées. Elle doit être libérée en 2034.

A travers sa voix, muselée, battue, torturée, c'est la voix de millions de personnes qui résonne : "Moi, l'enfant de ce peuple, je ne trahirai pas. Contre la guerre, contre l'exil, contre l'occupation qui nous interdit de pleurer, de rire et même de parler, j'embrasserai la musique", a-t-elle écrit en prison. Du fond de sa prison, Nûdem Durak demande à être rejugée. Son procès n'a pas été un vrai procès : elle a été jugée collectivement, avec une dizaine d'autres personnes. Plusieurs éléments continuent d'être ignorés par la justice, dont l'aveu d'un prétendu "témoin", qui a depuis reconnu avoir fait un faux témoignage.

Les prisonniers n'ont que le monde extérieur pour relayer leur voix. Notre devoir - à nous,



Depuis avril 2015, Nûdem Durak, une jeune chanteuse kurde, croupit en prison.

artistes et écrivains engagés en faveur de la justice - est d'amplifier leur voix et leur message. Dans de très nombreux pays, à travers la campagne de solidarité "Free Nûdem Durak", des artistes, des intellectuels, des militants et des citoyens demandent que la jeune chanteuse soit enfin entendue. Que justice soit faite. Nûdem Durak n'est pas une "terroriste" ! Nûdem Durak ne doit pas rester en prison jusqu'en 2034 ! Justice pour elle ainsi que pour tous les prisonniers politiques !

Les signataires : Bryan Adams, musicien, Canada - Tunde Adebimpe, musicien (TV on the Radio), États-Unis - Massive Attack, Grande-Bretagne - Ramin Bahrani, cinéaste, Iran/États-Unis - Saleh Bakri, acteur, Palestine - Jeanne Balibar, actrice, France - Juliette Binoche, actrice, France - Rachida Brakni, actrice, France - Breyten Breytenbach, écrivain,

Afrique du Sud - Éric Cantona, acteur, France - Carmen Castillo, cinéaste, Chili/France - Isabel Coixet, cinéaste, Espagne - Molly Crabapple, artiste, États-Unis - Erri De Luca, écrivain, Italie - Sara Driver, cinéaste, États-Unis - Brian Eno, musicien, Grande-Bretagne - Aslı Erdoğan, écrivaine, Turquie/Allemagne - Annie Ernaux, écrivaine, France - Peter Gabriel, musicien, Grande-Bretagne - Anouk Grinberg, actrice, France - Robert Guédiguian, cinéaste, France - Annemarie Jacir, cinéaste, Palestine - Nicolas Jaar, musicien, Chili - Jim Jarmusch, cinéaste, États-Unis - Aki Kaurismäki, cinéaste, Finlande - Talib Kweli, musicien, États-Unis - Paul Laverty, scénariste, Grande-Bretagne - Ken Loach, cinéaste, Grande-Bretagne - Miriam Margolyes, actrice, Grande-Bretagne - Emel Mathlouthi, musicienne, Tunisie - Sepideh Moafi, actrice, États-Unis - Thurston Moore, musicien (Sonic Youth), États-Unis - Tom Morello, musicien (Rage Against the Machine), États-Unis - Charlie Reid, musicien (The Proclaimers), Grande-Bretagne - Arundhati Roy, écrivaine, Inde - Mark Ruffalo, acteur, États-Unis - Pınar Selek, écrivaine, Turquie/France - Shumona Sinha, écrivaine, Inde/France - Ahdaf Soueif, écrivaine, Égypte - Serj Tankian, musicien (System of a Down), États-Unis - Ece Temelkuran, écrivaine, Turquie - Ana Tijoux, musicienne, Chili - Éric Vuillard, écrivain, France - V/Eve Ensler, écrivaine, États-Unis - Alice Walker, écrivaine, États-Unis - PEN Afrikaans, Afrique du Sud...



Kurdistan's Weekly Brief June 27, 2023

A weekly brief of events occurred in the Kurdistan regions of Iran, Iraq, Syria, and Turkey.

Iran

The Council of the European Union (EU) [sanctioned seven](#) Iranian officials for "serious human rights violations." Among those sanctioned were the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) commander in Isfahan Province and the governor of Gilan Province. The Council claimed it has now sanctioned 223 Iranian individuals and 37 entities, frozen their assets, and banned them from traveling to the EU. That said, Iranian security forces arrested three activists and [a teen](#) in [Saqqez](#), an activist named [Wahid Chawaran](#) in Ilam, a journalist named [Jabar Azizi](#) in Jwanru, and [three environmental activists](#) in Kamyaran. At the same, Tehran courts added 91 days to activist [Ahmed Deraza's](#) prison sentence of three years and eight months for supporting anti-government protests and sentenced another activist named [Parham Parwari](#) to 15 years in prison for "disruption of national security." Lastly, Iranian border guards killed a Kurdish border porter (kolbar) near Baneh [on Saturday](#). The Hengaw Organization for Human Rights [stated](#) the regime has killed five kolbars and wounded at least 32 since March 20.

Iraq

On June 21, the U.S. House Armed Services Committee [passed an amendment](#) to the 2024 National Defense Authorization Act (NDAA) that supported the provision of air defense systems to the Kurdish Peshmerga. Representative Don Bacon (R-NE-02) sponsored the amendment and [said](#) that the systems will help the Peshmerga defend against Iranian drones and missiles. The IRGC [has attacked](#) Iraqi Kurdistan dozens of

times since 2018, killing and injuring scores of civilians. Iran reacted negatively to the amendment, and the spokesman for Iran's Ministry of Foreign Affairs, Nasir Kenani, asked the Kurdistan Regional Government (KRG) for further clarification of what the provision of the air defense systems entails while accusing the U.S. of attempting to disrupt the stability of regional states and their relations with neighbors.

Representatives from the Iraqi and Turkish governments met and discussed resuming oil exports from Iraqi Kurdistan through the Ceyhan pipeline last week. Though both sides appear to have resolved all outstanding technical issues, numerous political issues remain. Rudaw [reported](#) Turkey asked Iraq to pay the maintenance costs of the pipeline from Kirkuk, but Iraq refused because Turkey stopped exports. Additionally, Turkey asked Iraq to withdraw its complaint from the International Chamber of Commerce (ICC) and requested that it be allowed to pay the \$1.3 billion the ICC ruled it owes Iraq in installments. Iraq asked Turkey to agree to the resumption of oil exports in good faith before negotiations on those issues, however. Meanwhile, Prime Minister of Kurdistan Region Masrour Barzani [met with](#) Turkish President Recep Tayyip Erdogan on June 20 to discuss various regional developments and bilateral relations between the KRG and Turkey. The bodies of 39 Yazidis murdered by ISIS (Da'esh) were finally [returned](#) to Mosul after being identified two years ago. The Iraqi government offered no official ceremony and sent no senior representatives to oversee the victims' return to Mosul or greet their relatives. The victims' families were also required to pur-

chase their own coffins and Iraqi flags.

Syria

Kazakhstan [hosted](#) the 20th round of the Astana talks on June 20 and 21. Syria, Russia, Iran, Turkey, and members of the Syrian opposition participated. Observers from the United Nations (UN), Lebanon, Jordan, and Iraq were also invited. The focus of these talks included rebuilding Turkey-Syria ties and facilitating the Assad regime's reintegration into the regional order. A spokesman for the Autonomous Administration of North and East Syria (AANES), [Bedran Chiya Kurd](#), said that the counter-terrorism element of the talks was framed within Turkey's interest and portrayed the Kurdish people and the AANES as part of the terror problem vice part of the solution. Kurdish activists have also [criticized](#) these talks and claimed the sponsors of the meetings are actually hostile to the aspirations of the Syrian people. Despite a plethora of unresolved issues, Kazakhstan unexpectedly proposed the conclusion of the talks, claiming their goal had been achieved with Syria's gradual reemergence from isolation. Russia expressed a desire for further talks and proposed hosting alternating rounds in Turkey and Russia.

On June 20, a Turkish drone [targeted](#) a vehicle carrying several AANES officials, killing the co-chair of the Qamishli Region Council, Yusra Darwish; the deputy co-chair, Leyman Shouish; and their driver, Farat Toma. The attack, which also wounded the Qamishli Region Council's other deputy co-chair, Gabi Shamoun, came days after the AANES announced it would begin trying Da'esh fighters held in its deten-

tion facilities, a move Turkey opposes. Shamoun later [said](#) the repeated Turkish attacks aim to destabilize the region and stressed the attacks have forced the region's civilian population to live in a state of fear and terror. Simultaneously, Raqqa residents, Arab tribal leaders, elders, and members of the Raqqa Civic Council [publicly demonstrated](#) against the ongoing Turkish attacks.

Turkey continued efforts to "Arabize" Turkish-occupied zones in Syria by breaking local economies and terrorizing indigenous populations. In the past three months, [256 native families](#), mostly Kurds, have fled Turkish occupation zones towards Syrian Democratic Forces (SDF)-controlled zones because Turkey's policies and the predatory behavior of Turkish-backed proxies have made their homes uninhabitable. Turkey plans to repopulate these areas with repatriated Arab refugees. On June 25, Turkish authorities [deported](#) 130 people from Turkey to areas north of Aleppo. At the same time, Syria's North Press Agency [reported](#) Turkey's resettlement policy has reduced the percentage of Kurds in Afrin from 90-95% to approximately 33%. Concomitantly, Turkish forces killed [a member](#) of the Afrin Liberation Forces, and Turkish proxies [arrested](#) four Qarzihel residents and held for them ransom for performing compulsory service with the AANES. Lastly, the Turkish Gendarmerie [killed](#) a civilian for crossing the Syrian-Turkish border.

On June 25, the SDF [arrested](#) three men in Qamishli and charged them with recruiting young men on behalf of Iran-affiliated militias. The suspects claimed Lebanese Hezbollah and the Assad regime were recruiting,

arming, and training young men from Hasakah and Deir Ez Zor to subvert the AANES.

Turkey

Turkish authorities [arrested](#) a famous journalist named Merdan Yanardağ for criticizing the visitation ban imposed on imprisoned Kurdish leader Abdullah Ocalan and charged him with “making propaganda for a terrorist organization.” Yanardağ, who is employed by Tele 1, questioned the

legality of imposing isolation on Ocalan in response to a statement from a Justice and Development Party (AKP) lawmaker. Concurrently, [Ocalan’s lawyers](#) reminded the public that Ocalan last met with his relatives on March 25, 2021, and described the Turkish government’s visitation ban as “one of the forms of torture.” Separately, Turkish authorities released several Turkish police officers accused of torturing a Kurdish teen in Diyarbakir. The pro-Kurdish Peoples’ Democratic

Party (HDP) condemned the release of the officers [and said](#), “Leaving a crime and its perpetrators unpunished and failing to conduct effective trials is neither in accordance with international nor domestic law.”

The Turkish lira [hit an all-time low](#) against the U.S. dollar on Monday, which exacerbated concerns regarding Turkey’s [economic situation](#) that were fueled by President Erdogan’s reelection. On a different note, Secretary

General of NATO Jens Stolberg held a phone call with Erdogan and discussed Sweden’s bid to join the alliance. Erdogan [remains opposed](#) to Sweden’s application and claims the Swedish government must do more to counter Kurdish demonstrations on its soil. Sweden recently [stiffened](#) its anti-terrorism laws in response to Turkish pressure and has agreed to maintain its distance from Kurdish groups in Syria.



28 June 2023

Sirnak declares 14 areas ‘special security zones,’ bans access

ERBIL, Kurdistan Region - Fourteen areas in Turkey’s south-eastern Sirnak province have been declared as “temporary special security zones” and have been barred from public access for 15 days, according to a statement from the governor’s office on Wednesday. The Kurdistan Workers’ Party (PKK) is active in the province.

Areas including the Mount Cudi region, Gabar Mountain, as well as parts of Cizre, Silopi, and Beytussebab have been declared as “temporary special security zones” in order to “prevent violence and prevent any negative situation that may occur,” the office of Sirnak’s governor said.

“It is forbidden for our citizens to enter the aforementioned areas for the safety of life and property,” it added, with the ban starting on June 30 until July 14.

Sirnak is a small Kurdish-majority province in southeast Turkey, bordering the Kurdistan



Turkish security forces in Sirnak province. Photo: Sirnak governor's office

Region. It has seen frequent clashes between the Turkish military and the PKK - an armed group struggling for the increased rights of Kurds in Turkey and designated a terrorist organization by Ankara.

In mid May, at least three Turkish

soldiers and two PKK members were killed during a Turkish military [operation](#) in Sirnak. President Recep Tayyip Erdogan at the time said that “we will resolutely continue our fight against the separatist organization PKK and its extensions inside and outside our borders, and we will

not stop until the last terrorist is eliminated.”

In November, Turkey launched a domestic operation targeting PKK fighters in Sirnak - an extension of an earlier campaign across several provinces seeking to remove the PKK from the countryside.



avec AFP
28 Juin 2023

Otan : Macron appelle Turquie et Hongrie à débloquer l'adhésion de la Suède

Emmanuel Macron a appelé mercredi la Turquie et la Hongrie à ratifier l'adhésion de la Suède à l'Otan avant le sommet que l'Alliance atlantique organise les 11 et 12 juillet à Vilnius.

Emmanuel Macron a appelé mercredi la Turquie et la Hongrie à ratifier l'adhésion de la Suède à l'Otan avant le sommet que l'Alliance atlantique organise les 11 et 12 juillet à Vilnius.

Lors de cette réunion en Lituanie, les Alliés devront "adresser le message d'unité qui s'impose aujourd'hui" face à la Russie et en soutien de l'Ukraine, a dit le président français en recevant à Paris le secrétaire général de l'organisation, Jens Stoltenberg.

"L'adhésion de la Finlande à l'Otan, il y a quelques semaines,

a constitué un geste fort. Il faut maintenant aller au bout de cette logique et permettre à la Suède de participer au sommet de Vilnius en tant qu'allié de plein droit", a-t-il plaidé.

"Vingt-neuf États ont achevé leurs procédures nationales (de ratification) il y a de nombreux mois, j'invite les deux qui ne l'ont pas encore fait à bien mesurer leur responsabilité", a poursuivi Emmanuel Macron. "Il est temps plus que jamais de prendre les décisions qui permettent l'unité, la sécurité du continent", a-t-il martelé.

"Le temps est venu d'accueillir

la Suède en tant que membre à part entière de l'Otan", lui a fait écho Jens Stoltenberg, rappelant qu'il accueillerait le 6 juillet à Bruxelles une réunion avec des hauts responsables de la Turquie, de la Suède et de la Finlande dans l'espoir de débloquer le processus.

La Suède est "invitée" à l'Alliance depuis juin 2022, mais sa candidature, qui doit être ratifiée par les 31 États membres, est bloquée par la Turquie et la Hongrie.

Le Parlement hongrois a mis à son agenda la ratification de l'adhésion de la Suède à l'Otan

lors de la session extraordinaire d'été qui se terminera le 7 juillet.

Les pays occidentaux, notamment les États-Unis, ont exhorté Ankara à donner son feu vert à l'adhésion de Stockholm, soulignant que la Suède a respecté les termes d'un accord conclu avec Ankara.

Les divergences portent sur l'attitude de la Suède à l'égard des mouvements d'opposition kurdes, tels que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), inscrit sur liste noire par Ankara qui les considère comme des groupes "terroristes".

Le Monde

Ghazal Golshiri
28 Juin 2023

Iran : une chape de plomb à l'approche de la date anniversaire de la mort de Mahsa Amini

Le régime, qui veut éviter une nouvelle vague de manifestations, vise particulièrement les femmes qui avaient pris l'habitude de circuler sans porter le hidjab.

Une chape de plomb s'abat sur l'Iran. Alors que la date anniversaire de la mort de Mahsa (Jina) Amini (le 16 septembre 2022) – point de départ d'un soulèvement d'ampleur contre la République islamique – semble encore lointaine, le régime, craignant d'ores et déjà de nouvelles manifestations, s'est engagé depuis quelques se-

maines dans une vague de répression. Celle-ci vise, en priorité, les symboles du mouvement qui avait fait trembler le régime, à commencer par l'abandon du foulard par une partie des femmes iraniennes.

Partout dans le pays, les propriétaires de voitures dans lesquelles se trouve une femme

tête nue reçoivent l'ordre de se présenter à un poste de la police de la sécurité morale. La voiture est ensuite envoyée à la fourrière. Les femmes ainsi arrêtées sont contraintes de signer une lettre dans laquelle elles s'engagent à ne plus se déplacer sans foulard. En cas de récidive, elles encourrent une peine de prison. Le 14 juin, le porte-parole de la

police iranienne, Saïd Montazerolmahdi, a annoncé que, depuis la mi-avril, deux mille voitures avaient été stoppées pour non-respect du port du hidjab par une femme à leur bord. Plus de trois cents personnes ont été arrêtées. La police des mœurs, chargée de faire respecter les lois vestimentaires en Iran, et dont les membres sont à l'origine de la

mort de Mahsa Amini, n'est pourtant pas officiellement de retour dans les rues iraniennes ; les contrevenances sont détectées par les caméras de surveillance du trafic ou par des agents en civil. Un SMS d'avertissement est ensuite envoyé au propriétaire de la voiture.

Soheila (un pseudonyme), une habitante de la ville de Machhad (Nord-Est), a décidé, comme un grand nombre d'Iraniennes, de ne plus se couvrir les cheveux depuis septembre 2022. Depuis mars, elle a reçu plusieurs SMS lui signalant l'endroit, la date et l'heure où elle a été prise en « **flagrant délit** » de non-respect de la loi sur le port obligatoire du hidjab. Dans le troisième, il a été indiqué qu'elle serait prochainement contactée en vue de l'envoi en fourrière de son véhicule.

Effrayer, menacer, mettre sous pression

Soheila a décidé de se présenter au poste de la police de la sécurité morale, où sa voiture a été mise en fourrière pendant une semaine. « **Au poste, nous étions une dizaine à avoir reçu le même message. Ceux qui étaient censés s'occuper de nos dossiers n'ont manqué aucune occasion pour nous humilier. Ils nous disaient : "On va faire ce qu'on veut de vous et vous n'avez pas d'autre choix que d'attendre. Notre but est que vous n'osiez plus sortir sans voile"** », relate Soheila.

Des Iraniennes, vivant dans d'autres villes du pays, dont Téhéran, ont rapporté les mêmes faits. Certaines ont été obligées de payer un pot-de-vein pour que leur véhicule ne soit pas envoyé en fourrière. D'autres ont été contraintes d'assister à des cours, pendant une quinzaine d'heures, sur les bienfaits du hidjab.



Des femmes marchent le long d'une peinture murale derrière laquelle apparaît un panneau d'affichage géant représentant le missile hypersonique Fatah, à Téhéran, le 7 juin 2023. ATTA KENARE / AFP

Ces dernières semaines, des agents de la police étaient présents à l'entrée des stations de métro de plusieurs villes, notamment à Téhéran et à Ispahan, interceptant les Iraniennes sans foulard. La présence des femmes ne portant pas de voile a aussi entraîné la fermeture de nombreux commerces, restaurants, cafés, hôtels, salles de cinéma, et même de parcs. Le célèbre café Type, situé dans le centre de Téhéran, a été le théâtre d'une descente d'agents en civil, équipés de Taser. Ils ont frappé des clients, procédé à des arrestations et filmé tous les consommateurs pour les effrayer. Dans le monde du cinéma, des actrices qui avaient osé paraître en public sans foulard se sont vu interdire de jouer dans les productions cinématographiques.

Phase de « vengeance » contre le peuple

Des étudiants engagés dans la contestation ont été arrêtés

pour la deuxième fois depuis septembre 2022. Quelques-uns ont été exclus de manière définitive. Dans certaines universités, les pressions des services de renseignement se sont alourdies. « **Dans notre établissement, nous avons toujours été plus libres qu'ailleurs**, explique une étudiante de l'université d'art à Téhéran. **Mais, depuis avril, tous les jours, nous devons nous battre avec les gardes de l'université qui s'en prennent à nous pour un pantalon trop court, un foulard trop petit, etc. Les convocations devant la commission disciplinaire sont monnaie courante. On nous menace sans cesse de suspension.** »

Selon une sociologue à Téhéran qui souhaite rester anonyme, le régime est entré dans une phase de « **vengeance** » contre le peuple. « **Incompétent et devenu illégitime aux yeux d'une grande partie de la population, le système politique iranien a entrepris une politique de contrôle et**

de répression. A neuf mois des élections législatives [prévues pour le 1^{er} mars 2024], **ce dernier ne cherche même pas à mettre en scène le spectacle d'un pays d'apparence libre. Ils n'ont ni la force ni la volonté de se donner une image légitime** », explique-t-il.

Ces dernières semaines, de nombreuses morts suspectes d'opposants iraniens ont été rapportées. La plus emblématique est celle du célèbre réalisateur Kioumars Pourahmad. Sa fille Pegah, dans un post sur Instagram, a rejeté l'idée que son père puisse, comme l'affirme la version officielle de son décès, s'être donné la mort, expliquant que son corps inanimé s'était révélé couvert de « **bleus et de blessures** ». La photo de sa dépouille mortelle a circulé, soulevant une vague de doutes chez ceux qui voient derrière cette mort l'action du pouvoir iranien.



28 June 2023

Syrian, Russian strikes hit rebel-held areas

ERBIL, Kurdistan Region -

Syrian and Russian airstrikes hit rebel bases in the northwest of the country, the defense ministry said on Wednesday, amid a recent escalation of violence.

Syria "in cooperation with friendly Russian forces, carried out precise and qualitative air and missile strikes targeting the fortified headquarters of terrorist organizations," the ministry said in a statement post by Syria's state news agency SANA.

The statement did not specify when the strikes were carried out but it comes at a time of an uptick in violence in rebel-held

areas of the past week.

It said that the operation was "in response to the repeated daily attacks" on residential areas in Hama province, and that bases containing weapons and ammunition were "completely destroyed."

The announcement comes a day after Russian airstrikes killed at least eight fighters of Hayat Tahrir al-Sham (HTS), according to the UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR). The war monitor claimed that 13 fighters and 16 civilians have been killed in Syrian and Russian strikes on rebel-held Idlib, where HTS is

mainly in control, this week.

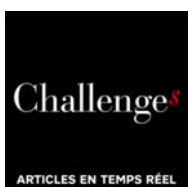
Half of Idlib province, as well as parts of Aleppo, Hama, and Latakia provinces, are the last rebel-held bastions in the country after Assad seized back swathes of territory over the course of the brutal Syrian civil war, which erupted in 2011.

Hay'at Tahrir al-Sham (HTS) is the former Syrian branch of Al-Qaeda and is the prominent force among dozens of different rebel factions operating in the area. It has been internationally recognized as a terrorist organization.

A ceasefire brokered by Russia and Turkey has been in place in northwest Syria since March 2020 but there has been a recent flare-up in violence.

Russia has been Assad's strongest ally throughout the war that initially began as an uprising turned into a brutal civil war.

Over 13 million Syrians have been displaced since the start of the civil war, more than six million of which are refugees who have fled the war-torn country, according to a report from the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR).



29 Juin 2023

Exclusif: L'Europe veut maintenir les sanctions contre le programme balistique de l'Iran

PARIS / WASHINGTON / DUBAI (Reuters) -

Des diplomates européens ont informé l'Iran de leur volonté de maintenir les sanctions contre son programme balistique instaurées par le désormais défunt accord de 2015 sur le nucléaire iranien et qui doivent expirer en octobre prochain, ont déclaré quatre sources au fait de la question.

Cette décision, qui pourrait entraîner des représailles de la part

de Téhéran, s'explique par trois motifs, ont indiqué les sources: les drones fournis par l'Iran à la Russie pour la guerre en Ukraine, le risque de voir Téhéran livrer des missiles balistiques à Moscou, et la volonté de priver l'Iran de l'un des bénéfices de l'accord de 2015 dont les termes ne sont plus respectés par Téhéran - même si l'accord a été dénoncé en premier lieu par les Etats-Unis en 2018.

La démarche illustre la volonté des Occidentaux d'empêcher

l'Iran de se doter de l'arme nucléaire, alors que Téhéran s'est affranchi par étapes des restrictions de l'accord de 2015, principalement en matière d'enrichissement d'uranium.

Désormais, d'après des estimations américaines, l'Iran serait en mesure de produire en environ 12 jours les matières fissiles nécessaires pour une bombe, contre un délai d'un an lorsque l'accord de 2015 sur le nucléaire était en vigueur.

Après d'infructueux cycles de pourparlers destinés à raviver le Plan d'action global conjoint (PAGC) signé à Vienne, les relations entre les Occidentaux et l'Iran se sont détériorées depuis un an, poussant les Etats-Unis à chercher des moyens d'apaiser les tensions et, le cas échéant, à remettre en place certaines limites sur le nucléaire iranien.

Téhéran nie vouloir se doter de l'arme nucléaire, que Washington et ses alliés voient

comme une menace pour Israël ainsi que pour les exportateurs de pétrole du Golfe.

TÉHÉRAN A REFUSÉ DE DISCUTER DU SUJET

"Les Iraniens ont été informés assez clairement (du projet de maintien de ces sanctions) et, désormais, la question est de savoir si les Iraniens vont prendre des mesures de représailles, lesquelles, et comment anticiper cela", a déclaré un diplomate occidental sous couvert d'anonymat.

Depuis 2017, Téhéran a mené plusieurs essais balistiques et lancements de satellites

contraires aux résolutions de l'Onu encadrant l'accord de 2015. Le mois dernier, a été tiré un missile d'une portée pouvant aller jusqu'à 2.000 km.

Les puissances européennes signataires de l'accord de 2015 - Allemagne, France et Grande-Bretagne - s'inquiètent des relations de plus en plus étroites entre l'Iran et la Russie en matière de défense.

D'après des représentants occidentaux, la Russie utilise des drones iraniens pour frapper l'Ukraine, laissant craindre selon eux que Téhéran puisse fournir des missiles balistiques à Moscou.

Sous couvert d'anonymat, un représentant iranien a déclaré à Reuters que le négociateur en chef de Téhéran sur le nucléaire avait refusé de discuter du maintien de sanctions européennes lorsque la question a été soulevée le 21 juin, à Doha, par le diplomate européen de haut rang coordonnant les négociations destinées à raviver l'accord de 2015, Enrique Mora.

Un autre représentant iranien a rejeté l'hypothèse que ces sanctions soient maintenues, déclarant que Téhéran avait progressé sur ses programmes nucléaire et balistique pendant des années en dépit des sanctions occidentales.

Selon un diplomate européen, Enrique Mora a commencé les préparatifs juridiques en vue du maintien des sanctions européennes. Une telle décision requiert un consensus au sein de l'Union européenne.

Cette question n'a pas encore été abordée par les Etats membres du bloc communautaire, ont déclaré deux sources.

(Reportage John Irish à Paris, Arshad Mohammed à Washington et Parisa Hafezi à Dubai, avec Andrew Gray et Sabine Siebold à Bruxelles; version française Jean Terzian)

LE FIGARO

avec AFP
29 Juin 2023

Iran : le Mossad annonce l'arrestation d'un homme qui projetait un attentat à Chypre

Le service de renseignement extérieur israélien, le Mossad, a annoncé ce jeudi 29 juin avoir «**appréhendé**» un Iranien qui projetait de tuer un Israélien à Chypre, et dont l'interrogatoire «**sur le sol iranien**» a permis aux autorités chypriotes d'arrêter plusieurs personnes.

Le bureau du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu avait salué dimanche une opération «**qui a permis de déjouer une attaque terroriste iranienne à Chypre contre des cibles israéliennes**», sans donner de détails.

«**Opération contre-terroriste**»

Les autorités chypriotes n'ont pas donné d'informations sur cette affaire mais des médias locaux, citant des sources non identifiées, ont fait état d'un projet déjoué d'attaque contre des cibles israéliennes ou juives, fomenté par des suspects opérant depuis la République turque de Chypre-Nord (RTCN), une entité autoproclamée dans le nord de l'île méditerranéenne, que la Turquie est le seul pays à reconnaître.

Selon le Mossad, un Iranien du nom de Yusef Shahabazi Abbasalilu a été «**appréhendé**» lors d'une «**opération contre-terroriste sur le sol iranien**». Durant son interrogatoire, selon le Mossad, il a avoué avoir «**reçu des instructions**

détaillées et des armes de la part de haut-gradés des Gardiens de la Révolution», l'armée idéologique de la République islamique, concernant un homme d'affaires israélien qu'il devait assassiner à Chypre.

«Tentative permanente»

Une vidéo diffusée par le Mossad, que l'AFP n'a pas pu identifier, montre un homme supposé être Yusef Shahabazi Abbasalilu donner les détails de son arrivée à Chypre et des préparatifs pour tuer un Israélien avec l'aide de «**Pakistais**» qui se trouvaient sur l'île. L'homme raconte ensuite avoir reçu l'ordre de rentrer en Iran car la police chypriote était sur ses traces.

«**À la lumière des informations qu'il a fournies aux enquêteurs, la cellule a été démantelée lors d'une opération des services de sécurité chypriotes**», a ajouté le Mossad, faisant état d'une «**série d'arrestations à Chypre la semaine dernière**». Selon le Mossad, cette opération a mis en lumière «**la tentative permanente de mener des attentats terroristes et porter atteinte aux Israéliens et aux juifs à travers le monde**». Benjamin Netanyahu avait récemment affirmé que la grande majorité des «**problèmes de sécurité**» d'Israël venaient «**de l'Iran et de ses représentants**».

Coran brûlé : nouvelle manifestation près de l'ambassade de Suède à Bagdad

Ils protestaient contre l'acte de Salwan Momika, un Irakien réfugié en Suède, qui a brûlé mercredi quelques pages d'un exemplaire du Coran devant la plus grande mosquée de Stockholm et pendant l'Aïd-el-Kébir.

Plusieurs milliers de manifestants se sont de nouveau rassemblés près de l'ambassade de Suède à Bagdad, vendredi 30 juin, pour protester contre l'autodafé d'un Coran par un Irakien à Stockholm, un acte qui a soulevé l'indignation dans le monde musulman. Lors d'une première manifestation, jeudi, des partisans de l'influent clerc chiite Moqtada Al-Sadr avaient brièvement pénétré dans la représentation suédoise à Bagdad, avant d'en ressortir dans le calme.

Ils protestaient contre l'acte de Salwan Momika, un Irakien réfugié en Suède, qui a brûlé mercredi quelques pages d'un exemplaire du Coran devant la plus grande mosquée de Stockholm et pendant l'Aïd-el-Kébir, une fête célébrée par les musulmans à travers le monde. Cet événement avait été autorisé par la police suédoise au nom de la liberté d'expression. Vendredi, toujours à l'appel de Moqtada Al-Sadr, ils étaient plusieurs milliers à manifester sur

une avenue de Bagdad proche de l'ambassade de Suède, selon un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP) sur place. La rue de l'ambassade avait été fermée par des blocs de béton par les forces de l'ordre en prévision de la mobilisation. Les manifestants ont fustigé l'acte de Salwan Momika, mais aussi la décision de la Suède de l'y avoir autorisé.

Un cheikh religieux a lu sur une estrade une allocution écrite par Moqtada Al-Sadr qui a estimé que « **brûler le Coran est une incitation à la haine** » contre des millions de musulmans et qui a dénoncé la politique du « **deux poids deux mesures** » de l'Occident et de « **ceux qui réclament la démocratie et la liberté d'expression** ».

« **Une insulte au saint Coran** »

« **C'est une insulte au saint Coran** », a déclaré à l'AFP Nafia Wali Idriss, un fonctionnaire de 47 ans. « **La liberté d'ex-**

pression ne doit pas ouvrir la porte au sectarisme. » Des drapeaux arc-en-ciel, symbole de la communauté LGBTQIA+, et des portraits de M. Momika pris pendant son acte de mercredi ont été piétinés, en réponse à l'appel de Moqtada Al-Sadr qui y voit « **la meilleure manière de provoquer** » ceux qui soutiennent ou défendent le fait de brûler le Coran.

« **Non à l'homosexualité ! Oui au Coran !** », ont scandé les manifestants qui ont ensuite brûlé les drapeaux arc-en-ciel.

A Bassora, grande ville du sud de l'Irak, une manifestation similaire de partisans de Moqtada Al-Sadr a réuni quelques centaines de personnes, selon un photographe de l'AFP. Le gouvernement irakien, dont Moqtada Al-Sadr ne fait pas partie, a fermement condamné l'acte de Salwan Momika et a réclamé son extradition vers l'Irak pour qu'il soit jugé.

L'ambassadrice de Suède à Bagdad, Jessica Svårdström, a été

convoquée par le ministère des affaires étrangères irakien jeudi soir pour « **l'informer de la vive protestation** » de l'Irak concernant l'autorisation donnée à des « **extrémistes** », par son pays, de brûler le Coran.

Interrogé vendredi avant la manifestation, Hakim Al-Zamili, un responsable du mouvement de Moqtada Al-Sadr, a estimé que cette convocation « **ne suffit pas** ». « **Nous avons besoin de mesures plus concrètes** », a-t-il dit. En Iran voisin, quelques dizaines de manifestants ont protesté devant l'ambassade de Suède à Téhéran après la prière du vendredi, selon des journalistes de l'AFP.

En Suède, le premier ministre, Ulf Kristersson, a pris ses distances vendredi avec l'autodafé, assurant qu'il n'y avait « **pas de raison d'insulter d'autres gens** ». Salwan Momika a quant à lui déclaré qu'il comptait renouveler son geste devant l'ambassade d'Irak à Stockholm, dans les dix jours.